



La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes



Causeries juin 2018

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre
---------	---------	------	-------	-----	------	---------	------	-----------	---------	----------	----------

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30									

Le 2 juin 2018

CAUSERIE ET INFOS

J'ai 62 ans et 8 mois. 15 ans d'éducation et d'études, 23 ans de travail et de chômage, 23 ans et 4 mois à profiter de la vie (en Inde), à la retraite depuis 8 mois officiellement, elle n'est pas belle la vie sous le capitalisme !

Il y en a qui sont spécialisés dans les théories foireuses et qui en sont fiers, moi il a fallu que j'en élabore une originale pour tout juste survivre, et apparemment je n'ai pas trop à m'en plaindre.

- Causerie au format pdf (11 pages)

Ils osent tout. Un courriel reçu d'un sympathisant du POID.

Quand on veut toujours avoir raison et qu'on est à court d'argument ou acculé, au besoin on en vient à falsifier les faits, la réalité. Autant vous dire qu'il s'agit du militant qui me harcèle depuis des années...

- "Toute l'argumentation repose sur un principe complètement faux: en 1918 puis en 1923, le prolétariat allemand était le plus développé et avait le niveau de vie le plus élevé !!! Cela ne l'a pas empêché de se lancer à l'assaut du vieux monde lors de deux révolutions successives..."

Apparemment, cela ne lui a pas réussi dites-leur, puisqu'elles ont échoué ! En réalité, son niveau de vie s'était effondré pendant la guerre, et il n'aura pas le temps de se relever, qu'une période d'hyperinflation ravagera l'Allemagne à partir de 1923 et portera Hitler au pouvoir quelques années plus tard.

Je ne tiens pas à polémiquer sur la question du développement de la conscience politique du prolétariat allemand à cette époque, parce que cela nous entraînerait trop loin et je n'ai pas le temps, disons qu'au regard du résultat, je me permettrai simplement d'émettre des réserves, sachant qu'il a été élevé au biberon de la social-démocratie acquise au réformisme ou au révisionnisme du socialisme et qui fit faillite en août 1914. Je pense plutôt qu'il s'est en partie et en partie seulement radicalisé en s'inspirant de la révolution russe pratiquement dans des conditions identiques, en ayant à subir une guerre qui allait fait chuter brutalement son niveau de vie, d'où l'élévation de son niveau de conscience et son passage à l'action, la formation de soviets ou comités, etc.

Donc tout porte à croire que les conditions n'étaient pas réunies pour que ces révolutions aillent à leur terme, et la seule question

qui vaut la peine de se poser, est de savoir lesquelles et pourquoi, question que vous esquivez en déformant mes propos honteusement ou en me prêtant un discours que je n'ai jamais tenu, pire en déformant la réalité.

Ensuite, j'ignorai que les guerres étaient propices à l'amélioration de la condition ouvrière, que le niveau de vie du prolétariat en général progressait pendant la guerre et les années suivantes, j'avais plutôt cru comprendre qu'en dehors de l'aristocratie ouvrière corrompue, c'était les banquiers qui s'en sortaient le mieux en devenant encore plus riches à l'issue des guerres.

- "*Ce simple constat en une phrase met à mal des dizaines de développements sur ce thème "finalement les salariés français ne sont pas assez malheureux pour vouloir changer les choses", Trotsky dénonçait violemment ce raisonnement typiquement petit-bourgeois, "ce sont les masses qui sont responsables, pas les dirigeants qui se réclament du mouvement ouvrier"!!! Refrain repris par LO, le NPA....."*

Passons sur le fait que je ne cesse de pilonner ces dirigeants, LO et le NPA.

Ne dit-on pas qu'on ne fera pas boire un âne qui n'a pas soif ?

Ne dit-on pas que c'est lorsqu'on rencontre des difficultés dans la vie, qu'on a une chance de progresser parce que cela va nous inciter à nous poser des questions et à y chercher des réponses ?

C'est le b.a.-ba de la logique la plus élémentaire, qui lorsqu'elle échappe à un esprit aussi éclairé que celui de mon contradicteur - c'est tout du moins ce qu'il pense de lui-même, le ravale au rang d'ignorant ou d'idiot.

Effectivement, il faut pour qu'une révolution prolétarienne se produise : soit que la condition des masses ait régressé ou qu'elles se soient appauvries au point qu'elles ne puissent plus vivre comme avant, soit qu'en ayant encore des conditions d'existence décentes, elles aient élevé leur niveau de conscience politique pour exiger de vivre dans une société plus juste ou meilleure, et précisons que la seconde condition est indispensable pour que la première permette d'envisager sérieusement un changement de régime. Ce sont les enseignements que l'on peut tirer de la lutte de classe du passé, cependant en précisant qu'à ce jour jamais une révolution n'a eu lieu ou n'a réuni de près comme de loin les conditions qui lui auraient permis d'espérer vaincre ses ennemis dans aucun pays capitaliste ayant développé une puissante aristocratie ouvrière et une importante classe moyenne.

Quant au mouvement ouvrier en général et ses dirigeants en particulier, ils sont le reflet du niveau de conscience général des masses dont ils sont issus. Et le niveau de conscience général des masses est l'expression concentrée de l'interprétation qu'elles font de leurs conditions. On a la fâcheuse tendance à idéaliser le niveau de conscience des travailleurs, de la surestimer. En fait, lorsqu'ils s'estiment satisfaits de leurs conditions, ils sont solidement enchaînés au capitalisme. Certes, ils peuvent être conduits à exiger quelques miettes de plus des capitalistes, et s'ils leur refusent, ils s'en accommodent. Leur niveau de conscience ne va pas plus loin ou cesse de se développer, il va stagner ou pire, régresser, et le jour où les capitalistes décideront que l'heure a sonné de leur reprendre les avantages qu'ils avaient dû leur concéder auparavant, ils seront désarmés pour les affronter.

Il semblerait qu'on n'ait pas encore saisi qu'une expérience était pratiquement sans valeur et pourrait se reproduire indéfiniment sans que rien ne change, dès lors qu'on n'en avait pas tiré des enseignements, justement pour qu'elle ne se reproduise pas à l'identique ou pour que ses conclusions soient différentes ou bénéfiques par la suite.

C'est ainsi que la plupart des gens passent à côté de leur existence, puisque finalement elle n'aura pas changé du début à la fin. A ce titre, il faut noter que ce sont les fonctionnaires et ceux qui travaillent dans les grandes entreprises qui forment les bataillons de l'aristocratie ouvrière qui y sont le plus prédisposés. De par leurs statuts, ils sont peut-être portés à composer l'essentiel du mouvement ouvrier, mais comme leurs conditions les prédisposent à être les plus enchaînés au capitalisme, il n'y a pas lieu de leur prêter des dispositions aptes à en faire des révolutionnaires ou à élever leur niveau de conscience au point de remettre en cause l'ordre établi, ce serait plutôt l'inverse qui prévaudrait. Maintenant, qu'il y en ait quelques-uns ou une minorité qui sortent du lot, il n'en demeure pas moins que l'immense majorité demeure accroché au char du capitalisme. Or pour qu'une révolution vaille, il faut que la minorité et ses dirigeants soit suffisamment déterminée pour entraîner la majorité.

Une nouvelle fois vous avez recouru au procédé ignoble qui consistait à faire croire que j'accuserais les masses d'être responsables de la situation, histoire de ne pas analyser minutieusement leur comportement afin de ne pas en rechercher l'origine, sachant que les conclusions auxquelles vous parviendriez contrediraient votre propre analyse ou plutôt votre absence d'analyse, puisque vous vous contentez d'ânonner des principes, c'est à croire que la masturbation intellectuelle à laquelle s'adonnent les dogmatiques rend aveugle et impuissant !

Ce militant et bien d'autres j'imagine, n'admettent pas qu'on affirme que les masses et le mouvement ouvrier se sont embourgeoisés, ils le nient farouchement, ce qui ironiquement n'est pas sans signification politique, mais cela ne leur effleurera pas l'esprit bien entendu ou pour cause. Pourquoi ? Parce que cela signifie que la conception de la lutte de classe à laquelle ils s'accrochent est obsolète, et ils sont incapables de la modifier ou d'en concevoir une autre qui soit davantage en rapport avec la situation réelle, plutôt que refléter leur théorie élevée au rang de dogme putréfié.

L'ouvriérisme tout comme le tiers-mondisme peuvent aboutir aux pires confusions, qui dans certains cas peuvent s'avérer fatales. La réalité aussi désagréable soit-elle, doit être prise dans sa totalité, il faut la regarder en face, et sous aucun prétexte on devrait ensuite manquer de mesure en l'analysant, car sinon on prendrait le risque de passer à côté de la solution qui correspond à la question qui nous avons à résoudre.

Non mais imaginez un instant, ce militant voudrait me faire passer pour un monstre d'inhumanité qu'il ne s'y prendrait pas autrement.

Je vis en Inde entouré de misère, pas forcément matérielle d'ailleurs, je baigne quotidiennement dans un océan de souffrances et de violence, chaque jour dans mon entourage direct je suis témoins de drames épouvantables, et plus le temps passe pire c'est, et vous voulez savoir pourquoi, je vais vous le dire en tentant de contenir ma colère, parce qu'on a fait croire aux masses que le développement était à leur portée ou qu'elles allaient profiter du développement économique de l'Inde, et comme en réalité tous n'y auront pas accès ou il n'y en aura pas pour tout le monde, elles se déchirent, s'entre-dévorent pour faire partie des heureux élus, c'est terrible.

Cela tombe à pic, voilà ce qui est en train de se dérouler en ce moment même sous mon toit, il est 12h35 ce vendredi 1er juin 2018.

Au moment où j'écris ces lignes, Selvi ma compagne est en pleurs, Srida, la fille de sa soeur Adilakshmi est en pleurs, le frère cadet de son époux est un petit voyou qui leur pourrit la vie. Son époux et ses parents ainsi qu'un avocat sont partis ce matin à Chennai pour porter plainte contre lui, ils vont déboursier 25.000 roupies dans cette affaire, dont le salaire de l'époux de Srida. Srida n'a plus une roupie pour inscrire ses deux enfants à l'école, or c'est le dernier jour pour les inscriptions. Elle a besoin impérativement aujourd'hui de 20.000 roupies. Elle n'a pas mangé depuis trois jours. Il fait plus de 42°C à l'ombre. Du coup Selvi est en train de lui préparer à manger et je lui donne un chèque de 20.000 roupies, ils me rembourseront par la suite, si c'est possible... Bien entendu, ils se sont battus quotidiennement ces derniers jours, le père, la mère, son époux, son frère, sa soeur, Srida, etc. Tout le monde en a pris plein la gueule, ils se haïssent et ils doivent continuer de vivre ensemble, quel cauchemar !

Maintenant, vous imaginez cet enfer, et après un militant qui a perdu la tête voudrait faire croire que c'est ce que je souhaiterais aux masses, bref que je serais un sale type ignoble au possible, indifférent au sort de mes semblables. C'est un procédé vraiment dégueulasse, indigne d'un militant qui se réclame du trotskysme, honte à vous ! C'est comme si vous me prêtiez de souhaiter la guerre en Europe pour que tous les travailleurs se massacrent, cela leur servirait de leçon ! Vous avez dépassé les bornes de l'infamie juste pour avoir toujours raison, parce que vos dirigeants faillis ont toujours raison, parce que les marxistes qui ont commis une multitude d'erreurs qu'ils ont reconnues quand ils en ont eu le temps auraient toujours eu raison.

Tenez, voilà le genre d'inepties que ce genre de militants continuent de prendre pour argent comptant un siècle plus tard, bien que les faits les aient contredites :

- "Lorsque nous voyons combien rapidement l'idée des Soviets se répand en Allemagne et même en Angleterre, nous pouvons bien nous dire que c'est là une preuve essentielle que la Révolution prolétarienne vaincra. On ne saurait arrêter son cours que pour peu de temps. (Le congrès de l'Internationale Communiste, 1919)

Un siècle, c'est plus "que pour peu de temps", semble-t-il.

Les rédacteurs de ces lignes a dû prendre leurs désirs pour la réalité ou firent preuve d'une grande confusion, d'un optimisme démesuré pour le moins, Lénine et Trotsky notamment, personne n'est parfait, pardon, sauf ce militant et ses dirigeants.

En aparté, en parcourant à nouveau très rapidement les résolutions des quatre premiers congrès de l'Internationale communiste, je me suis aperçu que les conditions de vie de la classe ouvrière n'y figuraient pas ou qu'elles n'avaient pas fait l'objet d'une profonde et méticuleuse analyse, alors que c'était un des principaux facteurs qui devait déterminer l'évolution de la situation...

Je n'ai pas le temps ici de m'étendre sur ce sujet d'une importance capitale, constatons que c'est devenu la règle chez tous nos dirigeants et du coup pratiquement chez tous les militants, d'ignorer ce qui est à la base de l'état d'esprit des travailleurs, après vous ne vous étonnez pas qu'ils soient incapables de savoir ce qu'ils pensent ou quels sont les véritables rapports entre les classes, et qu'ensuite ils extrapolent ou partent dans des spéculations hasardeuses sur le développement de la situation ou de la lutte de classes.

Militer sur de telles bases ne sert strictement à rien, de là à se faire faussaire pour se convaincre du contraire est vraiment malhonnête et pitoyable. C'est un simple constat, je ne juge personne qu'on se comprenne bien.

Il y avait autre chose dans le bref courriel que m'avait adressé ce militant qui méritait notre attention. En gros, il nous a démontré à quel point on pouvait se contredire sans s'en apercevoir.

Récapitulons, il a voulu nous faire croire que le niveau de conscience politique des masses pourrait se développer, alors que

leurs conditions de vie seraient élevées, au point de se lancer dans une révolution prolétarienne... Or, nous savons que cela n'a jamais été le cas nulle part dans le monde jusqu'à présent, mais là n'est pas l'essentiel. Non, ce qu'il y a d'extraordinaire, c'est que lorsque je propose une théorie équivalente ou qui conduit aux mêmes conclusions pratiques, il m'accuse de fabuler et de bien des choses encore peu flatteuses...

Cela fait des années que j'explique qu'à défaut de conditions similaires ou aussi effroyables que celles engendrées par une guerre, un effondrement brutal du capitalisme, pour espérer que les masses se dressent contre le régime pour le renverser, il fallait impérativement élever leur niveau de conscience et les organiser, que cela devait être notre tâche prioritaire ou que toute notre activité devait être subordonnée sur cet objectif. Je n'ai jamais tenu un autre discours, vous en êtes témoins, les causeries depuis août 2008 vous le confirmeront.

Si vous ignoriez que le prolétariat allemand avait été une des principales victimes de la Première Guerre mondiale, j'ai trouvé quelques textes qui le prouvent.

- ...le blocus de la faim, condamnant les peuples de l'Allemagne et de l'Autriche à l'extermination. (Le congrès de l'Internationale Communiste, 1919)

- Maintenant ce n'est pas seulement la paupérisation sociale, mais un appauvrissement physiologique, biologique, qui se présente à nous dans toute sa réalité hideuse. La catastrophe de la guerre impérialiste a balayé de fond en comble toutes les conquêtes des batailles syndicalistes et parlementaires. (id)

- La science industrielle allemande et le taux de production très élevé de la main-d'oeuvre allemande, ces deux facteurs d'une extrême importance pour la renaissance de la vie économique européenne, sont paralysés par les clauses de la paix de Versailles encore plus qu'ils ne l'avaient été par la guerre. L'Entente se trouve devant un dilemme : pour pouvoir exiger le paiement il faut donner le moyen de travailler, pour laisser travailler il faut laisser vivre. Et donner à l'Allemagne ruinée, dépecée, exsangue, le moyen de se refaire une vie, c'est lui rendre possible un sursaut de protestation. (Ile congrès de l'Internationale Communiste, 1920)

- C'est en Allemagne que les conséquences en sont les plus terribles. La défaite de l'impérialisme allemand a été en même temps celle du système d'économie capitaliste. En dehors du prolétariat il n'y avait aucune classe qui pût prétendre au pouvoir d'Etat. Le perfectionnement de la technique, le nombre et le niveau intellectuel de la classe ouvrière allemande étaient un sur garant du succès de la révolution sociale. Malheureusement la social-démocratie allemande s'est mise en travers de la voie. Grâce à des manoeuvres compliquées dans lesquelles la ruse se mêle à la bêtise, elle a paralysé l'énergie du prolétariat pour le détourner de la conquête du pouvoir qui était son but naturel et nécessaire.

La social-démocratie s'était évertuée pendant des dizaines d'années à conquérir la confiance des ouvriers, pour, ensuite, au moment décisif, quand le sort de la société bourgeoise était en jeu, mettre toute son autorité au service des exploiters.

La trahison du libéralisme et la faillite de la démocratie bourgeoise sont des épisodes insignifiants en comparaison de la trahison monstrueuse des partis socialistes. Le rôle de l'Eglise elle-même, cette station électrique centrale du conservatisme, comme l'a définie Lloyd George, pâlit devant le rôle anti-socialiste de la IIe Internationale. (id)

- Le caractère illusoire de la période de prospérité est surtout évident en Allemagne ; dans un laps de temps pendant lequel les prix se sont élevés en une année et demie au sextuple, la production du pays a continué de baisser très rapidement. La participation, triomphante en apparence, de l'Allemagne au trafic commercial international d'avant-guerre est payée d'un double prix : gaspillage du capital fondamental de la nation (par la destruction de l'appareil de production, de transport et de crédit) et abaissement successif du niveau d'existence de la classe ouvrière. (Ile congrès de l'Internationale Communiste, 1921)

- Pour restaurer l'économie européenne, en remplacement de l'appareil de production détruit pendant la guerre, une forte création nouvelle de capital serait nécessaire. Cela ne serait possible que si le prolétariat était prêt à travailler davantage dans des conditions d'existence très inférieures. C'est ce que les capitalistes demandent ; c'est ce que lui conseillent les chefs traîtres des Internationale jaunes : d'abord aider à la restauration du capitalisme, ensuite lutter pour l'amélioration de la situation des ouvriers. Mais le prolétariat d'Europe n'est pas prêt à se sacrifier, il réclame une amélioration de ses conditions d'existence, ce qui actuellement est en contradiction absolue avec les possibilités objectives du capitalisme. D'où les grèves et les insurrections sans fin et l'impossibilité de restaurer l'économie européenne. (id)

- L'attaque du gouvernement prussien sous la direction du social-démocrate Severing contre les mineurs de l'Allemagne centrale forme l'introduction à l'offensive générale de la bourgeoisie allemande en vue de la réduction des salaires du prolétariat allemand. (id)

- Tandis que les conférences des Etats de l'Entente se succèdent, la ruine économique de l'Allemagne se poursuit toujours et menace l'existence du capitalisme dans toute l'Europe Centrale.

L'aggravation catastrophique de la situation économique de l'Allemagne contraindra... (IVe congrès de l'Internationale Communiste, 1922)

- Mais la plus forte exploitation du prolétariat allemand, la transformation de l'ouvrier allemand en coolie européen, la misère effrayante où il est plongé par suite du traité de Versailles... (id)

Souvenez-vous de ce que ce militant a écrit : *"en 1918 puis en 1923, le prolétariat allemand (...) avait le niveau de vie le plus élevé"*, incroyable, n'est-ce pas ? C'est dingue ! Au fait, c'est une expression que ma compagne Selvi et sa soeur Adi connaissent par coeur parce que je n'arrête pas de la répéter, c'est fou, c'est dingue, c'est complètement dingue, quel monde de dingues ! Elles sont hyper arriérées, mais je ne les ai jamais traitées de dingues, je ne suis pas con à ce point-là, heureusement !

On va enfoncer le clou. On assume totalement les idées que nous défendons.

L'orientation du mouvement ouvrier est détestable. C'est un lieu commun penseront certains. Si on sait comment cela se caractérise, on ne cherchera pas à en évaluer les conséquences sur l'état d'esprit des travailleurs ou à en comprendre la portée ou la signification politique.

Son orientation est bourgeoise ou plus largement réactionnaire, trade-unioniste ou réformiste tendant au corporatisme, ce que chacun peut constater. Cela n'a aucune importance ou si peu nous disait-on, car cela ne serait que temporaire, sauf que le temporaire a plutôt tendance à durer et à s'incruster dans les esprits apparemment, et tout est fait pour qu'il en soit ainsi.

Par exemple, on vous parle de la retraite ou on vous explique qu'il faudrait y penser sérieusement vers l'adolescence ou dès que vous commencez à travailler... Qu'est-ce que cela signifie, sinon que vous êtes promis à subir l'exploitation ou le capitalisme jusqu'à la fin de vos jours. Et alors ? Vous n'en saisissez pas la portée, vous ne comprenez pas qu'ils y préparent très tôt les travailleurs ou qu'ils façonnent ainsi leur cerveau à s'accommoder du capitalisme, de sorte qu'ils intègreront sa survie dans leur conscience ou que sa survie leur paraîtra tout ce qu'il y a de plus normal, comme si c'était gravé dans le marbre. Partant de là, comment l'idée pourrait-elle germer dans leurs têtes qu'ils devraient s'en débarrasser pour conquérir leur émancipation, puisqu'ils l'ont évacué de leur avenir. C'est aussi une des fonctions des réseaux numériques, les conditionner dès le plus jeune âge pour en faire des esclaves dociles.

Vous pouvez prendre absolument toutes les revendications avancées par le mouvement ouvrier, telles qu'elles sont avancées, elles s'inscrivent toutes dans cette perspective, le capitalisme est éternel.

Il y a pire encore, quand vous affirmez le contraire ou vous combattez cette orientation réactionnaire, on vous traite de gauchiste, d'extrémiste. En fait, la principale fonction du mouvement ouvrier est de préparer les travailleurs à demeurer éternellement sous le joug du capitalisme ou du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme qui coïnciderait finalement avec son destin.

Partant de là, tout besoin ou tout droit, tout acquis ou toute conquête sociale, bref, toute revendication sociale incompatible avec la survie du capitalisme doit être écartée ou décrétée hors la loi. On en arrive à se dire que les choses sont comme elles sont et qu'on y peut rien, que ce qui se passe est normal, c'est la banalisation de l'exploitation et de l'oppression, c'est dans cette perspective que s'inscrit le mouvement ouvrier, qui refuse obstinément de lier les revendications sociales à la nécessité d'en finir avec le capitalisme.

Même sur le terrain psychologique, le mouvement ouvrier se situe au côté des capitalistes contre les travailleurs. Voilà ce que cela signifie, parce qu'il l'est également sur le plan idéologique, le mouvement ouvrier est essentiellement contre-révolutionnaire, antisocialiste, c'est sa manière d'être apolitique... c'est ce qui l'a amené à appeler à voter pour Macron !

Avec un fondement aussi pourri, on ne voit pas trop ce qu'il y aurait lieu sérieusement d'en espérer tant que cette orientation s'imposera.

On se plaint que la situation serait inextricable, mais je me demande si parfois cela n'arrangerait pas certains, ceux précisément qui refusent d'y réfléchir. Nous ne faisons le procès de personne, on essaie seulement de comprendre pour aller de l'avant, vers le socialisme.

Parole d'internaute

1- "C'est un effet du conditionnement collectif qui fait qu'une info " officielle" du système dominant est à priori vraie alors qu'une info non officielle qui la contredit est à priori suspecte.

Une info critique non officielle n'est prise en compte que par une petite minorité de l'opinion sensibilisée à l'esprit critique exacerbé en quête d'informations.

La très grande majorité de l'opinion reçoit l'information passivement comme un bruit de fond qui l'interpelle à l'occasion, étant essentiellement préoccupée par les questions professionnelles, familiales, privées. Il faut avoir une curiosité pour la chose politique, y être sensibilisé pour entreprendre une démarche active à la recherche de l'information et ce n'est que dans cet état d'esprit qu'il y a tentation à " vouloir en savoir plus " et donc entreprendre la recherche d'infos supplémentaires à la marge.

La force de tous les systèmes en place est de s'abriter derrière ce fond d'indifférence collective particulièrement efficace lorsqu'ils contrôlent l'essentiel des médias chargés d'entretenir ce bruit de fond conformiste qui baigne l'opinion."

LVOG - Vous avez raison, leur guerre idéologique et psychologique par médias interposés s'avère particulièrement pernicieuse et efficace, mais elle ne le demeurera pas indéfiniment... Mais ce serait commettre une erreur fatale de croire que seule la régression des conditions objectives suffira pour vaincre notre ennemi, elles peuvent être la condition de l'engagement du combat classe contre classe, mais elle ne détermine en rien son issue si simultanément la classe ouvrière ne parvient pas à élever son niveau de conscience à celui des tâches qu'elle a à accomplir, et donc à s'organiser...

2- "Le moteur des guerres en général et notamment celles menées par les USA ont pour origine un petit groupe d'individus associées pour leurs profits et agissant derrière le pouvoir politique : l'État profond. (nous avons le même dispositif mafieux en France)

Par ailleurs ces personnages n'ont aucune considération pour la race humaine et toute vie hormis leur propre personne.

Partant de ce constat aucune autre considération, que ce soit l'intérêt général ou une éthique n'entre en compte. Nous devons considérer que toutes action extrême impensable pour un citoyen, toute tromperie, assassinats, tueries...sont dans l'arsenal normal du système."

LVOG - En effet notre ennemi est déterminé et cynique, c'est ce qui fait sa force, et notre faiblesse vient du fait que sous l'influence de la morale bourgeoise qui a été spécialement conçue pour nous maintenir en servitude éternellement, on est incapable de l'imiter...

ACTUALITÉ DU JOUR

L'UE : C'est le national-socialisme.

Qui a dit ?

- " *Les marchés vont apprendre aux Italiens à bien voter* ".

Réponse : Propos du commissaire européen au Budget et aux Ressources humaines, Günther Oettinge, dans le cadre d'une interview réalisée à Strasbourg, diffusée mardi soir sur la chaîne allemande DW. atlantico.fr 29.05

Palestine occupée.

LVOG - Tsahal, le Mossad et le gouvernement israélien n'ont rien à envier en effet aux SS en exécutant des hommes, femmes et enfants désarmés à Gaza.

Franceinfo - Manifestation anti-Macron : une organisation juive porte plainte après l'exhibition d'une pancarte représentant le président en SS avec un brassard israélien - franceinfo 29.05

"Les (...) porteurs de cette pancarte instillent un antisémitisme patent par cet odieux amalgame", indique l'avocat du BNVCA, Charles Baccouche, dans sa plainte. franceinfo 29.05

- Washington mettra son veto sur la protection des Palestiniens - L'Express.fr1 juin 2018

Les États-Unis vont poser un "veto certain" au texte réclamant la protection des Palestiniens à Gaza et en Cisjordanie. Le projet de résolution, présenté par le Koweït devant le Conseil de sécurité des Nations Unies, devait être voté jeudi mais celui-ci a été repoussé à vendredi, à 19 heures GMT.

L'ambassadrice américaine à l'ONU, Nikki Haley, a décrit le texte du Koweït, qui représente les pays arabes au Conseil de sécurité, comme une "approche largement unilatérale qui est moralement décadente et ne servirait qu'à saper les efforts de paix en cours entre les Israéliens et les Palestiniens". L'Express.fr1 juin 2018

Ils ont du mal à contenir leur haine des pauvres, des exploités...

Il y a trop de travailleurs qui dépendent des aides sociales pour survivre : Dehors Macron et Darmanin !

- Aides sociales «Il y en a trop», selon Gérald Darmanin - Liberation.fr

Ils en parlent comme si c'était déjà acquis.

- Par points ou «à la suédoise» : à quoi ressemblera notre prochain système de retraite ? Liberation.fr 31 mai 2018

Lancé ce jeudi, la réforme des retraites promise par Macron devrait bouleverser notre système actuel. Liberation.fr 31 mai 2018

En famille. Quand les monarchies sont Gafa.

- UE: Les pays nordiques opposés à la taxation des Gafa - Reuters1 juin 2018

Les ministres des Finances des trois pays nordiques de l'Union européenne ont exprimé vendredi leur opposition au projet de taxation des géants du numérique présenté par la Commission européenne, estimant qu'il risquait de nuire à l'économie européenne.

Leur position pourrait affaiblir encore le plan présenté en mars, qui a déjà été critiqué par de petits Etats membres de l'UE et n'a reçu qu'un accueil mitigé à Berlin.

"Une taxe sur les services numériques s'écarterait des principes fondamentaux de l'impôt en ne s'appliquant qu'au chiffre d'affaires, sans prendre en compte le fait de savoir si le contribuable réalise un bénéfice ou non", écrivent la ministre suédoise des Finances Magdalena Andersson et ses collègues du Danemark et de la Finlande, Kristian Jensen et Petteri Orpo, dans un communiqué commun.

L'exécutif européen a proposé le 21 mars d'instaurer une taxe transitoire de 3% sur le chiffre d'affaires des groupes emblématiques du numérique, en premier lieu les "Gafa" (Google, Apple, Facebook et Amazon), accusés de profiter des disparités d'un système fiscal inadapté qui leur permet de transférer leurs profits vers des Etats membres à la fiscalité avantageuse comme le Luxembourg ou l'Irlande.

Pour les pays nordiques, la taxe proposée jouerait contre les intérêts de l'Europe en compliquant la coopération internationale en matière de fiscalité et en risquant de déclencher des mesures de représailles des partenaires de l'UE.

Ils se prononcent en faveur d'une réforme de la taxation des grands groupes numériques mais demandent qu'elle soit débattue au niveau de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), forum traditionnel pour les discussions internationales sur la fiscalité.

La Commission européenne est favorable à une action au niveau international mais, notant que la réflexion est toujours très longue sur ces sujets, propose une taxe transitoire. Reuters1 juin 2018

MH17. C'était une fake news !

- No convincing proof of Russia's role in MH17 tragedy obtained so far — Malaysian minister - tass.com June 01

There is no conclusive proof of Russia's responsibility for the crash of flight MH17 in eastern Ukraine in July 2014, Channel News Asia said on Thursday quoting Malaysian Transport Minister Anthony Loke.

"There is no conclusive evidence to point at Russia under the JIT [Joint Investigative Team] evidence," he said when a reporter asked him about the JIT findings. "But who's responsible - you can't just pinpoint at Russia." tass.com June 01

Traduction : Il n'existe pas de preuves suffisantes pour affirmer que la Russie serait responsable du crash du vol MH17 en Ukraine en juillet 2014 a affirmé à News Asia, mardi, le ministre des Transport malaysien, Anthony Loke.

POLITIQUE

Italie.

- Les populistes s'installent au pouvoir en Italie - AFP 1 juin 2018

Le premier gouvernement d'alliance entre un jeune mouvement populiste et un parti d'extrême droite doit prêter serment vendredi après-midi à Rome, sous la direction de Giuseppe Conte, un juriste complètement novice en politique qui a promis une politique anti-austérité et sécuritaire.

Après près de trois mois de tractations et de rebondissements inédits même pour un pays rompu aux crises politiques, le Mouvement 5 étoiles (M5S, antisystème) et la Ligue (extrême droite) ont trouvé un compromis avec le président Sergio Mattarella qui exigeait des garanties sur le maintien de l'Italie dans la zone euro.

Le président avait opposé un veto spectaculaire à une première liste dimanche soir. Mais jeudi soir, il a signé avec un soulagement visible une liste amendée de ministres qui doivent prêter serment à 16h00 (14h00 GMT) et demander la confiance du Parlement en début de semaine prochaine.

C'est donc M. Conte, un professeur de droit et avocat de 53 ans totalement inconnu quand il a été choisi il y a 15 jours par le M5S et la Ligue, qui sera assis à côté de M. Mattarella samedi pour la parade militaire de la fête nationale.

Et lui qui assurait encore son cours à l'université de Florence jeudi matin représentera l'Italie la semaine prochaine au sommet du G7 au Canada.

Luigi Di Maio, chef de file du M5S, et Matteo Salvini, patron de la Ligue, sont désormais vice-Premiers ministres, le premier chargé du Développement économique et du Travail, et le second de l'Intérieur.

Le très sensible ministère de l'Economie et des Finances revient à Giovanni Tria, un professeur d'économie politique proche des idées de la Ligue en matière fiscale mais favorable au maintien de l'Italie dans l'euro.

Au départ pressenti pour ce poste, Paolo Savona, l'économiste de 81 ans qui considère l'euro comme "une prison allemande", devient ministre des Affaires européennes.

Il sera flanqué du très européen Enzo Moavero Milanesi, qui a travaillé pendant 20 ans à Bruxelles et a été ministre des Affaires européennes de Mario Monti et d'Enrico Letta (2011-2014), qui devient ministre des Affaires étrangères.

Au final, une équipe resserrée de 18 ministres, dont seulement cinq femmes, qui place quasiment à égalité les deux alliés, même si la Ligue n'a obtenu que 17% des voix aux élections législatives du 4 mars, contre plus de 32% pour le M5S.

Très fébriles ces dernières semaines, les marchés financiers ont salué la fin de l'incertitude vendredi matin: la Bourse de Milan a ouvert en hausse de plus de 2% et le "spread", l'écart entre les taux d'emprunt allemand et italien à 10 ans qui s'était envolé au-dessus des 300 points en début de semaine, baissait encore pour passer sous les 225 points.

Les investisseurs jugent le programme des deux alliés dangereux pour les comptes publics italiens, mais beaucoup redoutaient encore plus un éventuel retour aux urnes dans les prochains mois.

Nous allons travailler avec intensité pour réaliser les objectifs politiques que nous avons annoncés dans le contrat de gouvernement. Nous travaillerons avec détermination, pour améliorer la qualité de vie de tous les Italiens", a promis M. Conte jeudi soir après avoir présenté son équipe.

Ce "contrat de gouvernement", négocié pendant 10 jours et dévoilé il y a deux semaines, tourne résolument le dos à l'austérité et aux "diktats" de Bruxelles, pariant sur une politique de croissance économique pour réduire la colossale dette publique italienne.

Il promet un abaissement de l'âge de la retraite, des baisses d'impôts draconiennes -- cheval de bataille de la Ligue -- et l'instauration d'un "revenu de citoyenneté" de 780 euros par mois -- promesse phare du M5S.

Synthèse de deux philosophies politiques, il présente aussi bien la rhétorique du M5S sur l'environnement, les nouvelles technologies ou la moralisation de la vie publique que le tour de vis sécuritaire, anti-immigrés et anti-islam de la Ligue, alliée en Europe du Front national (FN) français. AFP1 juin 2018

Pour qui va gouverner cette coalition d'extrême droite : Pour le compte de l'oligarchie, de l'impérialisme américain ou l'UE.

Nicaragua

- Nicaragua: la population terrifiée par la violence de la répression - AFP 1 juin 2018

"On n'entendait plus que les tirs, c'était la panique, on se serait cru en guerre", raconte, encore terrifiée, Julieth Hernandez, une habitante de Managua qui a vécu cette semaine un des affrontements de rue les plus sanglants depuis le début des manifestations contre le président sandiniste... AFP 1 juin 2018

[Haut de page ↗](#)

Le 4 juin 2018

CAUSERIE ET INFOS

● Causerie au format pdf (11 pages)

What do you want ? I want rock'n roll. (Def Leppard, pour se rajeunir.)

Vidéo. 2CELLOS - Steve Vai - Highway To Hell feat - 4'21" - YouTube.

<https://www.youtube.com/watch?v=qfGggAGITwg>

On se détend un peu en musique. Oreilles sensibles s'abstenir. Un exercice de virtuoses quand même, qui tranche avec la médiocrité de notre époque et nous transporte au-delà. La musique est bien le seul art qui tend encore vers un idéal, quant aux paroles (ou titres), vaut mieux les oublier ou ne pas y prêter attention quand il y en a.

Nous sommes mardi matin, et avant de mettre cette causerie en ligne, je me suis fait la réflexion que, le développement de la société était plus rapide que le développement des facultés intellectuelles des hommes ou qu'il existait un énorme fossé entre les deux, et plus la transformation de la société s'accélère, moins les hommes sont aptes à saisir son fonctionnement, moins ils auront la capacité d'agir sur la société, pire elle deviendra.

La transformation de la société correspond à de nouveaux besoins que les esclavagistes inventent sans cesse pour mieux nous asservir, à nous de les adopter ou de nous en passer ou quand c'est possible, de les détourner de leurs objectifs à notre profit. La plupart du temps, pour ne pas dire toujours, ils nous sont imposés et le peuple les adopte les yeux fermés sans réfléchir à leurs significations. Il avait déjà du mal à comprendre dans quelle société il vivait pour ne pas dire jamais, du coup sa tâche va encore se compliquer pour parvenir à s'en émanciper, à se libérer du règne de la nécessité auquel il est enchaîné.

Singulièrement et sans qu'il en ait conscience le moins du monde, son attention va être attirée par cette multitude de besoins qui sont sensés faire son bonheur, allant jusqu'à oublier totalement que la société ne lui permet pas de satisfaire ses aspirations les plus élémentaires pour finalement en perdre la trace, à commencer par décider librement de son propre sort ou destin ou encore de l'orientation de la société. Voilà ce qu'il doit s'approprier d'urgence pour progresser, sinon la civilisation humaine est vouée à régresser sans fin.

Un autre courriel reçu du même militant et ma réponse.

J'ai montré il y a trois jours, comment à partir de données fausses on pouvait arriver à une conclusion erronée ou à la conclusion qu'on s'était fixée à l'avance de parvenir, disons l'air de rien.

Puis, une fois que la manipulation de son auteur a été révélée, il va être amené à modifier son argumentation sans toutefois changer de conclusions, témoignant ainsi que dès le départ il était animé d'intentions nuisibles ou inavouables, et qu'il n'y avait pas renoncé pour autant, ou que l'idée qu'il aurait pu se tromper lui était insupportable, alors que cela arrive à tout le monde, sauf à lui !

Dès lors, il va franchir un degré de plus dans l'imposture en employant un procédé encore plus pernicieux, qui consistera à admettre en partie ou à demi-mot son erreur, sans pour autant modifier la conclusion à laquelle il était parvenu précédemment, ce qui témoigne si nécessaire que son unique objectif n'était pas de partager ses connaissances ou ses expériences pour faire

avancer notre cause, mais bien de nuire à un militant qui ne partageait pas ses idées.

Or, il se trouve qu'en admettant du bout des lèvres l'argument que j'avais avancé, c'est toute sa démonstration ou son interprétation qui va s'écrouler. Il ne lui restera plus qu'à l'assumer ou à s'enfoncer dans le déni au-delà du ridicule, et comme pour lui la réalité des faits a moins d'importance que son besoin irrésistible d'avoir toujours raison, il va persister dans son oeuvre de faussaire, et devenu littéralement hystérique, il va opter pour la calomnie en désespoir de cause.

Apparemment, et cela ne concerne pas que lui, il n'a jamais réussi à saisir la distinction entre les conditions d'existence des masses et l'interprétation qu'elles en faisaient, comment elles les vivaient. Apparemment encore, il ignore totalement ce que signifie la guerre et ses conséquences effroyables sur l'ensemble de la population, dont la classe ouvrière qui en est la principale victime et chair à canon, surtout quand elle dure de longues années.

Je l'avais pressenti d'une certaine manière en mettant une multitude d'articles en ligne sur la guerre en Syrie, pour que les lecteurs la vivent comme s'ils y étaient, en vain apparemment. Mais il est vrai que nous ne vivons pas tout à fait dans le même monde, le nôtre est beaucoup plus violent et cruel que le vôtre. En Inde, il ne nous manque plus que la guerre pour que notre cauchemar soit total, donc notre regard à tendance à se porter sur ceux qui vivent encore plus mal que nous ou qui souffrent davantage encore, notre fibre humaniste à fleur de peau nous conduit à être plus sensibles à leur sort.

Ce vieux militant pratique la novlangue décrite par Orwell qu'affectionnent tous ceux qui réécrivent l'histoire au fur et à mesure qu'elle se déroule. Un jour viendra où on nous racontera que les années de guerre furent fastes pour le peuple envoyé à l'abattoir, en novlangue : la guerre, c'est la paix. C'est d'ailleurs ce que s'est déjà employé à faire largement le cinématographe, Hollywood, etc. Plus tard, d'autres (Staliniens et néostaliniens) pousseront l'ignominie jusqu'à appelé les années d'après-guerre (Seconde Guerre mondiale) "les jours heureux", en France, alors que les tickets de rationnement existeront jusqu'en 1949 et la misère noire était omniprésente, des villes entières comme Le Havre avaient été rasées, le problème du logement prendra une tournure particulièrement drastique pour des millions de travailleurs et leurs familles, mes parents partageront la loge de concierge de ma grand-mère maternelle, avant ils avaient trouvé refuge chez ma grand-mère paternelle à Nanterre.

Encore quelques mots.

Quand ce militant affirme que "*le prolétariat allemand restait le plus développé, ce qui ne l'a pas empêché de se lancer à l'assaut du vieux monde*", il fait un contresens, car il ne réalise pas que c'est justement parce que la guerre avait mis à mal sa condition supérieure ou l'avait réduite à néant, qu'il se radicalisa et trouvera la voie de la révolution prolétarienne... Aussi, parce qu'à cette époque comme en Russie et dans les pays les plus industrialisés, la classe ouvrière était très concentrée dans d'immenses centres industriels employant des dizaines de milliers d'ouvriers, ou des villes industrielles qui avec leurs faubourgs en comptaient des centaines de milliers, ce qui facilitait leur organisation, favorisait la prise de conscience de leur force, condition du passage à l'action...

Un témoignage.

- Berlin pendant la guerre 1914-1918 - cairn.info

Arnulf Scriba est historien et collaborateur scientifique au Deutsches historisches Museum de Berlin.

Extrait - En février 1915, des cartes de pain sont distribuées dans toute l'Allemagne. La ration fixée par le magistrat de la capitale s'élève dans un premier temps à 2 kilos de pain par semaine ou 225 grammes de farine par jour et par personne. Mais rapidement, la ration de farine est réduite à 200 grammes par jour. 10

Avant la guerre, la consommation moyenne par personne en est de 380 grammes. Jusqu'à la fin de l'année 1915, la plupart des produits alimentaires sont strictement rationnés dans la ville. Malgré cela, les cartes d'alimentation ne permettent pas d'acheter des quantités suffisantes pour couvrir les besoins en calories. Par ailleurs, elles sont souvent attribuées pour des denrées qui ne sont même pas ou plus disponibles. Elles ne sont donc pas la garantie d'obtenir la quantité de pain, de viande, de pommes de terre ou de lait indiquée, mais elles indiquent simplement qu'il est impossible de recevoir, en quelque circonstance que ce soit, plus que la quantité mentionnée. Avec l'introduction des cartes d'alimentation commence le temps des « Polonaises ». C'est ainsi que les Berlinoises appellent les files de plus en plus longues devant les magasins et les marchés couverts. Étant donné que tout un chacun peut voir ses files chaque jour, les autorités n'essayent même pas d'émettre des avis publics pour empêcher que les femmes ne se présentent dès minuit pour obtenir quelque chose à manger le matin. Elles attendent de longues heures, assises par terre, sur des paillasses ou de petits escabeaux. « Les autres se tiennent là, apathiques, beaucoup dorment debout, et la lumière de la lune fait paraître les visages pâles encore plus blêmes. Des policiers apparaissent et font les cent pas, excédés. Le matin commence à poindre. De nouveaux groupes arrivent. (...) Enfin la vente commence. Et le résultat : chacun une misérable demi-livre ou, lorsqu'on est particulièrement chanceux, une livre entière de viande, de saindoux ou de beurre pour la moitié des acheteurs, alors que l'autre moitié repart les mains vides » [14].

10- Daniel U., Arbeiterfrauen in der Kriegsgesellschaft..., op. cit., p. 234.

14- Berliner Tageblatt, 19 mai 1916.

LVOG - Le prolétariat allemand disposait peut-être de conditions de vie supérieures à celles des autres prolétariats en Europe, pour autant, ils pouvaient avoir le porte-monnaie bien garni, quand il n'y avait pas de pain, ils étaient logés à la même enseigne que les autres Allemands, et c'était pour tout ainsi...

Le dernier courriel reçu et mes commentaires.

- Eh oui, la guerre a touché l'ensemble des prolétariats européens ("Touché", une paille, plus de 18 millions de morts et 3 ou 4 fois plus de blessés. - LVOG) et, comparativement, le prolétariat allemand restait le plus développé (On vient de voir ce qu'il en était réellement. - LVOG), ce qui ne l'a pas empêché de se lancer à l'assaut du vieux monde à deux reprises et ce qui met à mal tout l'argumentation petite-bourgeoise de Tardieu (Une pure vue de l'esprit comme je viens de le démontrer. - LVOG) (critiquer LO ou le NPA n'empêche pas de reprendre à son compte leurs pires travers !!) (Affirmation gratuite, calomnie. Lesquels, à quelles occasions ? - LVOG) Eh oui, comme pour toi, les masses sont responsables de ne pas bien de battre, une bonne partie s'est embourgeoisée (merci au capitalisme pourrissant !!) (Il est vrai que pour vous et vos amis l'aristocratie ouvrière n'existe pas. Vous n'avez pas seulement rompu avec la sémantique de Marx et Engels, mais avec leur méthode pour interpréter la société... - LVOG), ce qui dédouane bien entendu les appareils qui, par leurs journées d'action bidon, sont finalement au diapason de ces masses !! (Je n'ai jamais cessé de dénoncer et de combattre ces journées d'action, de traiter ces appareils de corrompus, vendus, d'agents du capital et j'en passe, vous n'êtes qu'un vulgaire menteur, un faussaire. Qui pendant plus de 50 ans a publié des communiqués de ces appareils pourris sans émettre la moindre réserve, ajouter le moindre commentaire, histoire de faire naître des illusions envers ces salopards dans la tête des militants ou travailleurs, sinon Informations ouvrières dont D. Gluckstein vient de déclarer qu'il assurait la continuité politique. Personnellement j'ai rompu publiquement avec ce courant politique. - LVOG)

Ouh là là, et lui qui se pensait comme le nouveau Lénine !!! (Cela ne risque pas d'arriver à vos dirigeants ! Et puis, ne vous excitez pas comme cela sur votre clavier, et ne parlez pas de quelqu'un que vous ne connaissez pas. - LVOG) Son terrain d'analyse reste sa propre famille, ce qui simplifie effectivement l'analyse !! (L'école de la vie, celle de Lénine, la meilleure, ce n'est pas de moi, mais de Trotsky. Décidément vous ne connaissez rien à rien. Vous êtes-vous un jour posé la question de savoir comment des populations avaient pu s'intégrer dans la société sans avoir jamais reçu la moindre éducation ou instruction ? Savez-vous comment ils ont procédé, je vous en parle en connaissance de cause parce que je les observe quotidiennement depuis plus de 20 ans ? Ils ont observé ce qui se passait autour d'eux, notamment la nature, ils ont écouté ce qui se disait, ils ont fait des expériences, et parfois, par déduction ou recoupement ils ont acquis de quoi pouvoir survivre tant bien que mal. Croyez-vous qu'on pourrait leur reprocher quoi que ce soit ? Ce serait fort injuste ou il faudrait être con au dernier degré, ce à quoi vous voulez me faire passer, n'est-ce pas ? Entre nous je vous le dis, vous perdez votre temps. Moi, je ne perds jamais le mien dans ce genre d'exercice, car dans le cas contraire je ferais perdre celui des lecteurs et je m'en voudrais. - LVOG)

LVOG - De nos jours, en France ou en Europe, aucune des conditions objectives qui prévalaient autrefois pour qu'une révolution prolétarienne se produise n'existe, elles ont quasiment disparu. Donc la question qu'on devrait commencer par se poser, devrait être de savoir par quoi elles ont été remplacées, pour ensuite se demander comment se présente la situation pour tenter d'agir dessus, sans forcément pouvoir l'influencer dans un premier temps ni pendant une période assez longue, ne nous berçons pas d'illusions dévastatrices à l'arrivée, essayons d'être lucide, ce serait déjà un réel progrès d'y parvenir.

Dans le passé, on a été amené à commettre de graves erreurs d'appréciation sur cette question déterminante et bien d'autres d'ailleurs. Le portail économique xerficanal-economie.com a publié un article comparatif sur la pauvreté en Allemagne et en France, et finalement en prenant en compte tous les facteurs économiques et sociaux qui entraînent en ligne de compte pour déterminer les revenus des travailleurs dans ces deux pays, il apparaît qu'il y a deux fois moins de travailleurs ou de ménages pauvres en Allemagne qu'en France, malgré Hartz IV, ainsi que de chômage. Or jusqu'à présent on était plutôt à penser le contraire s'agissant de la pauvreté.

Xerficanal-economie.com - Les écarts demeurent mais sont bien moins spectaculaires, lorsque l'on opère ces calculs sur la base du revenu disponible, après impôts et transferts sociaux donc et en incluant tous les types de revenus. (...)

Cet indicateur tient compte du fait qu'il existe un certain nombre d'aides sociales accompagnant les mini-jobs, et que ces emplois sont souvent exercés en cumul d'autres emplois.

Plus récemment un troisième indicateur, produit par l'OCDE, a défrayé la chronique. Il concerne lui aussi la proportion de travailleurs pauvres. Il en ressort que le taux serait de 7,1% en France, tandis qu'il ne serait que de 3,7% en Allemagne. Il a bousculé le discours selon lequel l'Allemagne payerait son faible taux de chômage par une importante précarisation. Mais nuance, l'indicateur parle de pauvreté au niveau du ménage, après redistribution, une fois que l'on intègre l'ensemble des revenus perçus au niveau d'un foyer dans lequel au moins une personne travaille. Cela montre que si la proportion de personnes travaillant à bas salaire est incontestablement plus forte en Allemagne, le risque est mutualisé au niveau du foyer. 1/ Il existe une répartition des rôles au niveau du foyer, entre celui qui produit le revenu principal, est celui (le plus souvent celle),

qui fournit le revenu d'appoint, souvent à temps partiel). 2/ Il existe des transferts sociaux correcteurs, notamment pour les familles monoparentales, comme au Royaume-Uni notamment 3/ Le taux d'emploi, beaucoup plus élevé, permet de limiter le risque de pauvreté au niveau du foyer.

LVOG - Mais il y a un mais...

...en définitive, cette politique a aussi des effets collatéraux sur les retraités. Beaucoup de petits jobs, c'est beaucoup de petites retraites en perspective et une montée de la pauvreté dans la population toute entière. C'est encore ce que racontent les statistiques sur l'incidence de la pauvreté au niveau de la population totale jusqu'à dernière nouvelle du moins. Xerficanal-economie.com 15.05.2018

Maintenant, si on fait une analyse de la situation sociale de ces deux pays et qu'on la base sur un seul indicateur, notre analyse sera forcément faussée, on en tirera des conclusions erronées, et la stratégie politique qu'on développera ou le discours qu'on adoptera seront inaudibles, parce qu'ils ne correspondront pas à la réalité.

Au passage, vous constaterez que contrairement aux âneries qu'a débitées plus haut ce militant, mon "*terrain d'analyse*" ne se limite pas à ma "*propre famille*", j'aborde quotidiennement la situation mondiale ou je l'ai à l'esprit en permanence, passons.

Il S'agit là d'un exemple parmi des centaines d'autres. Les militants ont tendance à se raconter des histoires et à les croire ensuite, après ils s'étonnent qu'ils soient les seuls à y croire ou que les travailleurs ne soient pas au rendez-vous, j'ai envie d'ajouter, heureusement encore. Vous feriez bien de prendre exemple sur eux au moins sur ce point, partir de la réalité.

A mon avis, c'est un des éléments de réponse déterminant au problème que nous avons à résoudre. A l'heure actuelle, nous ne sommes même pas foutus de produire une analyse qui corresponde exactement à la réalité, c'est ce que j'essaie de faire avec mes faibles moyens de mon côté, et chaque fois on me rit au nez parce que mon analyse tranche singulièrement avec celle communément admise, c'est désespérant.

On se contente de généralisations, de lieux communs, d'approximations, ou à l'inverse, on décrète que l'exception ferait figure de règle, on procède par abstraction et on évacue tout un pan de la réalité, parce qu'on ne sait pas quoi en faire, on rejette tout qu'on ignore, ce qui ne figure pas dans les statistiques officielles ou au contraire on balance tout ce qui y figure parce que ce serait suspect, bref, c'est du grand n'importe quoi à tous les niveaux, c'est lamentable.

Comme je l'ai expliqué dans une précédente causerie, je parle pour la France et non pour l'Inde, jamais on ne part de nos véritables aspirations, jamais elles ne sont prises en compte, jamais elles ne figurent parmi nos revendications, qui dans tous les cas de figure consistent à améliorer notre condition pour mieux supporter notre statut d'exploité et d'opprimer, sans jamais remettre en cause le modèle de société dans lequel nous vivons ou qu'on nous impose. Du coup, qui pourrait imaginer qu'il pourrait en exister un autre, il faudrait être fou, vaut mieux carrément abandonner cette perspective et s'accommoder tant bien que mal du capitalisme.

Tout est à rebâtir, quand on y réfléchit un instant on s'aperçoit que c'est une vie de dingue qu'on nous réserve de notre naissance jusqu'à notre mort. Cette société maltraite les nouveaux-nés, les enfants, les adolescents, puis les jeunes adultes, les adultes, les vieillards, personne n'est épargné. Le rythme de vie et les contraintes qui nous sont imposées sont inhumains, cruels. Quand ils s'accompagnent tout au long de la vie d'innombrables frustrations, privations, sacrifices, humiliations, injustices, angoisses, souffrances, peines, drames, le tout ponctué de menaces, de violences, bref, cela devient cauchemardesque. De quoi décide-t-on réellement ? De rien, absolument rien. De quelle liberté disposons-nous ? Aucune, absolument aucune, sinon celle d'observer les règles qu'on nous impose. Même imaginer un monde meilleur est insensé, on va vous traiter de cinglé, parce qu'il reposerait sur d'autres règles ou principes, d'autres valeurs. Pourquoi ? Parce que seul ce qui existe à le droit de citer, tout le reste ne peut pas se réaliser, il faut s'enfoncer cela profondément dans le crâne et cesser définitivement de penser.

Voilà l'ennemi numéro 1 de nos ennemis, que les exploités puissent penser librement, apprendre pour comprendre et ensuite agir pour changer de société. Qu'ils se rassurent, comme on est barré on n'est pas près d'y parvenir, le peuple tout entier a abandonné cet objectif, quand renouera-t-il avec, nulle ne le sait. En attendant, on ne cesse de s'en éloigner un peu plus chaque jour. C'est décourageant, démoralisant, mais cela empêche-t-il de continuer de vivre comme avant, personne apparemment, si j'en juge par les réactions à ces causeries. Vous me direz que je ramène tout à moi, disons que j'estime soulever des questions légitimes que tout le monde devrait se poser, mais dont tout le monde se fout, simple constat. Quelle tristesse !

Moi, j'ai considérablement modifié mon mode de pensée et mon mode de vie en conséquence à défaut de pouvoir faire davantage dans ma situation. Je m'en porte mieux et j'en suis le premier surpris. Je n'ai jamais aussi bien vécu, je n'ai jamais été aussi épanoui. Donc je me suis dit que cela valait peut-être le coup de partager mon expérience, c'est la seule chose qui me motive encore. C'est tout ce que je vous souhaite.

[Quelques réflexions politiques.](#)

1- Après la parution du dernier numéro de la Tribune des travailleurs, je conseillerai au POID de faire figurer l'éditorial en dernière page, la page que de nombreux lecteurs de journaux ne lisent jamais, si vous avez du temps à perdre lisez-le...

2- Le PS et le PCF s'employèrent minutieusement et sans relâche à pourrir de l'intérieur le mouvement ouvrier. Mais ils n'allaient pas en venir à bout d'un coup, cela prendrait des décennies pour qu'il ne constitue plus une menace pour le régime en place. Il fallait encore le vider de sa substance petit bout par petit bout tout en ayant l'air de voler à son secours, c'est ainsi qu'ils créèrent ou encouragèrent la création d'une multitude d'associations ou ONG qui seraient chargées de terminer la sale besogne en y associant les travailleurs qui n'étaient pas insensibles aux ravages causés par la survie du capitalisme. Ils allaient leur proposer en fonction de leur sensibilité, de combattre un des aspects des conséquences de la survie du capitalisme en évitant soigneusement de s'attaquer à leurs origines.

C'est ainsi qu'ils les détournèrent à leur insu de la lutte de classe. Mais pas seulement, cela a été beaucoup plus loin que cela. Car en réalité, ils ne se contentèrent pas de les détourner des objectifs de la lutte de classe du mouvement ouvrier, ils les amenèrent à collaborer avec les capitalistes. Il devait en être ainsi dès lors que le capitalisme n'était plus leur ennemi mais leur allié. Oui, leur allié, aussi incroyable que cela puisse paraître, ce sont les rapports qu'ils ont noués. Et il fallait singulièrement manquer de logique pour ne pas s'en apercevoir.

Puisque le capitalisme était à l'origine des maux qu'ils dénonçaient ou qu'ils ne supportaient plus, tandis qu'ils avaient renoncé au combat pour l'abolir, cela signifiait que le capitalisme était destiné à demeurer en place indéfiniment, et par conséquent c'était à lui de rectifier son comportement, de mettre un terme à ses excès, autrement dit, leur objectif serait dorénavant de faire pression sur le capitalisme pour lui donner un visage plus humain, ou afin de maintenir l'illusion qu'il pourrait encore jouer un rôle progressiste dans la préhistoire de la civilisation humaine, bref leur mission allait être de le légitimer, en lui attribuant des qualités qu'en réalité il n'avait jamais eu ou qui lui échurent malgré lui au cours de son développement.

A ce stade, ces travailleurs sincèrement épris de justice sociale, allaient être entraînés inconsciemment dans cette machination infernale sans savoir jusqu'où cela allait les conduire, car il y avait pire encore.

Une fois qu'ils seraient transformés en autant d'agents du capitalisme, ils n'auraient plus de cesse de le justifier, chacun a sa bonne conscience, n'est-ce pas? Placés insidieusement de plus en plus sous l'influence du capitalisme ils en adopteront l'idéologie, ce qui les amènera à légitimer les pires crimes qu'il commettra, qu'ils imputeront à la fatalité ou au reste de la population qu'ils accuseront de passivité ou d'indifférence au sort des centaines et centaines de millions de travailleurs et leurs familles, qui sous leurs yeux ou à travers le monde continueront de crouler sous des conditions sordides ou de subir la guerre. On comprend dès lors pourquoi le législateur leur accorda des droits, tandis que les capitalistes ou leur Etat leur procurèrent généreusement des fonds.

Parvenu à ce degré de conditionnement, ils en viendront à assumer leur engagement et à en tirer satisfaction, après en être arrivés à se convaincre qu'il ne pouvait pas exister d'alternative au capitalisme, alors qu'en réalité leur engagement consistait uniquement à lui prêter main-forte justement pour interdire qu'elle voie le jour et se réalise. Cela signifie, qu'ils sont parvenus au stade final du processus qui devait les enchaîner plus que jamais au capitalisme ou les conduire à renier leurs idéaux progressistes ou humanistes au profit d'une cause par nature antisociale.

A ce stade, ils sont perdus pour le mouvement ouvrier orienté vers le socialisme ou combattant pour un changement de régime.

Entre les mains de notre ennemi, ils servent désormais d'instruments pour combattre le socialisme, donc il sera vain d'essayer de les convaincre que le socialisme est une alternative au capitalisme, la seule. Et les millions qui manifestent quotidiennement leur ignorance sur les réseaux numériques sociaux ou par l'intermédiaire de blogs, sont autant de petits soldats que le capitalisme manipule, de sorte que la voix des militants ou des travailleurs qui sont engagés dans le combat pour en finir avec le capitalisme, se retrouve noyée ou apparaisse insignifiante face à cette majorité écrasante.

A partir du moment où une idée ou un acte, un comportement, nous procure satisfaction, on aura tendance à le reproduire ou à la conserver, et il sera extrêmement difficile d'en changer ou de l'abandonner, sauf si on parvient à se convaincre que finalement ils sont nocifs ou qu'une autre idée ou un autre comportement nous apportera une satisfaction plus grande. C'est ce que j'ai retenu des milliers d'heures que j'avais consacrés à la psychanalyse il y a de cela un peu plus de 40 ans, ainsi que mon expérience personnelle et mes observations.

Sur le plan politique, on peut tirer l'enseignement que, tant que les rapports d'exploitation et d'oppression telles qu'ils existent sous le capitalisme depuis ses origines se perpétuent, la justice sociale est un leurre, toute notion d'égalité, de solidarité, de fraternité, de liberté, de respect de l'environnement également. C'est une imposture cynique de faire croire le contraire.

C'est la combinaison de la crise du mouvement ouvrier et du capitalisme qui est à l'origine des ONG.

Les ONG et les réseaux numériques asociaux sont uniquement destinés à détourner les travailleurs de la lutte de classe, du mouvement ouvrier, au profit du capitalisme, pour légitimer son existence.

Ce sont des instruments de collaboration de classes qui ont germé sur le réformisme une fois qu'il allait atteindre le stade de la putréfaction, c'est-à-dire, dès lors que toute réforme sociale et toute expression de la démocratie allaient devenir irrémédiablement incompatibles avec la survie du capitalisme. Ils sont la négation des enseignements de la lutte de classe du passé sans lesquels il demeurera impossible de trouver une issue à la crise du capitalisme ou de renouer avec le socialisme. Pourquoi ? Parce que la lutte de classe est le produit d'un processus dialectique, dont il faut prendre conscience pour pouvoir l'orienter dans la direction qui correspond aux objectifs politiques qu'on s'est fixé, dans le cas contraire il sera forcément orienté dans une direction opposée à notre cause, et les bonnes intentions ou les intentions les plus généreuses ne suffisent pas ou peuvent facilement être instrumentalisées ou se transformer en leur contraire comme on vient de le voir.

En guise de complément.

- Réforme des retraites: le gouvernement lance une "large consultation citoyenne" - AFP 31 Mai 2018

En gros voici comment ils vont manoeuvrer.

1- Le système actuel de retraite est inégal et injuste... Par conséquent si vous êtes sensible aux notions d'égalité et de justice, vous ne pouvez que souhaitez sa disparition.

C'est bien joué, d'autant plus que cet argument n'est pas complètement faux, par exemple rien ne permet de justifier qu'un métallo, un sidérurgiste, un ouvrier du bâtiment parte à la retraite plus tard qu'un agent de la SNCF.

Dans mon cas, en comprenant les périodes de chômage, j'ai cotisé pendant une vingtaine d'années, mais au lieu de toucher une retraite correspondant à peu près à la moitié des annuités requises par la loi, je perçois une retraite qui représente moins du quart de la rémunération que j'ai perçue au cours des 25 dernières années, parce que n'ayant plus travaillé et cotisé depuis 20 ans, ils ont pris en compte les 25 années qui ont précédé mon arrêt de travail définitif, or dans les années 70 mon salaire était très nettement inférieur, bref, au lieu d'avoir une retraite générale autour de 800 ou 1.000 euros, je me retrouve à 250 euros, une misère quoi. Le même calcul a prévalu pour ma retraite complémentaire où il m'a été alloué généreusement 120 euros environ.

2- Le système actuel de retraite est en permanence au bord de la faillite, donc rien ne dit qu'il sera encore solvable quand vous prendrez votre retraite. Etes-vous prêt à prendre un tel risque ?

En voilà une question préoccupante dites-donc. N'existerait-il pas un moyen de la régler ? Un peu de patience, on y vient

3- Ne vaudrait-il pas le remplacer par un système plus équitable, et qui plus est vous garantirait de toucher votre retraite jusqu'à la fin de votre vie ?

Quelle question, bien sûr que j'y suis favorable.

A ce stade la liquidation du système actuel de retraite est actée ou adoptée.

4- Maintenant, on va vous proposer différents systèmes de retraite, indiquez celui qui vous conviendrait le mieux.

Fin de la partie ou de cette mascarade, le système de retraite est privatisé ou confié à des organismes privés tous liés au système financier ou au marché, qui pourront se servir de cette manne colossale pour spéculer fiévreusement et à l'occasion se déclarer en faillite et cesser de vous verser votre retraite...

Il faut appeler au boycott de cette "large consultation citoyenne" en dénonçant et combattant les intentions inavouables de leurs auteurs.

[Oh ! Finie la récréation, le copinage, le libertinage entre classes, la lutte de classe, c'est sérieux.](#)

- «Les Guignols», ainsi fondent, fondent, fondent, les petites marionnettes Liberation.fr 31.05

Après des mois d'une entreprise de démolition méthodique du programme trentenaire de Canal + par Vincent Bolloré, le groupe audiovisuel a annoncé jeudi son arrêt définitif. Liberation.fr 31.05

[Bombe puante. Aux invalides de l'esprit : Gloire à la guerre ! \(Raffale d'applaudissements!\)](#)

- Aux Invalides, l'émouvant hommage à Serge Dassault - LeFigaro.fr 31.05

- Honneurs militaires à Serge Dassault: Philippe salue un "visionnaire" et un "patriote" - AFP 1 juin 2018

Médiocratie. On achève bien les intellectuels ratés...

- Dans "On n'est pas couché", Michel Onfray s'en prend au couple Garrido-Corbière et à leur portrait de Lénine - Le HuffPost 3 juin 2018

Michel Onfray justifie son indignation en affirmant que Lénine et le communisme en URSS ont fait environ "100 millions de morts". "Comment peut-on accepter qu'on ait le portrait de Lénine, qui a créé les goulags, les camps de déportation dès la fin de l'année 1917 et qui est un dictateur terrible?" Pour lui, certains le tolèrent car comme il l'explique ironiquement: "c'est un dictateur, mais un dictateur communiste donc c'est un bon dictateur..."

Et d'insister avec une analogie pour s'en prendre au traitement médiatique de l'affaire: "Imaginez que Fillon ait le portrait de Franco chez lui, que Sarkozy ait le portrait de Mussolini ou que Marine Le Pen ait le portrait de Pétain... Je ne suis pas sûr que la presse trouverait ça normal alors que cette information-là est donnée par Paris Match qui explique qu'il y a deux ou trois photos de Mélenchon, mais aussi une peinture qui représente Lénine." Le HuffPost 3 juin 2018

Dans sa fureur Onfray a oublié quelqu'un dans la galerie des horreurs, un trou de mémoire ou est-ce révélateur ?

En voilà un qui est acquis au national-socialisme version Macron-Attali...

Gangstérisme.

- Parlement : les lobbies font-ils la loi ? - Franceinfo 3 juin 2018

Quand la voix de Macron l'enchanteur ne porte plus.

- À Sète, les Marcheurs de la première heure sont désenchantés - LeParisien.fr 3 juin 2018

- Plan banlieues: à Villiers-le-Bel, les habitants désenchantés - AFP 3 juin 2018

En famille. Passage de témoins.

- En Espagne, Pedro Sanchez entend gouverner sans Podemos - Le Monde.fr 03.06.2018

Interrogée pour savoir si Pedro Sanchez, porté au pouvoir par une alliance hétéroclite, envisageait d'inclure des personnalités du parti de gauche Podemos dans son cabinet, la porte-parole du dirigeant Margarita Robles a répondu : « Non, non, la position de Pedro Sanchez est claire. Ce sera un gouvernement du Parti socialiste, un gouvernement de minorité », fait savoir l'agence Reuters.

Jose Luis Abalos, autre proche conseiller de Pedro Sanchez, a déclaré à la chaîne de télévision La Sexta que le gouvernement devrait être connu en milieu de semaine prochaine et qu'il pourrait comporter des personnalités indépendantes.

Avec seulement 84 députés sur 350, le Parti socialiste espagnol (PSOE) se trouve en position minoritaire et des incertitudes planent sur la capacité de Pedro Sanchez à conserver son poste jusqu'à la mi-2020, date des prochaines élections législatives.

Podemos, qui a soutenu la motion de défiance déposée par le PSOE contre Mariano Rajoy, souhaite participer au gouvernement afin de faire entendre sa voix en faveur d'une politique sociale plus généreuse et d'un renforcement de la réglementation et de la fiscalité des banques. Le Monde.fr 03.06.2018

Bref, il ne manque plus que Valls et Mélenchon au gouvernement !

Fake news ou si le ridicule pouvait les tuer...

- L'Estonie s'apprête à rendre les transports en commun gratuits dans tout le pays - Le HuffPost 31.05

Alléchant, n'est-ce pas ? Attendez de lire la suite, c'est carrément délirant.

Le HuffPost - La décision de passer à la gratuité des transports publics s'appuie sur un programme ambitieux déjà en place dans la capitale, Tallinn, où les habitants peuvent se déplacer gratuitement grâce aux bus, aux trams, aux trolleybus et aux trains de la ville depuis 2013. Cette année, le gouvernement met en place le transport gratuit en bus dans tout le pays.

Il y a certaines limites. Tous les Estoniens pourront bénéficier de trajets gratuits dans les bus départementaux, mais pas en train (une augmentation des subventions permettra cependant de diminuer le prix des billets sur le réseau ferroviaire public). Dans les autres villes, les passagers continueront à payer pour utiliser les différents modes de transport en commun, y compris les bus locaux. Le HuffPost 31.05

En fait, si j'ai bien compris, cela ne concerne que les habitants de la capitale, Tallinn, où la gratuité des transports publics existait depuis 2013, limitée à cette ville, est étendue à tout le pays. Les habitants du reste de l'Estonie peuvent toujours se rendre à Tallinn pour prendre le bus à destination d'une autre ville du pays, on leur conseille toutefois de prendre un billet aller retour gratuit...

[L'avenir que nous réserve le capitalisme. Leur humanisme est la politesse des salauds...](#)

- Plus d'un enfant sur deux menacé par la guerre, la pauvreté ou les discriminations - AFP 30.05

Plus de 1,2 milliard d'enfants dans le monde, soit plus d'un sur deux, sont menacés par la guerre, la grande pauvreté ou les discriminations de genre, déplore l'ONG britannique Save the Children dans un rapport publié mercredi. AFP 30.05

[Quand deux stratégies se superposent, se concurrencent, se télescopent...](#)

- G7: Tensions entre les membres après la réunion ministérielle - Reuters 3 juin 2018

- L'Armée américaine inaugure un exercice multinational sur le flanc oriental de l'Otan - AFP 3 juin 2018

A lire : Guerre économique ou « guerre absolue » ? », par Jean-Claude Paye, Réseau Voltaire, 31 mai 2018

www.voltairenet.org/article201348.html

[No news. Un aveu qui vaut bien un silence...](#)

- Washington suspend son aide financière aux Casques blancs - afrique-asie.fr

"Le 4 mai, le Département d'État a annoncé la suspension de son aide financière aux Casques blancs ou « Défense civile syrienne », alors qu'il avait reçu leurs représentants, à peine deux mois auparavant. Cette aide représentait un tiers du budget de la soi-disant organisation humanitaire « neutre ». Quel media national ou international, quelle agence de presse internationale, l'AFP entre autres, n'a pas publié d'articles élogieux sur les Casques blancs et repris les « informations de terrain » de ces secouristes syriens qui sauvaient les populations dans les zones tenues par les armées terroristes ? Aucun." afrique-asie.fr

Effectivement, aucun article ailleurs, les agences de presse et les médias-oligarques ont censuré cette info. Devinez quelle stratégie américaine ils défendent.

[Ils osent tout.](#)

- L'Unesco et l'OSCE publient un guide sur la lutte contre l'antisémitisme à travers l'éducation - AFP 3 juin 2018

L'Unesco et l'OSCE publient lundi un guide sur la lutte contre l'antisémitisme à travers l'éducation, à l'adresse des enseignants, de ceux qui forment les enseignants, qui rédigent les programmes et manuels scolaires, des législateurs... AFP 3 juin 2018

- Crucifix obligatoires, loi controversée sur la police : la Bavière plonge dans la «révolution conservatrice» - Liberation.fr 3 juin 2018

Tous les bâtiments publics de la Bavière doivent désormais accrocher une croix dans leur hall d'entrée. Liberation.fr 3 juin 2018

- Vers une commercialisation de la GPA au Canada : quand la dérive sociétale s'accélère - Atlantico.fr

Cette semaine au Québec, un député fédéral libéral a présenté un projet de loi qui décriminaliserait le paiement pour la maternité de substitution, ainsi que pour les dons d'ovule et de spermatozoïdes. Atlantico.fr

[Haut de page ↗](#)

Le 6 juin 2018

CAUSERIE ET INFOS

Sans blague, enfin il pleut, même la journée, quel bonheur ! On attendait, que dis-je, on espérait qu'il pleuve depuis novembre dernier, entre temps on avait eu un jour une heure de pluie, il y a 2 ou 3 mois. Bon, ils ont coupé le courant comme d'habitude, mais cela va revenir.

● [Causerie au format pdf \(17 pages\)](#)

[Quand les barbares contre-attaquent.](#)

- Avec «Made in viande», la barbaque contre-attaque - Liberation.fr 5 juin 2018

Amis viandards et autres amateurs de tartares, réjouissez-vous : depuis le 31 mai et jusqu'au 6 juin, les rencontres «Made in viande» mobilisent, partout en France, 1 200 professionnels (éleveurs, bouchers, acteurs de marchés aux bestiaux, d'ateliers de transformation et d'abattoirs), tous prêts à ouvrir leurs portes, partager leur passion et leur savoir-faire. Liberation.fr 5 juin 2018

Quelque part l'homme est plus que le plus grand prédateur de toutes les espèces vivantes et de tous les temps, il est inutilement cruel ou barbare. Quel besoin a-t-il de se gaver de barbaques, de cadavres ? Certainement pas biologique. Qui plus est des animaux élevés et supprimés dans des conditions atroces. On peut comprendre ceux qui en arrivent à la conclusion que l'homme est haïssable en tant que tel, même si ce n'est pas mon cas, je préfère préciser à l'attention de ceux qui sont animés de bonnes intentions à mon égard...

Je n'en mange pratiquement plus, moins de 50g par jour et je m'en porte mieux. J'en suis arrivé au point où à force de manger la cuisine indienne, hormis la cuisine gastronomique française qui est hors de portée, entendez dont les ingrédients (Vin, fromage, champignon, etc.) sont hors de prix en Inde, la cuisine française ne me procure plus aucun plaisir ou pire me dégoûte, genre assiette de charcuterie et steak frites ou oeufs au plat, dont je raffolais il y a peu encore. Je préfère encore une assiette de riz agrémentée d'un simple morceau de beurre avec une grosse pincée de poivre ou un mélange d'épices (Garam massala). C'est assez curieux.

Du riz, des galettes de blé (chapati) ou d'autres céréales ou légumineuses, agrémenté de divers currys de légumes, de lentilles, de crudités, font très bien l'affaire, c'est parfumé, délicieux, et à condition de se contenter d'une portion réduite de riz, on sort de table rassasié et léger. On peut varier à l'infini les currys et en plus c'est très économique quand on privilégie les légumes de saison.

Eh oui, comment s'alimenter est un truc auquel il faut aussi réfléchir !

Le sionisme a son vice-consul.

- Philippe célèbre la "vitalité" de la communauté juive "malgré les difficultés" - AFP 5 juin 2018

Le Premier ministre Edouard Philippe a célébré lundi soir à Paris le 210e anniversaire du Consistoire, faisant l'éloge de la "vitalité" et de la "détermination" de la première communauté juive d'Europe "malgré les difficultés" liées à l'antisémitisme.

Invité au gala de l'instance de représentation du culte juif, créée en 1808 par Napoléon, le chef du gouvernement a salué ses projets immobiliers, "qui témoignent de la vitalité, de la détermination aussi, de la communauté juive de France".

"Malgré les difficultés, malgré les évolutions de la démographie de la communauté juive, le Consistoire a fait le choix de ne pas fermer de lieux de culte. Et il fait mieux que cela: il les entretient, il les rénove, il les sécurise", a poursuivi Edouard Philippe lors d'un discours dans les salons de l'hôtel de ville de Paris.

L'Agence juive a estimé à 45.000 - un dixième de la communauté - le nombre de juifs de France ayant fait leur "aliyah", l'émigration vers Israël, en une décennie, même si un recul a été constaté ces deux dernières années. Ces chiffres ne prennent pas en compte les départs vers d'autres pays, comme le Canada ou les Etats-Unis.

Il a affirmé que l'Etat continuerait à "faciliter la réalisation" de l'ambitieux Centre européen du judaïsme (CEJ) que le Consistoire

prévoit d'inaugurer fin 2018, après des travaux d'un montant d'environ 12 millions d'euros, dans un XVII^e arrondissement où la vie juive est en croissance. AFP 5 juin 2018

Cela représente qui ou quoi "la communauté juive de France", les personnes se réclamant du judaïsme ou les personnes prétendant d'origine sémite ? Elle ne peut pas représenter les personnes d'origine sémite, puisque la plupart ont une autre origine, elle représente donc les personnes auxquelles on a transmis autoritairement à la naissance la même religion, de manière à perpétuer artificiellement l'existence de cette communauté élevée au rang de peuple élu pour l'opposer à tous les autres peuples.

On feindra de s'étonner qu'on entende quotidiennement parler des droits décrétés légitimes de "la communauté juive de France" qui ne représente que 0,7% de la population, à laquelle il n'est attribué que des qualités, alors que les droits du reste de la population sont considérés illégitimes, tout en se voyant attribuée toutes les tares qu'on peut imaginer. Il voudrait alimenter l'antisémitisme qu'ils ne s'y prendraient pas autrement.

C'est à croire que ce serait le seul moyen d'assurer leur existence comme communauté, de manière à imposer leurs exigences ou qu'on leur accorde des privilèges, bien qu'elle ne représente qu'une infime minorité de la population. C'est d'ailleurs la seule communauté en occident qui bénéficie d'un tel traitement de faveur, au point qu'elle est omniprésente (ou surreprésentée) dans tous les rouages de l'Etat, de la politique, des médias et de l'économie, jusqu'à dicter le cours de l'évolution de la situation mondiale.

Le judaïsme, de par l'usage qui en est fait, fonctionne à l'instar du wahhabisme davantage comme une idéologie prédatrice ou barbare qui instrumentalise une religion à des fins politiques, donc économiques.

Quant à ceux qui décident d'émigrer en Israël, il n'y a pas lieu de s'en émouvoir outre mesure. Ils n'ont pas plus de conscience pour aller s'installer dans un pays en guerre depuis 70 ans et régi par l'apartheid ou un régime raciste, qu'ils soient acquis ou non au sionisme. C'est sans doute une des communautés qui a été le plus instrumentalisée et martyrisée au cours de l'histoire, donc il ne faut pas trop exiger de ses membres. Ce sont ses dirigeants ou ses représentants (la diaspora, les banquiers, etc.) qui ont toujours été ses pires ennemis, voyez par exemple les liens qui existent aujourd'hui entre le FN et des membres du directoire du Crif, pour ne pas remonter plus loin, leur compromission avec le régime nazi de Hitler... On constatera une fois de plus que le Premier ministre et les représentants sionistes du Consistoire prennent en otage tous les juifs en les assimilant à leur opération de propagande, alors qu'un certain nombre d'entre eux ne se reconnaissent ni dans le Crif ou dans ce Consistoire ni dans Israël.

Ce sont eux qui font des juifs des citoyens différents des autres et les désignent comme des boucs émissaires à ceux qui cherchent à se venger aveuglément des injustices qu'ils subissent, alors qu'avant tout, selon leur statut social ils appartiennent tous à différentes classes, le seul critère qui devrait être retenu pour déterminer comment se manifestent les besoins de chaque membre de la société, et essayer de comprendre leur comportement en fonction de l'interprétation qu'ils font de leur condition.

Cette tendance malade, quasi-obsessionnelle, hystérique, fanatique même, à attirer l'attention du peuple sur les juifs est tout bonnement criminelle. C'est la même logique qui consiste à mettre en avant les discriminations dont sont victimes certaines minorités ou communautés, afin de les alimenter tout en prétendant les combattre. Cela paraîtra si invraisemblable que la plupart des gens manquant de discernement tomberont dans le panneau, soit en s'apitoyant sur leur sort en louant le gouvernement français et israélien, soit exaspérés ils tomberont dans le travers inverse et deviendront racistes, homophobes, etc.

Sans conscience de classe, on peut perdre facilement la boussole...

[En famille pour légitimer un régime colonial d'apartheid.](#)

- Iran : Netanyahu et Macron campent sur leurs positions. - AFP 6 juin 2018

"La plus grande menace pour le monde aujourd'hui, ce sont les armes nucléaires aux mains d'un régime islamiste radical comme l'Iran", affirme le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, à l'issue d'un entretien à l'Élysée avec Emmanuel Macron mardi 5 juin.

Plusieurs centaines de personnes ont défilé Paris, Marseille, Lille et Lyon pour dénoncer la visite en France de Benjamin Netanyahu, à l'appel d'associations propalestiniennes qui le voient comme un "criminel de guerre".

"Israël assassin, Macron complice", "Droit au retour de tous les réfugiés", scandaient les manifestants. "Gaza se meurt", "Halte au massacre en Palestine", "Levée du blocus criminel de Gaza", pouvait-on lire sur les banderoles.

Mais les deux dirigeants ont aussi voulu mettre à profit la Saison culturelle croisée France-Israël qu'ils ont lancée mardi soir, à l'occasion des 70 ans de l'Etat d'Israël, pour montrer ce qui rassemble les deux pays, que M. Netanyahu qualifie "d'alliés naturels".

Cette saison va proposer 400 manifestations artistiques et scientifiques dans les deux pays jusqu'en novembre, dans une cinquantaine de villes en France et une vingtaine en Israël. "Ce sera la rencontre entre la startup nation et la frenchtech", a déclaré M. Macron dans un discours à l'occasion de ce lancement au Grand Palais, tout proche du palais présidentiel de l'Élysée. AFP 6 juin 2018

Faites tomber les masques. L'extrême droite : le bras armé (intérieur) de l'Otan.

Qui a dit ?

- " Nous entendons souligner avant tout l'appartenance convaincue de notre pays à l'Alliance atlantique, avec les États-Unis comme partenaire privilégié."

Réponse : Le président du Conseil italien Giuseppe Conte, mardi 5 juin, devant le Sénat. Atlantico.fr 5 juin 2018

En complément

- Derrière l'anniversaire de la République italienne par Manlio Dinucci - Réseau Voltaire 5 juin 2018

Les dirigeants de la République italienne n'ont pas organisé de grand défilé militaire pour célébrer le 72^{ème} anniversaire du régime. Ce n'était pas souhaitable, puisque l'Italie —en violation de sa Constitution— est discrètement engagée sur 20 théâtres d'opération dans le monde et ne cesse d'étendre ses missions au profit de l'Otan, c'est-à-dire des États-Unis. Réseau Voltaire 5 juin 2018

La ligue des justes-au-boutistes.

- La politique de Macron "juste" pour trois Français sur dix seulement (sondage) - AFP 6 juin 2018

Trois Français sur dix seulement considèrent que la politique menée par Emmanuel Macron et son gouvernement est "juste" et une majorité juge qu'ils ne font pas suffisamment pour les plus démunis, selon un sondage BVA diffusé mercredi. AFP 6 juin 2018

Compte tenu de l'abstention massive aux élections, il dispose donc d'une solide assise dans la population des privilégiés.

30% c'est près du double de son score électoral à la présidentielle, la différence s'explique sans doute parce qu'un grand nombre qui craignaient que leur situation allait se détériorer rapidement, constatent un an plus tard qu'elle est demeurée pratiquement inchangée, pour un peu ils seraient prêts à voter Macron la prochaine fois.

Je vais me répéter une fois encore. Voyez donc comment ont évolué les différents facteurs aux États-Unis au cours du XX^e siècle, et vous comprendrez qu'il ne suffit pas qu'une masse importante de la population soit pauvre, que des pans entiers des classes moyennes s'appauvrissent pour que le régime soit menacé. Il suffit qu'ils se détournent de la politique, et qu'un quart ou un tiers soutiennent à chaque élection les partis de droite qui alternent au pouvoir, et le tour est joué, ils peuvent rester ainsi au pouvoir indéfiniment.

Certains parmi nous nient ce constat, ne les écoutez pas, ce sont des charlatans.

Saluds de pauvres ! Fabrication du consentement par les instituts de sondages au service de l'oligarchie.

- Sondage : les aides sociales n'incitent pas à la recherche d'emploi pour 55% des Français - Publicsenat.fr 4 juin 2018

Alors que le gouvernement entretient le flou sur ses intentions sur les aides sociales, une majorité de Français estime que ces dernières n'encouragent pas un retour des chômeurs à l'emploi, selon une enquête réalisée par OpinionWay pour Public Sénat, Les Échos et Radio Classique. Publicsenat.fr 4 juin 2018

Sinon il existe plusieurs solutions : les camps de travaux forcés, le bagne, le STO... à défaut de la guerre pour les exterminer en nombre suffisant, un vrai dilemme...

Les pauvres d'esprit ne sont pas forcément les plus pauvres. La preuve.

- Handicap, la déception Macron - Liberation.fr 6 juin 2018

Ce devait être un des sujets majeurs du quinquennat. Mais un an après et malgré les promesses, les associations déplorent

des renoncements. Liberation.fr 6 juin 2018

[A droite, mais un peu moins, non, un peu plus...](#)

- Philippe trop à droite pour les Marcheurs de la première heure - LeParisien.fr 6 juin 2018

« C'était un peu cataclysmique, ça commence à gueuler », s'emporte un député LREM, en quittant, mardi matin, le sous-sol de l'Assemblée nationale où se tient chaque mardi, salle Victor-Hugo, la traditionnelle réunion de groupe.

« Il ne nous écoute pas, j'ai le sentiment qu'il est juste venu nous faire la leçon », embraye un autre. Il ? Édouard Philippe, le Premier ministre, qui a tenté de resserrer les rangs dans sa majorité. Surtout après les dissonances internes sur le glyphosate, dont l'interdiction d'ici 2021 n'a finalement pas été inscrite dans la future loi agriculture et alimentation.

Mais aussi ces interrogations croissantes, entendues chez certains Marcheurs, sur la politique gouvernementale qui serait « trop marquée à droite » et « pas assez dans le récit progressiste et macroniste ».

C'est qu'après le rejet du plan banlieue de Borloo, la polémique sur la baisse envisagée des aides sociales pour réduire les déficits, ou encore le boulet des 80 km/h, beaucoup craignent une coupure de plus en plus marquée avec les Français des classes moyennes et populaires.

« Macron a gagné sur une politique de centre gauche, et là on va de plus en plus vers la droite. Il faut un rééquilibrage », réclame un député marcheur, inquiet des « postures parfois dogmatiques » du Premier ministre.

Un début de rébellion ? Pas encore, même si, en coulisses, l'attitude d'Édouard Philippe commence à en agacer plus d'un. « Le paradoxe, c'est qu'on se retrouve avec une équipe, les juppéistes, qui a été battue à la primaire de la droite, mais qui tient les rênes de Matignon, et qui pratique le pouvoir comme si elle avait gagné l'élection. Ce n'est pas tout à fait le cas... », remarque un cadre LREM.

« L'autre jour, il est venu à une réunion du bureau exécutif d'En marche en disant avec nonchalance qu'il avait trouvé « vachement bien » un dépliant qu'il avait découvert récemment sur sa commode. Ce dépliant, c'était... le programme de Macron à la présidentielle. On en a conclu qu'il ne l'avait donc jamais lu avant », reproche un membre du bureau, qui rappelle au passage qu'il n'a jamais voulu prendre sa carte au parti.

Autant de griefs que rejette en bloc l'entourage du Premier ministre. « Parler de politique de droite ou de politique de gauche, c'est voir le monde avec des vieilles lunettes. Le gouvernement défend une politique équilibrée, il n'y a pas les tenants du libéré d'un côté, et les tenants du protégé de l'autre. C'est absurde », s'agace-t-on.

Il faudra en tout cas plus qu'une réunion de recadrage à l'Assemblée pour remettre tout le monde d'accord.

[Qu'on les pende !](#)

- Super-riches : l'Insee à l'assaut des «premiers de cordée» - Liberation.fr 6 juin 2018

Dans un rapport publié mardi, l'Institut livre un focus inédit sur le 1 % des Français aux revenus les plus élevés. Portrait-robot de cette population choyée par Macron.

Qui sont les «premiers de cordée», si chers à Emmanuel Macron ? Combien gagnent-ils, où vivent-ils, combien paient-ils d'impôts ? Dans une étude rendue publique mardi soir, l'Insee dresse le portrait-robot des Français les plus aisés, ces 1 % de foyers qui disposent des revenus les plus élevés. Un cercle fermé, âgé et urbain, au sein duquel existent de grandes disparités de richesse, détaille l'Institut national de la statistique et des études économiques, qui se base sur les déclarations fiscales récoltées par l'administration dans l'Hexagone, ainsi qu'en Martinique et à la Réunion. Ces contribuables aisés se distinguent du commun des mortels par la diversité de leurs ressources : revenus d'activités, mais aussi revenus du patrimoine, revenus issus d'activités libérales rémunératrices (médecins, avocats...), ou encore «revenus exceptionnels», comme les plus-values mobilières. Un petit 1 % de la population qui devrait faire partie des grands gagnants de la loi de finances 2018, qui prévoit une baisse de la fiscalité sur le capital via une flat tax.

En plus de s'intéresser à cette frange la plus aisée des contribuables, l'Insee rappelle, dans son étude, que les inégalités de niveau de vie sont restées stables en France depuis 2008, alors qu'elles ont augmenté dans de nombreux pays voisins : 14,2 % de la population française vivait en 2015 sous le seuil de pauvreté (un seuil fixé à 1 015 euros par mois), un des plus bas taux de pauvreté d'Europe. Les différences d'une catégorie professionnelle à l'autre restent cependant très fortes : on comptait en 2015 seulement 3 % de cadres pauvres, contre près de 25 % d'agriculteurs, la profession la plus touchée. Autre point marquant, le

cas des familles monoparentales, de plus en plus frappées par la pauvreté : depuis 1996, le nombre de personnes pauvres vivant dans une famille avec une mère ou un père seul «a augmenté d'un million», selon l'Institut.

L'Insee souligne enfin l'augmentation des inégalités de patrimoine entre 1998 et 2015, des disparités qui ont toutefois commencé à reculer ces dernières années. Sur la période, le patrimoine immobilier et financier a doublé en moyenne pour l'ensemble des Français, mais a baissé pour les 20 % des moins dotés, relève le document. Le critère déterminant, selon l'Insee ? La détention d'une résidence principale : le patrimoine brut médian des ménages propriétaires était 20 fois plus élevé en 2015 que celui des ménages locataires. Nos «premiers de cordées», eux, battent tous les records : ils étaient à 89 % propriétaires de leur résidence principale en 2015. Radiographie en cinq chiffres de ces super-riches et de leur portefeuille.

89 % des ménages les plus aisés ont déclaré des revenus du patrimoine en 2015, selon l'Insee.

89% déclarent des revenus du patrimoine, contre 50% pour l'ensemble de la population. Si les placements financiers sont détenus par un grand nombre de ménages français (livret A, PEL...), ils sont généralement peu rémunérateurs. Les plus riches, eux, peuvent compter sur des revenus fonciers via la location d'un ou plusieurs biens immobiliers dont ils sont propriétaires, ou encore sur des dividendes quand ils ont un patrimoine financier conséquent. Au total, les 1% les plus aisés déclarent des revenus du -patrimoine 35 fois plus élevés que les 90% les plus modestes (63 530 -contre 1 790 euros en 2015).

8 850 euros

C'est le montant minimum qu'une personne seule devait toucher par mois en 2015 pour faire partie des 1 % de «très hauts revenus» tels que définis par l'Insee. Un seuil fixé à environ 18 600 euros mensuels (avant impôts) pour un couple avec un enfant. En 2015, ce petit 1 % de la population gagnait en moyenne sept fois plus que l'ensemble des ménages. A noter que les 1 % les plus aisés connaissent de fortes inégalités entre eux, puisque l'éventail de leurs revenus varie de 106 210 euros par an par unité de consommation à près de 200 fois plus. Si les 1 % les plus aisés ont gagné en moyenne 177 000 euros en 2015, le centième d'entre eux (soit 0,01 % de la population) a engrangé environ 1,3 million d'euros. Les moins riches des plus riches (0,9 % de la population) ont, eux, dû se «contenter» d'environ 146 000 euros annuels.

59 ans

C'est l'âge moyen des personnes qui ont déclaré les revenus au sein des ménages les plus aisés en 2015 (contre 54 ans pour toute la population). Dans près de la moitié des cas, le déclarant avait plus de 60 ans, était le plus souvent en couple et sans enfant à charge. Côté catégorie socioprofessionnelle, les salariés vivant dans les ménages à très hauts revenus étaient cadres dans près de 60 % des cas et chefs d'entreprise dans près d'un cas sur 10. Les plus aisés sont surreprésentés dans les secteurs de la finance, de l'assurance et parmi les métiers juridiques. Ils sont aussi en grande majorité propriétaires de leur résidence principale (à 86 %) et habitent le plus souvent en Ile-de-France. La région parisienne héberge à elle seule deux tiers des 0,01 % les plus aisés. Et un peu moins de la moitié des plus riches vit à Paris.

30 %

C'est la part des revenus du patrimoine en France captés par les 1 % de ménages à plus hauts revenus. Car pour ceux qui gagnent le plus, la richesse ne se limite pas seulement à la feuille de paie : en plus de salaires élevés, «les ménages à très hauts revenus doivent leur situation à des revenus du patrimoine à la fois plus fréquents et plus importants» que le reste de la population, souligne le rapport de l'Institut, qui insiste sur l'existence d'une «forte corrélation entre le fait d'avoir un haut niveau de revenus et un patrimoine élevé». Ces revenus du patrimoine, qui prennent notamment la forme de revenus fonciers ou de revenus de placements financiers, représentent un quart des gains des plus fortunés. Cette part augmente à mesure que les revenus sont élevés (et grimpe à plus de 30 % pour les 0,1 % les plus aisés).

25 %

C'est la part de l'impôt sur le revenu acquittée par les 1 % des ménages les plus aisés. Grâce au barème progressif, les très hauts revenus contribuent en effet davantage que les autres aux prélèvements directs. En 2015, ceux qui touchaient le plus ont consacré en moyenne un cinquième de leurs ressources à l'impôt sur le revenu (contre à peine 6 % pour l'ensemble des contribuables). Là encore, derrière cette moyenne, les écarts sont très importants : pour 15 % des plus aisés, l'impôt payé est inférieur à 10 % de leur revenu, tandis qu'il est supérieur à 30 % pour 5 % des super riches. En raison de l'effet redistributif de l'impôt sur le revenu et des autres transferts fiscaux et sociaux, les très hauts revenus détiennent une part moins importante des revenus après prélèvements, note l'Insee : 5,3 % contre 6,8 % avant d'être taxés.

[Et dire que certains voulaient nous faire croire que la France croulait sous la pauvreté. Des faussaires.](#)

- Patrimoine : un ménage sur deux a plus de 158.000 euros - Boursier.com 5 juin 2018

158.000 euros. C'est la limite qui sépare les Français en deux groupes en matière de patrimoine brut. Autrement dit, selon la publication de l'Insee parue ce mardi (sur la base de chiffres de 2015), un ménage sur deux a plus de 158.000 euros de patrimoine hors dettes.

Des disparités évidentes

Dans le détail, il apparaît que la moitié la population la plus aisée (donc au-dessus de 158.000 euros de patrimoine) concentre 92% de la masse totale de patrimoine.

Les 10% de foyers les plus riches possèdent quant à eux 47% du patrimoine cumulé. L'insee précise que pour intégrer cette catégorie des ménages les mieux dotés, il faut avoir au minimum pour 595.700 euros d'actifs bruts.

Quant au centile de ménages du haut du panier (autrement dit les 1% les plus aisés), ils contrôlent 16% du patrimoine global des ménages.

A l'inverse, les 10% de foyers les plus pauvres ont au maximum 4.300 euros de patrimoine et concentrent moins de 0,1% de la richesse totale.

Des inégalités plus marquées depuis près de 20 ans

D'une manière générale, le patrimoine moyen a doublé depuis 1998. Mais la progression n'a pas été la même dans toutes les catégories. Pour les 10% de ménages les plus aisés, la progression a été de 113%. En revanche, les 10% de ménages les plus pauvres ont vu leur patrimoine moyen fondre de 31% sur la période.

L'insee note toutefois que la situation s'est légèrement améliorée depuis 2010. A cette date, le patrimoine moyen des 10% les plus riches était 38 fois plus élevé que le patrimoine moyen des 10% de foyers les plus pauvres. En 2015, ce coefficient est redescendu à 33.

L'immobilier en pointe

Depuis 1998, la valeur du patrimoine immobilier des Français a augmenté de 133%, essentiellement jusqu'en 2010. Ceci explique en grande partie le creusement des inégalités. De fait, l'immobilier est très présent dans le patrimoine des classes moyennes et des foyers aisés (entre deux tiers et trois quarts du total) alors que les 30% de foyers les plus pauvres n'ont quasiment pas d'immobilier.

Le patrimoine financier a quant à lui progressé de 75% depuis 1998. Si sa valeur a baissé chez les plus pauvres, elle a en revanche augmenté de moitié autour de la médiane et doublé pour les 10% de foyers les mieux dotés.

Compte tenu de ces éléments, on peut enfin estimer que la part de l'immobilier dans les patrimoines est passée d'environ 52% à 60% entre 1998 et 2015. Boursier.com 5 juin 2018

[CAP 22 : Comité action privée ou un ballon à faire exploser.](#)

- Plan d'économies : un ballon d'essai à 30 milliards d'euros ? Liberation.fr 5 juin 2018

Dans le dur. Selon les Echos, le gouvernement va se voir proposer le 11 juin (date non confirmée par Matignon) un plan d'économies de 30 milliards d'euros. Ce chiffre devrait figurer dans le rapport du «Comité action publique 2022» (CAP 22). Ce groupe d'une trentaine d'experts du monde politique, économique et social a été mandaté par l'exécutif pour plancher notamment sur la réforme de l'Etat. Et le Premier ministre, Edouard Philippe, lui a donné «carte blanche» pour faire des propositions «sans totem ni tabou».

Plus précisément, Macron s'est donné l'objectif de baisser de quatre points la part de la dépense publique dans le PIB pour la ramener à 51% en 2022. Avec une croissance supérieure aux prévisions – et donc un PIB plus important – le montant des économies sur le quinquennat s'élèverait en fait à 100 milliards d'euros, chiffre calculé par le rapporteur général du budget à l'Assemblée, le député LREM des Hautes-Alpes Joël Giraud.

Tous ces objectifs de réduction mis en avant par les candidats à la présidentielle étaient exprimés en «tendanciel» : autrement dit, il ne s'agit pas d'une diminution nette des dépenses, mais d'une moindre augmentation par rapport à leur trajectoire «naturelle», à politiques constantes. Or, les 30 milliards d'euros d'économies que proposerait CAP 22 dans son rapport constitueraient «une baisse nette du montant total de la dépense publique», selon Les Echos. Présage d'un régime encore plus drastique pour les finances publiques.

Pour l'instant, Matignon se refuse à confirmer cette information. «Le moment où on annonce les chiffres, c'est le projet de loi de finances», tempore ainsi la cheffe de file des députés LREM à la commission des Finances, Amélie de Montchalin. Le mantra est le même depuis le début du quinquennat : «pas de rabet» mais «des réformes pour dégager naturellement des économies» : telles étaient déjà les explications fournies l'an dernier par l'exécutif et sa majorité à l'Assemblée dans la préparation du budget 2018. Quinze milliards d'euros d'économies ont finalement été inscrits dans la loi de finances, dont sept pour le seul budget de l'Etat. Ministères les plus touchés : le Logement et le Travail. Les deux ont effectivement connu, depuis, leurs «réformes». Liberation. fr 5 juin 2018

Si ce sont les actionnaires qui l'exigent... c'est qu'ils ont forcément de bonnes raisons.

- Carrefour ferme 243 magasins - Business Insider FR5 juin 2018

Carrefour n'a pas trouvé de repreneur pour 243 magasins qui fermeront leurs portes dans les prochaines semaines.

Le nouveau PDG du groupe de distribution, Alexandre Bompard, arrivé en juillet 2017, avait annoncé ces fermetures fin janvier 2018 en présentant un plan de transformation du groupe qui prévoit une réduction de coûts de 2 milliards d'euros dès 2020.

Dans ce cadre, Carrefour avait annoncé qu'il allait supprimer 2400 emplois, passer cinq hypermarchés en location-gérance, réduire la surface de ses magasins et céder ou fermer 273 magasins Dia passés sous l enseigne Carrefour. Les emplois de 2100 personnes sont concernés par ce changement de périmètre.

Carrefour avait racheté 800 magasins de l'enseigne Dia en France en 2014. Mais en raison notamment de problèmes de localisation la sauce n'a pas pris et les ex-magasins Dia ont perdu 150 millions d'euros en 2017.

Le quotidien régional Midi Libre s'était procuré un premier document confidentiel détaillant les emplacements de 269 magasins susceptibles de disparaître. Il vient de publier la liste des 243 magasins — communiquée lundi 4 juin aux syndicats lors d'un comité central d'entreprise — qui n'ont pas trouvé de repreneur. Business Insider FR5 juin 2018

Commentaires d'internautes.

1- "Lamentable !

A Fontenay, il ne restera que Monoprix : Hors de prix !"

2- "En regard de la population de la région où encore du taux de chômage de celle-ci, c'est bien la région des Hauts-de France (Nord-Pas-de-Calais et Picardie) qui est la plus touchée, et non Paris ou Marseille !"

3- "Je suis bien d'accord avec vous, j'avais remarqué, lamentable."

Après la disparition du petit commerce, la suppression des enseignes bons marchés que fréquentaient les plus pauvres ou ceux qui résistaient pour ne pas les rejoindre...

Ici en Inde, c'est différent. Les prix de 90% des marchandises sont fixes, identiques, quel que soit l'endroit où vous les achetez. En revanche, toutes les marchandises ne sont pas disponibles partout, certains commerces ne proposent que celles qui sont les plus chers, d'autres que celles de mauvaises qualités et parmi les moins chères. Il n'y a que la vente en vrac ou sans emballage, les produits frais principalement où les prix fluctuent d'un jour à l'autre, d'un commerce à l'autre, il faut donc comparer les prix et la qualité avant d'acheter ses légumes par exemple.

L'unique supermarché de Pondichéry est clairement destiné aux classes moyennes. Je n'y vais que pour acheter des produits où les prix sont fixes et où on peut bénéficier d'une réduction. Quand je vais à Pondichéry cela me coûte aller-retour un demi-litre d'essence, soit 40 roupies environ, un demi-euro, donc je dois rentabiliser mon déplacement, j'achète tout par multiple d'un, et comme tous les produits proposés par multiple d'un sont accompagnés d'une réduction, cela me paie l'essence et j'arrive même à économiser plusieurs centaines de roupies sur un mois, surtout avec les cigarettes, 20% moins chères.

Médiocratie de la recherche. Non sans blague, ils ont fait une découverte !

- Manger moins pour vivre plus... longtemps - Le Point 06 juin 2018

Le Point - Selon deux nouvelles études, un régime alimentaire moins calorique augmente l'espérance de vie... dans des proportions spectaculaires.

LVOG - En voilà une mauvaise nouvelle pour les plus pauvres, eux au moins ils n'ont pas attendu qu'on leur dise pour le savoir ! Je parle des plus pauvres, les autres se goinfrent de saloperies hypercalorifiques qui les rendent obèses en regardant TF1...

Le Point - Manger moins pour vivre plus vieux et en meilleure santé ? Il s'agit seulement, pour l'instant, d'une piste de recherche, et non d'un précepte que chacun pourrait appliquer dans la vie de tous les jours. Mais deux nouvelles études rendent cette piste de plus en plus solide.

LVOG - Ah pour du solide, c'est du solide, à vous rendre constiper ! Là encore cela ne concerne pas les pauvres, puisqu'ils ont rien ou si peu à évacuer ! Et on se doute bien que ceux qui se goinfrent ne vont pas se mettre au régime (forcé) des pauvres. Ils ne manquent décidément pas de perspicacité ces chercheurs !

Le Point - La restriction calorique chronique consiste, dans son principe, à manger une ration alimentaire réduite mais équilibrée à partir de l'âge adulte et tout au long de son existence.

LVOG - Là encore, les pauvres ne seront pas concernés, parce que les aliments les plus équilibrés sur le plan nutritionnel sont généralement les plus chers. Et puis cette restriction alimentaire ne peut pas s'appliquer aux travailleurs manuels puisqu'elle leur coûterait une fortune. Ils se retrouveraient en état de sous-alimentation chronique, état qui concerne apparemment davantage le cerveau que l'estomac chez ces chercheurs.

Le Point - Deux études publiées au début de cette année abordent cette question. La première a été menée sur des primates par notre équipe du Muséum national d'histoire naturelle (MNHN) et du CNRS et publiée dans la revue Communications Biology. L'autre a été réalisée sur des humains par une équipe américaine dirigée par la biologiste Leanne Redman et publiée dans la revue Cell Metabolism. Ces travaux mettent en avant les effets bénéfiques de la restriction calorique sur la longévité et la santé.

Par :

Fabien Pifferi est chargé de recherche en nutrition et neurosciences, Muséum national d'histoire naturelle (MNHN) – Sorbonne Universités.

Fabienne Aujard est biologiste, directrice de recherche spécialisée dans le vieillissement, Muséum national d'histoire naturelle (MNHN) – Sorbonne Universités.

Jeremy Terrien est enseignant-chercheur en physiologie animale, Muséum national d'histoire naturelle (MNHN) – Sorbonne Universités.

LVOG - Le dernier paragraphe de cet article n'était pas à piquer des vers, cela se mange et c'est bourré de protéines, je le dis au passage pour les plus pauvres, pas d'esprit voyons, vous m'avez compris.

Le Point - Comme l'application d'une restriction calorique chez l'humain semble difficile à concevoir de manière généralisée dans nos sociétés modernes, des études sont en cours pour identifier des molécules qui pourraient mimer certains bienfaits de la restriction calorique, sans avoir à modifier nos pratiques alimentaires.

LVOG - Il est vrai qu'une société aussi débile ou pourrie est forcément incompatible avec une telle prise de conscience, rendez-vous compte les hommes vivraient mieux, et puis imaginez un instant s'ils bouffaient moins, que deviendraient les trusts de l'agro-alimentaire et le lobby ogmiste pour lesquels ces chercheurs travaillent, car c'est bien ce qui est précisé ici, n'est-ce pas ? Non, en régime capitaliste la recherche n'a jamais eu pour mission de concourir à l'amélioration des conditions de vie de la plèbe.

ACTUALITE EN TITRES

D'une extrême droite à l'autre.

- Hollande défendra son bilan jeudi devant la Fondation Jean-Jaurès - AFP 6 juin 2018

Mimétisme.

- Municipales : LREM s'ouvre aux LR et PS... sous conditions - Publicsenat.fr 4 juin 2018

- Le PCF envisage une "large" liste de gauche aux européennes - Reuters 4 juin 2018

- Renouveau, communication... Le PCF à la recherche d'un nouveau style - Liberation.fr 4 juin 2018

...où quand l'oligarchie impose son style costard cravate et gueule de premier de la classe, les cheveux courts, bien dégarnis derrière les oreilles, l'air de préférence abruti qui en impose aux plus niais, aux plus serviles qui ont enfin trouvé un maître...

Leur humanisme est la politesse des salauds...

- Mamoudou Gassama reçoit la plus haute distinction de la Ville de Paris - AFP 4 juin 2018

Ils osent tout

- La famille impériale se voit sur le trône, pour régler le "chaos" au Brésil - AFP 4 juin 2018

Pour Bertand d'Orléans-Bragance, descendant direct du dernier empereur du Brésil, le "chaos" qui secoue son pays n'a qu'une solution: le retour de sa famille au pouvoir. AFP 4 juin 2018

ACTUALITÉ DU JOUR

Quand la crise générale du capitalisme se transforme en crise politique mondiale...

- En Jordanie, la contestation sociale fait tomber le Premier ministre - AFP 5 juin 2018

Le Premier ministre jordanien Hani Mulqi a été contraint à la démission lundi, après plusieurs jours d'une contestation populaire inédite depuis des années dans le royaume contre un projet de réforme fiscale et la hausse des prix. AFP 5 juin 2018

Ce n'est pas en France qu'un truc pareil arriverait. C'est étrange. Devinez pourquoi.

- Nouveau Premier ministre à Madagascar pour sortir de la crise - Reuters 4 juin 2018

Le président malgache a annoncé lundi qu'il avait choisi comme nouveau Premier ministre Christian Ntsay, qui était jusqu'ici représentant à Madagascar de l'Organisation internationale du travail (OIT). Reuters 4 juin 2018

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Venezuela

- L'OEA adopte une résolution visant à en exclure le Venezuela - Reuters 6 juin 2018

L'Organisation des Etats américains (OEA), composée de 34 membres, a adopté mardi une résolution pour débiter le processus d'exclusion du Venezuela de l'organisation, après la réélection contestée le mois dernier de Nicolas Maduro à la présidence vénézuélienne.

Au cours d'une assemblée générale organisée à Washington, où est basée l'OEA, 19 membres ont voté en faveur de la tenue d'une assemblée extraordinaire pour suspendre le Venezuela de l'organisation. Quatre membres ont voté contre et 11 se sont abstenus.

Les Etats-Unis et plusieurs pays sud-américains ne reconnaissent pas la réélection le 20 mai de Nicolas Maduro à la tête du Venezuela, considérant le scrutin comme une imposture visant à favoriser une dictature qui a dévasté une économie autrefois prospère.

"Je suis heureux que nous reconnaissons que la démocratie compte. Nous ne reconnaitrons pas les gouvernements illégitimes", a déclaré à l'assemblée après le vote le représentant américain auprès de l'OEA.

"C'est un grand jour pour l'OEA (...) Notre espoir est que cela apporte la paix au peuple vénézuélien", a ajouté Carlos Trujillo.

Le Venezuela rejette la décision de l'assemblée et empêchera les Etats-Unis de poursuivre leur "guerre économique" contre le gouvernement socialiste de Maduro, a déclaré le ministre des Affaires étrangères, Jorge Arreaza.

"Ceux qui ont soutenu (cette résolution) soutiennent la possibilité d'une intervention militaire au Venezuela. Vous aurez cela sur la conscience", a-t-il ajouté.

Nicolas Maduro a décrit l'OEA comme le pantin de la politique étrangère des Etats-Unis. Le gouvernement vénézuélien a annoncé l'année dernière qu'il débutait un processus de deux ans pour se retirer de l'organisation.

Les Etats-Unis souhaitent l'exclusion du Venezuela de l'OEA et une intensification des sanctions économiques contre le gouvernement de Maduro. Reuters 6 juin 2018

Libye

- La Libye selon l'Onu et la dure réalité par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 5 juin 2018

Malgré la bonne volonté de certains participants, la conférence de Paris pour la Libye n'a pas eu sur place les effets imaginés. Pour Thierry Meyssan, cela s'explique par le double langage de l'Otan et de l'Onu qui prétendent vouloir stabiliser le pays alors que leurs actions poursuivent le plan Cebrowski de destruction des structures étatiques. La mise en scène de Paris était imprégnée d'une profonde méconnaissance des particularités de la société libyenne.

Depuis l'anéantissement par l'Otan de la Jamahiriya arabe libyenne, en 2011, la situation en Libye s'est profondément détériorée : le PIB a été divisé par deux et des pans entiers de la population vivent dans la misère ; il est impossible de circuler dans le pays ; l'insécurité est générale. Au cours des dernières années, les deux tiers de la population se sont enfuis à l'étranger, au moins provisoirement.

Passant par pertes et profits l'illégalité de l'intervention de l'Otan, les Nations Unies tentent de re-stabiliser le pays.

Les tentatives de pacification

L'Onu est présente via la MANUL (Mission d'appui des Nations unies en Libye), qui est un organe exclusivement politique. Le véritable caractère de cette instance est apparu dès sa création. Son premier directeur, Ian Martin (ancien directeur d'Amnesty International), organisa le transfert de 1 500 jihadistes d'Al-Qaïda en qualité de « réfugiés » (sic) de la Libye vers la Turquie pour former la soi-disant « Armée syrienne libre ». Certes, aujourd'hui la MANUL est dirigée par Ghassan Salamé [1], mais elle dépend directement du directeur des Affaires politiques de l'Onu qui n'est autre que Jeffrey Feltman. Or, cet ancien assistant d'Hillary Clinton au département d'État US est un des maîtres d'œuvre du plan Cebrowski-Barnett pour la destruction des États et des sociétés du « Moyen-Orient élargi » [2]. C'est précisément lui qui supervisa d'un point de vue diplomatique les agressions contre la Libye et la Syrie [3].

L'Onu part de l'idée que le désordre actuel est la conséquence de la « guerre civile » de 2011 qui dressa le régime de Mouammar Kadhafi contre son opposition. Or, lors de l'intervention de l'Otan, cette opposition se limitait aux jihadistes d'al-Qaïda et à la tribu des Misrata. En tant qu'ancien membre du dernier gouvernement de la Jamahiriya arabe libyenne, je peux témoigner que l'initiative de l'Alliance atlantique ne répondait pas à un conflit libyen, mais à une stratégie régionale de longue haleine pour l'ensemble du Moyen-Orient élargi.

Lors des élections législatives de 2014, les islamistes qui avaient mené les combats au sol pour le compte de l'Otan, n'obtinrent que de faibles résultats. Ils décidèrent alors de ne pas reconnaître la « Chambre des représentants » (basée à Tobrouk) et de constituer leur propre assemblée (basée à Tripoli) qu'ils appellent désormais « Haut Conseil d'État ». Considérant que ces deux assemblées rivales pouvaient former un système bicaméral, Feltman plaça à égalité les deux groupes. Des contacts entre eux eurent lieu aux Pays-Bas, puis les accords de Skhirat (Maroc) furent signés, mais sans l'assentiment des deux assemblées. Ces « accords » instituèrent un « gouvernement d'union nationale » (d'abord basé en Tunisie) désigné par l'Onu.

Pour préparer l'élaboration d'une nouvelle Constitution et d'élections présidentielle et législatives, la France, se substituant aux efforts des Pays-Bas et de l'Égypte, a organisé fin mai un sommet avec ceux que l'Onu présente comme les quatre principaux leaders du pays, en présence de représentants des principaux États impliqués sur le terrain. Cette initiative a été vivement critiquée en Italie [4]. Publiquement on a parlé politique, tandis que discrètement, on a dessiné les contours d'une Banque centrale libyenne unique qui effacera le vol des Fonds souverains libyens par l'Otan [5] et centralisera l'argent du pétrole. Quoi qu'il en

soit, après la signature d'une déclaration commune [6] et les embrassades d'usage, la situation a brusquement empiré sur le terrain.

Le président français, Emmanuel Macron, agit en fonction de son expérience de banquier d'affaires : il a réuni les principaux leaders libyens choisis par l'Onu ; a examiné avec eux comment protéger leurs intérêts respectifs en vue de créer un gouvernement reconnu par tous ; a vérifié que les puissances étrangères ne saboteraient pas ce processus ; et a pensé que les Libyens applaudiraient cette solution. Or, il n'en est rien car la Libye est totalement différente des sociétés occidentales.

Il est évident que la France, qui avait été avec le Royaume-Uni le fer de lance de l'Otan contre la Libye, tente de récupérer les dividendes de son intervention militaire, dont elle a été privée par ses alliés anglo-saxons.

Pour comprendre ce qui se passe, il faut revenir en arrière et analyser la manière dont vivent les Libyens en fonction de leur expérience personnelle.

L'Histoire de la Libye

La Libye n'existe que depuis 67 ans. À la chute du fascisme et la fin de la Seconde Guerre mondiale, cette colonie italienne fut occupée par les Britanniques (dans la Tripolitaine et la Cyrénaïque) et par les Français (dans le Fezzan qu'ils divisèrent et rattachèrent administrativement à leurs colonies d'Algérie et de Tunisie).

Londres favorisa l'émergence d'une monarchie contrôlée depuis l'Arabie saoudite, la dynastie des Senussis, qui régna sur le pays à partir de « l'indépendance », en 1951. De religion wahhabite, elle maintint le nouvel État dans un obscurantisme total, tout en favorisant les intérêts économiques et militaires anglo-saxons.

Elle fut renversée, en 1969, par un groupe d'officiers qui proclama la véritable indépendance et mit à la porte les Forces étrangères. Au plan politique intérieur, Mouammar Kadhafi rédigea, en 1975, un programme, le Livre vert, dans lequel il garantit à la population du désert de satisfaire ses principaux rêves. Par exemple, alors que chaque bédouin ambitionnait d'avoir sa propre tente et son chameau, il promit à chaque famille un appartement gratuit et une voiture. La Jamahiriya arabe libyenne offrit également l'eau [7], l'éducation et la santé gratuites [8]. Progressivement, la population nomade du désert se sédentarisa sur la côte, mais les liens de chaque famille avec sa tribu d'origine restèrent plus importants que les relations de voisinage. Des institutions nationales furent mises en place, inspirées des expériences des phalanstères des socialistes utopiques du XIXème siècle. Elles instaurèrent une démocratie directe tout en co-existant avec les anciennes structures tribales. Ainsi, les décisions importantes étaient d'abord présentées à l'Assemblée consultative des tribus avant d'être délibérées par le Congrès général du Peuple (Assemblée nationale). Au plan international, Kadhafi se voua à résoudre le conflit séculaire entre les Africains, arabes et noirs. Il mit fin à l'esclavage et utilisa une grande partie de l'argent du pétrole pour aider au développement des pays sub-sahariens, notamment du Mali. Son activité réveilla les Occidentaux qui commencèrent alors des politiques d'aide au développement du continent.

Cependant, malgré les progrès accomplis, trente ans de Jamahiriya ne suffirent pas à transformer cette Arabie saoudite africaine en une société laïque moderne.

Le problème actuel

En écrasant ce régime et en faisant flotter à nouveau le drapeau des Sénussis, l'Otan a renvoyé le pays à ce qu'il était avant 1969 : un ensemble de tribus, vivant dans le désert, coupées du monde. En l'absence d'État, la population s'est repliée sur des structures tribales sans chef suprême. La Charia, le racisme et l'esclavage ont refait leur apparition. Dans ces conditions, il est inefficace de chercher à rétablir l'ordre par le haut. Il est au contraire indispensable de pacifier d'abord les relations entre tribus. Ce n'est qu'une fois cette opération achevée qu'il sera possible d'envisager des institutions démocratiques. Jusque-là la sécurité de chacun ne sera garantie que par son appartenance tribale. Pour survivre, les Libyens s'interdiront donc de penser de manière autonome et s'en référeront toujours à la position de leur groupe.

Le cas de la répression exercée par les habitants de Misrata contre ceux de Tawarga est exemplaire. Les Misratas sont les descendants des soldats turcs de l'armée ottomane, ceux de Tawarga descendent d'anciens esclaves noirs. En lien avec la Turquie, les Misratas ont participé au renversement de la Jamahiriya. Dès que le drapeau des Sénussis a été imposé, ils se sont déchainés avec une fureur raciste contre les noirs. Ils les ont accusés de toutes sortes de crimes et ont contraint 30 000 d'entre eux à fuir.

Il sera évidemment très difficile de faire émerger une personnalité, comparable à Mouammar Kadhafi, qui soit d'abord reconnue par les tribus, puis par le Peuple. Mais en réalité, ce n'est pas ce que cherche Jeffrey Feltman. Contrairement aux déclarations officielles sur une solution « inclusive », c'est-à-dire intégrant toutes les composantes de la société libyenne, Feltman a imposé, via les islamistes avec qui il avait collaboré au département d'État contre Kadhafi, une loi interdisant toute fonction publique aux personnes ayant servi le Guide. La Chambre des représentants a refusé d'appliquer ce texte, toujours en vigueur à Tripoli. Ce dispositif est comparable à celui de la débaasification que le même Feltman imposa à l'Iraq, lorsqu'il était un des dirigeants de l'« Autorité provisoire de la Coalition ». Dans les deux cas, ces lois privent ces pays de la majorité de leurs élites et poussent celles-

ci à la violence ou à l'exil. On le voit bien, Feltman poursuit toujours les objectifs du plan Cebrowski tout en prétendant travailler pour la paix.

Contrairement aux apparences, le problème de la Libye n'est pas la rivalité entre des leaders, mais l'absence de pacification entre tribus et l'exclusion des Kadhafistes. La solution ne peut être négociée entre les quatre leaders réunis à Paris, mais uniquement au sein et autour de la Chambre des représentants de Tobrouk dont l'autorité couvre désormais 80 % du territoire. Réseau Voltaire 5 juin 2018

Notes.

[1] Ghassan Salamé est un homme politique libanais et universitaire français. Il est le père de la journaliste française Léa Salamé et de la directrice de la Fondation Boghossian de Belgique, Louma Salamé. Il a travaillé avec Jeffrey Feltman en Irak, mais pas au Liban.

[2] « Le projet militaire des États-Unis pour le monde », par Thierry Meyssan, Haïti Liberté (Haïti) , Réseau Voltaire, 22 août 2017.

[3] « L'Allemagne et l'Onu contre la Syrie », par Thierry Meyssan, Al-Watan (Syrie) , Réseau Voltaire, 28 janvier 2016.

[4] En 2011, le président du Conseil Silvio Berlusconi s'insurgea contre l'intervention de l'Otan. Il fut rappelé à l'ordre atlantiste par son propre Parlement.

[5] « La rapine du siècle : l'assaut des volontaires sur les fonds souverains libyens », par Manlio Dinucci, Traduction Marie-Ange Patrizio, Il Manifesto (Italie) , Réseau Voltaire, 22 avril 2011.

[6] « Déclaration politique sur la Libye », Réseau Voltaire, 29 mai 2018.

[7] À partir de 1991, la Libye construit la « Grande rivière artificielle ». Il s'agit d'un vaste réseau d'exploitation des nappes aquifères du Bassin de Nubie, situées à grande profondeur. Ce gigantesque système est sans équivalent dans le monde.

[8] En l'absence d'hôpitaux assez nombreux, les opérations étaient souvent effectuées à l'étranger aux frais de l'État.

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Maroc

- Au Maroc, un boycott de l'eau contre l'oligarchie et la vie chère - liberation.fr 5 juin 2018

Depuis fin avril, l'eau Sidi ali, le lait Centrale Danone et les stations-service Afriquia sont boudés par près de 42 % des Marocains pour leurs prix excessifs. Une mobilisation inédite qui a pris de court les élites.

Selon une enquête réalisée le 22 mai pour le quotidien marocain l'Economiste, 42 % de la population applique ce boycott, principalement les jeunes, les femmes et la classe moyenne.

« Cette mobilisation anonyme n'a ni stratégie ni revendication précises, mis à part la volonté de s'opposer aux prix chers. Si on ne sait pas qui en est l'initiateur, on connaît ses deux principales cibles : des personnalités de l'establishment, proches du palais royal », analyse le sociologue Abderrahmane Rachik, spécialiste des mouvements de protestation au Maroc. D'abord, Aziz Akhannouch, propriétaire de la société de distribution de carburant Afriquia, est aussi ministre de l'Agriculture, milliardaire et proche du roi. Ensuite, Miriem Bensalah-Chaqroun, à la tête des Eaux minérales d'Oulmès, distributeur de Sidi ali, est l'ancienne présidente de la Confédération générale des entreprises du Maroc, l'équivalent du Medef en France. « La campagne de boycott est l'expression d'un ras-le-bol généralisé qui s'inscrit dans la suite des protestations du Rif, de Zagora et de Jerada [trois régions qui ont connu des mouvements sociaux ces derniers mois, ndlr] », estime le député du Parti socialiste unifié Omar Balafrej, qui soutient le boycott.

« Des professionnels de la protestation, anonymes, ont lancé cette mobilisation qui a été suivie d'abord par des sympathisants puis par des jeunes mécontents », explique Abderrahmane Rachik. Au Maroc, le taux d'emploi est de 42 %, et un tiers des jeunes n'ont ni travail ni formation, selon le Haut Commissariat au plan, organisme de statistiques officielles. « Boycoter et se mobiliser sur les réseaux sociaux ne demande ni autorisation, ni argent, ni compétences. Depuis 2013, protester dans la rue est devenu risqué, face à un gouvernement qui empêche toute manifestation sans autorisation préalable », continue le sociologue.

Centrale Danone, la marque la plus affectée par le boycott, s'attend à un «repli de 20 % de son chiffre d'affaires» et une perte de 13,5 millions d'euros au premier semestre. Sa collecte de lait dans le réseau marocain a déjà été réduite de 30 %.

Face à cette campagne difficile à cerner, les élites politiques et économiques du royaume sont désarmées. Cinq jours après le début du boycott, Mohamed Boussaïd, ministre de l'Economie, a qualifié les boycotteurs d'«étourdis». Au même moment, le directeur achats chez Centrale Danone, Adil Benkirane, les désignait comme des «traîtres à la nation». Des propos qui ont galvanisé les protestataires. «Les politiques ont cru que le boycott serait éphémère mais il a pris beaucoup d'ampleur», observe Abderrahmane Rachik. Le chef du gouvernement, Saâdeddine el-Othmani, lui, a demandé à tourner la page du boycott.

L'ampleur inattendue de l'opération fait craindre aux autorités la réaction des investisseurs étrangers. «Le gouvernement est déterminé à entreprendre des initiatives visant à améliorer le pouvoir d'achat des citoyens et à agir avec fermeté en matière de contrôle du marché», a annoncé le gouvernement dans un communiqué publié le 1er juin. Une commission sera créée pour examiner l'évolution des prix et proposer des solutions allégeant la pression sur le pouvoir d'achat des ménages. Une réponse insuffisante pour Omar Balafrej, membre de l'opposition qui demande à remettre sur pied le Conseil de la concurrence, une institution au point mort.

«Le boycott est en train de se retourner contre le gouvernement El-Othmani, dont le prédécesseur avait appliqué la libéralisation des prix et la fin de la caisse de compensation pour les produits de nécessité», avertit Abderrahmane Rachik. En conséquence, les opérateurs des hydrocarbures, dont Afriquia, ont doublé leurs marges, selon un rapport parlementaire présenté le 15 mai. «Maintenant, nous attendons un mea culpa des sociétés et qu'elles remboursent les 17 milliards de dirhams [1,5 milliard d'euros] gagnés de façon abusive», revendique Omar Balafrej, qui espère que le succès du boycott redonne «confiance aux citoyens». En attendant, les épiciers affichent fièrement des marques concurrentes dans leurs rayons. liberation.fr 5 juin 2018

Portugal

- Importante grève ferroviaire au Portugal - euronews 4 juin 2018

Très forte mobilisation pour le mouvement de grève dans les transports ferroviaires qui a eu lieu ce lundi au Portugal. Selon le syndicat des employés du secteur, 90% des trains de fret et de passagers n'ont pas circulé. A Lisbonne, aucun train n'a quitté le quai de toute la journée.

Les agents ferroviaires protestent contre un projet national de n'avoir qu'un opérateur supplémentaire par train, contre deux minimum actuellement. Ces derniers mois, ce sont les cheminots qui se sont mobilisés, pour des revendications salariales. euronews 4 juin 2018

Brésil

- Brésil: plus d'un demi-million d'homicides en dix ans - AFP 5 juin 2018

Plus d'un demi-million de personnes sont mortes par homicide entre 2006 à 2016 au Brésil, soit six tués par heure, des chiffres qui font du plus grand pays d'Amérique latine l'un des plus violents au monde, selon un rapport publié mardi. AFP 5 juin 2018

[Haut de page ↗](#)

Le 14 juin 2018

CAUSERIE ET INFOS

A chaque fois que je voulais actualiser le portail ces derniers jours une nouvelle idée jaillissait, du coup j'ai passé beaucoup de temps à réfléchir, et le plus difficile ce fut de mettre cela au propre. Je n'actualiserai pas le portail aussi régulièrement, j'ai encore trop de choses à faire chez moi et personne ne peut les faire à ma place. Je crois qu'il y a matière à tenir pas mal de temps avec cette volumineuse causerie.

● [Causerie au format pdf \(41 pages\)](#)

[Quelques réactions politiques.](#)

1- Quelques réactions après avoir fait un tour d'horizon de l'actualité hier soir.

Le printemps est passé comme une lettre à la poste. Le président néonazi du parlement ukrainien parade à Paris, quoi de plus naturel. Il y a de quoi sabrer le champagne !

Macron ne loupe pas une occasion de faire savoir qu'il hait les pauvres... qui lui rendent bien. L'orgie des nantis peut continuer. La médiocrité s'invite ou s'infiltré partout à vous en donner la nausée. Ils s'en vantent et il y en a qui les flattent pour faire partie de la cour. Ne les ignorons pas, méprisons-les, piétinons-les, après tout ils doivent être là pour cela.

Visiblement, nous ne vivons pas dans le même monde, donc tenons-nous en à notre cause, il y a de quoi faire et ne jamais s'emmerder pour qui veut se rendre utile pour combattre le régime. C'est un appel à l'engagement politique, parce que cela fait aussi partie de la vie, de la société. Il y en a qui peuvent dire stop spontanément, et il y en a d'autres pour lesquels il faut plus de temps et ce sont les plus nombreux. Quand on a des principes ou des valeurs humanistes, on ne peut pas vivre dans leur monde, on ne peut souhaiter que qu'il disparaisse le plus tôt possible...

- Le nouveau service de vaisselle de l'Élysée aurait coûté... 500.000 euros - M6info

2- Quasiment toutes les formations politiques se réclamant de la classe ouvrière, la plupart des syndicats, des dizaines d'associations liées au mouvement ouvrier appelle les travailleurs et jeunes à descendre dans la rue le 26 mai pour manifester leur rejet de la politique de Macron, soit entre 30 et 40 millions de personnes, et moins de 250.000 répondent présent, qui plus est un samedi, soit moins de 1%.

Que faut-il en déduire, qu'est-ce que cela signifie sur le plan politique ? Vous savez ce que m'a répondu un militant, je vous le donne en mille, que les conditions objectives étaient mûres pour une révolution, je ne plaisante pas. Et bien moi, je pense exactement le contraire. Selon vous, qui de nous deux doit être proche de la réalité, celui qui part des faits ou celui qui fait dans le déni permanent ou qui refuse de les prendre en compte ?

Un truc qui n'était pas tombé dans l'oreille d'un sourd.

Lors de l'oraison funèbre prononcée par D. Gluckstein après le décès de P. Lambert, D. Gluckstein déclarera que « *les conditions objectives de la révolution mûrissent* ». (<http://www.luttedeclasser.org/brefpt07.htm> - 22 janvier 2008) j'avais ajouté le commentaire suivant : Tiens c'est étrange, je croyais qu'elles étaient mûres et qu'elles avaient commencé à pourrir, le capitalisme agonisant, cela vous dit sans doute quelque chose camarades.

Pendant des décennies, ils nous avaient tenus en haleine avec leur théorie foireuse de "l'imminence de la révolution" sur fond de crise des institutions de la Ve République qui devait rendre l'âme dans les semaines à venir (Stéphane Just), on était au milieu des années 70, il y a un demi-siècle. L'arrivée au pouvoir de Mitterrand en mai 81, ainsi que sa majorité PS-PCF devait sonner le glas du régime. Tout le reste devait être à l'avenant jusqu'à nos jours. Je n'invente rien, ce sont les faits.

S'il y a 10 ans les conditions objectives n'étaient pas mûres, 10 ans plus tard on a comme l'impression qu'elles ont commencé à pourrir, et l'élection de Macron en est l'illustration.

Quelles sont les conditions objectives qui doivent être réunies pour qu'une situation devienne révolutionnaire? Et quelles sont les conditions subjectives qui doivent être réunies pour qu'elle se transforme en révolution prolétarienne ?

Les conditions objectives.

- L'effondrement brutal du capitalisme jetant des millions de travailleurs à la rue... (En 2008, les oligarques nous ont fait le coup de la démolition contrôlée en fabriquant plus de 20.000 milliards de dollars... pour s'enrichir encore plus!)

- La guerre et ses conséquences insupportables. (Tandis que de nos jours la population vit en paix et n'imagine pas un instant ce que signifie la guerre, mieux ou pire, elle baigne dans une insouciance dopée par les guerres. Quand la guerre ravage un pays, elle n'épargne personne, et la classe ouvrière en est la principale victime.)

- La concentration du prolétariat industriel. (Depuis dispersé, disloqué, atomisé, délocalisé... Ce qu'il en reste compose l'aristocratie ouvrière ou bénéficie de privilèges que n'ont pas les autres travailleurs du secteur privé.)

- Les conditions de travail effroyables des masses. (Et des enfants, cadences infernales, journées de travail harrassantes. Ce qui a pratiquement disparu de nos jours ou n'a rien de comparable avec autrefois.)

- Les conditions d'existence épouvantables des masses, notamment d'habitation. (De nos jours cela concerne seulement environ 5% des travailleurs et leurs familles les plus pauvres. Mieux encore, un grand nombre de travailleurs qui ont un revenu modeste vont hériter de leurs parents un bien immobilier qui se chiffre au bas mot à plusieurs centaines de milliers d'euros s'il était situé en

ville, moins évidemment s'il était situé à la campagne ou dans une petite commune de province ; une somme d'argent en espèce ou placée plus ou moins importante ; d'autres biens. Au passage, ce ne sera pas mon cas, sinon je m'empresserais de distribuer cet argent. Même mon terrain et ma maison ne sont pas à mon nom.)

- Etc.

Les conditions subjectives.

- Il faut que la classe dominante ne puisse plus gouverner comme avant. (Ce n'est pas le cas en France, Macron incarne par excellence la Ve République ! En revanche la situation fut prérévolutionnaire en Grèce, en Tunisie, peut-être en Egypte. Ce n'est plus le cas dans ces pays.)

- Il faut que les masses ne puissent plus vivre comme avant ou qu'elles ne supportent plus de nouveaux sacrifices. (Ce n'est pas le cas des deux tiers ou plus des masses. Encore faut-il tenir compte de tous les revenus et de la composition des ménages ou contribuables comme l'on dit.)

- Sous l'effet de l'effondrement du capitalisme ou de la guerre, les masses se radicalisent et cherchent une issue politique conforme à leurs intérêts. (Comme ni l'un ni l'autre ne s'est produit, il est à craindre que leur radicalisation ne soit pas orientée dans la bonne direction. Surtout chez les couches des classes moyennes les plus durement frappées qui peuvent se tourner vers l'extrême droite, les autres se sont tournées principalement vers Macron pour le moment.

Ce qu'il faut bien comprendre, c'est que l'effondrement du capitalisme ou la guerre va frapper violemment l'ensemble des masses, et que parmi les masses une minorité va se radicaliser aussitôt ou rapidement, mais contrairement à une période normale ou de paix, le reste des masses au lieu de faire preuve de neutralité envers le gouvernement et de le laisser s'attaquer si nécessaire à cette minorité ou de l'ignorer, elle va faire preuve de neutralité envers la mobilisation révolutionnaire de cette minorité avant éventuellement de la rejoindre plus tard, ce qui va permettre au processus révolutionnaire de se développer et de laisser entrevoir l'espoir qu'il soit mené à son terme ou que le régime soit renversé.

Donc, dans tous les cas de figure on part de la mobilisation révolutionnaire d'une minorité, qui selon les circonstances peut entraîner l'ensemble des masses au combat contre le régime ou au contraire, par leur passivité lui accorder un nouveau répit. Donc le fait d'être une minorité organisée n'est pas un problème en soi, car ce n'est même pas le facteur déterminant au début d'un soulèvement révolutionnaire, c'est l'état d'esprit des masses qui est l'un des facteurs déterminants, l'autre étant l'état du régime, des forces qui le soutiennent encore. Donc personne ne peut se substituer aux masses, pas même le parti, tout repose sur son niveau de conscience qui va déterminer son degré d'organisation à venir, qui va bénéficier à la construction du parti pour s'emparer du pouvoir pour les masses, car seule une force organisée peut venir à bout du régime, le renverser, les masses seules ne peuvent pas concevoir et atteindre cet objectif politique, dans le cas contraire cela se saurait et le régime aurait disparu depuis longtemps. Si on ne saisit pas le processus dialectique de la lutte de classes, on ne peut pas concevoir une stratégie de prise du pouvoir, or c'est notre seul objectif.

On peut reprendre une partie de ces éléments en les présentant autrement. On peut imaginer qu'une minorité prenne les armes et descende dans la rue. Si la majorité des masses n'est pas prête à les imiter, elle va se faire massacrer pendant que les masses ne bougeront pas. Mais imaginons maintenant qu'elle bénéficie de la neutralité bienveillante de la majorité des masses.

Le gouvernement hésitera à mitrailler cette minorité armée, car il saura qu'aussitôt elle sera rejoint par des bataillons entiers de la classe ouvrière. Maintenant il peut ne pas avoir le choix et opter pour cette solution, auquel cas il va perdre le contrôle de la situation et il sera renversé. Prenons Macron par exemple, sur quelle force pourrait-il compter pour faire face à un soulèvement révolutionnaire armé, sur les CSP+ qui roulent en Mercedes, BMW ou Audi, combien seraient-ils à risquer leur vie ou de tout perdre inutilement face à 3 ou 5 millions de travailleurs déterminés à en finir avec le régime, même sur l'armée et les forces de police il ne pourrait compter entièrement.

Tout cela pour dire qu'une révolution prolétarienne est parfaitement possible et peut vaincre pourvu que les conditions soient réunies, et que notre unique tâche est de préparer les conditions pour qu'elle se réalise, sachant que parmi ces conditions il en manquera une, l'effondrement du capitalisme ou la guerre, et qu'il faut par conséquent combler cet handicap en élevant le niveau de conscience des masses à un niveau encore plus supérieur à ce qui serait nécessaire si toutes les conditions objectives étaient réunies.

Donc ce que je propose ici, c'est l'inverse de la passivité en attendant une guerre ou une crise dévastatrice du capitalisme qui permettrait enfin aux conditions objectives d'être mûres, et ce n'est pas non plus un appel gauchiste à l'insurrection sans tenir compte de la situation sociale et politique. J'ai évoqué un handicap en parlant des conditions objectives qui ne sont pas mûres, en précisant qu'il n'était pas insurmontable, pourquoi ? Parce que même si les conditions des masses s'est énormément améliorées par rapport à autrefois, il n'en demeure pas moins qu'absolument personne ne peut décidément librement de son destin dans cette société tendant au totalitarisme. Le mode de vie qui est imposé à chacun des travailleurs est un élément objectif de la situation sur lequel on peut ou plutôt on doit s'appuyer si l'on veut vraiment venir à bout du régime et avancer vers le socialisme.

Je sais que c'est difficile d'aborder la situation sous cet angle-là, parce qu'on n'en a pas l'habitude, mais on n'a pas le choix. Je sais surtout que cela bouscule notre conception de la lutte de classe. Et bien, il va falloir l'expliquer encore et encore aux militants, qui rapidement se rendront compte que cet argument ou cette démarche, loin d'être révisionniste était plutôt révolutionnaire, parce qu'il est adapté à la situation tout bonnement.)

- De préférence un haut niveau d'organisation syndical et politique. (Ce qui n'est pas le cas en France. Le mouvement ouvrier est profondément divisé et pourri par le réformisme, le communautarisme, le corporatisme, sans oublier l'impérialisme.)

- Si l'existence d'un parti ouvrier révolutionnaire n'est pas obligatoire, en revanche il est indispensable pour renverser le régime (ce qui n'était pas forcément le cas autrefois, par exemple en février 1917 en Russie, quoique...) ou assurer la victoire de la révolution... (Il est inexistant, donc il y a tout lieu de s'inquiéter sérieusement pour la suite, c'est un euphémisme !)

En guise d'épilogue.

Au cours des jours précédents, à différents moments de la journée, j'ai enregistré quelques réflexions sur mon téléphone portable que je n'ai plus le temps d'insérer dans les articles que j'ai rédigés, je vous les soumetts pêle-mêle.

- Nos contradicteurs, qu'ont-ils retenu de la crise de 2008 ? Rien. Quel enseignement ont-ils tiré de la Grèce, des "révolutions" de couleur, des fleurs, etc. Aucun. Qu'ont-ils appris du 11 septembre 2001 et ses conséquences au Maghreb, au Moyen et au Proche-Orient, en Afrique, etc. Rien. Quelle leçon ont-ils tiré des conditions dans lesquelles Macron est parvenu au pouvoir ? Aucune. Qu'ils nous traitent par la suite de ce qu'ils voudront nous laisse totalement indifférent. A près de 40 ans d'intervalle, ils nous avaient averti que l'arrivée au pouvoir de Mitterrand serait incompatible avec la survie de la Ve République, et voilà qu'ils viennent de nous refaire le coup avec Macron. Cela se passe de tout commentaire.

- Dans nos rangs, l'évolution de la situation rend certains neurasthéniques ou dépressifs, tandis que d'autres deviennent carrément hystériques ! Qu'ils ne nous en veuillent pas d'affronter la situation calmement, sereinement, lucidement. En vivant en Inde et en partageant la vie des ouvriers parmi les plus pauvres, cela vaut mieux.

- Pour être bref, on est passé d'un système économique où le capitalisme produisait des marchandises correspondant à des besoins, à un système économique où l'argent sert à faire de l'argent, et dans ces conditions tous les besoins sans exception doivent être livrés au marché et à la spéculation, au casino de la finance. On a donc basculé dans un autre modèle de société, plus inhumaine encore, plus avide, mercantile, rapace, brutale, violente, vénal, sordide, cruelle. Et on a continué d'entendre les mêmes discours.

On est passé de la domination de l'industrie à la fusion de l'industrie et la finance, puis à l'hégémonie de la finance, et pour finir, par son emprise totale sur l'économie. Et on est en train de passer de l'impérialisme, qui date de la fusion de l'industrie et la finance au tournant du XXe siècle, au totalitarisme au tournant du XXIe siècle une fois achevée l'emprise de la finance sur l'ensemble de l'économie. De l'impérialisme stade suprême du capitalisme, qui se caractérisait par des périodes de guerre et de paix, de crise ou de dépression et d'expansion, on est passé au totalitarisme stade suprême de l'impérialisme qui rime avec le chaos, la guerre et la barbarie permanente. Et le plus grave, c'est qu'il sape à terme les bases du capitalisme, donc du socialisme, ce qui nécessite de notre part de modifier notre stratégie.

3- Nos ennemis ne sont pas les seuls à avoir de la suite dans les idées.

En réalité, nous aurions dû modifier notre stratégie depuis un an, depuis l'élection de Macron, peut-être depuis bien plus longtemps, je n'ai pas eu le temps de réfléchir à cette question. Laissons cela de côté provisoirement et concentrons-nous sur la situation actuelle.

Depuis que Macron est le nouveau locataire du Palais, les rapports entre les classes, les partis et les institutions ont été modifiés, on devrait plutôt dire que son élection fut le produit de ces modifications qui ont pris forme sous le mandat de Hollande. Et comme Macron a été porté au pouvoir par une poignée d'oligarques, c'est à la fois contre Macron et l'oligarchie que l'on doit axer notre politique sans négliger les institutions de la Ve République.

En ciblant Macron, on vise à la fois l'oligarchie qu'il incarne et le sommet des institutions, et en ciblant l'oligarchie, l'industrie financière, on vise Macron et on s'attaque au capitalisme puisqu'il est passé entièrement sous sa tutelle. Mieux encore, on fait d'une pierre, non pas deux coups, mais trois, car en s'attaquant à l'oligarchie on s'attaque également aux médias qu'elle possède ou contrôle.

On doit exiger son expropriation sans indemnité, la suppression des subventions que l'Etat verse à tous les médias dont ceux qu'elle contrôle et qui constituent les instruments les plus puissants dont elle dispose après l'argent pour mener son offensive contre la classe ouvrière ou tenter de conserver le pouvoir... Au-delà, décréter hors la loi les gangsters ou prédateurs du CAC40, la Bourse, réaliser la socialisation de toutes les banques et institutions financières privées, rompre avec l'euro, la BCE, l'UE, etc.

Cette orientation politique présente l'avantage de s'attaquer à la capacité de nuisance de l'oligarchie sur les plans économique et médiatique ou de la communication. Chasser Macron s'impose dès lors naturellement, ainsi que l'abolition des institutions antidémocratiques de la Ve République qui servent uniquement à légitimer le modèle de société totalitaire qu'ils veulent nous imposer.

Il faut voir comment peut s'articuler le combat contre Macron, l'oligarchie, les médias et les institutions de la Ve République. Si le lien qui existe entre ces quatre facteurs apparaît clairement, en revanche reste à expliquer pourquoi, pour mettre en lumière leur stratégie commune qui correspond à des intentions ou objectifs inavouables ou que la majorité ignore, en dernière analyse leur idéologie, dont ces quatre facteurs sont des représentations politiques.

Macron ment, les oligarques mentent, les médias mentent, les parlementaires mentent, ce qui signifie qu'ils ont quelque chose à cacher, et ils mentent encore quand ils nient les liens qui existent entre eux. Pourquoi ? Pour que les travailleurs ignorent ce qui se tramant dans leur dos de manière à ce qu'ils ne puissent pas s'y opposer, car on ne peut pas combattre efficacement un ennemi quand on ignore ses réelles intentions.

Notre objectif est de saper les bases du régime, cela peut paraître modeste, mais personne aujourd'hui n'a les moyens de se fixer un objectif plus élevé. Cette démarche consiste à s'adresser aux travailleurs afin de les amener à rompre avec le régime, à les aider à lever les obstacles qui les en empêchent, à faire en sorte que dans le cadre de la lutte des classes ils puissent surmonter les handicaps qui jusqu'à présent les retiennent de passer à l'action ou de s'organiser, ce qui ne signifie pas qu'ils descendront demain dans la rue, mais on peut se dire raisonnablement que le jour où ils décideront d'agir, plus rien ne les retiendra pour se lancer à l'assaut du régime.

A ce stade, nous n'avons rien d'autre à proposer aux travailleurs qui vont partager nos idées, que les prendre en charge eux-mêmes en s'associant à notre combat, de manière à ce que le plus grand nombre les partage en attendant des jours meilleurs, qui viendront forcément si on s'en tient rigoureusement à cette démarche. Plus nombreux seront les travailleurs qui seront convaincus que l'on peut changer de société ou procéder à un changement de régime, plus nous aurons de chance d'y parvenir, c'est élémentaire en somme, ce qui ne l'est pas, c'est déjà d'en arriver là.

Cela nécessite évidemment un long et patient travail d'explication qui rebute bien des militants habitués à balancer des mots d'ordre en croyant que les travailleurs vont s'y rallier spontanément, mais cela ne peut pas fonctionner compte tenu des obstacles que nous avons évoqués précédemment ou dont nous parlons ailleurs. Contrairement aux apparences, notre ennemi avance toujours masqué, alors si on se contente d'en rester aux apparences ou d'enfoncer des portes ouvertes, on n'arrivera jamais à rien.

4- La naissance du totalitarisme.

L'oligarchie financière s'est emparée du pouvoir au début du XXe siècle, et il lui aura fallu attendre près d'un siècle supplémentaire pour l'exercer pleinement. Elle eut l'occasion de le tester à diverses reprises à l'échelle mondiale : en 1914, en 1929, en 1939, en 1971, en 2001, en 2008. Ne pouvant pas se soustraire au capitalisme, elle accompagnera et contrôla toutes ses crises intermédiaires. Elle créera une multitude d'institutions, dont les unes seront destinées à s'assurer la subordination des Etats, tandis que les autres seront destinées à coordonner son action dans toute la société pour asseoir sa domination, de manière à ce qu'elle devienne incontestée, sans rival pour la menacer, sa toute puissance étant alors totale, l'illusion de la démocratie cédant la place au totalitarisme.

C'est cette illusion qui fut mortelle pour nous, aussi devrions peut-être enfin essayer de comprendre ce qui s'est réellement passé, pour ne pas périr sous les coups de ce nouveau régime encore plus impitoyable que le précédent.

Le capitalisme n'a jamais été compatible avec la démocratie, il en a toujours été le pire ennemi. Il se trouve que pendant sa période ascendante, il ne put se développer sans se passer du peuple, eh oui le peuple sans lequel rien n'est possible, aucun changement de régime ne peut être envisagé ou se réaliser ! C'est cela qui donna l'illusion d'un régime démocratique que l'on qualifia de bourgeois, de républicain, de laïc, d'indépendant, parce qu'il avait besoin de la participation du peuple et que le peuple progresse, s'instruit, soit en meilleure santé, etc.

Il n'y avait rien de philanthropique dans son attitude, ce qui n'a pas empêché de lui prêter des vertus innombrables, de manière à camoufler ses réelles intentions sordides ou inavouables. Le capitalisme eut recours à la guerre et maintenant au terrorisme. Il a franchi un cran de plus dans la barbarie en la mettant en scène, de sorte que tout le monde puisse en profiter, en partager les conséquences à des degrés divers pour marquer profondément les esprits, et les orienter dans une direction bien précise. A suivre.

5- Ils ont de la suite dans les idées....

- Nous aurons un gouvernement mondial, que cela plaise au non. La seule question est de savoir s'il sera créé par conquête ou par consentement. (Paul Warburg, banquier, le 17 février 1950 devant le Sénat américain.)

LVOG - Les deux. Ceci dit, s'ils avancent dans cette voie, rien ne dit qu'ils y parviendront, le soulèvement des peuples pourrait conduire au contraire à une République sociale universelle, mais il faut admettre que de nos jours plus personne n'y croit tellement nous en sommes éloignés. Pour autant cela demeure notre objectif politique...

- "Nous sommes reconnaissants au Washington Post, au New York Times, au magazine Time, et aux autres grandes publications dont les directeurs ont assisté à nos réunions et respecté leurs promesses de discrétion depuis presque quarante ans. Il aurait été pour nous impossible de développer notre projet pour le monde si nous avions été exposés aux lumières de la publicité durant ces années. Mais le monde est aujourd'hui plus sophistiqué et préparé à l'entrée dans un gouvernement mondial. La souveraineté supranationale d'une élite intellectuelle et de banquiers mondiaux est assurément préférable à l'autodétermination nationale des siècles passés."

David Rockefeller, Commission Trilatérale, 1991.

LVOG - Comme les grands esprits se rencontrent, je plaisante. Dans une précédente causerie j'avais indiqué qu'au lieu de parler de société développée à propos de la société occidentale on ferait peut-être mieux de parler de société sophistiquée, puisque finalement les hommes ne sont manifestement pas aussi développés qu'on voudrait nous le faire croire, en réalité ils demeurent profondément inconscient ou ignorant de la société ou le monde dans lequel ils vivent, toutes classes confondues...

- Quelque chose doit remplacer les gouvernements, et l'industrie privée me semble l'entité adéquate pour le faire. David Rockefeller

LVOG - L'industrie privée... financière, cela allait de soi pour un banquier...

- « La négation de l'idée industrielle est la spéculation. » Henry Ford

LVOG - Il ne croyait pas si bien dire. Complétons, la dictature de la finance devait même être à terme la négation du capitalisme...

- Les banquiers américains ont prêté des sommes considérables à Hitler qui les a remboursés en pillant l'Europe. Ces mêmes banquiers ont continué à s'enrichir en accordant des emprunts pour la reconstruction l'Europe dévastée d'après guerre. (Un juriste américain)

LVOG - Cela ne figure dans aucun manuel scolaire ou universitaire évidemment. Ils ont financé les différents belligérants qui se sont affrontés au cours des guerres mondiales de manière à réaliser des profits des deux côtés. Ils étaient à l'origine de ces deux guerres qui leur ont permis d'accroître considérablement leur fortune et leur pouvoir au détriment des Etats qui étaient leurs débiteurs... et le sont restés depuis.

- La fortune des 3 individus les plus riches de la planète est supérieure au PIB des 48 pays les plus pauvres (600 millions de personnes).

LVOG - On ne peut pas s'empêcher de se dire que c'était leur objectif et qu'on est passé totalement à côté...

- « Une poignée d'hommes parvient à s'enrichir simplement en prêtant attention aux détails que la plupart des gens négligent. » (Henry Ford)

LVOG - Effectivement, nous avons fait preuve d'une négligence inexcusable que nous refuserons d'admettre, et qui tourne de nos jours au crétinisme le plus pitoyable qui soit...

Dans le même registre ou quand l'écologie affâme les peuples !

- Un plein de 50 litres de bioéthanol correspond à 250 kg de maïs, de quoi nourrir une personne pendant une année. (lu dans un blog dont j'ai perdu l'adresse)

LVOG - La recherche du profit à tout prix dans le domaine du commerce des denrées alimentaires conduit à faire voyager des marchandises fragiles et périssables d'un bout à l'autre d'un pays, d'un continent, de la planète avant d'atterrir dans notre assiette, de sorte que celles qui pourrissent entre temps sont supérieures en volume aux besoins alimentaires de l'humanité toute entière. On pourrait peut-être parler d'obsolescence alimentaire programmée...

Parole d'internaute et exercice de ventriloques.

LVOG - Quelle originalité de nous expliquer qu'il faut faire avec ce qu'on a finalement, par manque de courage, de volonté, de conviction, d'idéal.

Ils tiennent en permanence un double langage en affirmant par exemple, qu'ils ne peuvent pas rompre avec l'UE sous peine de prendre le risque de se mettre à dos ceux qui parmi leurs partisans y demeurent attachés, et ils ne peuvent pas soutenir ouvertement l'UE sous peine de prendre le risque de se mettre à dos ceux qui parmi leurs partisans ont décidé de rompre avec cette institution.

Voilà pourquoi leur position consiste à rompre sans rompre avec l'UE, à vouloir conserver l'UE mais à condition de la réformer, ce qui ne leur coûte rien puisqu'ils ne sont pas près de parvenir au pouvoir, jamais peut-on prédire sans prendre le moindre risque. Et c'est là dessus qu'ils jouent pour se faire passer pour des opposants et tromper ceux qui sont sensibles à leurs discours populistes. Et pendant ce temps l'UE va continuer d'exister.

Et alors direz-vous, vous voilà bien avancé après ce constat. Ce que vous venez de nous raconter, nous le savions déjà ou cela ne sert à rien. Détrompez-vous, on avance. Comment cela, soyez plus clair. Patience, on y vient. On est bien d'accord que l'UE va continuer d'exister, n'est-ce pas ? C'est bien le cas ce lundi 11 juin 2018 à 11h42 et ainsi de suite.

On a vu que les discours de ces beaux parleurs et ces philistins eux-mêmes ne servaient finalement strictement à rien, sinon accompagner l'application des directives de l'UE. Ils ne veulent pas rompre avec l'UE, chacun l'a bien compris, donc ils légitiment l'existence de l'UE. Cela vaut pour les institutions de la Ve République, évidemment ou encore le capitalisme.

On aura compris qu'ils ménageaient selon eux l'UE et la Ve République, le régime, pour ménager leurs troupes, leurs lecteurs, pour continuer d'être invités sur les plateaux de télévision, de passer à la radio ou de bénéficier généreusement de tribunes dans les médias des oligarques, sans lesquels on n'entendrait pas parler d'eux ou ils n'existeraient pas.

Maintenant, imaginons un instant qu'ils adoptent une position inverse ou opposée, qu'ils rompent résolument avec l'UE et la Ve République, le régime, cela changerait quoi ? Rien, hormis que du jour au lendemain ils seraient bannis de la télévision, de la radio et de la presse écrite, et ils perdraient une partie de leurs partisans, ceux solidement enchaînés à l'UE, à la Ve République et au régime, mais ils gagneraient de nouveaux partisans parmi ceux qui ont décidé de rompre avec l'UE et la Ve République, le régime, ce qu'ils perdraient en éclairage médiatique, ils le gagneraient en crédibilité au sein du peuple travailleur, et c'est là qu'on s'aperçoit que cela ne les intéresse pas du tout, que cela n'a jamais été leurs objectifs de rompre avec le capital et ses institutions et de se donner les moyens de réaliser cette rupture en se tournant vers les masses révolutionnaires.

Autrement dit ou en guise de conclusion, ils se sont fondus dans les institutions du capital d'où les masses sont exclues et pour cause, puisqu'elles ont été fondées par et pour servir les besoins des capitalistes ou l'oligarchie, et il leur est impossible d'envisager de les affronter frontalement, de rompre avec elles pour refonder la société sur d'autres bases. Leur politique et la perspective qu'ils nous proposent, consiste à perpétuer l'ordre établi en l'aménageant pour que la classe dominante demeure au pouvoir, tout en faisant en sorte qu'il soit plus supportable pour les classes dominées, excluant tout changement de régime, tout changement radical de société.

Ces gens-là sont des filous, des intellectuels fort malhonnêtes, des scélérats selon moi parce qu'ils trompent sciemment militants ou travailleurs, parce qu'ils savent pertinemment tout ce que vous venez de lire. Ils jouent sur les intentions que les militants ou les travailleurs leur prêtent. Ils tiennent un double langage de sorte que chacun croie y trouver ou entendre ce qui lui convient, c'est de la démagogie pure, c'est du domaine de la manipulation des esprits.

Maintenant ils sont confrontés à un problème incontournable qui à l'arrivée va les broyer, comme il a broyé le PS et le PCF. Leurs semblables sont parvenus au pouvoir en Grèce, et vous avez observé ce que cela a donné. En France, ils n'en sont pas encore là et rien ne dit qu'ils y parviendront un jour, mais ils sont confrontés à la même contradiction, à la même menace, et plus leur audience augmente, plus cette contradiction devient explosive, plus cette menace se précise, d'où leurs incessants tournants à droite ou à gauche, histoire d'en conserver le contrôle.

En permanence, au lieu de représenter clairement une politique, ils cherchent à incarner deux politiques fondamentalement irréconciliables ou s'excluant mutuellement, ce qui a pour unique effet d'alimenter la confusion ambiante et de renforcer l'idée que la situation serait inextricable ou sans issue politique, ce qui ne peut que profiter au régime.

Et la meilleure, c'est qu'ils en ont parfaitement conscience, ils le disent eux-mêmes

Pour se justifier, ils sont assez tordus pour expliquer que s'ils tenaient un discours radical, ils ne pourraient plus jouer leur rôle de pédagogue auprès de la plèbe qu'ils estiment bénéfiques, ils seraient marginalisés ou ils disparaîtraient de la scène politique, illustrant à leur manière ce que j'ai affirmé précédemment. Ils partent du constat qu'étant donné le niveau de conscience politique très bas des travailleurs, ils ne seraient pas en mesure de comprendre un discours résolument radical tourné contre le régime. Il faudrait donc les aider à progresser étape par étape et ainsi de suite, sans qu'on sache combien d'années, de décennies ou de siècles cela pourrait prendre avant qu'ils soient fins prêts à saisir leur prêche radical.

Pendant ce temps-là les capitalistes vaqueraient tranquillement à leurs affaires et la vie continuerait comme avant, les

génération passant, il faudrait chaque fois reprendre à zéro ce travail pédagogique, bref, autant abandonner tout de suite l'idée de changer un jour la société ou le socialisme.

Nous rejetons catégoriquement cette stratégie, en revanche nous conservons sa méthode.

On a bien compris que ces affairistes ne pouvaient vivre autrement que sous la lumière (bannière) médiatique, et qu'être réduits à une infime minorité qui ne représentait rien d'autre qu'elle-même leur était insupportable. Donc il leur fallait sans cesse s'ouvrir à des idées qu'ils prétendaient ne pas partager ou carrément opposées aux leurs, idées et personnes avec lesquelles ils pouvaient cohabiter, histoire de donner l'illusion d'augmenter leur surface ou influence politique, ne reculant devant aucun procédé pour y parvenir, par exemple en acceptant de participer à des émissions de BFMTV dont chacun sait les téléspectateurs sont résolument à droite, voire d'extrême droite (ultra libérale ou néolibérale), dernièrement le torchon de Drahi, Libération, a accordé gracieusement 6 pages à Mélenchon pour racoler ses lecteurs qui ne sont pas vraiment de farouches opposants au régime, auquel cas ce papier hygiénique disparaîtrait, bref, ils brassent très large et pas vraiment en direction des masses.

L'audience que leur accorde les médias consiste à faire croire ou à renforcer l'idée trompeuse auprès de la plèbe, qu'ils représenteraient l'opposition à Macron et à sa politique, de sorte que les travailleurs et les militants adhèrent à leur politique ou se tournent vers eux, au lieu que leur attention se porte vers d'autres partis susceptibles éventuellement de leur proposer une autre politique. Laissons de côté les intentions par ailleurs malfaisantes des médias envers ces opposants officiels ou institutionnels.

Il ne nous viendrait pas à l'idée de les imiter, d'essayer de convaincre de quoi que ce soit un accroc de BFMTV par exemple. Et pour cause, nous expliquerions aux travailleurs et aux militants comment les tenants du régime s'emploient à les manipuler, à les conditionner pour qu'ils ne puissent pas se rebeller contre leur condition ou la politique ultra réactionnaire de Macron, pour qu'ils adoptent une attitude neutre ou passive après s'être convaincus qu'il n'existait pas d'alternative à la politique du gouvernement, au capitalisme et ses institutions. Nous profiterions de chaque aspect de la lutte de classes à laquelle nous participerions, pour leur expliquer comment ils s'y prennent pour qu'on subisse notre sort indéfiniment ou qu'on abandonne l'idée qu'il est parfaitement possible de changer de société, de changer de régime, et que la minorité qui s'adresse à eux, qui en a pris conscience est le meilleur garant qui soit que c'est réalisable, parce qu'elle a commencé à s'organiser sur cette base-là et aucune autre...

A la différence de ces Ruffin, Mélenchon, Lordon, Sapir, Lancelin, Chouard, Friot, Deneault, Pinçon-Charlot, etc. nous assumerions être une minorité absentes des plateaux de télévisions ou de radios, de la presse oligarchique, nous assumerions ne compter que sur nos propres forces, nous assumerions de nous adresser uniquement à l'ensemble des travailleurs, au lieu de nous tourner vers les représentants du régime et d'attendre que ses porte-parole médiatiques nous témoignent une quelconque attention.

Pendant tout le XXe siècle deux conceptions de la lutte de classes se sont affrontées. L'une se situant sur le terrain de la classe ouvrière du marxisme ou du socialisme, l'autre sur celui du réformisme ou de la collaboration de classes. La première permit au prolétariat de parvenir momentanément au pouvoir en Russie entre 1917 et 1923-24, la seconde ne permit jamais à la classe ouvrière de conquérir le pouvoir politique ou de procéder à un changement de régime nulle part dans le monde.

Au cours de la seconde moitié du XXe siècle, c'est la conception réformiste ou de la collaboration de classes qui fut adoptée par la totalité du mouvement ouvrier. Là aussi sous de multiples prétextes fallacieux il fut question de s'adresser au PS et au PCF, puis à des acteurs ouvertement étrangers au mouvement ouvrier, afin de rompre l'isolement de l'avant-garde, il fallait s'ouvrir, s'ouvrir encore et encore, vous connaissez la suite ou vous avez le résultat sous les yeux quotidiennement, un effroyable désastre politique.

Les véritables opposants au régime sont une minorité, une minorité éclatée, disloquées, en grand partie inorganisée, elle déborde la classe ouvrière et concerne également les classes moyennes. En réalité, elle est beaucoup plus nombreuse que ce que l'on croit habituellement, mais elle est réduite à la division et à l'impuissance pour avoir obstinément refusé jusqu'à ce jour de faire l'inventaire minutieux de la lutte de classe depuis les années 40 ou même depuis la période de l'entre deux guerres mondiales.

Et le temps passant, cela ne s'arrange pas vraiment, parmi les militants, de la confusion théorique on est passé au niveau théorique proche de zéro. Chacun veut avoir raison malgré tout, chacun a son bouc émissaire pour expliquer pourquoi nous en sommes rendus là. Pour les uns, ce serait la faute des appareils (du PS et du PCF, des syndicats), pour les autres, ce serait celle des travailleurs eux-mêmes, pour d'autres encore, ce serait celle du capitalisme qui recèlerait des vertus ou des capacités cachées et pratiquement inépuisables, sans compter ceux qui mélangent les différentes versions, ce qui donne un nombre de chapelles innombrables qui passent leur temps à polémiquer à l'infini pendant que la situation pourrit littéralement sur place.

Nous excluons d'emblée les travailleurs. Pourquoi ? Parce qu'ils ne sont pas responsables des conditions qui leur ont été imposées dès leur naissance, sachant que par la suite tout sera fait pour qu'ils ne parviennent pas à en prendre conscience. Ajoutons que ces conditions évoluent ou ne sont pas exactement les mêmes selon les générations qui se succèdent, par exemple la société n'est plus tout à fait la même en 2018 qu'en 1975 ou en 1945.

Il reste les appareils pourris et le capitalisme.

Maintenant reste à savoir ce qu'on entend par les appareils et qu'est-ce qu'ils recouvrent, qui ou qu'est-ce qu'ils représentent. Quelles couches des masses organisent-ils ? Quel est leur degré d'implantation dans les masses ? Lesquelles sont-elles sensibles à leurs discours ? A quel niveau se situent les illusions des masses dans les appareils ? Comment ont-elles évolué ? Quels sont leurs rapports avec les institutions ? Quelle classe représentent-ils ? Quelle idéologie véhiculent-ils ? Quels intérêts servent-ils ? Bref, quelle est leur véritable nature sociale ? Ils représentent les besoins de la classe dominante, ils sont fondamentalement réactionnaires, contre-révolutionnaires, anti-ouvriers, antisocialistes.

Quant au capitalisme, on ne peut pas l'aborder sans évoquer l'état de crise permanent qui le caractérise, et dans lequel il est entré au lendemain de la Seconde Guerre mondiale ou l'avènement de l'ère atomique, sans y adjoindre le système financier mafieux qui tend pour cette raison à le supplanter afin de perpétuer le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Si la structure de la société demeure identique avec ses classes dominantes et ses classes dominées, son mode de production basé sur les inégalités entre les classes, les rapports entre les classes sont dorénavant faussés du fait que les capitalistes et particulièrement l'oligarchie ne s'enrichissent plus seulement à l'issue du procès de production, depuis qu'ils se sont octroyés le pouvoir exorbitant d'augmenter leur fortune en se distribuant les sommes colossales d'argent qu'ils créent à partir de rien ou sans contrepartie, de sorte qu'ils se jouent des contradictions (et des crises) du capitalisme ou les contournent, tandis que leur puissance devient pour ainsi dire illimitée ou permet de tout acheter, en premier lieu le pouvoir politique, qu'ils n'ont eu aucun mal à conquérir compte tenu du degré de dégénérescence ou de corruption du mouvement ouvrier international réduit à l'impuissance ou inexistant même à ce niveau.

Nous arrêterons là pour aujourd'hui, faute de temps comme toujours.

Il y a là largement matière à réfléchir à la situation présente et passée, pour qui veut bien s'en donner la peine. N'espérez pas que ces "très grandes voix de notre époque" (Mélenchon, Lordon, Sapir, Lancelin, Chouard, Friot, Deneault, Pinçon-Charlot, etc.) vous viennent en aide, et pas davantage nos dirigeants qui rejettent l'analyse qui vient de vous être proposée, c'est à vous et à vous seul de la pousser plus loin et d'en tirer les conclusions théoriques et pratiques qui s'imposent.

Ce qu'à mon avis il faut retenir ou d'où il faut partir, c'est que nous n'avons pas pris la mesure des transformations qu'a subi la société, de quelle manière elles se sont réalisées et dans quelle direction elles étaient orientées, quels en furent les principaux acteurs et de surcroît les bénéficiaires, sans oublier personne de préférence, car dans le cas contraire on ne comprendrait rien à rien, comment le mouvement ouvrier accompagna ce processus plus qu'il ne le combattit au point d'abandonner son objectif : l'émancipation du capital ou son abolition, son éradication de la surface de la planète.

La caractérisation et l'analyse du rôle des appareils du PS et du PCF furent erronées. On trouva le moyen de leur attribuer des vertus qui ne correspondaient pas davantage à celles que le capitalisme pouvait revendiquer.

Quant aux travailleurs, on leur attribua un niveau de conscience qui ne correspondit jamais ou presque à la réalité. On refusa de prendre en compte l'influence ou les conséquences qu'aurait sur eux l'amélioration de leur condition, on s'emploiera à le nier systématiquement, autrement dit on ignorera toujours ce qu'ils pensaient vraiment.

Certains en arriveront une multitude de fois à vouloir nous faire croire que la situation était mûre pour une révolution, qui finalement ne se produira jamais ni de près ni de loin, tout simplement parce qu'aucune condition objective et subjective n'était réunie. Et ce sont les mêmes, qui pendant des décennies nous ont fourni ou imposé leurs théories foireuses, qui récidivent aujourd'hui et voudraient en plus nous donner des leçons ou nous traitent d'ignare. Vous comprendrez pourquoi nous n'en tiendrons pas compte.

Il nous arrive tous de nous tromper, de ne pas avoir de réponse à une question, et cela arrivera encore et encore, le pire comportement consiste à refuser de l'admettre. Et bien, nos dirigeants sont ainsi faits, et ils ont fait de leurs disciples des fanatiques répugnants, irrécupérables, il y a tout lieu de penser.

Pour vous montrer que je ne raconte pas n'importe quoi, il y a quelques jours, un d'entre eux a été jusqu'à m'écrire que, ce qui figurait dans mon analyse (identique à ce que vous venez de lire) signifiait que j'accusais les travailleurs d'être responsables de la situation et que je ménageais les appareils, incroyable, n'est-ce pas ? On ne peut imaginer pire déni, pire mensonge. Alors quand ces mêmes militants prétendent que la situation serait révolutionnaire, patati patata, vous avez le droit d'en douter fortement.

En complément. Les brebis seront bien gardées...

- Congrès CFDT : Berger garde la main et cherche un second souffle - Liberation.fr 7 juin 2018

A Rennes, au quatrième jour de leur congrès, les cédétistes ont consacré Laurent Berger. Seul candidat à sa succession,

le syndicaliste a été réélu au bureau national du syndicat, jeudi, avec 94,42% de voix favorables. Avant d'être conforté à son poste, à l'unanimité et sous les applaudissements, pour un troisième mandat de secrétaire général. La veille, son rapport d'activité avait aussi été adopté par une large majorité. Soit, un score de 83,36%, à peine moins qu'en 2014 (85,88%). «Cela aura été un congrès pacifique», se réjouit une militante du secteur des services. Liberation.fr 7 juin 2018

Comment le citoyen s'est métamorphosé en consommateur tout au long du XXe siècle.

- Nous aurons un gouvernement mondial, que cela plaise au non. La seule question est de savoir s'il sera créé par conquête ou par consentement. (Paul Warburg, banquier, le 17 février 1950 devant le Sénat américain.)

- Propaganda – La fabrique du consentement, par Arte - Les-Crises.fr 9 juin 2018

Source : Arte, Jimmy Leibold, 29-05-2018

Si les techniques de persuasion des masses apparaissent en Europe à la fin du XIXe siècle pour lutter contre les révoltes ouvrières, elles sont développées aux États-Unis pour convaincre les Américains de s'engager dans la Première Guerre mondiale. Peu connu du grand public, neveu de Sigmund Freud, l'auteur du livre de référence Propaganda et l'un des inventeurs du marketing, Edward Bernays (1891-1995) en fut l'un des principaux théoriciens. Inspirées des codes de la publicité et du divertissement, ces méthodes de "fabrique du consentement" des foules s'adressent aux désirs inconscients de celles-ci. Les industriels s'en emparent pour lutter contre les grèves avec l'objectif de faire adhérer la classe ouvrière au capitalisme et transformer ainsi le citoyen en consommateur. En 2001, le magazine Life classait Edward Bernays parmi les cent personnalités américaines les plus influentes du XXe siècle. Ce documentaire riche en archives retrace, à la lumière d'une analyse critique – dont celle du célèbre linguiste Noam Chomsky –, le parcours de celui qui, entre autres, fit fumer les femmes, inspira le régime nazi, accompagna le New Deal et fut l'artisan du renversement du gouvernement du Guatemala en 1954. Les-Crises.fr 9 juin 2018

Commentaires d'internautes.

1- "nos démocraties occidentales"

Je vous en prie, il n'y a plus de démocratie en Europe de l'ouest et même peut être dans tout l'occident ! Un peuple désarmé intellectuellement par des décennies de propagande, des médias qui ne sont plus QUE des organes de propagande et de terrorisme intellectuel, nos enfants "pris en main" dès l'école, des modes de scrutin sans cesse modifiés, les lois liberticides, etc.....

En France, c'est Sarkozy et Fillon qui ont donné le coup de grâce à une démocratie déjà moribonde, en faisant adopter par les parlements réunis en congrès le projet de constitution européenne que les français venaient de rejeter par référendum Double TRAHISON, celle du chef de l'état et celle des parlementaires censés représenter le peuple

Nota : l'immense majorité du peuple s'abreuve aux sources empoisonnées des médias du Système, ne comptons donc pas sur une prise de conscience du dit peuple L'ignorance est bien l'ennemi du peuple mais.....le peuple ne le sait pas !.....

2- S'ils manipulent et mentent autant en nous faisant croire qu'il n'y aurait pas d'autre alternative, c'est que c'est leur seule façon de dominer; et donc : dès que le peuple cessera d'y croire, leur pouvoir cessera aussitôt.

LVOG- Pour quelle raison cesserait-il d'y croire ?

3- ... en 1914 il n'y a pas de peuple américain à proprement parler, mais des millions de migrants sans aucun lien entre eux. L'American way of life avec le lien entre capitalisme, consommation et produits états uniens inventé par le charlatan finit par devenir leur identité commune. Les limites de la propagande tiennent à cela: un peuple qui a une culture et des traditions fortes peut résister. Cela est valable aussi aujourd'hui.

LVOG- En France, en Europe, vous avez vu jouer cela où ? En Syrie, d'accord, mais il semblerait que les masses ne soient pas soumises aux mêmes conditions. Ceci explique peut-être cela, non ?

Réflexion que cela m'a inspirée

Elle n'est pas belle la vie ! Question tabou. Mais d'où vient l'insouciance quasi générale à l'orientation de la société ? On nous rétorquera peut-être que c'est abusé de dire cela. En effet, les masses grognent, cela fait 40 ans qu'on entend dire que cela va péter, une simple réaction intestinale qu'on aura confondu avec une réelle prise de conscience.

Voilà ce qu'on peut dire pour situer à peu près le niveau de conscience politique de la plupart des militants que cela

concerne également. Même que rien n'a changé sur ce plan-là, puisque j'en fis partie il y a un peu plus de 40 ans en arrière, lorsque j'abandonnai du jour au lendemain le militantisme alors que j'étais un activiste acharné, d'où la conclusion à laquelle je suis parvenu bien plus tard, que je n'avais pas cessé de me leurrer sur mes réelles convictions. D'autres ont continué à militer, mais en abandonnant les aspirations révolutionnaires légitimes de leur jeunesse, ils ont été récupérés par le mouvement ouvrier qui avait déjà adopté depuis de longues années une orientation réactionnaire, et leurs aspirations révolutionnaires ne devaient plus figurer que sous la forme creuse de dogmes.

Quand on est jeune, on peut être amené à se rebeller contre le mode de vie que la société veut nous imposer. Ce mode de vie est détestable, on l'avait déjà pressenti tout petit lorsque déjà elle nous imposait de multiples contraintes que l'on estimait inhumaines, comme se lever à l'aube pour aller à l'école alors qu'on avait encore envie de dormir. Plus tard, à l'adolescence ou devenu un jeune adulte, on allait arriver à la conclusion qu'il fallait foutre en l'air cette société qui ne correspondait pas du tout à celle dans laquelle nous aurions voulu vivre. Puis, une fois qu'on eut rejoint le monde du travail, on allait être entraîné à reproduire à notre tour ce mode de vie épouvantable, pour finalement nous y adapter, pire, nous en accommoder. L'idée qu'on devrait travailler beaucoup moins, peut-être 25 heures maximum par semaine, quatre mois par an par exemple, nous sortira totalement de l'esprit, on s'estimera heureux d'avoir des horaires flexibles ou de travailler une heure en moins par semaine... en passant plus de temps dans les transports ! Et tout le reste sera à l'avenant.

On sera heureux de partir à la retraite à 60 ans au lieu de 65, alors qu'à 60 ans on est déjà usé depuis longtemps, j'ai 62 ans. En fait, c'est dès 45 ou 50 ans maximum qu'on devrait cesser de travailler, tout du moins en régime capitaliste, car sous un régime socialisme on s'arrangerait autrement, personne ne serait voué à des travaux de forçat pendant des décennies qui vous usent prématurément ou vous handicapent à vie, je pense aux ouvriers qui travaillent en usine ou sur les chantiers, à tous ceux qui doivent se dépenser physiquement du matin au soir et qui sont épuisés à la fin de leur journée de travail ou même avant généralement.

Le capitalisme nous impose un mode de vie inhumain pratiquement dès notre naissance, je n'exagère rien, par exemple lorsque le bébé doit être séparé prématurément de sa mère qui doit reprendre son travail, il en sera marqué à vie. Et je ne parle pas des drames familiaux dont il est responsable, qui brisent des millions de vie ou pourrissent la vie de ceux qui ne peuvent plus se sentir mais qui malgré tout ne se séparent pas, quel cauchemar au quotidien !

Dans ce domaine comme dans tous les autres on va continuer à vivre hypocritement, au point que les idées révolutionnaires qui avaient jailli dans notre tête au cours de notre jeunesse nous apparaîtront extravagantes, d'autant plus qu'on s'en est éloigné.

On s'est si bien fondu dans cette société ou on en a tellement adopté les codes ou les normes, qu'ils nous paraissent naturels, normaux, et ce qui ne l'est pas dorénavant c'est justement de vouloir les changer, les bazarder, parce qu'ils nous servent de repères, on n'a jamais connu rien d'autres, on se sent en sécurité dans cette camisole de force qui nous étouffe littéralement.

Les personnes concernées se reconnaîtront aisément.

J'ajouterai un petit mot personnel.

J'ai constaté que dans la vie on ne pouvait parvenir à rien sans prendre des initiatives et des risques. Or, c'est ce qui rebute la plupart des gens, donc il n'est pas étonnant qu'ils ou qu'on n'arrive à rien.

Parole d'internaute qui illustre ce qui vient d'être évoqué.

- "Opposer les pro et anti-Bruxelles est étrange dans la perspective d'élections européennes. Mettre F. Ruffin, auteur de "Faut-il faire sauter Bruxelles ?", dans le panier des "pro", est franchement incompréhensible. Il ne remet pas en cause la légitimité du flic de Bruxelles, la financiarisation ?! A ce compte, vous ne trouverez pas beaucoup de compagnons de route pour accomplir vos objectifs politiques... Je vous rappelle que, même en Italie, ni Lega ni M5S ne sont disposés à sortir de l'eurozone... Je vous conseille plutôt de rester parmi nous, et de comprendre que nous pouvons rester solidaires sur les fins tout en divergeant sur les moyens. La sortie sèche de l'UE est l'unique moyen dans l'esprit formaliste du juriste, sans doute, mais les problèmes ne trouvent pas toujours leurs solutions par le droit."

- "«L'esprit formaliste du juriste»: peut-être, mais voilà précisément ce qui caractérise l'État de droit. Et l'Union européenne est d'abord une construction juridique. Le droit est un bouclier, comme j'ai pu m'en rendre compte lors de la crise traversée par une association dont j'étais membre, au règlement général hyper tatillon, qui s'est avéré indispensable pour régler ladite crise. Le droit s'oppose à la loi de la jungle. Le droit, certes, est aussi une arme de domination, quand il est instrumentalisé par une minorité soucieuse d'asseoir son pouvoir. L'Union européenne est une construction juridique fondamentalement antidémocratique au service de l'oligarchie financière, soigneusement verrouillée pour n'être pas réformable (article 48 du traité sur l'Union européenne)."

Si vous croyez que l'on rester dans ce cadre pour refonder la construction européenne, c'est, je le crains, que vous n'avez pas lu les traités ni compris de quel bois étaient faits nos « partenaires européens », à commencer par la République fédérale d'Allemagne, où le droit régit tout."

LVOG - Il ne faut surtout pas rompre avec la Ve République, avec l'UE, avec le capitalisme, l'Otan, etc. par crainte de leurs réactions violentes...

Ces gens-là ne veulent pas les affronter, cela vaut pour tous ceux qui sont sur la même ligne.

En famille. Délateur.

- Pavageau (FO) met en garde contre une dérive vers la "radicalité" - AFP 10 juin 2018

Le secrétaire général de FO, Pascal Pavageau, a mis en garde dimanche le gouvernement contre une dérive vers la "radicalité" des salariés et des mouvements sociaux, faute de négociations, estimant qu'il prenait là une "responsabilité historique".

Evoquant dans l'émission "Questions politiques" sur France Inter/franceinfo/France2 les grévistes de la faim de l'hôpital psychiatrique de Rouen, qui ont mis fin vendredi à leur mouvement entamé le 21 mai après avoir obtenu la création de 30 postes, M. Pavageau s'est indigné qu'il faille "en arriver à cette radicalité de faire une grève de la faim pour obtenir 30 postes, ce qui ne répond même pas aux besoins".

"Nous avons un problème de méthode", avec des passages "en force sans écouter", a dénoncé le numéro un de FO.

Dans ce contexte, "il faut qu'on fasse très attention à ce qu'on ne pousse pas les personnels, les salariés, à une forme de radicalité en leur refusant la négociation et la discussion".

Autrement, le résultat, selon lui, c'est que "la prochaine fois", ce ne sera "pas une mobilisation traditionnelle puisqu'on refuse la négociation". "La prochaine fois, ce sera insurrectionnel", a-t-il averti.

"Le gouvernement est en train de prendre une responsabilité historique que de ne pas entendre les contre-poids et de refuser de négocier" avec les organisations syndicales, a souligné M. Pavageau, selon qui le gouvernement "pousse" aussi le patronat à ne pas négocier".

"Ca, démocratiquement ça va se payer. C'est extrêmement dangereux", a-t-il ajouté. AFP 10 juin 2018

LVOG - Une menace plane sur le régime et il le regrette, au moins on sait dans quel camp il combat...

Sur le plateau de Questions politiques franceinfo/FranceInter/France2.

Pour lui, le plan pauvreté doit être "cohérent avec d'autres mesures". Il a notamment cité la "juste répartition de la richesse produite". "Il faut qu'on sorte de la logique aujourd'hui, dans nos entreprises du CAC 40, où lorsque vous avez 100 euros de profit, 67 vont sur les dividendes et seulement 6 sur les salariés". AFP 10 juin 2018

Il a raison, ce sont vos entreprises...

Heil ! Totalitarisme en famille. La banalisation du fascisme en France.

- Scandaleux : le fondateur du parti fasciste ukrainien Svoboda reçu à l'Assemblée et au Sénat ! - Les-Crises.fr 9 juin 2018

Nous avons plusieurs fois parlé sur ce site d'Andrei Parouby, le cofondateur en 1991 du parti fascisto/néo-nazi ukrainien, au nom édifiant de "Parti Social-Nationaliste d'Ukraine" (devenu "Svoboda" en 2004).

En 2016, la majorité des députés ukrainiens a trouvé que ce Parouby présentait un excellent profil, et l'a élu Président du Parlement (ce qui en dit long sur la classe politique actuelle de ce pays) (wikipédia)

Seulement voilà, on apprend que Parouby va être reçu apparemment ce dimanche et ce lundi à l'Assemblée Nationale par François de Rugy, puis au Sénat par Gérard Larcher. Les-Crises.fr 9 juin 2018

Question : Comment peut-on siéger dans de telles institutions, la Ve République ?

Commentaires d'internautes.

1- Après la visite triomphante à l'Élysée d'un chef d'état colonial qui vient de faire assassiner plus de 50 civils et blessé grièvement plus de 1500 par des snippers après la légion d'honneur remise à un prince moyen-âgeux génocidaire plus rien ne m'étonne de la part de ces centro-fascistes euroïnomanes.

2- Personne ne se mettra à dos Israël sans être traité d'antisémite, donc tous les états atlantistes cirent les pompes du gouvernement israélien quelle que soit son action. Quand à l'Arabie saoudite, il s'agit d'un allié stratégique au moyen-orient, pétrole, dollars, armes

L'humanisme, la paix dans le monde, les droits de l'homme, c'est juste pour la TV. Ça n'a jamais guidé la géopolitique, sauf pour justifier la nécessité d'une guerre...

3- Pour les citoyens informés et conscients, cette visite sera une bonne nouvelle, car éclairante: le discours occidental (et notamment français) sur la démocratie, les droits de l'homme, la xénophobie, le "plus jamais ça", c'est décidément du pipeau. Certains ont été convaincus de voter Macron pour "faire barrage" au fascisme qu'aurait représenté MLP, et nous avons la preuve qu'il s'agissait d'une piètre (mais victorieuse) manœuvre électorale. Reconnaissons que M. Paroubj ne représente aucun danger pour le pouvoir des oligarchies mondiales et l'empire atlantique, ni à fortiori pour leurs si peu recommandables alliés du Golfe. Disons qu'il fait partie de la famille. On ne choisit certes pas sa famille, mais les "grands médias" l'ont fait pour nous en propulsant M. Macron. Pas de doute, on est bien gouverné!

4- Il n'y a pas lieu de s'étonner. Fidèle à lui-même année après année, l'Empire refuse tout simplement de condamner le nazisme. Reprenons donc contact avec la réalité: la progéniture la plus chère du capitalisme impérialiste a encore et toujours pour nom «fascisme » et « nazisme ».

- Le Congrès à Washington: opposez-vous au négationnisme de Kiev et de Varsovie - Les-Crises.fr 11.06

Source : The Times of Israël et Jewish Telegraph Agency, le 25 avril 2018.

Plus de 50 membres du Congrès américain ont signé une lettre bipartisane appelant le Département d'État à prendre position contre la négation de l'Holocauste et l'antisémitisme soutenu par l'État en Ukraine et en Pologne.

La lettre, datée de lundi et adressée à John Sullivan, le secrétaire d'Etat adjoint, a été rendue publique mercredi. Les représentants démocrates Ro Khanna de Californie et David Cicilline de Rhode Island ont co-rédigé la lettre.

Les membres du Congrès notent que les évolutions en Pologne et en Ukraine font suite à « une augmentation de la glorification des responsables de l'ère de l'Holocauste à travers l'Europe, y compris la Hongrie, la Slovaquie, la Roumanie et les Etats baltes. C'est une tendance troublante qui doit susciter une forte réaction de notre gouvernement. » Les-Crises.fr 11.06

- Ukraine : Éloge d'Hitler et salut nazi avec ses élèves - Les-Crises.fr 11.06

Source : Times of Israël, le 24 avril 2018.

Une enseignante d'une école publique en Ukraine aurait posté des voeux d'anniversaire à Adolf Hitler sur Facebook et aurait appris à ses élèves le salut nazi.

Marjana Batjuk, qui enseigne dans une école de Lviv et qui fait également partie du conseil municipal de la ville a publié ces voeux d'anniversaire le 20 avril, date de naissance du leader nazi, a expliqué à JTA Eduard Dolinsky, directeur du comité juif ukrainien, qui a qualifié cet incident de « scandale ».

Batjuk a également fait rencontrer à certains de ses élèves des militants d'extrême-droite qui, durant le week-end, ont défilé le long des rues de la ville en arborant l'uniforme de la 14ème division des Grenadiers Waffen SS, une unité nazie d'élite qui comprenait également de nombreux ukrainiens ethniques combattant au sein du 1er Galicien.

Montrer des images nazies en Ukraine est illégal mais Dolinsky a déclaré que les autorités chargées de l'application de la loi avaient autorisé les militants à parader dans les principales artères de la municipalité.

Batjuk, 28 ans, membre du parti d'extrême-droite Svoboda, avait qualifié Hitler de « grand homme » et cité une phrase de son livre « Mein Kampf » dans son post publié sur Facebook, a dit Dolinsky. Elle a plus tard affirmé que son compte Facebook avait été piraté et elle a supprimé la publication mais le site d'information Strana a établi que ce n'était pas la première fois qu'elle postait des imageries nazies sur les réseaux sociaux.

Elle a également publié des photos qui, selon elle, présentaient ses élèves faisant le salut nazi à ses côtés.

Dolinsky a qualifié la vénération de ces soldats SS qui, selon certains historiens, ont participé aux atrocités commises contre les Juifs et contre les Polonais de « profanation scandaleuse de la mémoire des victimes ».

A Odessa, un gros graffiti disant « les Juifs à la mer » a été écrit sur le mur d'entrée d'un hôtel.

« Le facteur commun entre tous ces incidents est l'inaction du gouvernement, ce qui garantit qu'ils continueront à avoir lieu », a commenté Dolinsky. Les-Crises.fr 11.06

Un néonazi "homologue" du président de l'Assemblée nationale française.

Ils se ressemblent tant que cela ? C'est Rugy qui l'a dit.

- De Rugy critiqué pour la réception d'un député ukrainien nationaliste - L'Express.fr

A l'ordre du jour pour François de Rugy ce lundi 11 juin est en effet inscrit un entretien à 10h avec Andriy Parubiy, président de la Rada (parlement ukrainien) depuis 2016. Il a fondé au début des années 1990 le parti social-nationaliste d'Ukraine, appelé par la suite "Liberté" ("Svoboda" en langue originale), réputé d'extrême droite. Ses partisans arborent notamment des symboles wolfsangel, utilisés pendant la Seconde Guerre Mondiale par des unités nazies.

Le député LFI Alexis Corbière a souligné sur twitter le fait que le parti d'extrême-droite Svoboda, créé par Andriy Parubiy, avait été "dénoncé par le Jérusalem Post ou le Centre Simon Wiesenthal". Il s'agit d'un journal israélien et d'une ONG luttant contre le racisme et l'antisémitisme qui ont caractérisé d'"antisémite" le parti ukrainien.

Andriy Parubiy a été élu à partir de 2012 sur les listes plus modérées de l'union panukrainienne "Patrie", un agglomérat de partis faisant bloc pour les élections. Sa principale leader est encore Ioulia Tymochenko. Le groupe politique est considéré de centre-droit à tendance conservatrice.

Invectivé sur les réseaux sociaux suite aux messages des élus de La France Insoumise, François de Rugy a répondu, affirmant qu'il était "normal" de recevoir son homologue "élu à l'issue d'élections libres".

Rugy reçoit le président du Parlement ukrainien, des Insoumis critiquent - AFP 11 juin 2018

Le président de l'Assemblée nationale, François de Rugy, a reçu lundi le président du Parlement ukrainien, Andriï Paroubii, que le chef de file des députés Insoumis, Jean-Luc Mélenchon, a qualifié de "néonazi antisémite", a-t-on appris de source parlementaire.

"Voilà où mène l'atlantisme forcené", avait aussi tweeté dimanche M. Mélenchon, tandis que sur le même réseau social le député LFI de Seine-Saint-Denis Alexis Corbière demandait au titulaire du "perchoir" d'"annuler ce rendez-vous" car "la République française n'a pas à honorer ce violent xénophobe".

En conflit régulier avec ces députés d'extrême gauche, M. de Rugy (LREM) a répondu sur Twitter qu'"il est normal qu'(il) reçoive un homologue, élu à l'issue d'élections libres".

"La diplomatie parlementaire, c'est parler à tous les acteurs d'une crise: je vais ainsi reprendre les contacts avec la Douma de Russie interrompus depuis plusieurs années", a ajouté le locataire de l'Hôtel de Lassay.

A l'issue de la rencontre, la présidence de l'Assemblée a précisé que "les échanges ont notamment porté sur les textes (loi d'amnistie et statut spécial pour le Donbass) que le Parlement ukrainien doit adopter dans le cadre d'une résolution du conflit dans l'est de l'Ukraine".

"Les relations entre l'Ukraine et l'Union européenne ont également été évoquées ainsi que l'accord économique signé avec la France à la fin du mois de mai dernier", a poursuivi la présidence.

En fin de journée, le président du Sénat Gérard Larcher (LR) devait également recevoir M. Paroubii, qui a co-fondé le parti nationaliste ukrainien devenu Svoboda. Observant que "c'est un parlementaire démocratiquement élu d'abord comme parlementaire, ensuite comme président du Parlement par ses pairs", l'entourage de M. Larcher a affirmé que le président de la Rada (Parlement) était "un interlocuteur naturel".

- Un anti-sémitisme violent sévit en Ukraine – et le gouvernement reste les bras croisés, par Lev Golinki

- Les-Crises.fr 12 juin 2018

Une vague d'antisémitisme a déferlé sur l'Ukraine. Rien que dans les trois dernières semaines, un leader d'extrême-droite a appelé publiquement à nettoyer l'Ukraine des « zhidi » (insulte équivalente à youpin), un mémorial de l'Holocauste a été incendié à Ternopil, des centaines de personnes ont défilé à travers Lviv en l'honneur d'une unité SS en faisant des saluts nazis, des graffitis « Mort aux youpins » ont été peints dans deux villes, la tombe d'un rabbin célèbre a été vandalisée, un camp de Roms a été attaqué et brûlé à Kiev par des militants d'extrême-droite, et des centaines d'autres ont participé à un concert néo-nazi, exhibant des svastikas et faisant le salut nazi.

Ce déferlement de haine a attiré l'attention du Congrès Juif Mondial, qui a publié une courte vidéo condamnant la montée de l'antisémitisme.

Peu après, le président ukrainien Petro Poroshenko a publié un communiqué de presse affirmant sa détermination à combattre l'antisémitisme. En retour, Ronald Lauder, président du CJM (Congrès Juif Mondial), a remercié Poroshenko pour sa déclaration et s'est déclaré « satisfait ».

Mais nous ne devrions pas pousser tout de suite un soupir de soulagement. Malheureusement, l'enthousiasme du CJM à accepter les paroles de Poroshenko est prématuré. Durant les quatre dernières années de gouvernement de Poroshenko, l'Ukraine a connu une hausse constante de l'antisémitisme, notamment l'apologie des collaborateurs du régime nazi, le vandalisme de sites juifs et les menaces publiques envers les Juifs – et la fréquence des incidents antisémites semble s'accélérer.

D'ailleurs, le lendemain de la publication de sa promesse vide par Poroshenko, si chaleureusement accueillie par Lauder, le ministre des affaires étrangères ukrainien a catégoriquement nié la montée de l'antisémitisme en Ukraine. Comment Poroshenko pourrait-il combattre l'antisémitisme quand son propre Ministère des affaires étrangères (sur lequel il a théoriquement autorité) refuse de reconnaître le problème ?

Après que le WJC a salué l'engagement de Poroshenko à combattre l'antisémitisme et d'autres formes de haine, un maire ukrainien a été pris en train de prononcer un discours au vitriol sur les Juifs cherchant à tuer les Gentils ; le consul ukrainien à Hambourg a été suspendu suite à des accusations pour avoir écrit des messages antisémites sur Facebook, y compris imputant aux Juifs la Seconde Guerre mondiale ; la tombe de la fille d'un rabbin vénéré a été profanée pour la cinquième fois en deux ans ; des voyous d'extrême droite ont pris d'assaut la maison d'un copropriétaire d'une chaîne de télévision ; le gang néonazi C14 a réalisé un autre pogrom contre les Roms, incendiant un campement à Lviv ; et des ultranationalistes affiliés au bataillon néonazi Azov ont mis fin à un événement LGBT parrainé par Amnesty International et Human Rights Watch à Kiev tandis que les autorités refusaient d'agir.

Poroshenko est devenu président à la suite du soulèvement sanglant de Maidan de 2013-2014, au cours duquel des Ukrainiens ordinaires sont morts pour le droit de vivre dans une nation occidentale démocratique. Mais au mieux, le gouvernement de Poroshenko a ignoré le problème de l'antisémitisme en son sein ; au pire, il l'a activement encouragé.

Célébrer les massacres de Juifs

La marche du 28 avril à Lviv, au cours de laquelle un millier de personnes ont honoré le SS Galichina, une division ukrainienne de la Waffen-SS d'Hitler, n'était pas un événement isolé planifié par un groupe marginal. La marche était le point culminant d'une célébration d'une semaine de la SS Galichina promue par le conseil municipal de Lviv. Assez bizarrement, cela comprenait un concours incitant les adolescents à soumettre des dessins de fans sur les SS.

Comment une ville européenne en vient-elle à glorifier une unité SS dont les membres ont prêté un serment personnel de loyauté à Hitler ? Il est alors utile d'avoir une bonne dose de révisionnisme historique. L'année dernière, le directeur de l'Institut ukrainien de la mémoire nationale – un département officiel du gouvernement de Kiev – a déclaré que les combattants SS Galichina étaient en fait des « victimes de guerre ». Ceci, bien sûr, soulève la question : si les SS étaient des victimes, qu'ont fait les Juifs et d'autres ethnies pour avoir été massacrés ?

La SS Galichina est loin d'être le seul groupe paramilitaire issu de la Seconde Guerre mondiale approuvé par les autorités ukrainiennes modernes. En 2015, le Parlement ukrainien a adopté des lois proclamant l'Organisation des nationalistes ukrainiens, qui a collaboré avec les nazis et a été responsable de la liquidation de milliers de Juifs, et l'Armée insurrectionnelle ukrainienne, qui a procédé au nettoyage ethnique de 70 000 à 100 000 Polonais, ainsi que d'autres ethnies de son propre chef, comme héros de l'Ukraine.

Grâce aux lois de Kiev, ainsi qu'aux campagnes publiques menées par l'Institut de la mémoire nationale (dont le budget en 2018 est d'environ deux millions de dollars), ces bouchers sont aujourd'hui célébrés dans tout le pays.

Il n'est pas surprenant que cette glorification des antisémites par l'Etat s'accompagne souvent de manifestations antisémites. Le

1er janvier 2017, des milliers de personnes ont défilé à Kiev en l'honneur du leader de l'OUN, Stepan Bandera. Des slogans « Jews Out ! » ont résonné dans la foule, mais le lendemain, la police a nié avoir entendu quoi que ce soit d'antisémite. En juin dernier, Lviv a organisé un festival de trois jours en l'honneur du chef de l'UPA Roman Shukhevych, et une synagogue a été incendiée pendant les festivités. En novembre, Radio Free Europe a rapporté avoir vu des saluts nazis alors que 20 000 hommes brandissant des flambeaux défilaient en l'honneur de l'UPA, vandalisant les monuments commémoratifs de l'Holocauste et les sites religieux

Vandaliser les monuments commémoratifs de l'Holocauste et les sites religieux

Les vandales antisémites en Ukraine ne se soucient guère d'originalité. Le mémorial de l'Holocauste récemment incendié à Ternopil a été profané à quatre reprises au cours de l'année écoulée. Mais ce n'est qu'un seul mémorial : d'autres sites de l'Holocauste, centres juifs, cimetières, tombes et lieux de culte sont régulièrement vandalisés avec des croix gammées, des runes SS et des insultes.

Le vandalisme généralisé a atteint un point tel que le ministère israélien des Affaires étrangères a pris la mesure inhabituelle d'exiger publiquement que les autorités ukrainiennes commencent à enquêter sur ces agressions. Un appel similaire a été lancé par le directeur du Comité juif ukrainien dans un éditorial du New York Times, qui soulignait l'apathie du gouvernement concernant la protection des sites religieux et des sites de l'Holocauste.

Menacer publiquement les Juifs

L'incident du 2 mai à Odessa, lorsque Tetiana Soikina, responsable régionale de l'organisation ultranationaliste le Secteur Droit, a promis de se débarrasser des « youpins », survient au milieu d'une série d'appels similaires à la violence de la part de personnalités publiques. En mars 2017, la députée Nadiya Savchenko, autrefois célébrée par les médias occidentaux sous le nom de « Ukrainian Nelson Mandela », a explosé dans une tirade antisémite en direct à la télévision. « Pourquoi personne ne parle de ce que les gens disent... youpins d'aujourd'hui ? » a demandé un interlocuteur. « Bonne question », a répondu Savchenko. « Oui, notre gouvernement a du sang non ukrainien, pour ainsi dire. Que faut-il faire à ce sujet ? Nous devons penser et agir ».

À peine deux mois plus tard, un général des services de sécurité ukrainiens a publié des menaces manifestes, promettant d'exterminer les « zhidi », ce qui a incité la Ligue Anti-Diffamation (ADL) à exiger son éviction par Poroshenko (aucune mesure n'a été prise). Quelques mois plus tard, le responsable régional du parti d'extrême droite Svoboda s'est déchaîné dans un discours antisémite, après que des juifs locaux ont protesté contre le fait qu'une statue de Symon Petliura, un autre « héros » ukrainien responsable des pogroms de masse, ait été érigée. « Habituez-vous à nos règles ou soyez punis », a dit le chef Svoboda, encourageant ses compatriotes ukrainiens à « remettre les minorités à leur place ».

Malheureusement, les fonctionnaires et les dirigeants des partis qui ont fait de telles déclarations l'ont fait en toute impunité. Et, bien que Poroshenko ait promis une réaction « immédiate » des forces de l'ordre aux menaces publiques de Soikina, un porte-parole du ministère ukrainien de l'Intérieur a déclaré que l'appel de Soikina à nettoyer le pays des Juifs n'était pas « intrinsèquement discriminatoire ni un appel à la violence ». Il est fort probable que Soikina, comme les autres, ne subira aucune conséquence pour ses actes.

Persécution des Roms

L'histoire nous apprend que qui s'attaque aux Roms finit, tôt ou tard, pas s'attaquer aux Juifs.

Une courte vidéo des récents pogroms anti-Roms est glaçante : des voyous cagoulés pourchassent des femmes et des enfants terrifiés au milieu d'une capitale européenne, alors que la fumée noire du tabor (campement) rom en flammes remplit l'arrière-plan. Les femmes appellent une l'aide qui ne vient pas. En fait, lorsque la police, honteuse, a fini par ouvrir une enquête, elle a qualifiée l'affaire de « hooliganisme », ce qui montre l'indifférence choquante avec laquelle les Roms sont considérés.

Mais l'aspect le plus inquiétant ici est qu'il s'agit au moins du quatrième pogrom anti-Roms en Ukraine au cours des deux dernières années.

En septembre 2016, deux douzaines de Roms ont été contraints de fuir un village d'Odessa après que les habitants ont incendié leurs maisons. Le gouverneur d'alors d'Odessa a réagi en louant les actions des villageois, déclarant que le village avait été pendant longtemps un repaire « d'asociaux » et qu'il partageait pleinement les préoccupations de la foule. La seule chose que la police a faite, c'est de garantir un « couloir sûr » pour que les Roms puissent évacuer. En mai 2017, un Rom a été tué lors d'une attaque à Kharkov ; selon des témoins, les autorités locales ont été impliquées dans la fusillade. Le même mois, un groupe d'hommes a attaqué des familles roms dans une gare de Kiev.

Les récents pogroms anti-roms de Kiev se distinguent cependant par le fait qu'elles ont été revendiquées avec fierté par C14, un gang néo-nazi qui a gagné en influence au cours de l'année écoulée. Les actions de C14 ont conduit Amnesty International à

publier une déclaration urgente avertissant que les radicaux « se sentent intouchables... les autorités, le plus souvent, n'agissent pas », et n'importe qui, y compris les Juifs, pourraient être les prochains sur la liste.

Les exemples ci-dessus ne représentent qu'une petite partie du caractère profondément inquiétant de l'antisémitisme et de l'incapacité ainsi que du refus de Poroshenko d'affirmer la primauté du droit. Ils n'incluent pas les attaques généralisées contre les communautés LGBT, ni la façon dont les groupes d'extrême droite perturbent les tribunaux au mépris des forces de l'ordre. Mais ils devraient être suffisants pour démontrer qu'il faudrait être d'une naïveté consternante pour accorder le moindre crédit aux promesses creuses de Poroshenko.

Les Juifs américains devraient absolument se réjouir du caractère démocrate de Poroshenko, mais seulement après que les organisations chargées de surveiller l'antisémitisme mondial auront confirmé que la situation en Ukraine s'améliore, et non le contraire. D'ici là, « la satisfaction » est la dernière chose que ceux qui s'intéressent à l'antisémitisme devraient ressentir à propos de l'Ukraine.

Lev Golinkin est l'auteur de A Backpack, a Bear, and Eight Crates of Vodka [Un sac à dos, un ours et huit caisses de vodka, NdT].

Source : Forward, Lev Golinki, le 20 mai 2018.

- Symboles et saluts nazis durant une marche des nationalistes ukrainiens, par Cnaan Liphshiz - Les-Crises. fr 12 juin 2018

La glorification des combattants qui se sont alliés avec les Nazis contre la domination russe a considérablement augmenté après 2013. En 2015, le Parlement ukrainien a voté une loi qui criminalise la négation « de l'héroïsme » de certains de ces alliés de l'Allemagne nazie, qui ont supervisé l'extermination quasi-totale des Juifs de la région.

Source : Jewish Telegraphic Agency, Cnaan Liphshiz, 29-04-2018

En complément. Toujours dans le registre totalitarisme.

- Des «opérations anti-Israël» ont-elles lieu dans les supermarchés ? - Liberation.fr 6 juin 2018

Selon plusieurs médias, une campagne de boycott des produits israéliens serait menée dans certains supermarchés.

A en croire le Figaro, «d'inquiétantes opérations anti-Israël» auraient lieu dans nos supermarchés. L'article, ainsi titré et publié le 4 juin, a été depuis largement repris par la presse, tendance plutôt pro-israélienne mais pas seulement.

«Des Yvelines aux Pyrénées-Atlantiques, des extrémistes veulent imposer à des magasins le retrait de produits israéliens», peut-on lire. Sont cités les cas d'un Carrefour à Chambourcy, dans les Yvelines, un Grand Frais, à Décines, près de Lyon, un Intermarché à Itxassou, dans les Pyrénées-Atlantiques et un Lidl à Drancy.

Le Bureau national de vigilance contre l'antisémitisme (BNVCA), de son côté, affirmait dans un communiqué publié le 3 juin recevoir «depuis près de 5 jours, un nombre considérable de protestations émanant d'internautes et clients des magasins Carrefour». L'association, qui parle d'«action discriminatoire», a annoncé le dépôt de plaintes, «non seulement contre les auteurs de ce délit, mais contre tous ceux qui par leur silence et leur soumission se sont pliés au diktat de cette police islamique». Soutenue par le CRIF, elle expliquait s'inquiéter d'une «campagne de boycott».

«C'est pas un problème de juif»

Pourtant, les cas relevés n'en ont pas vraiment l'envergure. A Chambourcy, en effet, une action filmée a été menée et relayée le 1er juin. «Nous mettre des dattes israéliennes sur le stand ramadan, c'est un affront fait aux consommateurs de confession musulmane», affirme l'homme qui filme, et réclame leur retrait. «Hors de question alors qu'ils sont en train de fusiller des Palestiniens à Gaza», poursuit-il, avant d'obtenir gain de cause. A une personne qui lui dit quelque chose qu'on ne distingue pas, il répond : «non mais on s'en fout, c'est pas un problème de juif, c'est un problème d'occupation israélienne».

Le lendemain, le 2 juin, une vidéo tournée au Grand Frais de Décines a également été publiée. On y entend un homme demander le retrait de dattes, toujours, leur origine n'étant pas indiquée. C'est illégal depuis 2015, la Commission européenne ayant demandé aux 28 Etats membres d'indiquer la provenance des produits originaires des colonies israéliennes dans les territoires palestiniens occupés depuis 1967. «Faut faire ça maintenant parce qu'on doit passer à Lidl après, demande l'homme qui filme à un membre du personnel. Demain on repassera, si on doit repasser à chaque fois, on repassera», poursuit-il.

A Itxassou, ce sont des militants d'Aitzana, un mouvement politique «de gauche du Pays basque nord», qui ont enlevé

des mandarines d'origines israéliennes. Au Lidl de Drancy, il s'agissait, selon le Figaro, de militants de la France insoumise, «qui font retirer des grenades, des pamplemousses et des avocats». Sauf que la seule opération dont Libération a retrouvé la trace date de janvier 2018 et bien que les militants arborent des étiquettes LFI, le responsable du groupe de Drancy assure que sa section n'a «jamais fait ça».

«Exiger leur retrait dans tous les magasins»

Si le mouvement n'a rien de très organisé, les cas cités relevant d'initiatives plutôt individuelles, deux d'entre eux ont été relayés par le site Europalestine qui félicite par exemple les «militants lyonnais qui sont intervenus à Grand Frais» et encourage : «Ouvrez l'œil... et la bouche aussi pour exiger leur retrait de tous les magasins!»

L'association, qui assure avoir pour but de «dénoncer sans relâche l'occupation des territoires palestiniens qui perdure depuis des décennies et qui menace gravement la paix dans le monde», est décrite comme «antisioniste radicale», par le site Conspiracy Watch, qui traque tweets antisémites, théories négationnistes et complotistes sur internet. Libération, dans un article publié en 2014, la recensait d'ailleurs dans un article sur le nouvel antisémitisme, dans la catégorie «propalestiniens radicaux». On y apprenait en outre que les services de renseignements la caractérisaient comme «particulièrement excitée».

«Par éthique, et puisque ce n'est pas un argument, Olivia Zemor et Nicolas Shahshahani, les deux locomotives d'Europalestine, n'utilisent jamais les morts de leurs familles comme bouclier inhumain. Pourtant, de famille ils n'ont plus, ou presque. Car disparue dans les camps d'extermination nazie», écrivait alors l'association dans un communiqué en guise de contre-attaque.

Il faut également rappeler qu'Europalestine a présenté une liste aux européennes de 2004 avec un certain Dieudonné. L'association a par ailleurs pour habitude de déployer des banderoles appelant «à la séparation du CRIF et de l'Etat», slogan cher à l'extrême droite, comme le rappelait Conspiracy Watch et se laisse tenter, parfois, par des fake news.

Traquer les étiquettes

Si le squelette idéologique de l'association et de certains de ses membres pose question, difficile pour autant de parler de l'orchestration d'une campagne antisémite. «En faisant nos courses, on regarde, on vérifie que la réglementation est appliquée, explique Olivia Zémor, en référence à la loi sur l'étiquetage. Les gens mènent les actions individuellement mais si un commerçant n'en a rien à faire de la réglementation, il se peut qu'on décide de faire venir un groupe de 3, 5 ou 20 personnes.»

L'association ne se contente pas de traquer les étiquettes, elle applique également les principes du mouvement BDS - pour Boycott, désinvestissement, sanctions - qui, depuis 2005, milite pour le rejet de produits israéliens pour dénoncer la colonisation israélienne. C'est précisément ce que critiquent le CRIF et le BNVCA, qui plaident pour sanctionner le boycott, assimilé à une forme de discrimination. «Ces incidents, qui se multiplient alors que commence la Saison France Israël 2018, sont assimilables à des actes antisémites : à travers Israël, ce sont les Juifs que l'on vise. On a vu que certains, d'ailleurs, ne font pas la différence entre les produits israéliens et kasher...», regrettait ainsi Francis Kalifat. Le mouvement BDS assure de son côté qu'il «ne vise pas des personnes ou des groupes en raison de leur origine ou de leur religion juive, ni leurs entreprises ou leurs produits», ni même «la société israélienne ni les individus qui la composent, en tant que tels» mais bien la politique coloniale d'occupation israélienne et ses partisans. En 2015, la Cour de cassation avait confirmé la condamnation d'une douzaine de militants de la campagne BDS pour «provocation à la discrimination nationale, raciale et religieuse». Cette décision avait alors été acclamée par un membre directeur du CRIF comme la preuve du caractère «illégal» d'un tel boycott, quand de nombreuses voix avaient au contraire dénoncé «une atteinte à la liberté d'expression».

Au-delà du débat éthique et juridique, que chacun investira comme il le souhaite, un constat peut être dressé : les opérations anti-Israéliennes n'ont pas pris une ampleur inédite, jusqu'ici en tout cas. «Pendant le ramadan, les dattes des colonies envahissent le marché européen, explique Olivia Zemor. A chaque fois, il y a un mouvement de protestation.» Libération.fr 6 juin 2018

Comment conserver le pouvoir par tous les moyens.

Pendant qu'ils nous soulent avec leurs fake news, on en oublierait presque qu'en la matière, la palme revient à ceux qui nous gouvernent et prétendent représenter "l'intérêt général", les intérêts du "peuple", de la "nation", de la "France" et je ne sais quoi encore, alors qu'en réalité ils représentent ceux de l'oligarchie ou les ennemis de la plèbe.

- L'obsession des «fake news» comme prérogative des États par Jean-Yves Jézéquel - Mondialisation.ca, 24 mai 2018

Extraits. « Depuis la Seconde Guerre Mondiale, plus de 20 millions de personnes ont été tuées par des attaques américaines », dit le Dr. Mausfeld, Professeur de psychologie allemand. Pourquoi de telles violations extrêmes des droits de l'homme ne provoquent-elles pas un cri d'indignation dans la population? Voici la réponse de Mausfeld : « C'est en raison d'un large éventail

de techniques de manipulations et de propagande raffinées, surtout psychologiques ».

Des faits réels sont présentés faussement comme étant des opinions. C'est une stratégie devenue courante aujourd'hui, une sorte de détournement, l'aspect que prend une pratique des « fake news » parfaitement écoeurante !

C'est la propagande dominante qui fomenté et mène aux guerres, et non pas les quelques voix d'opposition. Pourtant ce sont ces quelques voix qui sont accusées et humiliées alors qu'elles s'opposent justement au mal et au malheur que la perversion des Pouvoirs cherche à imposer au monde réel désireux de paix et de bonne entente entre les peuples...

Il est évident qu'aucune censure ne s'appliquera jamais aux médias dominants et qu'au contraire, ce seront certains médias alternatifs, permettant de remettre en question la propagande de guerre, qui seront réprimés ou persécutés, combattus, censurés sous toutes les formes. C'est un comble, mais c'est la triste réalité : un inversement de la vérité a été opéré. Le mensonge est devenu la vérité et « la vérité est devenue le mensonge » à éradiquer. Le principe du nazi Goebbels triomphe: « Un mensonge répété suffisamment souvent devient la vérité ». On occide, ce sont les nazis qui ont gagné et l'idéologie fasciste qu'ils nous ont imposée, c'est l'ultra libéralisme qui a façonné l'Union Européenne avec l'aide d'une armée d'occupation qui la menace en permanence et l'entraîne dans ses guerres illégales: celle du quatrième Reich, l'OTAN.

Toute parole dissidente qui ose critiquer cette position pathologique de l'État mafieux, converti corps et âme à la loi du profit pour le profit, en fait sa priorité absolue, au point que tout opposant est aussitôt conduit aux galères, discrédité, persécuté, anéanti, interdit de tout et bâillonné de manière efficace pour qu'il ne puisse plus faire entendre sa voix discordante d'opposant à la dictature du néo colonialisme ultra libéral faisant régner sa loi de domination intolérante et dégénérée pour le seul bonheur des profiteurs d'en haut! La cause des États occidentaux n'est pas celle de leurs peuples, mais celle des banques...

A la tête de cet empire dégénéré qui avance vers sa chute prochaine, à l'image des deux tours jumelles qui se sont effondrées sur elles-mêmes, se trouvent les États-Unis qui ont été en guerre 93% du temps de leur existence depuis leur création en 1776, c'est à dire : 222 des 239 années de leur existence : c'est du délire psychopathologique. La chute de l'empire sera fracassante, comme la chute du World Trade Center a été fracassante, puisque ce sont les USA qui mènent le monde vers sa ruine.

Depuis 2012, et le début de la guerre en Syrie, il est impossible au pays de Voltaire, de rassembler dans une salle ouverte au public des hommes et des femmes s'exprimant sur cette guerre. Dès l'annonce d'un tel colloque, les menaces tombent et les organisateurs apeurés, honteux, annulent les rendez-vous. Dans une salle de l'Assemblée Nationale il a été impossible de trouver un auditorium pour exposer la situation syrienne et la politique étrangère de la France. Au nom de quoi ? L'interdiction de ces débats-là vaut aussi pour ceux qui concernent l'Ukraine et mieux encore pour la Palestine. Évoquer ce pays martyrisé, c'est additionner les salles de réunion refusées, les intervenants décommandés. S'il le faut, les censeurs se cachent derrière la menace de « troubles de l'ordre public ». Sur les plateaux de télévision ou sur les antennes radio c'est la même censure acharnée qui fait rage! L'occident est gravement malade!

Chacun sait déjà parfaitement que dix milliardaires ont pris le contrôle d'une grande partie des médias français. Ces oligarques, venus du BTP, de l'armement, du luxe ou de la téléphonie, ont accaparé les grands quotidiens nationaux, les chaînes de télévision et les radios, pour asseoir leur influence. Avec à la clé, conflits d'intérêts, censures, pressions, licenciements, ingérence malsaine... Cette concentration des moyens de production de l'information entre les mains de quelques uns a mis en péril l'indépendance de la presse dans notre pays, portant ainsi directement atteinte au fonctionnement de notre démocratie, même si elle n'est qu'embryonnaire.

L'organisation de la lutte contre les « fake news » consistait au départ à contrer les analyses critiques accusant l'État profond US d'avoir lui-même organisé les attentats du 11-Septembre, puis celles accusant les Anglo-Saxons d'avoir planifié les « printemps arabes » et la guerre contre la Syrie. Ces analyses critiques, fortement documentées étaient qualifiées de « conspirationnistes ». Cependant, rapidement les choses évoluèrent au point qu'il n'était plus possible de nier ces analyses. L'organisation de la lutte contre les « fake news » se retourna donc exclusivement contre la Russie qui fut accusée de poursuivre l'ancienne propagande de l'Union soviétique, et que, par conséquent le mal étant dehors et ailleurs, l'OTAN, plus que jamais utile, devait être renforcée avec de nouveaux moyens démultipliés et une plus grande participation financière de l'UE !

En définitive, en avril 2015, l'Union européenne se dota d'un « Groupe de travail pour les communications stratégiques vers l'Est » (East Strat Com Task Force). Il adresse chaque semaine à des milliers de journalistes un relevé de la « propagande russe ». À l'évidence, il est difficile pour les spécialistes du ESCTF de trouver des exemples significatifs de l'ingérence russe. En août de la même année, l'OTAN a inauguré son « Centre de communication stratégique » à Riga (Lettonie). L'année suivante, le Département d'État US s'est doté, quant à lui, du « Centre d'engagement global » (Global Engagement Center) qui poursuit les mêmes buts fantasmagiques, brûlant des millions de dollars des contribuables étasuniens pour des fadaïses ! Voilà encore un symptôme de plus de la grave maladie de l'Occident sur le déclin.

Tous les systèmes de manipulation de l'information sont éphémères. Le retour de bâton risque d'être toujours violent pour les aventuriers de ces politiques fictions.

Précisons que Macron veut légiférer sur les réseaux sociaux uniquement pour les périodes électorales, car lui-même a été élu grâce au désordre créé par un hebdomadaire et Facebook qui se sont ligués contre son principal rival : François Fillon!

Il est évident que Macron voit venir le prochain tour et que cette fois, les réseaux sociaux seront utilisés contre lui. Il emboîte donc le pas à l'OTAN et veut ainsi montrer la continuité URSS-Russie en matière de propagande au moment des élections, afin de discréditer toute réelle opposition à l'intérieur même de la France.

Le mensonge a tellement envahi la vie publique qu'il préside même en permanence la parole officielle des États de l'Occident déchu. Ce monde est gravement malade et c'est pourquoi sa chute est annoncée pour bientôt. D'ailleurs la « Coalition atlantiste » qui bombarde allègrement les pays non soumis à la dictature de son délire intolérant, cherche et veut coûte que coûte une troisième guerre mondiale qu'elle prépare activement avec l'énergie d'un désespoir qu'elle a bien du mal à cacher car elle est malade de son mal intime et crève de sa pathologie : son fascisme ultra libéral. Mondialisation.ca, 24 mai 2018

Totalitarisme. Otan militaire, politique, économique (UE)... et médiatique.

- Une loi Fake News, c'est efficace ? - LeParisien.fr 07 juin 2018

Fake News ? « Toute allégation ou imputation d'un fait dépourvue d'éléments vérifiables de nature à la rendre vraisemblable ». Cette définition a été retenue par les députés en commission.

Comment le juge des référés pourra décider en 48 heures ce qui relève ou non d'une fausse information ? Comment le Conseil supérieur de l'audiovisuel jugera qu'une chaîne de télévision est sous l'influence d'un Etat étranger et porte atteinte aux intérêts de la Nation ? LeParisien.fr 07 juin 2018

Contre les fake news, Facebook allié à un think tank financé par l'Otan ? - Liberation.fr 7 juin 2018

Le 17 mai, Facebook a annoncé s'être allié à l'Atlantic Council pour lutter contre la désinformation.

L'Atlantic Council est un think tank qui « promeut un leadership et un engagement constructifs en se basant sur le rôle central de la communauté atlantique dans la réponse à apporter aux défis mondiaux ». Il a été fondé en 1961 par d'anciens secrétaires d'Etat américains, qui ont décidé de rassembler plusieurs groupes citoyens américains soutenant l'alliance atlantique, donc l'Otan.

Est-il financé par l'Otan et les Etats-Unis ?

L'Atlantic Council se présente comme une « organisation non partisane qui génère des idées et encourage les débats sur les problèmes auxquels est confrontée la communauté atlantique ».

Dans la liste des grands donateurs en 2016, on retrouve des entreprises (Engie, Airbus ou HSBC) mais aussi des Etats (les Emirats arabes unis font partie des trois premiers donateurs, qui ont versé plus d'un million de dollars), notamment des pays membres de l'Otan (la Norvège, le Royaume-Uni ou encore les Etats-Unis...)

Plusieurs institutions américaines font partie des contributeurs. Le bureau de représentation des Etats-Unis a ainsi donné entre 100 000 et 250 000 dollars, tout comme le secrétariat d'Etat. La Chambre de commerce américaine, l'armée de l'air, l'armée de terre et le corps des marines des Etats-Unis ont chacun donné entre 25 000 et 50 000 dollars.

Vous vous interrogez sur les liens entre l'Atlantic Council et l'Otan. L'Organisation fait en effet partie des principaux donateurs ayant versé entre 250 000 et un million de dollars au think tank. Liberation.fr 7 juin 2018

La médiocratie ne fait pas dans la dentelle.

- "L'origine nazie du nom de l'Iran" : une nouvelle Fake News de BHL - Les-Crises.fr

- Après les Skripal, Arkady Babchenko revient du royaume des morts. - Moon of Alabama 1er juin 2018

Un éminent journaliste russe qui critiquait le Kremlin a été abattu à Kiev - CNBC

Il y a eu des centaines de titres de ce genre depuis hier, tous accusant directement ou indirectement la Russie, le Kremlin ou Poutine.

Malgré l'absence de preuves de l'implication de la Russie, un syndicat allemand de journalistes, le DJV, a demandé que l'UE boycotte le championnat du monde de football en Russie.

Cela ne se terminera pas bien pour Babchenko, ni pour l'Ukraine. Le Premier ministre ukrainien a officiellement accusé la Russie d'avoir tué ce journaliste. Et on découvre que l'État ukrainien a simulé le meurtre ! Babchenko revient d'entre les morts, prouvant que les accusations contre la Russie étaient fausses. Au moment où les mensonges des services de sécurité ukrainien sur la mort du journaliste sont démentis par les faits, ils prétendent que la Russie a ordonné l'assassinat raté ? Pourquoi croirait-on maintenant un mot de ce qu'ils disent ?

La Russie devrait être satisfaite. Les deux affaires montées contre elle, la mise en scène Skripal et la mise en scène Babchenko, se sont révélées être de la propagande sans aucun fondement contre la Russie.

Le syndicat allemand des « journalistes » a supprimé de son site web son tweet et un éditorial (photo) demandant des sanctions contre la Russie. Demain, il s'attaquera de nouveau à ceux qui disent que leur « journalisme » n'est rien d'autre que de la fausse information et de la propagande.

De plus en plus de gens vont prendre conscience de ces manipulations manifestes. Ils poseront des questions. Les accusateurs habituels devront faire preuve d'une plus grande prudence dans leur propagande. Leurs « assassinats » de propagande finiront par tuer leur propagande. Moon of Alabama 1er juin 2018

Faites sauter les banquiers.

Au paradis des paradis fiscaux, ce ne sera pas demain la veille.

- Les Suisses votent contre une réforme radicale de la finance - Reuters 11.06

Un plan radical visant à ôter aux banques suisses le droit de création monétaire a été rejeté par les électeurs, a annoncé le Conseil fédéral dimanche.

Les électeurs ont été 75,7% à se prononcer contre l'initiative dite "Monnaie pleine", qui n'a atteint la majorité dans aucun des 26 cantons, a précisé le pouvoir.

En plus d'une majorité simple des électeurs, la proposition devait aussi réunir une majorité des cantons.

Les inquiétudes sur les conséquences pour l'économie de l'introduction d'un système de "monnaie réelle" ("vollgeld") semblent avoir convaincu les Suisses de rejeter l'initiative officiellement intitulée "Pour une monnaie à l'abri des crises : émission monétaire uniquement par la Banque nationale !"

"Mettre en oeuvre un tel système, qui aurait soulevé tant de questions, aurait été difficilement possible sans provoquer des années d'ennuis", a déclaré le ministre des Finances Ueri Maurer lors d'une conférence de presse.

"Le peuple suisse en général n'aime pas la prise de risque (...) et il n'a vu aucun avantage dans ces propositions. Notre système bancaire fonctionne, les suspicions contre les banques ont été largement éliminées."

La proposition, soumise à votation après avoir obtenu plus de 100.000 signatures, visait à donner à la Banque nationale suisse (BNS), la banque centrale helvétique, le monopole de la création monétaire dans le pays.

Contrairement à une idée reçue, la plupart de l'argent produit électroniquement l'est non par les banques centrales mais par les banques privées afin de pouvoir prêter davantage que les dépôts qu'elles ont dans leurs coffres.

Si l'initiative avait été approuvée, la Suisse, célèbre pour son industrie bancaire, aurait été le premier pays au monde à interdire la création monétaire aux établissements privés, ce qui selon les opposants du plan aurait constitué une dangereuse expérimentation.

Les partisans de la réforme faisaient valoir que le projet rendrait le système financier plus résistant et ferait du franc suisse la monnaie la plus sûre du monde.

La BNS, le Conseil fédéral (gouvernement) et les organisations patronales se sont mobilisés pour le "non".

"Nos arguments contre l'initiative, selon lesquels cela reviendrait à bouleverser tout le système monétaire, ont convaincu le public", a déclaré Herbert Scheidt, président de l'Association suisse des banquiers (ASB).

"Nous sommes contents car cela aurait été une initiative extrêmement dommageable", s'est réjoui de son côté Heinz Karrer,

président de l'organisation professionnelle Economiesuisse.

La banque centrale, qui avait mis en garde contre un "cocktail dangereux" pour l'économie suisse, a aussi salué le résultat.

"La BNS peut donc poursuivre aux mêmes conditions que jusqu'ici sa politique monétaire axée sur la stabilité des prix. Maintenir la stabilité des prix contribue largement à la prospérité de notre pays", a-t-elle déclaré dans un communiqué. Les partisans de la réforme ont annoncé leur intention de poursuivre le combat.

"Le débat ne fait que commencer", a déclaré Raffael Wüthrich, porte-parole de la campagne. "Notre objectif est que la monnaie soit au service du peuple et pas le contraire, et on continuera de travailler pour y parvenir." Reuters 11.06

Ni chez Big Brother.

- Le Congrès américain assouplit la régulation bancaire - lemonde.fr 23.05

"Adopté par 258 voix contre 159, le texte, qui réduit de 38 à 12 le nombre de banques américaines soumises aux règles les plus dures, doit désormais être signé par le président américain." lemonde.fr 23.05

Ni en France.

- Le CAC40 en 2017 : plus de 16 000 filiales, dont 15% dans des paradis fiscaux - multinationales.org 30 mai 2018

Une multinationale, ce n'est pas seulement un nom, une capitalisation boursière et une direction centralisée. C'est aussi un réseau complexe de centaines de filiales, localisées aux quatre coins dans la planète, liées entre elles par des relations financières, juridiques et actionnariales souvent opaques, ouvrant la porte à tous les abus. En 2017, selon les chiffres très partiels publiés par les entreprises elles-mêmes, le CAC40 avait 16 240 filiales dans le monde entier. Soit 247 filiales déclarées en moyenne. Près de 2500 d'entre elles sont localisées dans des pays ou des territoires considérés comme des paradis fiscaux et judiciaires. Nouvel extrait de notre « véritable bilan annuel » des grandes entreprises françaises.

Selon les informations publiées par les entreprises elles-mêmes dans leurs documents de référence ou sur leur site, le CAC40 avait en 2017 au moins 16 240 filiales dans le monde entier. Cela représente une moyenne de 427 filiales par groupe (deux d'entre eux, TechnipFMC et Airbus, n'ayant publié aucune information à ce sujet). À l'évidence, ce chiffre doit être pris comme un minimum, puisque plusieurs entreprises ne déclarent qu'un nombre restreint de filiales (seulement les « principales »). Seules quelques unes publient une liste pléthorique (2348 filiales pour Engie et 2753 pour Vinci, par exemple), et il n'est pas sûr qu'elle soit toujours complète pour autant, comme nous l'avions constaté à propos de Total il y a trois ans.

Sur ces plus de 16 000 filiales, 2469 sont localisées dans des pays ou des territoires identifiés comme des « paradis fiscaux et judiciaires », soit 15,2%. Les firmes qui semblent avoir le plus grosse prédilection pour ces localisations attractives sont Axa, LVMH, Kering, ST et Danone, avec entre 35 et 22% de filiales concernées. À l'autre bout du classement, on trouve Saint-Gobain, Valeo, Veolia, Vinci et Vivendi, entre 3,5 et 7,7%.

En nombre absolu de filiales dans les paradis fiscaux, le classement est le suivant : Engie (327), LVMH (295), Vinci (212), BNP Paribas (198) et Total (160). Mais ce sont aussi les entreprises qui listent le plus grand nombre de filiales en général.

Que disent vraiment ces chiffres ?

Ces chiffres indicatifs doivent cependant être pris avec beaucoup de précautions. Tout d'abord précisément parce que les listes de filiales publiées sont de taille extrêmement variables selon les entreprises du CAC40, allant de quelques dizaines à plusieurs milliers. Les groupes qui publient des listes plus courtes peuvent en profiter pour « cacher » des filiales aux localisations controversées.

Ensuite en raison de la difficulté même à définir ce qu'est un « paradis fiscal et judiciaire ». Les listes de paradis fiscaux publiées par les gouvernements ou les organisations internationales sont souvent limitées. Nous utilisons ici une liste plus large produite par le Tax Justice Network, un réseau d'ONG dédié à la justice fiscale, qui inclut certes des îles paradisiaques comme les Bermudes ou les Caïmans, mais aussi des pays européens comme le Luxembourg, l'Irlande, la Suisse, la Belgique ou les Pays-Bas. Autant de pays où les firmes du CAC40 peuvent aussi avoir de vraies activités industrielles, mais qui n'en sont pas moins sur-représentés dans la localisation de leurs filiales.

À l'inverse, certains territoires à l'intérieur d'États plus grands, comme le Delaware aux États-Unis, Dubaï aux Émirats arabes unis ou divers territoires britanniques, peuvent aussi être considérés comme des paradis fiscaux, mais les filiales concernées sont difficiles à identifier comme telles lorsque les entreprises ne donnent qu'une localisation générique.

Enfin, dans le cas des géants du luxe LVMH et Kering, il faut rappeler que leur présence dans les paradis fiscaux tient aussi pour partie à la localisation de leur clientèle...

Informations financières insuffisantes

Bien entendu, le seul nombre de filiales dans les paradis fiscaux, en l'absence de données plus précises sur leurs finances, sur ne se traduit pas automatiquement par un taux d'imposition sur les bénéfices moindres que pour d'autres sociétés. Sur les cinq groupes du CAC40 qui déclarent le plus de filiales dans ces territoires, un seul (Axa) figure aussi parmi les cinq groupes qui affichent le taux d'imposition effectif le plus bas en 2017 (14,6% en l'occurrence). Les données relatives au taux d'imposition effectif sont d'ailleurs très variables d'une année sur l'autre et intègrent tant de paramètres qu'il est difficile d'en tirer des conclusions.

Seules les banques sont aujourd'hui soumises à des obligations de transparence suffisantes pour se faire une idée précise de la place des paradis fiscaux dans leur dispositif financier. La dernière étude précise sur ce point a été réalisée par un groupe d'ONG françaises dans le cadre de la Plateforme Paradis fiscaux et judiciaires (lire notre article). Elle concluait que les grandes banques françaises réalisent plus d'un tiers de leurs bénéfices dans des paradis fiscaux, alors que ces derniers ne représentent qu'un quart de leurs chiffre d'affaires, un cinquième de leurs impôts, et seulement un sixième de leurs employés.

Les paradis fiscaux préférés des multinationales françaises sont en Europe

Le terme même de « paradis fiscal » évoque spontanément l'image d'îles tropicales isolées, comme les Bahamas ou les Bermudes, ou parfois un peu plus proches comme Jersey. Mais la mécanique de l'évitement fiscal créée par les multinationales passe aussi et surtout par des pôles financiers (la City de Londres, Singapour, Hong Kong) et par des pays offrant des conditions fiscales avantageuses sur tel ou tel aspect particulier de leur comptabilité : les dividendes ou les redevances liées à la propriété intellectuelle, par exemple. Voire la France pour ce qui concerne la R&D... C'est pourquoi au final les principaux paradis fiscaux utilisés par les multinationales françaises sont européens (lire notre entretien à ce sujet avec Eric Walravens).

Dans un rapport récent, le Basic et Oxfam ont réalisé un décompte détaillé des filiales déclarées par le CAC40 en 2016. Ils ont trouvé 19 filiales aux Bahamas, 12 aux Bermudes et aux Caïmans, 10 au Panama et 22 à Monaco et à Jersey, mais surtout 319 aux Pays-Bas, 232 en Belgique, 167 au Luxembourg, et 137 en Suisse. Cas d'école : la galaxie Engie et les paradis fiscaux

Engie se distingue parmi ses pairs du CAC40 une liste de plus de 2300 filiales, parmi lesquelles on en trouve au moins 327 relevant de paradis fiscaux. Principalement, certes, aux Pays-Bas (133 filiales) et en Belgique (74), deux pays où le groupe est historiquement très présent. Comme pour Total et de nombreux groupes pétroliers, les Pays-Bas sont aussi la localisation de choix pour tous les actifs du groupe en matière d'exploitation d'hydrocarbures (en cours de revente).

Le troisième pays de la liste est le Luxembourg avec 28 filiales. Celles-ci valent aujourd'hui à Engie une « enquête approfondie » de la Commission européenne. La teneur du dossier a été rendue publique début 2017, et suggère qu'Engie pourrait avoir économisé environ 300 millions d'euros d'impôts grâce à deux « rescrits » (ou rulings en anglais), des accords fiscaux particuliers, conclus entre l'entreprise et l'administration fiscale luxembourgeoise. Des conclusions qu'Engie conteste. Selon des révélations du site Les Jours, Engie aurait abrité pas moins de 27 milliards d'euros dans ses filiales du Grand-Duché (lire notre article).

De manière plus exotique, Engie compte également 9 filiales aux îles Caïmans, 7 à Monaco, 6 à Guernesey, 3 au Panama et à Jersey, ou encore 2 à Vanuatu.

Comment expliquer ce nombre extrêmement élevé ? D'abord, apparemment, par l'habitude de créer des dizaines de filiales portant plus ou moins le même nom pour ses projets énergétiques en France et au Brésil, particulièrement dans le domaine de l'éolien et du solaire. Ensuite par l'histoire même du groupe Engie, à l'origine une holding financière, Suez, qui s'est progressivement agrégée des participations dans divers secteurs économiques, jusqu'à se reconstituer en groupe énergétique à travers sa fusion avec Gaz de France.

Aujourd'hui, en plus de ses activités dans l'énergie, le groupe s'occupe également de gestion de prisons et de centres de détention, de stations de sport d'hiver, de textile, de caméras de surveillance, d'espionnage, de services urbains, ou encore dernièrement de gérer l'« Uber du dépannage à domicile ». L'acquisition d'International Power en 2011 a fait hériter le groupe, comme souvent avec le rachat de firmes anglo-saxonnes, de nombreuses filiales dans les paradis fiscaux. multinationales.org 30 mai 2018

S'ils le disent eux-mêmes. Quelques citations à apprendre par coeur.

- « Les banques créent du crédit. C'est une erreur de croire que le crédit des banques est créé dans toute mesure par le versement d'argent aux banques. Un prêt créé par la banque constitue un ajout significatif au volume d'argent de la communauté. »

Encyclopædia Britannica, 14ème Edition.

- « S'il n'y avait pas de dette dans le système, il n'y aurait aucun argent. »

Marriner S. Eccles, gouverneur et président du CA de la Fed.

- "Permettez-moi d'émettre et de contrôler les ressources monétaires d'un pays et je me moque de celui qui écrit ses lois."

M.A. Rothschild (1744-1812).

- "Lorsqu'un gouvernement est dépendant des banquiers pour l'argent, ce sont ces derniers, et non les dirigeants du gouvernement qui contrôlent la situation, puisque la main qui donne est au-dessus de la main qui reçoit. [...] L'argent n'a pas de patrie ; les financiers n'ont pas de patriotisme et n'ont pas de décence ; leur unique objectif est le gain."

Napoléon Bonaparte, Empereur Français (1769-1821).

- "Je pense que les institutions bancaires sont plus dangereuses pour nos libertés que des armées entières prêtes au combat. Si le peuple américain permet un jour que des banques privées contrôlent leur monnaie, les banques et toutes les institutions qui fleuriront autour des banques priveront les gens de toute possession, d'abord par l'inflation, ensuite par la récession, jusqu'au jour où leurs enfants se réveilleront, sans maison et sans toit, sur la terre que leurs parents ont conquise."

Thomas Jefferson (1743-1826).

- Donnez moi le contrôle sur la monnaie d'une nation, et je n'aurai pas à me soucier de ceux qui font ses lois.

Mayer Amshel Rothschild (1743-1812)

- "Le gouvernement devrait créer, émettre, et faire circuler toutes les devises et tous les crédits nécessaires pour satisfaire les dépenses du gouvernement et le pouvoir d'achat des consommateurs. En adoptant ces principes, les contribuables économiseraient d'immenses sommes d'argent en intérêts. Le privilège de créer et d'émettre de la monnaie n'est pas seulement la prérogative suprême du gouvernement, mais c'est aussi sa plus grande opportunité."

Abraham Lincoln, Président des États-Unis, assassiné (1809-1865).

- "Celui qui contrôle le volume de la monnaie dans notre pays est maître absolu de toute l'industrie et tout le commerce... et quand vous réalisez que le système entier est très facilement contrôlé, d'une manière ou d'une autre, par une très petite élite de puissants, vous n'aurez pas besoin qu'on vous explique comment les périodes d'inflation et de déflation apparaissent."

James A. Garfield, Président des États-Unis, assassiné (1831-1881).

- "Jusqu'à ce que le contrôle de l'émission de devises et de crédit soit restauré au gouvernement et reconnue comme sa responsabilité la plus flagrante et la plus sacrée, tout discours sur la souveraineté du Parlement et la démocratie est vain et futile... Une fois qu'une nation abandonne le contrôle de ses crédits, il n'importe plus qui fait ses lois... L'usure, une fois aux commandes, coule n'importe quelle nation."

William Lyon Mackenzie King, Ex-premier ministre du Canada (1874-1950).

- "Les banquiers détiennent la Terre. Si vous souhaitez rester leurs esclaves et payer le coût de votre propre esclavagisme, alors laissez les continuer à créer de l'argent."

Sir Josiah Stamp, Directeur de la Banque d'Angleterre (1880-1941).

- "Il est appréciable que le peuple de cette nation ne comprenne rien au système bancaire et monétaire, car si tel était le cas, je pense que nous serions confrontés à une révolution avant demain matin."

Henry Ford (1863-1947).

- "Le système bancaire moderne fabrique de l'argent à partir de rien. Ce processus est peut-être le tour de dextérité le plus étonnant qui fut jamais inventé. La banque fut conçue dans l'iniquité et est née dans le pêché. Les banquiers possèdent la Terre. Prenez la leur, mais laissez-leur le pouvoir de créer l'argent et en un tour de mains ils créeront assez d'argent pour la

racheter. Otez-leur ce pouvoir, et toutes les grandes fortunes comme la mienne disparaîtront et ce serait bénéfique car nous aurions alors un monde meilleur et plus heureux. Mais si vous voulez continuer à être les esclaves des banques et à payer le prix de votre propre esclavage laissez donc les banquiers continuer à créer l'argent et à contrôler les crédits."

Sir Josiah Stamp, Directeur de la Banque d'Angleterre (1880-1941) (Réputé 2e fortune d'Angleterre à cette époque 1920).

- « Je suis un homme des plus malheureux. J'ai inconsciemment ruiné mon pays. Une grande nation industrielle est contrôlée par son système de crédit. Notre système de crédit est concentré dans le privé. La croissance de notre nation, en conséquence, ainsi que toutes nos activités, sont entre les mains de quelques hommes. Nous en sommes venus à être un des gouvernements les plus mal dirigés du monde civilisé un des plus contrôlés et dominés non pas par la conviction et le vote de la majorité mais par l'opinion et la force d'un petit groupe d'hommes dominants. »

Woodrow Wilson, président des Etats-Unis, 1913-1921.

- "Les quelques personnes qui comprennent le système (argent et crédits) seront soit tellement intéressés par les profits qu'il engendre, soit tellement dépendantes des faveurs qu'il conçoit, qu'il n'y aura aucune opposition au sein de cette classe. D'un autre côté, les personnes incapables d'appréhender l'immense avantage retiré du système par le capital porteront leur fardeau sans se plaindre et peut-être sans même remarquer que le système ne sert aucunement leurs intérêts."

Rothschild Brothers of London.

- "Le système financier est devenu la Banque centrale américaine (Federal Reserve Board). Cette banque centrale gère un système financier au moyen d'un groupe de purs profiteurs. Ce système est privé et son seul objectif consiste à réaliser les profits les plus énormes possibles en utilisant l'argent des autres. Cette loi (de la Réserve fédérale) démontre la plus grande preuve de confiance au monde. Lorsque le président signe cet acte, il légalise le gouvernement invisible par le pouvoir monétaire. Les personnes ne s'en rendent peut-être pas compte pour le moment mais le jour du jugement n'est plus qu'à quelques années, le jour du jugement de cet Acte qui représente le pire crime de tous les temps commis au nom de la loi par l'intermédiaire d'un projet de loi."

Charles A. Lindbergh (1902-1974).

- "Chaque fois qu'une banque accorde un prêt, un nouveau crédit bancaire est créé. Ce sont de nouveaux dépôts, de l'argent entièrement nouveau."

Graham F. Towers, Directeur de la banque du Canada de 1934 à 1955.

- « Il n'existe pas de moyen plus efficace pour prendre le contrôle d'une nation que de diriger son système de crédit (monétaire). »

M. Phillip A. Benson, Président de l'association American Bankers' Association, 8 juin 1939.

- "Je n'ai jamais vu personne ayant pu, avec logique et rationalité, justifier que le gouvernement fédéral emprunte pour utiliser son propre argent... Je pense que le temps viendra où les gens demanderont que cela soit changé. Je pense que le temps viendra dans ce pays où ils viendront nous accuser, vous, moi, et toute personne liée au Congrès, d'être resté assis sans rien faire et d'avoir permis à un système aussi stupide d'être perpétué."

Wright Patman, Membre démocrate du Congrès US, de 1928 à 1976, Président du comité de la Banque et de la Monnaie de 1963 à 1975.

- "Par essence, la création monétaire ex nihilo que pratiquent les banques est semblable, je n'hésite pas à le dire pour que les gens comprennent bien ce qui est en jeu ici, à la fabrication de monnaie par des faux-monnayeurs, si justement réprimée par la loi. Concrètement elle aboutit aux mêmes résultats. La seule différence est que ceux qui en profitent sont différents."

Maurice Allais, Prix Nobel de Sciences Économiques en 1988.

[Ils osent tout.](#)

- Hollande défend son bilan, exprimant sa "fierté" d'avoir présidé "humanement". - Le HuffPost 7 juin 2018

[Leur humanisme est la politesse des salauds...](#)

- Les hôpitaux de proximité finalement bons pour la santé - Liberation.fr 7 juin 2018
 - La psychiatrie publique proche du délabrement - Liberation.fr 7 juin 2018
 - Et bientôt la réforme de la formation des profs ? - Liberation.fr 7 juin 2018
 - L'OCDE se penche sur la formation des profs - Liberation.fr
 - Et si les stations du métro parisien se féminisaient ? - Liberation.fr
 - Comment les députés ont complètement mis de côté la sensibilité animale dans leur projet de loi - Le HuffPost
-

ACTUALITE EN TITRES

Médiacrasse. Comment tenter de faire oublier comment Macron avait été ridiculisé par Trump à Washington ?

- Emmanuel Macron broie la main de Donald Trump au G7 (et ça se voit) - Franceinfo

Un instant de lucidité inoubliable...parmi d'autres!

- Macron: "Les choses avancent dans ce G7"- AFP 09.06

... et quelques heures plus tard :

- Trump saborde le G7, et menace ses alliés de nouvelles taxes - AFP 10.06

Qu'est-ce qu'ils sont cons ces pauvres !

- Mon amie chômeuse est devenue auto-entrepreneuse et c'est encore pire qu'avant - Le HuffPost
- Quand Emmanuel Macron met en scène sa philosophie sociale: "On met un pognon dingue et les pauvres restent pauvres" - Le HuffPost

Totalitarisme.

Casernement.

- "Normalement on doit interdire tout ce qui peut nuire à l'ordre public", a déclaré Mme Calmels sur Sud Radio. - AFP 11 juin 2018

(A propos du concert du rappeur Médine prévu au Bataclan. Depuis Collomb envisage son interdiction.)

Appel à la délation.

- "Signale Un Rat": À Paris, un élu LR lance une campagne contre les rongeurs - Le HuffPost 11 juin 2018

Crise, crispation, tension, tangage...

- Olivier Faure et ses proches tentent de resserrer les rangs - LeFigaro.fr
- PS : « Je regrette que nous soyons insuffisamment audibles et combatifs » déclare Maurel - Publicsenat.fr
- Européennes: le PS se lance... et se déchire déjà sur l'hypothèse Moscovici - AFP 10.06
- Européennes 2019: les écologistes se disputent encore avant leur mariage avec Benoît Hamon - Le HuffPost 10.06

- "Printemps des Républicains" : les trois épines dans le pied de Laurent Wauquiez pendant ce week-end de "mobilisation" des militants LR - Franceinfo 10.06

- Au sein de LREM, l'unité n'est plus de rigueur - Liberation.fr

- Washington accuse le Canada de "trahison" après le fiasco du G7 - AFP

Les Etats-Unis ont accusé dimanche le Canada de "trahison" au cours du sommet du G7 qui s'est terminé sur un fiasco après la volte-face du président américain Donald Trump qui a menacé ses alliés de droits de douane alourdis. AFP

- Merkel reste opposée aux idées de Macron sur la zone euro - Le HuffPost

- Italie : le ministre de l'Intérieur interdit à un bateau humanitaire de débarquer des migrants dans le pays - Franceinfo

- Malte refuse de recevoir à la demande de l'Italie un navire avec plus de 600 migrants - AFP

- Aquarius: Rome annule une rencontre à Paris et veut des excuses de la France - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Sommet du G7

- Trump saborde le G7, et menace ses alliés de nouvelles taxes - AFP 10.06

Le président américain Donald Trump a fait volte-face ce week-end contre ses alliés d'Europe et du Canada, qu'il a menacés de droits de douanes alourdis, après un sommet du G7 qui s'est fini en fiasco.

Le président américain Donald Trump a fait volte-face ce week-end contre ses alliés d'Europe et du Canada, qu'il a menacés de droits de douanes alourdis, après un sommet du G7 qui s'est fini en fiasco.

Des tensions qui tranchent avec "l'unité" affichée lors d'un sommet en Chine réunissant notamment les chefs d'Etat chinois, russe et iranien sur fond de tensions commerciales et diplomatiques avec les Etats-Unis.

Samedi, Donald Trump a brusquement retiré samedi son soutien au communiqué final du sommet de deux jours à La Malbaie (Québec, est du Canada), malgré le compromis qui avait été forgé de haute lutte sur les questions commerciales.

Sa délégation et lui-même avaient pourtant donné leur aval à ce document en 28 points péniblement négocié par le "Groupe des sept" (Etats-Unis, Canada, Royaume-Uni, France, Allemagne, Italie, Japon).

Donald Trump a justifié ce camouflet infligé aux vieux alliés des Etats-Unis par des propos de Justin Trudeau, l'hôte du sommet, lors de sa conférence de presse de clôture.

Le Premier ministre du Canada, pays frappé comme l'Europe et le reste du monde de nouveaux droits de douanes américains sur l'acier et l'aluminium, a redit à cette occasion que ces taxes étaient "insultantes", au regard de l'histoire entre les deux pays. Comme l'Union européenne, il a confirmé des représailles pour juillet.

"Les Canadiens sont polis et raisonnables, mais nous ne nous laisserons pas bousculer", a déclaré le Premier ministre, qui avait auparavant loué le consensus trouvé par les sept sur une série de sujets. Un texte qui ne résolvait pas le conflit en cours, mais qui était salué par tous comme un pas vers la désescalade et le dialogue.

Quelques heures plus tard, piqué au vif par ces paroles, le milliardaire a tweeté, depuis Air Force One, qu'il avait ordonné à ses représentants de retirer le sceau américain du communiqué final.

Il a aussi traité Justin Trudeau de personne "malhonnête et faible"... alors qu'il avait dit la veille que la relation bilatérale n'avait

jamais été aussi bonne dans l'histoire des deux pays.

Surtout, Donald Trump a renouvelé sa menace de tarifs sur les voitures européennes et étrangères importées aux Etats-Unis. Un secteur qui pèse bien plus les deux métaux jusqu'à présent frappés.

Les Etats-Unis sont le premier marché étranger pour les marques européennes de voitures.

L'Allemagne est particulièrement inquiète: les automobiles représentent en valeur le quart de ce que le pays exporte vers les Etats-Unis. La part de marché des marques allemandes pour le segment des voitures haut de gamme dépasse 40%, selon la fédération automobile allemande (VDA).

Les droits de douanes actuels sont effectivement différents entre l'UE et les Etats-Unis. L'Europe taxe les importations de voitures hors-UE, donc américaines, de 10%.

Aux Etats-Unis, les Audi, Volkswagen et autres voitures étrangères sont frappées d'une taxe de 2,5%.

"Pas étonnant que l'Allemagne nous vende trois fois plus de voitures que nous en exportons vers elle", a écrit le conseiller pour les questions commerciales de Donald Trump, Peter Navarro, dans une tribune récente dans le New York Times.

Donald Trump s'est souvent plaint, en privé, de voir trop de Mercedes à New York... mais pas assez de voitures américaines dans les rues européennes.

Pour évaluer l'équité des échanges commerciaux avec ses partenaires, le milliardaire se concentre sur une seule question: tel pays a-t-il un excédent ou un déficit commercial avec les Etats-Unis?

Dans le cas de l'Allemagne, il s'agit d'un excédent.

Les dirigeants du G7 avaient quitté La Malbaie lorsque Donald Trump a décidé de déchirer l'accord final du sommet. Dans un premier temps, aucun n'a fait de commentaire.

Parmi les autres sujet de discorde, le G7 a rejeté la proposition de Donald Trump de réintégrer dans le club la Russie, exclue en 2014 en raison de l'annexion de la Crimée, appelant Moscou à cesser de "saper les systèmes démocratiques". AFP 10.06

En complément.

- L'Otan affiche son unité malgré les divergences dues aux décisions de Trump - Reuters 7 juin 2018

Le plan adopté jeudi a pour but de réagir au développement des capacités navales russes, d'accroître la mobilité des troupes en Europe et d'augmenter les effectifs et les moyens opérationnels.

"Il existe des divergences liées à des questions telles que le commerce, l'accord nucléaire iranien et le changement climatique (...), mais nous sommes solidaires au sein de l'Otan quand il s'agit de nous protéger les uns les autres", a souligné Jens Stoltenberg, secrétaire général de l'organisation.

Sans nier l'existence de "questions controversées", Ursula von der Leyen, ministre allemande de la Défense, a quant à elle jugé l'atmosphère "pleine de confiance".

Son homologue américain, Jim Mattis, s'est montré détendu et souriant, mais n'a pas pris la parole à l'occasion de cette première réunion dans les nouveaux locaux de l'Otan.

D'après les estimations annoncées jeudi par Jens Stoltenberg, les dépenses des Etats européens, de la Turquie et du Canada devraient augmenter de 3,82% en 2018, ce qui porterait la hausse des investissements à 87,3 milliards de dollars depuis 2015. Reuters 7 juin 2018

Sommet de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS)

- Sommet Chine-Iran-Russie: Xi Jinping prône "l'unité" face aux tensions avec les Etats-Unis - AFP 9 Juin 2018

Le président chinois Xi Jinping a inauguré samedi sous le signe de "l'unité" un sommet réunissant en Chine les chefs d'Etat russe et iranien, sur fond de tensions commerciales et diplomatiques avec les Etats-Unis et au moment où le G7 affiche les

profondes divisions entre Washington et ses alliés.

L'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), qui outre la Chine et la Russie réunit l'Inde, le Pakistan et plusieurs pays d'Asie centrale, a entamé samedi soir son sommet annuel dans la ville côtière de Qingdao (est de la Chine).

Si Téhéran n'a qu'un statut d'observateur au sein de l'OCS, le président iranien Hassan Rohani est présent au sommet de Qingdao: une façon de jauger l'appui russe et chinois à l'accord de 2015.

L'OCS compte actuellement quatre ex-républiques soviétiques d'Asie centrale (Ouzbékistan, Kazakhstan, Tadjikistan, Kirghizstan) et deux nouveaux-venus: l'Inde et le Pakistan.

L'OCS ne fait plus profil bas, a déclaré Vladimir Poutine à la télévision chinoise CGTN: "Nous avons pris conscience que nous pouvions faire de grandes choses". AFP 9 Juin 2018

Espagne

- Espagne: Pedro Sanchez annonce un gouvernement pro-européen et majoritairement féminin - AFP 6 juin 2018

Sanchez, 46 ans et sans expérience du pouvoir, a ainsi nommé l'ancien président du parlement européen Josep Borrell aux Affaires Etrangères et la directrice du budget de l'UE Nadia Calviño à l'Economie.

Le socialiste a surtout choisi deux femmes pour diriger son équipe économique qui, selon sa promesse de la semaine dernière, "devra avoir pour priorité principale de respecter les engagements européens" en matière de déficit public.

Au nom de "la stabilité", Sanchez s'est engagé à conserver le budget de l'Etat 2018 élaboré par les conservateurs, en passe d'être examiné par le Sénat. AFP 6 juin 2018

Syrie

- Moscou: les armes US en Syrie sont majoritairement entre les mains des terroristes International - sputniknews.com 09.06.2018

La majorité des armes livrées par les États-Unis en Syrie sont tombées entre les mains du Front al-Nosra* et de Daech*, qui cherchaient à renverser Bachar el-Assad, a indiqué le ministère russe de la Défense.

L'expansion de Daech* en Syrie est devenue possible en raison de l'inaction criminelle des États-Unis et de l'autoproclamée «coalition internationale», a déclaré le représentant du ministère russe de la Défense, Igor Konachenkov.

En outre, selon lui, la majorité des armes livrées par les États-Unis en Syrie sont tombées entre les mains du Front al-Nosra* et de Daech*, qui cherchaient à renverser Bachar el-Assad.

«Pendant tout ce temps, Washington était concentré sur le financement et les livraisons directes d'armes coûtant des centaines de millions de dollars à une fictive "opposition syrienne". Cependant, la grande majorité des armes et des munitions fournies par les États-Unis sont tombées entre les mains des terroristes du Front al-Nosra*, branche syrienne d'Al-Qaïda*, et de Daech*, dont les objectifs, par coïncidence avec la politique de Washington, étaient de renverser le gouvernement légitime syrien», a déclaré Igor Konachenkov.

Le représentant du ministère russe de la Défense a rappelé que «l'apparition et la formation de l'organisation terroriste Daech* en Irak était une conséquence directe et incontestable de l'invasion du pays par les troupes américaines» au prétexte que ce pays, alors dirigé par Saddam Hussein, possédait des armes chimiques ce qui s'est avéré faux.

«L'expansion ultérieure de Daech en Syrie est devenue possible grâce à l'inaction criminelle des États-Unis et de l'autoproclamée "coalition internationale". Avec comme résultat que les terroristes de Daech ont rapidement pris le contrôle sur les principales régions pétrolifères de l'est de la Syrie et sur les flux de capitaux provenant de la vente illégale de produits pétroliers», a précisé le ministère russe. sputniknews.com 09.06.2018

Jordanie

- La Jordanie va retirer un projet de loi fiscale après une semaine de protestations - AFP 07.06

Soumises à la pression de la rue, les autorités jordaniennes ont annoncé jeudi le retrait d'un projet de loi fiscale controversé,

décision saluée par les syndicats après une semaine de manifestations dans un pays traversé par un profond malaise social.
AFP 07.06

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

- Grève à Vélib': les premières lettres de licenciement sont arrivées - AFP 11 juin 2018

Plusieurs salariés grévistes de Vélib' ont reçu leur lettre de licenciement de l'opérateur Smovengo, ont annoncé dimanche les syndicats CGT et Sud qui dénoncent une faillite "sociale" en plus d'une "faillite industrielle" du dispositif de vélo en libre-partage à Paris.

Smovengo "vient de franchir une nouvelle étape dans la politique du pire", lit-on dans un communiqué commun qui annonce que plusieurs salariés ont reçu samedi leur "lettre de licenciement pour fait de grève". AFP 11 juin 2018

- D'une courte tête et avec un PS divisé, Paris "condamne les blocages" des universités - AFP 7 juin 2018

Le Conseil de Paris a voté mercredi d'une courte tête, et avec un groupe socialiste très divisé, la condamnation des blocages des universités proposée par des élus macronistes, suscitant la colère notamment des communistes.

La maire de Paris Anne Hidalgo "condamne les blocages des universités et des centres d'examen", indique le vœu déposé par le groupe macroniste ex-PS dirigé par le sénateur La République en Marche Julien Bargeton, ancien adjoint PS aux Finances. AFP 7 juin 2018

Grèce

- Nouvelle série de réformes présentées au Parlement grec - Reuters 9 juin 2018

Le gouvernement grec a présenté vendredi au Parlement de nouveaux projets de réformes du secteur de l'énergie, des retraites et du code du travail, dont dépend le déblocage de l'ultime tranche du plan international de sauvetage financier.

Les projets présentés vendredi visent notamment à accélérer les privatisations dans le secteur de l'énergie, à réduire le coût des retraites et à réformer le code du travail notamment en matière d'arbitrage des litiges entre employeurs et salariés. Ils devraient être votés dans le courant de la semaine prochaine. Reuters 9 juin 2018

Etats-Unis

- L'espérance de vie continue de diminuer aux Etats-Unis - ladepeche.fr 08.02.2018

C'est un phénomène pour le moins alarmant que pointent du doigt des chercheurs américains. Pour la troisième année consécutive, l'espérance de vie aux Etats-Unis recule. La consommation de drogues (notamment des opiacées), d'alcool et les suicides contribuent à cette baisse inquiétante.

Du jamais vu. L'espérance de vie aux États-Unis continue de baisser. En 1960, les Américains avaient une espérance de vie plus élevée (de plus de 2 ans) que la moyenne des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Dans les années 80, ils ont commencé à perdre du terrain passant sous la moyenne. Aujourd'hui, cette espérance de vie est inférieure d'un an et demi ! Ainsi au classement mondial, les Etats-Unis pointent à la 35e place. A titre de comparaison, un enfant qui y naîtrait aujourd'hui pourrait espérer vivre 79 ans, contre 82 ans en France.

Un récent rapport des Centers for Disease Control and Prevention (principale agence gouvernementale américaine en matière de protection de la santé publique) montre que le pays de l'Oncle Sam accumule les retards en matière de soins (grossesses adolescentes, VIH/SIDA, obésité, diabète, maladies cardiovasculaires...).

C'est l'une des explications de cette perte de vitesse. Mais ce n'est pas tout. Des chercheurs de l'Université de Virginie, dans le British Medical Journal (BMJ) avancent d'autres arguments. « Les Américains continuent d'adopter des comportements à risque (obésité, toxicomanie et possession d'armes à feu), vivent dans des villes conçues pour les voitures plutôt que pour les piétons ou les cyclistes, connaissent peu de soutien social et manquent d'une couverture universelle. »

Les auteurs délivrent ainsi des statistiques préoccupantes : entre 2000 et 2014, le taux de surdoses mortelles de drogue a augmenté de 137%. Et rien qu'en 2015, plus de 64 000 Américains sont morts d'une overdose (deux décès sur trois impliquaient des opiacés).

Entre 1999 et 2014, le taux de suicide a augmenté de 24%, touchant de manière « disproportionnée » les Américains blancs âgés de 25 à 59 ans, ceux ayant un niveau d'éducation limité et les femmes. En cause, la perte de vitesse de l'économie locale, l'isolement social...

Pour les chercheurs, « les États-Unis sont un pays riche mais cette richesse n'est pas inclusive. Ceux qui en auraient besoin ont un accès limité aux services sociaux, à la santé, à la prévention... » Et de conclure, « les récentes lois intensifient le fardeau économique sur la classe moyenne et affaiblissent l'accès aux programmes de soins ». ladepeche.fr 08.02.2018

ECONOMIE

Mode de production

- Voilà le classement des pays les plus robotisés au monde. - Atlantico.fr 9 juin 2018

Les pays les plus robotisés sont également ceux où le taux de chômage est au plus bas (Corée du Sud, Allemagne, Singapour...). La robotisation ne serait-elle pas si destructrice d'emplois qu'on ne le craint ?

La Corée du Sud est le pays le plus robotisé au monde, avec 631 robots industriels pour 10 000 employés Viennent ensuite dans l'ordre :

- 2-Singapour
- 3-Allemagne
- 4-Japon
- 5-Suède
- 6-Danemark
- 7-USA
- 8-Italie
- 9-Belgique
- 10-Taiwan. Atlantico.fr 9 juin 2018

Argentine

- L'Argentine obtient l'aide du FMI en échange d'une cure d'austérité - AFP 07.06

Pour consolider son économie fragile, l'Argentine s'est tournée vers le Fonds monétaire international (FMI) qui lui a accordé un prêt de 50 milliards de dollars, en échange d'un engagement à de profondes réformes pour limiter les dépenses de l'Etat. AFP 6 juin 2018

[Haut de page ↗](#)

Le 20 juin 2018

CAUSERIE ET INFOS

- [Causerie au format pdf \(22 pages\)](#)

J'avais trouvé pour ce passage le titre suivant : N'avons-nous pas été victime d'une formidable mystification, et au dernier moment je l'ai retiré en me disant à quoi bon puisqu'apparemment tout le monde s'en fout.

Je vais mettre un terme à cette activité politique après avoir sacrifié ces 14 ans dernières de ma vie à un combat qui est visiblement perdu d'avance, afin de profiter des quelques années qu'il me reste encore à vivre, ce qui me semble tout à fait légitime.

Tout indique désormais très clairement que la civilisation humaine était vouée à disparaître pour ne pas avoir réussi à s'élever au niveau des tâches historiques qui devaient la libérer du règne de la nécessité auquel elle est dorénavant plus enchaînée que jamais. Ceux, qui devaient l'aider à franchir cette étape décisive au XXe siècle pour entrevoir le règne de la liberté, n'ont pas saisi que lorsque les limites du règne de la nécessité seraient atteintes au lieu de signifier que les conditions allaient être réunies pour s'en débarrasser, elles pourraient signifier au contraire qu'il deviendrait impossible dans l'avenir d'en venir à bout tout simplement, parce que les acteurs principaux de cette tragédie n'en avaient pas pris conscience ou n'avaient pas pris conscience qu'un tel processus pouvait avoir deux issues diamétralement opposées, dont l'une conduirait au totalitarisme au lieu de conduire à leur émancipation du règne de la nécessité.

Tragique méprise, s'il en fut, qui se déroule jour après jour sous nos yeux hagards sans qu'elle entraîne la moindre réaction salutaire d'un seul acteur du mouvement ouvrier. N'ayant ni la force ni les moyens d'y changer quoi que ce soit, je préfère donc m'effacer en conservant toutefois l'espoir que je me trompe.

A mon avis, nous avons commis l'erreur fatale de nier la contradiction qui consista à refuser de prendre en compte que, plus les conditions étaient réunies pour envisager la fin du règne de la nécessité, plus les masses allaient y être solidement enchaînées, de sorte qu'elles prêteraient à leurs chaînes les vertus de la liberté et ne pourraient jamais les briser. Il aurait fallu admettre que pour accomplir cette tâche titanesque, cela nécessiterait qu'elles acquièrent un niveau de conscience beaucoup plus élevée que par le passé, mais hélas tout le monde refusa d'inclure ce facteur dans la conception de la lutte de classe des masses exploitées.

Et pourtant ils figurèrent à une autre époque parmi les éléments qui retinrent l'attention de Trotsky, notamment.

- "Les gens, en vérité, sont souvent inconséquents. Cependant, la conscience humaine présente une certaine unité. La philosophie et la logique doivent s'appuyer sur cette unité de la conscience humaine et non sur ce qui manque à cette unité, c'est-à-dire sur l'inconséquence." (L'opposition petite-bourgeoise dans le Socialist workers party. - L. Trotsky)

LVOG - Quelle horreur, "les gens" ! Pire, il leur trouva des défauts ou des faiblesses, vite cachons-les ! Quoi, la "conscience humaine, la "philosophie", la "logique", en voilà encore des expressions incongrues digne d'un petit bourgeois ! C'est bien pour cela que tes "héritiers" ont décrété qu'ils ne devraient figurer dans aucun de leurs discours, qu'il fallait les bannir définitivement. La plupart des militants sont fâchés avec la philosophie, la logique, la psychologie, l'anthropologie, etc. toutes les sciences sociales en fait hormis une, la politique.

- "Nous appelons notre dialectique matérialiste, parce que ses racines ne sont ni dans les cieux (ni dans les profondeurs de notre "libre esprit"), mais dans la réalité-objective, dans la nature. La conscience est née de l'inconscient, la psychologie de la physiologie, le monde organique de l'inorganique, le système solaire de la nébuleuse. A tous les degrés de cette échelle du développement, les changements quantitatifs sont devenus qualitatifs. Notre pensée, y compris dialectique, n'est qu'une des manifestations de la matière changeante. Il n'y a place, dans cette mécanique ni pour Dieu, ni pour le diable, ni pour l'âme immortelle, ni pour les normes éternelles du droit et de la morale. La dialectique de la pensée, procédant de la dialectique de la nature, a par conséquent un caractère entièrement matérialiste." (id)

LVOG - Mais alors, il serait permis de l'étudier et de la diffuser sans passer pour un affreux contre-révolutionnaire, si la pensée aurait une origine matérielle ou en serait le prolongement ? Et comment, c'est même fortement recommandé.

Penser pour penser ou penser pour agir, c'est toujours penser, sauf que dans le premier cas on se livrera à un exercice stérile, et dans le second à un acte productif.

- "Naturellement, les intérêts psychologiques et sociaux (y compris, bien évidemment, les intérêts de classe) des hommes peuvent constituer des obstacles, et même d'insurmontables obstacles à leur prise de conscience et à leur découverte de ces vérités; mais les vérités elles-mêmes sont seulement basées sur des preuves qui sont valables pour tous les hommes." (Réponse de Léon Trotsky à James Burham - Fin des années 30.)

LVOG - Tiens donc, "les intérêts psychologiques et sociaux" peuvent constituer "d'insurmontables obstacles" à la "prise de conscience" des masses exploitées. Non, qui l'aurait cru, pas nos dirigeants qui n'ont eu de cesse de le nier ! Dites, on pourrait peut-être combattre ces obstacles ? Surtout pas malheureux s'écrient-ils en chœur !

- "Dans les révolutions bourgeoises, la conscience, la préparation, la méthode ont joué un rôle beaucoup moins grand que celui qu'elles sont appelées à jouer et jouent déjà dans les révolutions du prolétariat. (...) L'époque de la révolution sociale en Europe, comme l'ont montré les premières expériences, sera une époque de batailles non seulement implacables, mais raisonnées, beaucoup plus raisonnées que chez nous en 1917." (Léon Trotsky - Les leçons d'Octobre - 1924)

LVOG - Là franchement mon cher Léon, tu avais perdu la raison ou quoi ? Comment, tu prétendais que "la conscience" (la philosophie et la logique), "la préparation" (les idées du socialisme), "la méthode" (le matérialisme dialectique), qui incluent de nos jours la lutte contre les instruments de conditionnement des masses ou le combat contre la lutte idéologique et psychologique menée la classe dominante, joueraient un rôle beaucoup plus important dans la lutte de classe du prolétariat

pour parvenir à renverser le régime en place ? Et bien imagine qu'à ce jour, je n'ai pas rencontré un seul dirigeant ou militant, trouvé un blog ou un portail, un courant politique, qui tienne compte de ton enseignement ou qui me prenne au sérieux quand j'évoque ces facteurs, c'est très préoccupant, n'est-ce pas ? Ah il y a de quoi te retourner dans ta tombe ! Et figure-toi que cela me pose un réel cas de conscience, car moi aussi je me demande si je ne suis pas aussi en train de perdre la raison, d'où ma décision de m'éclipser.

Voilà qui pourrait peut-être s'appliquer à Macron et à LREM :

- "Si la social-démocratie sauva la bourgeoisie de la révolution prolétarienne, le tour est venu pour le fascisme de libérer la bourgeoisie de la social-démocratie. Le coup d'Etat d'Hitler n'est que le maillon final dans la chaîne des poussées contre-révolutionnaires." (L. Trotsky - Qu'est-ce que le national-socialisme ? - 10 juin 1933)

LVOG - Pourvu qu'elle soit suivie d'une poussée révolutionnaire, ce sera la seule note optimiste de cette causerie, bien que je n'y crois pas trop, car en cas de débâche, là pour le coup ce serait le fascisme intégral qui nous attendrait. Je le dis quand même, des fois que cela fasse réfléchir.

Une minute et vingt trois secondes.

J'ai passé environ 50 heures ou plus à réfléchir aux différentes questions que posaient les sujets abordés dans la précédente causerie de 41 pages. Je ne parle pas du temps qu'il m'a fallu pour télécharger et lire les articles, formater la causerie, etc.

Je me suis demandé combien de temps les lecteurs y avaient consacré, aucun, 2 minutes, 5 minutes ? Visiblement, nous n'avons pas la même notion du temps qui passe et nous ne l'occupons pas de la même manière. Il semble défiler tellement rapidement qu'on a l'impression que le présent n'existe plus, donc il serait impossible de le saisir, aussi vaudrait mieux s'en tenir à des schémas de pensée préfabriqués ou des théories, plutôt que chercher à comprendre de quoi est fait le présent, de sorte que l'interprétation qu'on en fait ne peut pas correspondre pas à la réalité. C'est logique.

Tout est fait pour que les gens ne prennent plus le temps d'observer ce qui se passe et de se concentrer pour y réfléchir, de sorte qu'ils adopteront l'interprétation qu'on leur fournit, matraquée du matin au soir pendant des jours ou des semaines par la totalité des médias et tous ceux qui y ont intérêt, sans toutefois qu'ils aient obligatoirement les mêmes intérêts, tout du moins en apparence, car ce procédé étant employé pour conditionner les masses, on peut raisonnablement estimer que ceux qui y trouvent leurs intérêts ont forcément quelque chose à leur cacher ou sont malhonnêtes quelque part.

Pour acquérir un minimum de logique, il faut qu'on soit en mesure d'activer la faculté mentale de la concentration, dans le cas contraire on en restera à une observation superficielle et sans intérêt, dont on ne tirera aucun enseignement. C'est ce qui se passe en général chez la plupart des gens qui demeurent ainsi sous-évolués. Et pour que cette faculté puisse être mise à contribution, il faut, soit être capable d'observer ce qui se passe ou soit s'être doté au préalable des éléments de connaissance adéquats (scolarisation ou instruction). Et c'est seulement la combinaison de ce deux facteurs qui est susceptible de fournir les meilleurs résultats ou d'aboutir à une concentration maximum, dont pourra jaillir des enseignements d'une valeur supérieure à la connaissance scolastique ou livresque et plus durables, parfois quelques éclairs foudroyant de lucidité, car ils seront le produit de notre propre expérience, ce qui est irremplaçable et nécessaire pour progresser réellement, aussi librement que possible.

La plupart des idées que les gens ont adoptées ne sont pas le produit d'un tel processus mental ou intellectuel développé, c'est même extrêmement rare que ce soit le cas. Ceux qui s'escriment à s'attaquer à ces idées parce qu'elles desserviraient leurs intérêts, c'est-à-dire la quasi totalité de ceux qui se sont engagés pour une cause, perdent leur temps, puisqu'ils ne s'attaquent pas au mécanisme qui en est à l'origine, de telle sorte que ces gens continueront de les reproduire. On a été injuste en les traitant de piètres pédagogues, puisqu'il n'y avait absolument rien de pédagogique dans leur démarche, vous aurez reconnu nos dirigeants.

Qu'on se comprenne bien, on ne cherche pas à dicter un mode de pensée particulier, bien au contraire. On décrit simplement le fonctionnement d'un mode de pensée en démontant son mécanisme, en montrant à quel point il peut être nuisible, ensuite chacun est libre de modifier ou non son mode de pensée, sans qu'à aucun moment on essaie d'imposer le nôtre, puisque l'on sait par avance que ce serait contre-productif.

La tentation est grande de vouloir donner des leçons aux autres, il vaut mieux partager nos expériences et s'en tenir strictement là. Quant au style et à la forme à employer pour les transmettre, ils varieront en fonction des personnes rencontrées ou auxquelles on s'adresse, des thèmes abordés, du contexte politique, etc. mais aussi de notre propre personnalité. Là aussi la plupart de ceux qui se livrent à cet exercice en manque singulièrement, dans la mesure où sans en avoir conscience ils sont dans la même situation que les personnes auxquelles ils s'adressent. Je veux dire par là que leurs discours ne viennent pas d'eux-mêmes, ils sont la reproduction de ce qu'ils ont lu ou entendu ailleurs. C'est ainsi que généralement la voix des militants est celle de leurs dirigeants et non la leur. Ils vous rétorqueront peut-être que c'est normal parce qu'ils partagent leurs idées... On n'en doute pas un seul instant, et c'est bien là le problème, car ces idées n'ont jamais fait l'objet d'une étude sérieuse de leur part. Autrement dit, ils croient plus qu'ils ne savent, et partant de là ils peuvent tout aussi bien croire n'importe quoi, je crois savoir que cela nous est tous arrivé un jour, n'est-ce pas ? sans qu'on remette en cause leur sincérité.

Ce qui nous intéresse ici, c'est davantage comment ces idées ont été acquises au cours ou au terme de quel processus, pour pouvoir dans les meilleures conditions les transmettre ou les partager avec le plus grand nombre ; idées qui au demeurant ne sont pas forcément erronées, mais ne serviront à rien si elles sont le produit d'une sorte de mimétisme inconscient qui nous fait davantage ressembler à des anthropoïdes plus évolués que les autres, plutôt qu'à des hommes développés aspirant à leur émancipation.

Autrefois, les classes dominantes qui étaient les seules instruites ou qui étaient entourées de penseurs, de philosophes, etc. pouvaient facilement exercer leur hégémonie sur un peuple inculte et se recourir si nécessaire à la force pour le maintenir en servitude. Leur pouvoir était illimité et incontesté. Elles pouvaient l'exercer sans partage dans une société où les forces productives étaient encore peu développées dans le cadre du mode de production esclavagiste, puis féodal. Il n'en fut plus de même dès qu'émergea le mode de production capitaliste qui engendra le développement fulgurant des forces productives jusqu'à nos jours. Mais pour que ces forces productives puissent être mises en mouvement où qu'elles produisent quelque chose, il fallut élever le niveau intellectuel et de conscience du peuple exploité et opprimé, et au fur et à mesure que les contradictions du capitalisme allaient menacer son existence, il lui fallut inventer sans cesse de nouveaux besoins ou permettre au plus nombre d'accéder à ces besoins pour produire de nouvelles marchandises ou services, en somme pour alimenter la machine capitaliste ou tirer profit du procès de production, la seule raison d'être du capitalisme, des capitalistes, des besoins ou services qui allaient être de plus en plus sophistiqués, de sorte que pour les adopter il fallait également que la plèbe ait atteint un certain niveau de développement intellectuel ou de conscience, les capitalistes allaient donc faire en sorte de réunir cette condition, pour que leur mode de production puisse produire toute sorte de marchandises et qu'elles parviennent à ceux auxquels elles étaient destinées de manière à ce que le capitalisme ait encore de beaux jours devant lui.

Ce processus allait entraîner une réaction en chaîne que les capitalistes n'avaient pas forcément prévu et qu'ils allaient s'employer à essayer de contrôler parce qu'à terme elle constituait une menace pour leur régime. Il donna naissance à une puissante classe moyenne qui prendra immédiatement conscience du profit qu'elle pourrait en tirer pour en exiger toujours davantage. La classe ouvrière l'imita. Mais rapidement elles durent rabaisser leurs prétentions qui avaient prises des proportions telles que le régime capitaliste s'en trouvait dorénavant menacé. Dans l'impossibilité de retourner en arrière, il fallait absolument trouver le moyen de limiter les prétentions de la classe ouvrière qui était la plus nombreuse, et le meilleur moyen fut encore de corrompre le mouvement ouvrier et de la priver de tout droit politique. Ces objectifs ayant été atteints relativement facilement, il ne restait plus qu'à faire en sorte que son niveau de conscience ne puisse plus progresser et qu'elle abandonne l'espoir de pouvoir un jour changer la société ou de vivre tout simplement autrement. C'est ainsi que tous les moyens de communication que la classe dominante allait mettre au service des classes dominées serviraient exclusivement cet objectif, maintenir le peuple laborieux dans un état d'ignorance, de dénuement politique, de faiblesse tel qu'il se résigne à sa condition, à s'accommoder du capitalisme au point que le socialisme lui soit totalement étranger.

Conditionner les masses, les mystifier à l'aide de procédés démagogiques toujours plus sophistiqués, les briser, les fragiliser psychologiquement pour briser leur résistance, orienter leur comportement de manière à ce qu'elles en perdent le contrôle, pourrir leur existence au quotidien en les rabaissant, en les complexant, en les humiliant, les terroriser si nécessaire au moyen d'attentats, les abrutir avec des divertissements débiles conçus spécialement à cette fin, vouer un culte à la médiocrité, à la servilité jusqu'à l'ignominie, élever le nihilisme au rang de philosophie d'Etat, oeuvre négationniste destinée à douter de tout, à déconstruire ou nier toutes les connaissances acquises de manière à ne plus avoir le moindre repère pour s'orienter, à se substituer à la réalité, flatter les pires faiblesses des hommes, les abreuver de promesses ou de bonnes intentions, les inonder d'informations toutes tournées dans la même direction à leur insu, les soumettre à une désinformation permanente de l'ordre de la propagande, censurer et criminaliser les opposants au régime, etc.

Bref, on a du mal à imaginer qu'une aussi vaste entreprise soit destinée à autre chose que brider la conscience du peuple pour qu'elle régresse au lieu de progresser. La classe dominante se donnerait-elle autant de mal si la conscience des masses ne représentait pas une réelle menace pour le régime, sans parler des sommes gigantesques qu'elle y consacre.

C'est ce que certains parmi nous osent affirmer, en dehors des conditions objectives, dont ils ne tiennent pas compte d'ailleurs, pour eux seul le discours politique aurait une influence sur les masses, tout le reste serait inutile ou du baratin de "curés" !

Ces gens-là vivent assurément dans un autre monde que le nôtre. Ils sont totalement sclérosés. Ce sont d'incurables dogmatiques au cerveau étroit, borné, fossilisé. Ils refusent de prendre en compte les transformations de la société, et d'admettre qu'au côté des conditions objectives qui ne nous sont pas favorables pour le moment, l'évolution potentiellement révolutionnaire du niveau de conscience des masses est la principale menace qui pèse sur le régime, d'où l'acharnement de ses représentants à tout faire pour la contenir ou la faire régresser.

Compte tenu que nous devons faire avec les conditions objectives qui nous sont imposées, c'est le seul facteur sur lequel on puisse agir, pour à un moment donné orienter la lutte de classe dans une autre direction que celle qu'elle a adoptée et qui est sans issue politique ou qui présente de fort relents corporatistes.

On a le choix entre adopter ou rejeter cette orientation politique.

Si on la rejette, on va être conduit à s'adapter au mouvement ouvrier tel qu'il est, au mieux en tenant un discours stérile, au pire en apportant de l'eau au moulin du capitalisme.

Et si on l'adopte, on ne pourra pas nous accuser d'oeuvrer à la division du mouvement ouvrier ou du prolétariat et ainsi de prêter main forte à Macron, puisqu'il est entendu que plus aucune réforme sociale (Collective ou politique) ne verra le jour tant que le régime n'aura pas été abattu, donc on a l'esprit tranquille de ce côté-là, au pire si on s'y prend mal, notre discours sera inaudible ou ne servira à rien, au mieux, il permettra aux travailleurs auxquels il sera parvenu d'élever leur niveau de conscience politique, donc cela vaut le coup de l'essayer, non ?

Vous noterez que je n'ai jamais prétendu (ici ou ailleurs) qu'il fallait élever un à un le niveau de conscience de chaque travailleur ou que cela serait suffisant pour envisager de renverser le régime, non c'est l'action collective et révolutionnaire des masses qui seule y parviendra, mais elles n'y parviendront jamais si elles n'atteignent pas un certain niveau de conscience pour se débarrasser de tous les obstacles qui les empêchent d'avancer dans cette voie. Donc je reste fidèle au marxisme et au socialisme.

Qui ne perçoit pas que ce matin en ouvrant les yeux ces deux facteurs vont composer l'essentiel de ce que nous allons vivre au cours de cette nouvelle journée et les suivantes et ainsi de suite ? Vous allez subir les conditions objectives qui constituent votre quotidien. Vous allez allumer votre poste de radio ou votre journal, vous connecter à Internet ou regarder la télévision, puis tard vous serez témoin de conversations ou vous y participerez, et cette expérience participera à votre conditionnement quotidien jusqu'à ce que vous alliez vous coucher le soir. Entre temps, vous aurez bossé, là encore vous subirez le sort qu'on vous avait réservé sans pouvoir y changer quoi que ce soit, fatalité qui sera renforcé du fait du conditionnement dont vous aurez fait l'objet durant toute la journée. C'est que vit chaque travailleur quotidiennement. Quel cauchemar !

Il est certain que si l'on ne brise pas ce cycle infernal, il n'y a aucune chance qu'on s'en sorte un jour.

Quand un prétexte en cache un autre.

Titre de l'éditorial de Daniel Gluckstein de la Tribune des travailleurs du 13 juin : L'économie a bon dos.

L'économie vue par le petit bout de la lorgnette. Essayons de l'aborder sous un angle plus large.

Dans sa lettre à Marx du 7 octobre 1858, Engels écrivait :

- « En réalité, le prolétariat anglais s'embourgeoise de plus en plus, et il semble bien que cette nation bourgeoise entre toutes veuille en arriver à avoir, à côté de sa bourgeoisie, une aristocratie bourgeoise et un prolétariat bourgeois. Évidemment, de la part d'une nation qui exploite le monde entier, c'est jusqu'à un certain point logique. »

Que constaterait Marx 160 ans plus tard ?

Que les faits lui ont donné raison, et que cette tendance qu'il avait décrite minutieusement n'a cessé de s'approfondir et qu'elle s'est étendue à d'autres couches de travailleurs, ainsi qu'à l'ensemble des pays économiquement les plus développés et même au-delà.

Lénine poursuivait :

- « C'est à dessein que nous avons reproduit des extraits assez abondants des déclarations on ne peut plus explicites de Marx et d'Engels, afin que les lecteurs puissent les étudier dans leur ensemble. Et il est indispensable de les étudier, il vaut la peine d'y réfléchir attentivement. Car là est le noeud de la tactique imposée au mouvement ouvrier par les conditions objectives de l'époque impérialiste. »

- « Engels distingue entre le « parti ouvrier bourgeois » des vieilles trade-unions, la minorité privilégiée, et la « masse inférieure », la majorité véritable; il en appelle à cette majorité qui n'est pas contaminée par la « respectabilité bourgeoise ». Là est le fond de la tactique marxiste ! »

LVOG - J'avais ajouté le bref commentaire suivant qui figurait à la suite de ce passage de L'impérialisme et la scission du socialisme de Lénine : "Tactique à laquelle la totalité des trotskystes tourneront résolument le dos." J'entendais par là qu'ils s'étaient détournés de la « masse inférieure » au profit de des couches supérieures contaminées par la « respectabilité bourgeoise » par le biais du réformisme à la sauce social-démocrate ou stalinienne.

Je pense qu'il faut préciser que depuis c'était la majorité qui était devenue privilégiée, ce qui signifiait que la tactique consistant à s'adresser aux couches supérieures de la classe ouvrière sous l'influence des partis ouvriers bourgeois et aux dirigeants des syndicats qu'ils contrôlaient, ne pouvait que se solder par un échec. Refuser de s'adresser à la « masse inférieure », c'était

pour ainsi dire s'interdire de se donner les moyens de construire le parti. Trotsky tiendra à peu près le même discours aux dirigeants américains 22 ou 23 ans plus tard. Et c'était normal, puisque ces couches privilégiées ne parviendraient jamais à se mobiliser au-delà des objectifs du trade-unionisme ou n'envisageraient jamais de s'attaquer au régime tant qu'elles demeureraient organisées par ces partis ou sous leur influence, tant qu'elles auraient les moyens matériels de s'accommoder du régime, tout au plus elles se mobiliseraient pour améliorer leur condition ou défendre leur statut, leurs acquis s'ils étaient attaqués, puis elles reprendraient le travail et la vie continuerait comme avant.

Et le plus remarquable, c'est que nos adversaires, qui ne sont pas à une contradiction près, accusent les appareils du PS et du PCF d'en porter l'unique responsabilité, alors que par ailleurs ils affirment à juste titre ou dans une certaine mesure seulement, que les conditions objectives l'emportent sur les conditions subjectives, dont les appareils, sans manifestement en comprendre la signification ou par mauvaise foi, quand ils refusent d'admettre que les conditions objectives peuvent aussi jouer à un moment donné un rôle de repoussoir lorsqu'elles ne sont pas strictement favorables à la radicalisation politique des masses, elles peuvent très bien jouer le rôle de catalyseur en certaines circonstances, mais de manière limitée uniquement, passées ces circonstances elles peuvent se transformer en leur contraire, ce qu'on peut perdre facilement de vue quand on ne s'interroge pas sur la manière dont elles se présentent, ou quand on se contente de leur donner une définition générique ou approximative, un nouveau cycle d'expansion du capitalisme, une crise ou une guerre ayant la même valeur pour eux et pouvant donc se traduire par les mêmes conséquences, or ce n'est pas du tout le cas.

Le rôle du PS et du PCF a toujours été de canaliser le mouvement des masses dans le cadre du régime pour le briser ou pour qu'il se termine dans une impasse.

Marx et Engels adoptèrent et modifièrent leur tactique en fonction du développement du capitalisme et du prolétariat dans chaque pays. Ils tinrent compte des profondes modifications intervenues dans la composition de chaque classe ainsi que leurs rapports. Ils assistèrent à la naissance du prolétariat de masse, du mouvement ouvrier, de l'aristocratie ouvrière, au développement des classes moyennes, ils observèrent comment allait s'opérer la fusion de l'industrie et la finance, l'évolution du capitalisme vers l'impérialisme, etc.

Ils observèrent comment l'amélioration de la condition ouvrière influençait le comportement des ouvriers et contribuait à modifier leurs rapports au capitalisme. Ils en tinrent compte pour élaborer leurs tactiques contrairement à nos dirigeants qui ont adopté une tactique une fois pour toute. Lorsque seulement une minorité des masses bénéficient du progrès social, tandis que la majorité continue de subir des conditions épouvantables ou extrêmement précaires, quand ce rapport va s'inverser, les rapports entre les classes vont s'en trouver modifiés au profit de la classe des capitalistes, parce que la majorité de la classe ouvrière va se retrouver plus solidement enchaînée au capitalisme.

Quand le mouvement ouvrier allait s'unifier, puis quand il allait scissionner, un nouveau changement de tactique s'imposerait. Tout dépendrait de savoir qui était à l'origine de cette scission et quelle en était la signification politique, quel rapport de force il existerait entre ses différentes composantes, qui serait majoritaire ou minoritaire. Et enfin, il resterait à établir sur la base de quelle orientation politique reposaient ces différentes tendances. C'est la combinaison de ces différents facteurs et rapports liés à l'évolution de la situation économique et politique qui permet de définir une tactique.

On constatera qu'une fois que la majorité des masses avaient obtenu des conditions de travail et d'existence meilleures, la tactique ne consistait plus à s'adresser à la majorité mais à la minorité, mais qu'une fois actée la scission du mouvement ouvrier il fallait s'adresser à l'ensemble des masses en privilégiant la minorité, de manière à ce que l'orientation du mouvement ouvrier soit basée sur les rapports entre la minorité et le capitalisme, plutôt que sur ceux entre la majorité et le capitalisme sachant qu'ils étaient viciés, ainsi seulement il était possible de ne pas dévier de l'objectif du combat du mouvement ouvrier, abattre le capitalisme, s'emparer du pouvoir politique. Vous constaterez qu'on est loin des calculs d'appareils de nos dirigeants.

Telle aurait dû être l'orientation de la tactique du front unique ouvrier, tactique qui aurait dû être mise en avant de manière circonscrite et limitée au lieu d'y recourir systématiquement, et dont les conséquences desserviront notre cause, puisque ce seront les couches privilégiées qui font partie de la majorité évoquée précédemment qui en tireront profit, les bataillons sur lesquelles s'appuie l'opportunisme pour combattre l'ensemble de la classe ouvrière ou plus généralement le régime pour assurer sa stabilité politique.

Cette tactique, telle qu'elle a été mise en oeuvre par nos dirigeants, n'a servi finalement qu'à renforcer le camp de la réaction au sein du mouvement ouvrier. Elle devait soi-disant permettre de construire le parti, un parti ouvrier bourgeois peut-être, mais certainement pas un parti ouvrier révolutionnaire. Et comme finalement ils n'auront rien construit du tout, on n'en saura rien !

[Ils osent tout. Novlangue.](#)

Après avoir monté une cabale contre le socialiste George Orwell, c'est au tour d'Albert Einstein.

Tous les explorateurs ou anthropologues, ethnologues, écrivains, qui au cours du dernier millénaire ont parcouru tous les continents ont décrit minutieusement le comportement des peuples inconnus ou peu connus qu'ils avaient rencontrés.

Les uns sans une pointe de mépris quand ils se croyaient investis d'une mission messianique, sans parler des missionnaires proprement dits qui avaient adopté la posture du colon blanc de race supérieure.

Les autres se livrant à un simple constat en observant et en décrivant les us et coutumes de ces peuples sans complaisance, c'est-à-dire à partir des critères en vigueur dans leur société et qui correspondaient à leur niveau de développement, en portant ou non des appréciations subjectives sur leurs observations en fonction de leur personnalité ou de l'objet de leurs voyages, qui pouvaient être d'ordre personnel ou professionnel.

J. London ou F. Engels quand il s'immergea dans le prolétariat britannique, A. D. Nell lors de ses nombreux voyages en Inde, à Sri Lanka et en Chine, au Tibet, tout comme A. Einstein lors de son séjour en Chine, rendirent compte fidèlement des expériences qu'ils avaient vécues dans ces pays-là. Leurs observations purent choquer les puritains et les hypocrites habitués à enrober ou à fuir la misère qui s'étalait quotidiennement dans leur propre pays, et avec laquelle ils s'accommodaient du moment qu'on ne leur imposait pas de la côtoyer ou qu'elle demeurait discrète, tant elle dénotait avec leur bien-être.

Leurs voyages les ayant conduits dans des pays sous-développés, par conséquent il était naturel que les peuples qu'ils allaient rencontrer le soient également à tous les niveaux ou presque. Donc forcément, les rapports qu'ils allaient décrire ne seraient pas à l'avantage de ces peuples ultra arriérés et superstitieux, sans porter de jugement sur eux, ce qu'on leur prête et reproche injustement aujourd'hui.

Quand j'avais effectué mon premier voyage en terres éloignées (Avec le Comité d'entreprise de ma première épouse), à Sri Lanka (Ceylan), en avril 1987, nous avions eu un après-midi de libre à Kandy. Notre guide nous avait déconseillé de nous rendre en ville, non pas par crainte de mauvaises rencontres, mais d'être confronté à une autre réalité que les hôtels cinq étoiles où nous étions descendus, par contraste avec la crasse et les immondices qui s'étalaient dans chaque rue ou de nous faire agresser par les énormes rats qui pullulaient. Il voulait nous éviter ce spectacle pour qu'on garde un souvenir idyllique de Sri Lanka, somme toute déformé. Nous ne l'avons pas écouté, ce qui ne nous a pas empêché de garder un souvenir magnifique de ce voyage. Je dois préciser qu'à l'époque je ne militais plus depuis longtemps, et j'avais adopté l'état d'esprit du tiers-mondiste qui s'émerveille devant une bouse de vache ! Oui, j'étais tombé à un tel point de crétinisme ! Et c'est ce crétinisme qui me conduira en Inde deux ans plus tard...

Ces sociétés étant encore au stade féodal ou à peine sorties de la féodalité, majoritairement agricole, elles étaient plus proches dans leurs rapports du stade antérieur de la sauvagerie, que de celui du monde moderne ou capitaliste dans lequel ces voyageurs ou explorateurs vivaient. Monde capitaliste qui avait adopté ou développé des principes et des valeurs de nature humaniste uniquement par la force des choses ou par intérêt, les tenants des classes dominantes (passées et présentes) les présentant comme civilisateurs, alors qu'elles ne les respecteraient jamais envers leurs propres sujets ou esclaves. En réalité, le capitalisme les devra à la lutte de classe des exploités et des opprimés et au processus matérialiste dialectique dont il fut le produit, et il fera tout pour maintenir le peuple dans des conditions d'existence plus ou moins misérables ou précaires et dans l'ignorance.

Le progrès économique ou social ne s'accompagne pas forcément ou toujours d'une élévation des consciences, loin s'en faut, du fait qu'il s'impose par en haut aux peuples d'en bas qui n'en ont pas réellement conscience. A chaque étape du développement de la civilisation humaine, il n'y eut qu'une élite qui représentait une infime minorité de la population dont le niveau de conscience dépassa celui de leurs contemporains. Le raffinement fut le privilège des puissants et leur cour, pendant que le peuple croupissait dans la fange, son statut n'ayant rien à envier à une bête sauvage, sa vie ne valait guère plus ou même moins, parce qu'elle n'était pas comestible.

Jusqu'à la fin du moyen-âge et durant la phase ascendante du capitalisme, le développement des forces productives demeura insuffisant pour que les peuples en profitent ou que leur condition d'existence progresse. Car le mode de production capitaliste était avant tout destiné à satisfaire les besoins des bourgeois plutôt que ceux du prolétariat.

Il y eut en France au milieu des années 30 une école de pensée consacrée à la "renaissance de la spiritualité" qui privilégiait le vrai, le beau, le bien comme forme d'idéal, sans qu'ils soient accessibles aux masses laborieuses qui peinaient à survivre, alors comment auraient-elles pu les représenter ou les adopter ?

Un jour je suis allé chez ma voisine, j'étais invité pour le premier anniversaire de sa fille, et une fois dans sa petite maison je me suis aperçu qu'elle était mal entretenue, au-dessus d'une porte pendait une immense toile d'araignée remplie d'insectes et de poussières. Elle se tenait devant moi, je ne lui ai rien dit, car j'ai estimé que l'état des lieux était conforme à son niveau de développement et qu'il ne pouvait pas en être autrement. Lorsqu'elle me tendit une petite assiette dans laquelle reposait une part de gâteau, je remarquai qu'il était accompagné d'un petit papillon desséché qui avait dû tomber de cette toile d'araignée car je me tenais juste en dessous de la porte, je le retirai délicatement de l'assiette en souriant, elle me sourit également en s'excusant, je lui répondis que ce n'était rien.

Sa maison n'a que deux ans et les murs sont déjà carrément crasseux, la porte d'entrée est à moitié détruite, il n'y a que le

carrelage du sol qui soit entretenu. Tout autour de son petit terrain qui était propre avant qu'elle ne vienne habiter là, c'est devenu une décharge, sauf les deux côtés situés en face ou à portée de vue du mien, car c'est moi qui les nettoie chaque jour ou chaque semaine.

Et toute l'Inde, chaque maison est ainsi. L'Inde est une véritable poubelle. Le village où j'habite est immonde, une immense poubelle à laquelle viennent se mêler des excréments. Ma maison est située en retrait du village, et le gouvernement vient de livrer à chaque propriétaire le matériel nécessaire pour installer des toilettes, ce qui va nous soulager des odeurs pestilentielles qui envahissaient l'air dès qu'il pleuvait et qu'il y avait un peu de vent.

Quant aux rapports que les Indiens ont entre eux, ils sont du même niveau, je les ai suffisamment évoqués dans des causeries précédentes, et encore, je ne vous ai pas tout raconté par crainte que vous vous mépreniez sur le regard que je porte sur eux ou que vous puissiez penser que je les jugeais, ce qui n'était pas le cas évidemment.

Dans tout rapport avec des gens ici ou ailleurs, il y a le pire et le meilleur, et si le meilleur n'y existait qu'à l'état de trace ou embryonnaire à défaut d'avoir bénéficié de conditions favorables pour se développer, c'est à lui que nous devons nous adresser dans l'espoir qu'il progresse un jour, sans pour autant idéaliser la réalité qui est somme toute peu reluisante.

Ce qu'on a du mal à comprendre ou ce qui peut être la cause d'une méprise, c'est qu'on ne s'exprime pas de la même manière ou on n'a pas le même comportement quand on est confronté à une situation et lorsqu'on l'évoque de loin. Lorsque l'on sort les choses de leur contexte, on peut facilement leur faire dire n'importe quoi, et bien là c'est exactement la même chose.

- Des «commentaires racistes et xénophobes» d'Einstein rendus publics - sputniknews.com 15.06

Les carnets de voyage qu'Albert Einstein a rédigés entre octobre 1922 et mars 1923 sont empreints de préjugés envers des personnes rencontrées lors de son séjour de cinq mois et demi en Chine, à Singapour, Hong Kong et au Japon.

(Il ne s'agissait pas de préjugés, mais de constats. Hier on employait des expressions explicites qui suffisaient à rendre compte d'une certaine réalité, depuis lors bannies ou décrétées hors la loi, par exemple clochard qui désignait un déchet de leur société pourrie. Dorénavant il faut employer l'acronyme déshumanisé de SDF qui recouvre des situations diverses et dont les personnes concernées font l'objet d'un traitement de la part de la société, de sorte qu'on ne puisse pas l'accuser d'être indifférente à leur sort, alors que la condition du clochard ou du SDF est la même, juste pour la rendre plus présentable, plus acceptable, si merveilleuse! - LVOG)

En mai dernier, la Princeton University Press a publié des carnets de voyage du physicien Albert Einstein dans lesquels il fait le récit de son séjour dans plusieurs pays d'Asie au début des années 1920. Le contenu de ces carnets a révélé les attitudes racistes du scientifique envers des personnes qu'il a rencontrées à cette occasion, en particulier des Chinois, comme le rapporte The Guardian.

(The Guardian, la gauche social-libérale encore plus réactionnaire que la droite, quelle référence ! D'ailleurs je le classe à droite et non à gauche, tout comme l'ensemble de la gauche institutionnelle. Bien que fervent partisan d'Israël, apparemment ils n'ont jamais digéré ses critiques acerbes du régime et son refus poli d'en devenir le Président ou le Premier ministre, j'ai oublié.

«Les Chinois sont des personnes industrieuses, sales et obtuses. Ils ne s'assoient pas sur les bancs pour manger, ils s'accroupissent comme les Européens qui se soulagent dans les bois. Tout ça se passe dans le silence et la pudeur. Même les enfants sont sans âmes et obtus», écrit le scientifique.

(Je pourrais en dire de même des Indiens. La marche forcée ou la fulgurante accélération du développement de la civilisation humaine depuis l'avènement du capitalisme, ce sont des peuples vivant encore hier pratiquement à l'état sauvage qui sont en train de la réaliser, aussi conservent-ils bien des aspects de leur mode de vie ancestral profondément arriéré par rapport au nôtre. Les mentalités ou les comportements des peuples n'évoluent pas au même rythme que les forces productives ou le développement économique.

Quand j'observe quotidiennement à quel point ma compagne ultra arriérée a des difficultés pour arriver à penser à quelque chose d'enfantin que je lui soumetts, je me dis que visiblement ce n'est pas le genre d'exercice auquel elle est entraînée, il faut donc être très patient avec elle et ne surtout pas lui reprocher, ce serait injuste et stupide. - LVOG)

Mutabilité du passé et négation de la réalité objective.

Je pense qu'Einstein était dans la même disposition d'esprit, et que ce qu'on lui reproche près d'un siècle plus tard relève du procédé scélérat ou totalitaire décrit par Orwell, qui consiste à réécrire sans cesse le passé de manière à ce que l'interprétation qu'on en fournit corresponde à l'évolution des besoins de la classe dominante tels qu'ils existent de nos jours ou tels qu'on nous les impose, de sorte qu'ils n'aient jamais existé d'autres interprétations ou d'autres manières d'agir ou de penser que celle qu'on

nous impose de nos jours. Ainsi le passé est dématérialisé, détruit, il n'a jamais existé autrement que dans notre tête tel qu'on nous le présente, et il en va de même du présent et de l'avenir qu'on nous réserve, de façon à ce que se tarisse ou qu'on abandonne l'idée que la société pourrait être différente une fois toute trace du processus matérialiste dialectique ayant accompagné le développement de la civilisation humaine effacée.

Toute allusion au passé, à des idées ou des comportements différents de celles qu'ont adoptés les idéologues de l'oligarchie doit faire l'objet d'une condamnation et leurs auteurs cloués au pilori, quel que soit les qualités qu'ils avaient pu développer par ailleurs, l'ignoble monsieur Onfray est un des spécialistes en la matière

«Il serait dommage que ces Chinois supplantent toutes les autres races. Pour les gens comme nous, cette seule pensée est indiciblement triste», poursuit-il. (Insupportable monsieur Einstein ! - LVOG)

Le scientifique est également connu avoir dit en 1946 que «le racisme est une maladie de l'homme Blanc». (Comme quoi il ne l'était pas, mais ces abominables manipulateurs n'en tiendront pas compte. - LVOG)

(Ces deux citations suffisent à démontrer qu'on est bien en présence d'un procès d'intention attenté à Einstein par le ministère de la vérité.

La Chine était réputée il y a peu de temps encore, j'ignore si c'est encore le cas, mais le contraire serait surprenant, pour être le pays le plus dégueulasse de la planète, peut-être a-t-il été dépassé par l'Inde ou par l'Egypte car la concurrence est rude, quand j'avais appris que Le Caire en Egypte qui comprenait avec ses faubourgs quelque 15 ou 20 millions d'habitants, n'avait pas de service de ramassage des ordures.

Il est vrai qu'on n'a pas du tout envie que ces pays servent de modèle à l'humanité. Il en va de même de leur modèle social, de leur régime politique. En quoi une telle affirmation serait-elle raciste ou xénophobe ? Les Etats-Unis et Israël sont sans doute les pays les plus racistes et détestables de la terre. En quoi cela serait-il de l'anti-américanisme primaire ou de l'antisémitisme de l'affirmer ? Faut-il rappeler que les Africains tout comme les Asiatiques avaient adopté l'esclavagisme, toutes sortes de coutumes cruelles ou barbares, de tortures et le cannibalisme bien avant que les Européens colonisent leurs continents ? Personnellement, je me suis toujours refusé à critiquer ou juger ces coutumes, encore moins à exiger qu'ils les abandonnent, estimant que c'était leur affaire et non la mienne en tant qu'occidental, et que j'avais parfaitement le droit de ne pas les adopter tout en exigeant qu'ils aient la même attitude à mon égard, car le respect doit être réciproque.

Quand un Indien me demande si j'aime l'Inde et les Indiens, leurs coutumes, leur mode de vie, etc. je lui réponds pas plus que vous, ce qui signifie non, et généralement il sourit ou acquiesce. Personne n'a envie de vivre dans un pays pareil à moins d'être fou ou un riche rentier. Ils auraient même préféré que ce soit des Français ou des Britanniques qui gouvernent l'Inde au lieu d'Indiens. Quand je travaillais comme prof de français à l'Alliance française, je m'étais livré avec mes élèves (Agés de 12 à 60 ans et de tous les milieux sociaux) à différentes expériences comme je les aime, qui avaient consisté l'air de rien ou de façon informelle à les questionner sur un tas de sujet pour mieux les connaître, et je n'ai pas été déçu. - LVOG)

Ze'ev Rosenkranz, rédacteur en chef et directeur adjoint du projet Einstein Papers à l'Institut technologique de Californie, a déclaré qu'il «pense que beaucoup de commentaires nous semblent assez désagréables, en particulier, ce qu'il dit des Chinois». (Ze'ev Rosenkranz doit être un sioniste fanatique, ce que n'a jamais été Einstein, il estimait même que les religieux juifs étaient archaïques, moyenâgeux. - LVOG)

«Les commentaires racistes et xénophobes dans ses récits sont à l'opposé de son image d'icône humaniste. C'est un choc de lire ses pensées et de les comparer à ses déclarations publiques. Il ne s'attendait pas à ce qu'on les publie ». sputniknews.com 15.06

(Pure allégation pour justifier une vulgaire machination. Einstein se doutait bien qu'un jour ou l'autre ses notes personnelles seraient publiées, faire croire le contraire c'est le prendre pour un idiot, c'est grotesque.

J'ignore quelles sont les intentions réelles qui figuraient derrière cette atteinte à l'intégrité d'Einstein. Peut-être devrions-nous d'abord et déjà procédé de même avec Israël et détruire la multitude de preuves matériels et les innombrables témoignages du sort cruel que les sionistes réservent aux Palestiniens depuis 70 ans, et raconter la magnifique épopée du peuple juif et de sa terre maternelle, Israël... - LVOG)

Parole d'internaute

(A propos du traitement médiatique de la visite de Netanyahu à Paris)

- "Pour un journaliste de la presse mainstream, une faute professionnelle consiste à ne pas savoir se censurer à temps.

On notera au passage qu'il s'agit du service public, ce qui relativise les explications tendant à voir dans la concentration des

médias dans la main de quelques milliardaires la seule explication du délitement de la profession."

LVOG - Cela signifie que le "service public" est passé sous le contrôle de l'oligarchie. Elle fabrique et impose les Présidents de la République, les ministres, les hauts fonctionnaires qui seront aux postes clés de l'Etat, des institutions, alors les directeurs de l'information des chaînes publiques leur sont forcément acquis, dans le cas contraire ils seront poussés vers la sortie et remplacés par leurs candidats.

En complément.

1984 - George Orwell -1948

Extrait. Les principes sacrés de l'Angsoc. Novlangue, double-pensée, mutabilité du passé.

La mutabilité du passé est le principe de base de l'Angsoc. Les événements passés, prétend-on, n'ont pas d'existence objective et ne survivent que par les documents et la mémoire des hommes. Mais comme le Parti a le contrôle complet de tous les documents et de l'esprit de ses membres, il s'ensuit que le passé est ce que le Parti veut qu'il soit. Il s'ensuit aussi que le passé, bien que plastique, n'a jamais, en aucune circonstance particulière, été changé. Car lorsqu'il a été recréé dans la forme exigée par le moment, cette nouvelle version, quelle qu'elle soit, est alors le passé et aucun passé différent ne peut avoir jamais existé. Cela est encore vrai même lorsque, comme il arrive souvent, un événement devient méconnaissable pour avoir été modifié plusieurs fois au cours d'une année. Le Parti est, à tous les instants, en possession de la vérité absolue, et l'absolu ne peut avoir jamais été différent de ce qu'il est.

Le contrôle du passé dépend surtout de la discipline de la mémoire. S'assurer que tous les documents s'accordent avec l'orthodoxie du moment n'est qu'un acte mécanique. Il est aussi nécessaire de se rappeler que les événements se sont déroulés de la manière désirée. Et s'il faut rajuster ses souvenirs ou altérer des documents, il est alors nécessaire d'oublier que l'on a agi ainsi. La manière de s'y prendre peut être apprise comme toute autre technique mentale. Elle est en effet étudiée par la majorité des membres du Parti et, certainement, par tous ceux qui sont intelligents aussi bien qu'orthodoxes. En novlangue, cela s'appelle doublepensée, mais la doublepensée comprend aussi beaucoup de significations.

La doublepensée est le pouvoir de garder à l'esprit simultanément deux croyances contradictoires, et de les accepter toutes deux. Un intellectuel du Parti sait dans quel sens ses souvenirs doivent être modifiés. Il sait, par conséquent, qu'il joue avec la réalité, mais, par l'exercice de la doublepensée, il se persuade que la réalité n'est pas violée. Le processus doit être conscient, autrement il ne pourrait être réalisé avec une précision suffisante, mais il doit aussi être inconscient. Sinon, il apporterait avec lui une impression de falsification et, partant, de culpabilité.

La doublepensée se place au coeur même de l'Angsoc, puisque l'acte essentiel du Parti est d'employer la duperie consciente, tout en retenant la fermeté d'intention qui va de pair avec l'honnêteté véritable. Dire des mensonges délibérés tout en y croyant sincèrement, oublier tous les faits devenus gênants puis, lorsque c'est nécessaire, les tirer de l'oubli pour seulement le laps de temps utile, nier l'existence d'une réalité objective alors qu'on tient compte de la réalité qu'on nie, tout cela est d'une indispensable nécessité.

Pour se servir même du mot doublepensée, il est nécessaire d'user de la dualité de la pensée, car employer le mot, c'est admettre que l'on modifie la réalité. Par un nouvel acte de doublepensée, on efface cette connaissance, et ainsi de suite indéfiniment, avec le mensonge toujours en avance d'un bond sur la vérité. Enfin, c'est par le moyen de la doublepensée que le Parti a pu et, pour autant que nous le sachions, pourra, pendant des milliers d'années, arrêter le cours de l'Histoire.

Fabrique du consentement.

- Huit Français sur dix considèrent Donald Trump comme "agressif", "raciste" et "dangereux" - franceinfo 14.06

Les Français continuent de détester Donald Trump. D'après un sondage Odoxa-Dentsu Consulting pour franceinfo et le Figaro, 71% disent avoir globalement une mauvaise opinion de lui. Les qualificatifs qui reviennent le plus sont "agressif" (86%), "raciste" (81%) et "dangereux" (81%).

Plus précisément, concernant les mesures de protectionnisme économique prises par Donald Trump, 84% des Français pensent qu'elles seront négatives pour l'économie mondiale en général et pour l'Europe en particulier (85%). (Alors qu'ils sont nuls en économie ! LVOG)

Ils sont autant à en passer pas moins de Macron, chut !

Totalitarisme. Big Brother vous surveille.

Novlangue. Quand il s'agit de la Chine, c'est normal puisque c'est un régime dictatorial, mais quand il s'agit de la France ou d'un autre pays occidental, c'est normal parce que le régime serait démocratique.

- Surveillance : le réseau français "intelligent" d'identification par caméras arrive - information.tv5monde.com 09 juin 2018

"La reconnaissance faciale "intelligente" est annoncée comme une nécessité pour le ministère de l'Intérieur. Le modèle chinois de contrôle et surveillance de la population par des caméras et des algorithmes d'identification des personnes semble inspirer le gouvernement et l'administration française qui lance des expérimentations et des partenariats."

L'identification en temps réel des personnes par des réseaux de caméras de rue n'est plus un fantasme de film d'anticipation : la Chine a massivement déployé ces systèmes et s'en vante. Le "réseau céleste" — ainsi nommé par le gouvernement central — de 20 millions de caméras, est un œil géant piloté par des intelligences artificielles qui travaillent jour et nuit à analyser les millions de visages des passants des grandes villes chinoises. Un journal de Hong Kong — cité dans le Courrier international — l'Apple Daily, résume les capacités surhumaines du "réseau céleste" avec délectation :

Le système peut identifier en temps réel avec exactitude le type de voiture, l'habillement, le sexe et même l'âge d'un passant... Ces informations sur les passants s'affichent automatiquement à l'écran. Quand il s'agit d'un criminel recherché, l'alarme du système se déclenche en montrant les données le concernant sur l'écran. Extrait du Courrier International : "Surveillance. Le "réseau céleste", version chinoise de Big Brother", le 28/09/2017

La France est l'un des pays champion des technologies numériques de surveillance. Pionnier dans le domaine du "Deep packet inspection" (DPI, inspection profonde de paquets) grâce à sa recherche universitaire et des montages d'entreprises spécialisées dans l'exportation de ces systèmes à des dictatures, le pays de Victor Hugo a légiféré en cascade depuis plusieurs années pour autoriser les services de police et de renseignement à surveiller et capter les échanges numériques des citoyens de façon administrative, sans contrôle d'un juge d'instruction.

"Boîtes noires" chez les fournisseurs d'accès internet, sondes sur les câbles sous-marins, systèmes d'interception des communications "silencieux", logiciels de morpho-analyse intelligents : la plupart des technologies numériques de surveillance, d'identification et d'analyses prédictives sont en place dans les services de renseignement et de police français. Ne manque — visiblement — aujourd'hui qu'à déployer de façon massive les derniers outils de reconnaissance faciale, pilotés par intelligence artificielle, et les généraliser. Ce qui semble être en cours de discussion dans les ministères, les centres de recherche et les services d'Etat.

Des déclarations sur l'utilisation de technologies à base d'IA comme aide à la décision pour les forces de police avaient déjà été effectuées alors par Gérard Collomb : "Les services de l'Etat vont analyser les données avec de l'intelligence artificielle pour être encore plus efficaces, avec une expérimentation déjà lancée dans onze départements." La question de la concomitance de ces annonces avec les nouvelles dispositions de surveillance technologique policières — prises par le gouvernement chinois — se posait déjà en février 2018 :

Aujourd'hui, le ministre de l'Intérieur annonce clairement ses intentions au sujet de la surveillance et l'identification par reconnaissance faciale dans son bilan "d'un an de maintien de l'ordre" (article La Croix) :

(...) en matière d'exploitation des images et d'identification des personnes, on a encore une grande marge de progression. L'intelligence artificielle doit permettre, par exemple, de repérer dans la foule des individus au comportement bizarre.

Sur la problématique des manifestants violents, le ministère veut explorer des voies technologiques prédictives, et ne s'en cache pas : "Les services ont identifié certains meneurs, il y a aussi sûrement de petits groupes assez structurés derrière eux, et il faudrait pouvoir agir en prévention." Arrêter des futurs manifestants avant que les actes violents ne soient commis à l'aide de caméras intelligentes repérant les individus aux comportements suspects ? Les défenseurs des libertés et les avocats sont logiquement déjà alarmés par cette possibilité. Comment accepter, dans une démocratie, l'arrestation de personnes sans qu'elles n'aient commis de délit, mais seulement parce que des machines les ont repérés, identifiés et analysés de façon prédictive comme étant de futurs auteurs de troubles ?

Le CNRS confirme

L'annonce récente par le CNRS de la signature d'une convention avec la Direction du renseignement militaire (DRM) confirme l'intérêt des services de l'Etat pour le développement d'intelligences artificielles de reconnaissance d'image, comme Fabrice Boudjaaba, le directeur adjoint scientifique de l'Institut des sciences humaines et sociales du CNRS l'explique : "Les questions liées à l'Intelligence artificielle sont évidemment centrales. Les recherches sur la reconnaissance automatique d'image intéressent particulièrement le renseignement militaire. En effet, leur principal problème du renseignement aujourd'hui n'est pas le manque d'information, mais bien le trop plein d'information qui peut submerger et finalement paralyser l'outil de renseignement."

Si les technologies innovantes d'analyses d'image par intelligence artificielle pour la DRM sont avant tout liées à des théâtres d'opérations à l'étranger, il n'est pas interdit de penser que ces recherches publiques seront utilisées aussi pour du renseignement intérieur ou de l'investigation policière.

Les questions dans le cadre de la surveillance de la population et l'identification des personnes par apprentissage automatique restent donc toujours sans réponse de la part des autorités, et celles-ci sont pourtant très simples : peut-on ficher une population et laisser des agents numériques traiter les données biométriques qui s'y affèrent ? La surveillance d'Etat par reconnaissance et identification faciale est-elle compatible avec le respect des libertés publiques et des droits fondamentaux à la vie privée ? Quelles garanties la population a-t-elle que les données biométriques propres à chacun ne serviront pas à des fins de prévention ou de répression d'expression politique ou de contestation sociale ?

La Chine, quant à elle ne s'est pas posée ces questions et applique sans états d'âme la surveillance électronique permanente des citoyens : la France, bien plus discrètement, et sans publicité s'apprête visiblement à faire de même. Jusqu'à copier aussi à terme le système de crédit social chinois ?

Reste que l'on ne sait pas si la population française est prête à accepter de vivre dans une société sous contrôle de machines autonomes où chacun de ses faits et gestes sera enregistré, analysé et potentiellement... noté ? information.tv5monde.com 09 juin 2018

[Quel est le sens de la réforme des institutions annoncée par Macron ? Instaurer ad vitam æternam le totalitarisme... dans "l'intérêt des générations futures".](#)

- Les Cours suprêmes, au service des générations suivantes - par Jacques Attali - lexpress.fr 13.06

Il est donc nécessaire de trouver une solution à la question si difficile, et si essentielle, pour l'avenir : comment faire en sorte que les démocraties de marché se préoccupent de l'intérêt des générations futures ?

Bien des solutions en théorie sont possibles : on peut compter sur un effort d'éducation de tous, ou sur la création d'une nouvelle chambre parlementaire ad hoc. Tout cela mérite d'être tenté. Et l'a été.

Mais, rien ne vaut le fait d'avoir, dans le système institutionnel déjà existant, quelqu'un en charge d'incarner le long terme ; qui peut imposer à tous une décision au nom des intérêts des générations suivantes. C'est le rôle qu'a joué récemment le président de la République italienne, en imposant à un gouvernement de passage le respect des engagements italiens dans l'Union européenne, qui engage l'avenir à long terme du pays. Mais on ne peut compter sur un tel rempart dans tous les cas de figure.

Une solution, plus pratique que les autres, n'a pas encore été essayée : confier à l'instance judiciaire suprême la responsabilité de parler au nom des générations futures. Mieux qu'aucune autre, si elles acceptaient d'en avoir le mandat, ces institutions pourraient peu à peu conduire les tribunaux, puis les législateurs, à tenir compte dans leurs décisions de l'intérêt des générations suivantes.

En France, par exemple, il faudrait que le Conseil constitutionnel (et les deux autres instances suprêmes que sont le Conseil d'Etat et la Cour de cassation) en fasse un élément clef de leur jurisprudence.

Le Conseil constitutionnel est encore loin de le faire. Et pourtant, il en aurait les moyens, s'il le voulait, sans novation juridique quelconque, en s'appuyant sur la seule Constitution, et ses annexes, qu'il a la charge de faire respecter.

Tout est donc dit. Et si les Cours suprêmes des démocraties se donnaient le mandat de faire respecter ces exigences par les lois et décrets, nos sociétés finiraient par agir dans l'intérêt de l'avenir. Il est encore temps. Et s'il le faut, en France, une réforme de la Constitution serait bienvenue et laisserait une vraie trace dans l'Histoire. lexpress.fr 13.06

Vous aurez retenu qu'une institution non élue détiendrait ainsi le pouvoir d'engager "l'avenir à long terme du pays" ou de décider du sort des générations futures en s'appuyant sur la Constitution de la Ve République. Attali étant l'un des mentors de Macron, cette déclaration mériterait d'être reprise accompagnée d'un appel à l'abolition de la Constitution de la Ve République, ce serait autre chose que les éditoriaux misérables qu'on nous soumet.

[La question qui tue.](#)

- On a demandé aux retraités pourquoi la mobilisation sociale est plus difficile aujourd'hui - Le HuffPost 14 juin 2018

... nous avons donc demandé à ces expérimentés des pavés et des piquets de grève leur regard sur une mobilisation sociale qui peine à faire reculer le pouvoir en place. En somme, pourquoi la lutte sociale semble plus difficile que dans leur jeunesse?

Un peuple paupérisé, c'est un peuple qui se bat moins. (Pur sophisme. Parce qu'un peuple qui se serait enrichi se battrait davantage, il ne semble pas que ce soit le cas du peuple américain, non ? - LVOG) Et aujourd'hui, c'est un peu ce qui se passe. Un retraité des travaux publics

Précarité des salariés, violences dans les manifestations, divisions syndicales... Chacun à sa petite analyse sur ce printemps social en demi-teinte. "Quand il y a dix étudiantes assises devant les marches de l'université et que devant elles, on a l'impression de tourner un film de Robocop, on a plus envie de sortir", explique Jean-Claude, enseignant retraité de 81 ans, au sujet des déploiement impressionnants de policiers dans les manifestations. D'autres s'inquiètent pour les jeunes générations. "On leur a appris à regarder la télé et l'ordinateur", se désole au micro du HuffPost Michelle, 73 ans, avant d'ajouter: "Ils viendront quand ça ira trop mal. Mais ce n'est pas à souhaiter." Le HuffPost 14 juin 2018

Et après, il y en a qui vont nous expliquer que ceux qui se mobilisent auraient un niveau de conscience de classe supérieure, à voir leurs arguments on est en droit d'en douter fortement.

Leur humanisme est la politesse des salauds...

- Yémen: violents combats près de Hodeida, l'ONU inquiète pour l'approvisionnement des civils AFP 14.06
- "Envoyé spécial" : "Les enfants perdus du califat" primé au 6e Prix Média ? Enfance Majuscule franceinfo - 14.06
- En Argentine, vote historique en faveur du droit à l'avortement AFP - 14.06
- USA: le débat politique enfle autour des séparations d'enfants de migrants AFP 15.06
- San Francisco élit pour la première fois une femme noire comme maire AFP 14.06 Un an après l'incendie de la Tour Grenfell, Londres se recueille AFP - 14.06

ACTUALITE EN TITRES

Médiocratie. Electrochoc ou convulsion du régime.

- Fête de la musique 2018: Busy P. et Kavinsky mixeront lors du premier concert électro à l'Élysée - Le HuffPost

ACTUALITÉ DU JOUR

Young Leader, Bilderberger, banquier, roitelet, il ne lui manquait plus que chamoine de Latran...

- Macron sera reçu par le pape François le 26 juin lors d'une visite officielle - AFP 18 juin 2018

Au cours de cette visite, Emmanuel Macron sera également "accueilli à Saint-Jean du Latran lors d'une cérémonie marquant son titre de premier et unique chanoine d'honneur de cette basilique", a indiqué l'Élysée.

Le pape François avait félicité M. Macron pour son élection, voici un an, en évoquant la "tradition chrétienne" de la France qui est appelée à défendre "une société plus juste". AFP 18 juin 2018

Heureusement qu'il y a toujours des pauvres et que les pauvres sont toujours les mêmes.

- Aides sociales : les Français sondés d'accord a minima avec Macron - Libération 14 juin 2018

Ils osent tout en famille. Ils taxent les aumônes.

- Une ville de Suède instaure un permis de mendier - franceinfo 14 juin 2018

Payer 150 couronnes, soit 15 euros, pour obtenir un permis de mendier : c'est la mesure adoptée, jeudi 14 juin, par le conseil municipal d'Eskilstuna en Suède.

"Une autorisation des autorités policières pour la collecte passive d'argent est obligatoire dans certaines zones géographiques" stipule l'arrêté. Les personnes qui mendieront sans ce permis s'exposeront à une amende. Le texte a été adopté avec les voix des sociaux-démocrates, conservateurs, centristes et extrême droite. franceinfo 14 juin 2018

On se passera de permis pour exterminer ces ordures ! Et puis quel modèle social la Suède ! Ils haïssent les pauvres et ne s'en cachent pas, nous ou plutôt nos dirigeants sont décidément trop cons pour ne pas les imiter. Vous comprenez ce que j'entendais par mystification, combattre soi-disant le régime, la social-démocratie, le stalinisme, tout en les ménageant pour ne pas effrayer les âmes sensibles, résultat, on se fait piétiner, bravo!

Braderie.

- Privatisations pour 15 milliards de plus - Liberation.fr 14.06

En vue d'alimenter son fonds pour l'innovation mais aussi de soulager la dette, l'Etat va céder tout ou partie de ses parts d'ADP, d'Engie et de la Française des jeux. Liberation.fr 14.06

Défoncez-vous et résignez-vous !

- Canada: les députés votent la légalisation du cannabis - AFP 18.06

Le Canada est en passe de devenir le premier pays du G7 à légaliser le cannabis après l'adoption lundi par ses députés d'un projet de loi permettant la libre consommation et production de cette drogue douce dès septembre. AFP 18.06

Je vais proposer à Modi, le Premier ministre indien, de leur en livrer quelques centaines de tonnes en échange d'une commission pour avoir eu cette idée géniale, je déconne.

Les autres suivront...

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Colombie

- Colombie : vieille droite et jeune président - Libération 18 juin 2018

C'est donc le jeune Iván Duque, bientôt 42 ans, représentant la vieille droite extrémiste colombienne, qui a été élu dimanche avec 53,9% des voix. Son opposant, l'ex-guérillero et ancien maire de Bogotá Gustavo Petro, a obtenu 41,8% avec son mouvement Colombie humaine, ce qui représente un score jamais vu pour la gauche en Colombie. La participation de 52%, un peu moins élevée qu'au premier tour du 27 mai, reste un record pour une élection présidentielle colombienne. Libération 18 juin 2018

2- Palestine occupée

2.1- Violences à Gaza: l'ONU adopte un texte condamnant Israël - AFP 14 juin 2018

L'Assemblée générale de l'ONU a adopté mercredi un projet de résolution, auquel les Etats-Unis étaient opposés, condamnant Israël pour la récente flambée de violences meurtrières à Gaza, tout en rejetant un amendement américain mettant en cause le Hamas dans ces mêmes violences.

Le projet de résolution, soutenu par pays arabes, a été adopté par 120 voix sur 193, avec huit votes contre et 45 abstentions.

La France fait partie des 12 pays européens qui ont donné leur voix à ce texte, rejoints notamment par la Russie et l'Espagne.

L'amendement introduit par Washington pour condamner les islamistes du Hamas n'a pour sa part pas recueilli les deux-tiers des

voix nécessaires pour être adopté (62 votes pour, 58 contre, 42 abstentions).

Les pays arabes se sont tournés vers l'Assemblée générale après que Washington a utilisé son veto au Conseil de sécurité pour bloquer cette résolution décrite par son ambassadrice, Nikki Haley, comme étant "grossièrement biaisée" contre Israël.

Le texte appelle à l'adoption de mesures pour protéger les civils palestiniens, après qu'au moins 129 Palestiniens ont été tués dans la bande de Gaza par des tirs israéliens depuis fin mars, le début de manifestations le long de la clôture frontalière. Aucun Israélien n'a été tué.

Les Etats-Unis et Israël ont vivement critiqué le texte, présenté par l'Algérie et la Turquie au nom de la Ligue arabe et de l'Organisation de la coopération islamique (OCI), au motif qu'il ne mentionne pas les islamistes du Hamas, qui contrôlent Gaza.

"Le sport politique favori de certains est d'attaquer Israël. C'est pour cela que nous sommes ici aujourd'hui", a déclaré mercredi Nikki Haley.

L'ambassadeur israélien à l'ONU Danny Danon a pour sa part dénoncé "une volonté de nous retirer notre droit élémentaire à nous protéger".

La résolution déplore un usage "excessif, disproportionné et indiscriminé de la force par les forces israéliennes contre les civils palestiniens" mais critique aussi "le tir de roquettes de la bande de Gaza contre des zones civiles israéliennes".

Elle charge le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres de préparer des propositions en vue d'"un mécanisme de protection international" pour les Palestiniens à Gaza et en Cisjordanie occupée.

Ces propositions pourraient aller de la mise en place d'une mission d'observation à une véritable force de maintien de la paix, mais chacune de ces options devrait nécessairement être approuvée par le Conseil de sécurité, où Washington a un droit de veto. AFP14 juin 2018

2.2- Finalisation du plan de paix US pour le Proche-Orient - Réseau Voltaire 17 juin 2018

Jared Kushner et Jason Greenblatt débutent un voyage au Proche-Orient qui les mènera en Israël, en Jordanie, en Égypte, en Arabie saoudite et au Qatar, mais ni dans les Territoires palestiniens, ni en Syrie.

Jared Kushner et Jason Greenblatt sont deux collaborateurs de longue date de Donald Trump. Ils sont tous deux juifs orthodoxes. N'ayant pas d'expérience diplomatique, ils sont désormais chargés d'élaborer le plan de paix au Proche-Orient sans en référer au département d'État. Durant leur voyage, David Friedman, l'ambassadeur des États-Unis en Israël sera à Washington dans le cadre de consultations routinières. Également juif orthodoxe, il est connu pour ses positions outrancières.

Le plan US devrait être basé sur la « solution à deux États » ; l'État palestinien étant la Jordanie élargie à la Cisjordanie avec notamment un quartier de Jérusalem comme capitale (Abou Dis et éventuellement Jabel Mukaber, Issawiya et Shuafat).

Ce plan vise à améliorer la situation des Palestiniens, pas à répondre à toutes leurs attentes. Il est d'ores et déjà combattu par Mahmoud Abbas, mais pas par la plupart des factions palestiniennes (y compris par une aile du Fatah et le Hamas qui le soutiennent). La France, la Suède et le Royaume-Uni tentent dès à présent de le saboter. Il devrait être intégralement rendu public fin juillet. Réseau Voltaire 17 juin 2018

Yémen

- L'Arabie saoudite, les Emirats et la France contre les Houthis au Yémen - Réseau Voltaire 16 juin 2018

L'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis ont attaqué les forces houthis au Yémen dans la région de Hodeïda. Selon Le Figaro, elles sont soutenues par les Forces spéciales françaises.

Le quotidien précise que la France sera également en charge du déminage des ports à l'issue de la bataille ; une aide que les États-Unis ont refusé de fournir.

L'Arabie saoudite tente de réunifier le Yémen, tandis que son allié émirati mise sur une nouvelle partition du pays. On ignore comment la France envisage l'avenir du pays.

La France a déployé secrètement des Forces spéciales en Syrie, en Irak et au Yémen. Une soixantaine de soldats français ont

été faits prisonniers en Syrie au cours des dernières semaine. Réseau Voltaire 16 juin 2018

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Russie

- La Russie brise le tabou de l'âge de la retraites, héritage soviétique - AFP 15.06

Au moment où la Russie s'apprêtait à lancer un mois de fête du football, le gouvernement russe a brisé jeudi un tabou soigneusement évité jusqu'alors par Vladimir Poutine en proposant un relèvement progressif de l'âge de la retraite, inchangé depuis près de 90 ans.

Fixé en 1932 et jamais touché depuis, l'âge de départ à la retraite en Russie - un acquis social de l'époque soviétique - est parmi les plus bas du monde: 55 ans pour les femmes et 60 ans pour les hommes.

Jusqu'à 30% des Russes peuvent même partir plus tôt que l'âge officiel grâce aux régimes spéciaux dont bénéficient de nombreuses catégories. Mais dans la réalité, de nombreux Russes continuent de travailler bien longtemps après être devenus officiellement "retraités", les très maigres pensions servant de complément de revenus.

Après d'hésitations et d'avertissements sur le poids croissant d'un système souvent jugé intenable, le gouvernement est passé à l'action en annonçant une vaste réforme jeudi, jetant un froid à quelques heures du coup d'envoi du Mondial-2018 de foot.

Il propose "de commencer en 2019 pour atteindre étape par étape l'âge de la retraite de 65 ans pour les hommes en 2028 et 63 ans pour les femmes en 2034", a déclaré le Premier ministre Dmitri Medvedev lors d'un conseil des ministres.

Elle s'accompagne d'une autre mesure potentiellement douloureuse pour le pouvoir d'achat: une hausse du taux de TVA de 18% à 20%, exception faite de la nourriture, des produits pour enfants et du matériel médical.

A peine un mois après avoir son investiture, Vladimir Poutine entame donc son quatrième mandat sur des mesures potentiellement impopulaires, lui qui assurait en 2005: "Tant que je serai président", il n'y aura pas d'âge de relèvement de l'âge de la retraite.

Selon un sondage réalisé fin mai par l'institut FOM, 82% des Russes sont contre l'augmentation de l'âge de la retraite.

"C'est une mesure impopulaire. Sa nécessité et la détermination du gouvernement de l'appliquer étaient évidentes, mais la situation politique ne le permettait pas", a expliqué à l'AFP le politique Nikolaï Petrov, de la Haute Ecole d'Economie de Moscou.

"Maintenant que les élections sont passées, il existe une courte période pendant laquelle le pouvoir n'a pas peur de la réaction négative des citoyens", a-t-il ajouté.

Selon les dernières données de la Banque mondiale (2016), l'espérance de vie des Russes est de 66,5 ans pour les hommes et d'un peu moins de 70 ans pour les femmes. Elle est en progression constante depuis le début des années 2000, après avoir chuté dans les années suivant la chute de l'URSS en 1991. AFP15.06

On retiendra : "Maintenant que les élections sont passées, il existe une courte période pendant laquelle le pouvoir n'a pas peur de la réaction négative des citoyens", c'est également valable pour la France, à ceci près que les mauvais coups étaient annoncés avant et non après les élections, témoignant de la décomposition politique en France, du mouvement ouvrier, qui non seulement sera incapable de s'y opposer, mais qui ne constitue même plus une menace pour le régime.

ECONOMIE

Inde

- «Guerre commerciale»: l'Inde imposera des taxes sur des produits américains - sputniknews.com 16.06

En réponse à la taxation par Washington des importations d'aluminium et d'acier, l'Inde, pays touché par cette mesure, a dressé sa liste de produits «Made in USA» sur lesquels les droits de douane seront augmentés.

L'Inde imposera des droits de douane supplémentaires sur 30 produits américains, informe The Indian Express, précisant que la mesure en question constitue une réponse à la décision de Washington d'introduire des taxes sur les importations d'aluminium et d'acier.

L'augmentation des taxes sur certains produits, dont des objets en métal, des produits agricoles et des motos, pourra atteindre 50%, rapporte la source, précisant que la liste des produits en question a déjà été transmise à l'Organisation mondiale du commerce (OMC). sputniknews.com 16.06

[Haut de page ↗](#)

Le 23 juin 2018

CAUSERIE ET INFOS

Il faut avoir le moral ou être bien accroché pour s'intéresser encore à ce qui se passe dans la société, non, vous ne trouvez pas ? Il y a déjà longtemps de cela, j'avais indiqué qu'en réalité ils faisaient tout pour que le peuple laborieux soit dégoûter de la politique, que c'était un de leurs principaux objectifs, car partant de là ensuite ils pourraient faire tout ce qu'ils veulent et en être fiers.

Je connais plein de travailleurs qui s'en sont totalement détournés, qui se foutent de tout ce qui se passe dans le monde, et j'avoue avoir eu beaucoup de mal à les convaincre du contraire, en vain généralement, normal ils avaient en tête tellement de choses plus agréables à penser, ce qu'on refuse toujours d'admettre, hélas ! Je crois que cette tendance n'a fait que se renforcer au cours des dernières années (L'abstention de plus en plus massive à chaque élection en témoigne.). On boycottera les élections européennes évidemment. Qui en sera, sera complice de l'UE.

La précédente causerie vous a laissé un goût amer dans la tête, j'ai dit sincèrement ce que je pensais. Personne ne veut s'adresser autrement aux travailleurs, et bien tant pis. Vous vous obstinez à leur tenir un discours purement politique, alors que la politique leur donne la nausée, les emmerde au dernier degré, comment il faut vous le dire pour que vous compreniez. Ils sont réfractaires à ce genre de discours, alors essayez un autre registre.

● [Causerie au format pdf \(14 pages\)](#)

Lutte de classe.

- «Incapacité» de la CGT à fédérer les luttes : la «base» se rebiffe - Libération 21 juin 2018

«A la CGT, il y en a qui me trouvent trop dur, il y en a qui me trouvent trop mou», expliquait Philippe Martinez, le secrétaire général de la CGT, en avril. Visiblement, les seconds ont décidé de se faire entendre. Mercredi, une vingtaine de syndicats cégétistes ont appelé leur confédération à durcir la ligne. Dans une lettre adressée en interne, ils alertent : «Le monde du travail est en péril. Depuis près de vingt ans, non seulement il n'a pu conquérir aucun droit nouveau significatif mais une grande partie des avantages qu'il a arrachés au cours du XXe siècle ont été démantelés.» La faute, selon eux, en partie, à «l'affaiblissement considérable de l'action syndicale». Et, donc, aux actuels dirigeants de la centrale qu'ils accusent de ne pas suffisamment «fédérer» les luttes.

Parmi les signataires, on retrouve la CGT Goodyear, celle des métaux de Valenciennes, de Marks and Spencer, de Bombardier ou encore de PSA Douvrin. Leur objectif : convaincre d'autres antennes de la centrale de les rejoindre pour proposer ensemble un texte d'orientation au prochain congrès de la CGT qui aura lieu en mars 2019, à Dijon.

«Démunis face aux travailleurs résignés, et consternés par l'incapacité de l'organisation», ces militants de «la base» qui ont organisé une conférence de presse, à Lille, mercredi, demandent un «débat» interne. Parmi les sujets à mettre sur la table, selon eux : la stratégie syndicale face aux réformes du gouvernement et la «convergence des luttes», promise par Martinez, mais qui ne vient pas. Pour Isabelle Bosseman, déléguée au CHU de Lille, «il faut construire du durable, pas des actions ponctuelles». Référence aux conflits sociaux en cours, dont celui des cheminots et des fonctionnaires.

Non contents de trouver la centrale trop molle, ces cégétistes lui reprochent aussi de leur avoir mis des bâtons dans les roues. «Tous ces syndicats qui se rassemblent et s'engagent ont expérimenté la confrontation avec la confédération, qui ne les soutenait pas, les isolait, n'était pas une force portante», pointe Fiodor Rilov, avocat en droit du travail qui défend plusieurs de ces syndicats.

De quoi inquiéter Philippe Martinez ? En avril, quand on lui demandait comment allait la CGT, il répondait «pas comme je voudrais». Pour aller mieux, il expliquait alors qu'elle devait encore digérer la mutation du monde du travail. C'est-à-dire le prendre en compte «tel qu'il est et pas comme il a pu être ou comme elle rêverait qu'il soit». Mais malgré ces débats, tout allait bien à Montreuil, au siège de la centrale, disait-il. C'était peut-être oublier d'autres questions, que les syndicats du Nord ont remis en lumière, avec leur missive. Comme celle-ci : la CGT est-elle, comme ils l'affirment, «une organisation révolutionnaire» ? Eux en sont convaincus, mais disent-ils, «deux grandes orientations» cohabitent à la CGT. L'une – la leur – misant sur la lutte des classes, le combat contre le capitalisme, l'abolition du patronat, le rapport de force. L'autre, plus encline à la négociation et au dialogue social. Et pour les auteurs de la lettre, il est donc temps de trancher. Libération 21 juin 2018

On pourrait suggérer aux syndicalistes révolutionnaires de tous rejoindre la CGT pour dégager les bureaucrates qui en ont fait leur fond de commerce depuis le milieu des années 20, j'ignore si ce serait une bonne idée, peu importe puisqu'ils ne changeront rien à leurs petites habitudes, n'est-ce pas ?

- D'où viendra l'issue ? Éditorial de Daniel Gluckstein de la Tribune des travailleurs publié le 21 juin 2018

Ce 18 juin, le gouvernement a adopté le projet de loi Pacte qui privatise les entreprises publiques et « libère » les patrons de « charges » sociales qui pèsent sur eux... Nouvelle contre-réforme qui s'ajoute à celles des retraites, de la SNCF, du Code du travail, du droit d'asile... chaîne ininterrompue d'attaques anti-ouvrières et antidémocratiques qui semble destinée à s'allonger chaque jour...

Combien de temps encore ?

Entré dans une période de décadence et de décomposition, ce système capitaliste est non seulement incapable de proposer la moindre réforme sociale, mais il s'acharne à reprendre toutes les anciennes réformes.

Et il ne s'agit pas uniquement de la France : toute l'Europe est entrée dans l'ère des contre-réformes économiques et politiques.

Et il ne s'agit pas du caprice de tel ou tel gouvernement en particulier : on privatise et on déréglemente les droits ouvriers aussi bien sous le drapeau du populisme de tous bords en Italie que sous celui de la grande coalition en Allemagne, ou du PS soutenu par toute la « gauche » au Portugal (sans oublier la coalition en cours de formation PSOE-Podemos en Espagne décidée à poursuivre la politique austéritaire de Rajoy).

Ce même 18 juin, un communiqué publié par les travailleurs des Catacombes à Paris informe que leur grève a arraché l'essentiel de leurs revendications. Ce résultat, ils le doivent, expliquent-ils, au respect des décisions prises en assemblée générale par les délégués mandatés et contrôlés par elle, formant un bloc uni avec les syndicats sur les revendications précises, contrôlant à chaque étape le résultat des négociations et décidant souverainement de la suite à donner.

Le front, uni et soudé, des travailleurs et des organisations, avec les délégués élus et mandatés sur les revendications, ouvre la voie à l'action victorieuse. Et pas seulement aux Catacombes. N'est-ce pas le problème posé dans la grève des cheminots ?

Face au gouvernement Macron, gouvernement de classe, anti-ouvrier et réactionnaire sur toute la ligne, les travailleurs ont besoin d'entendre et de tenir un langage clair. C'est-à-dire un langage de classe.

Qu'on ne vienne pas leur parler de « populisme » sans contenu de classe : celui-ci respecte les institutions au point de vouloir laisser Macron en place jusqu'en 2022. Qu'on ne vienne pas leur parler d'une « gauche » unie : à Paris, la grève s'est dressée contre une municipalité d'union de la gauche, aux ordres des banquiers et des privatiseurs.

L'issue viendra du mouvement par lequel les travailleurs mobilisés prennent en main leur propre destin, sans craindre de rompre avec les institutions d'oppression et d'exploitation. Du comité de grève de délégués élus et mandatés avec les organisations sur les revendications aujourd'hui, jusqu'au gouvernement de délégués élus et mandatés, gouvernement des organisations unies de la classe ouvrière, demain, face à la bourgeoisie : il y a une différence d'échelle, mais aussi un fil de continuité. Celui d'une politique ouvrière authentique au service de laquelle se construit le parti ouvrier.

Tout ce que dit ici Gluckstein on le partage, cependant on se demande à qui s'adresse son discours. Aux militants de son parti ? Aux militants du POI ? A ceux du NPA, de LO ? Aux militants révolutionnaires inorganisés ? Compte tenu de la sémantique employée, il ne s'adresse pas aux travailleurs qui ne participent pas à la lutte de classe, soit plus de 90% d'entre eux, donc en admettant qu'environ 4,5 millions de travailleurs auraient participé à des actions au cours des dernières années.

En admettant que l'orientation politique du POID serait correcte, qui compte-t-il convaincre, les militants du POI, du NPA, de LO, de LFI, du PCF qui tous sont convaincus que l'orientation politique de leur parti est correcte ? N'est-ce pas faire fausse route ? Quelle est la composition sociologique de ces partis ? Celle que l'on trouve dans les syndicats, entendez par là ceux qui y militent activement ou qui ont des responsabilités dans leurs instances. Ils y militent sur quelle orientation politique ? Quelle est

leur conception du syndicalisme ? Certainement pas la nôtre et ni celle du POID s'il la partage. Dès lors qu'y a-t-il à attendre de ces travailleurs qui ont une conception du militantisme et de la lutte de classe héritée de la social-démocratie dégénérée ou du stalinisme ?

Il est normal que ces militants défendent l'orientation politique de leur parti ou la conception de la lutte de classe qui y prévaut. Vous pouvez savoir qu'elles sont indéfendables, vous pouvez tenter de leur démontrer loyalement ou honnêtement qu'elles sont erronées en leur soumettant une multitude de faits ou de preuves à l'appui, ils ne vous écouteront pas, ils demeureront obstinément sourds à vos arguments (logiques) ou refuseront de les étudier sérieusement, parce qu'ils ont adopté un mode de pensée qui fonctionne en circuit fermé. Ils l'ont cadenassé, c'est le seul moyen qu'ils ont trouvé pour le protéger, donc il ne peut pas évoluer, en l'état il est voué irrémédiablement à se scléroser ou se fossiliser, d'autant plus qu'il reflète l'interprétation de leur condition, les deux coïncidant, ils s'y identifient et partant de là ils ne peuvent que très difficilement en changer, sauf peut-être si leur condition se dégradait, cela pourrait les inciter à réfléchir à nouveau, mais comme leur condition est généralement privilégiée, stable ou gelée, leur cerveau l'est également.

Vous pouvez mobiliser la totalité de vos facultés intellectuelles, vous n'arriverez à rien avec ce genre de militants obtus. Leur parti, c'est leur chapelle, leurs dirigeants, c'est leurs dieux, leur programme, c'est leur bible, et l'ensemble, c'est leur religion. Ces sacristains ont un sens si aigu de la propriété qu'ils s'y identifient. Nos idées correspondent à une certaine interprétation de la réalité qui se compose d'un certain nombre d'éléments qui ne nous appartiennent pas, par conséquent nos idées ne nous appartiennent pas davantage que les matériaux qui les composent, sauf que ces militants ou la plupart des militants estiment inconsciemment le contraire et s'identifient à leurs idées, du coup ils ne peuvent pas se résoudre à devoir s'en séparer.

Le problème du POID, c'est que tous les militants connaissent son histoire, surtout celle de leurs dirigeants qui ne joue pas vraiment en sa faveur...

En complément.

● Syndicalisme et communisme. (L. Trotsky - Oeuvres 1929) Télécharger au format pdf

Extrait à mettre sous le nez de vos dirigeants qui l'ont toujours ignoré.

- "Les faits démontrent que des syndicats politiquement "indépendants" n'existent nulle part. Il n'y en a jamais eu. L'expérience et la théorie indiquent qu'il n'y en aura jamais. Aux Etats-Unis, les syndicats sont directement liés par leur appareil au patronat industriel et aux partis bourgeois. En Angleterre, les syndicats, qui dans le passé ont principalement soutenu les libéraux, constituent maintenant la base du parti travailliste. En Allemagne, les syndicats marchent sous la bannière de la social-démocratie. En république soviétique, leur conduite appartient aux bolcheviques. En France, une des organisations syndicales suit les socialistes, l'autre les communistes. En Finlande, les syndicats ont été divisés il y a un peu de temps, l'un allant vers la social-démocratie, l'autre vers le communisme. C'est comme ça partout.

Les théoriciens de l' "Indépendance" du mouvement syndical n'ont pas pris la peine jusqu'ici de penser à cela : pourquoi leur slogan non seulement est loin de se réaliser où que ce soit, mais, au contraire, pourquoi la dépendance des syndicats vis-à-vis du leadership d'un parti devient partout la règle, sans exception, et ce ouvertement ? Ceci correspond en fait aux caractéristiques de l'époque impérialiste, qui dévoile toutes les relations de classe et qui, même chez le prolétariat accentue les contradictions entre son aristocratie et ses couches les plus exploitées." L. Trotsky.

Depuis, les syndicats ont tous été inféodés aux sociaux-néolibéraux et aux staliniens, leurs dirigeants ne quittent plus les cabinets ministériels où ils ont tous leurs ronds de serviettes, en attendant d'être recyclés dans une commission ministère, etc.

[Imposture. Faux opposants au régime.](#)

Comment légitimer les médias aux ordres ?

Acrimed regrette que les "interventions" et les "commentaires des responsables de la majorité depuis un an (...) dénotent non seulement un mépris souverain pour le journalisme et son indépendance".

(Source : <http://www.acrimed.org/La-macronie-en-marche-pour-mettre-les-medias-au> - publié par le blog Les-Crises.fr le 18-06-2018)

Parce que voyez-vous, jusqu'à un passé récent le "journalisme" était indépendant, pincez-moi, il s'agissait bien des mêmes journalistes et des mêmes médias liés au régime, non ? Alors pourquoi leur attribuer des vertus qu'ils n'ont jamais eu ?

On préférera le regard impartial ou avisé d'un internaute.

- "Il y a je pense deux types de journalistes :

- les éditorialistes, experts et présentateurs qui se pâment devant Macron qui sont une espèce en pleine croissance.
- les journalistes d'investigation qui font leur travail et sont depuis les lois sur les fake news et sur la loi des affaires une espèce nuisible pour les puissants à faire disparaître au plus vite.

On comprendra que la réponse schizophrénique des médias à cette chasse à cours paraisse si étrange une partie de la profession étouffant l'agonie de l'autre partie."

Dans le même registre.

1- « La corruption de l'information est une tentative de corrompre l'esprit même de nos démocraties » (Emmanuel Macron devant le Congrès des Etats-Unis)

Exemples :

- le faux charnier de Timisoara (1989)
- les couveuses renversées du Koweït (1990)
- Maastricht, c'est la paix (1992)
- le massacre de Markale attribué aux Serbes (1994)
- le faux génocide du Kosovo (1999)
- Saddam menace la planète (2002-2003)
- Poutine agresse la Géorgie (2008)
- Kadhafi massacre à Benghazi (2011)
- Bachar massacre de gentils manifestants (2011)
- la "transition démocratique en Ukraine" (saluée par François Hollande, 2014)
- Poutine bombarde Donetsk (dixit Nicolas Poincaré d'Europe 1)
- Bachar gaze à tire-larigot (2013, 2017, 2018)
- Emmanuel sauve la démocratie (2017)
- Emmanuel contre les menteurs (2018)

Comme disait le regretté Plan B : "Les médias veillent, dormez citoyens".

2- ""Ce qui est particulièrement exaspérant, c'est qu'ils demandent aux citoyens de renoncer à davantage de liberté d'expression et de liberté de la presse au nom de la démocratie"

Tout est dit."

3- "En somme, Zupiter n'est que le petit télégraphiste d'une OTAN de l'intox."

Alerte manipulation.

- [Wikipédia] L'Affaire Philip Cross, par Craig Murray - Les-Crises 21.06

Cet article de Craig Murray met en évidence les liens entre Wikipédia, généralement réputée pour être une encyclopédie libre et participative (et donc une référence dans le domaine de l'information), et la manière dont elle est utilisée à des fins (géo) politiques avec la complicité supposée de son fondateur et de certains rédacteurs. Cet article traite de l'affaire « Philip Cross », un utilisateur de Wikipédia qui a un grand nombre de révisions à son actif, toutes en faveur des médias néo-conservateurs britanniques et en défaveur des médias indépendants et alternatifs. Cet article apporte des éléments de réponse pour juger de la neutralité de Wikipédia, et permet d'avoir un aperçu des difficultés rencontrées par d'autres personnes physiques ou morales (partis politiques, associations), même en France, pour disposer d'une page objective.

[Le centrisme \(macronisme\) est la base du totalitarisme.](#)

- Les centristes sont les plus hostiles à la démocratie, pas les extrémistes - Les Crises 22.06

LVOG - Ou de l'UDF à LREM.

Parole d'internautes.

1- "Les soutiens des centristes sont pour beaucoup ceux qui ne souffrent pas ou peu de la crise, qui sont installés dans leur petite vie semi-bourgeoise, qui ne sont pas riches, mais sécurisés. Ils ont ce qu'il faut pour vivre et ne comprennent pas ceux qui se plaignent tout le temps, alors que la vie est dure pour tout le monde. Ils pensent que le peuple doit être mis au pas, et que la liberté a des limites. Qu'au lieu de râler le peuple ferait mieux de travailler plutôt que profiter.

Ils ont pour eux la bonne conscience, ils voient dans le populisme un ramassis de râleurs ou de profiteurs prêts à installer une dictature d'extrême gauche ou d'extrême droite qui mettrait fin à leur conception de la liberté.

Peu enclins à comprendre la réalité du monde et la politique, leurs opinions sont toutes faites et indiscutables.

La société telle qu'elle est, même si des réformes leur paraissent indispensables, leur convient et qu'on en fait trop pour les insatisfaits qui sont responsables de leur situation et méritent ce qu'ils ont.

Ces gens là ne voteront jamais ni RN ni FI, ni dissidence et préfèrent, à tout prendre, un président qui a une tête de premier de la classe, et qui est bien de sa personne.

Voilà, entre autres raisons, comment et pourquoi sont élus toujours les mêmes et pourquoi ces "centristes", qui se croient modérés, soutiennent, sans le savoir, une nouvelle forme de totalitarisme cachée derrière de "bonnes" raisons."

2- "Les centristes sont cette minorité économiquement et culturellement dominante qui entend bien le rester. Ils se savent minoritaires dites-vous... J'ajouterai : et cela ne les dérange pas de le rester. Ils se conçoivent comme une nouvelle aristocratie, celle de la réussite.

Le nivellement démocratique, le partage avec les inférieurs leur fait horreur."

3- "Quand on leur dit que les aides sociales coutent "un pognon dingue", ils sont, au fond d'eux, d'accord. Macron sait à qui il s'adresse. Même si cet électorat ne représente que 23% et sans doute moins, il est suffisant pour obtenir le pouvoir.

Mais si on leur dit que nous avons vendu Alstom à des étrangers et que nous perdons des emplois, ils éludent rapidement la question en affirmant que la mondialisation est un progrès et qu'on ne peut se développer en se repliant sur soi-même. L'européisme est pour eux la bonne voie, il est l'avenir dont nous bénéficierons grâce à la mondialisation quand nous aurons fait les efforts nécessaires.

Le "parti" qui se prétend gauche/droite, est pour eux la fin de la "politique politicienne".

Mais en soutenant ce "ni gauche ni droite" ils s'opposent aux souverainistes de droite et de gauche qui sont incapables, pour au moins le temps nécessaire, de s'allier pour mettre fin au ni gauche ni droite des mondialistes, (c'est à dire au centrisme) qui continuent à vendre nos ressources aux puissances économiques étrangères, nous soumettent et nous aliènent, au pouvoir démesuré des financiers.

Et pourtant ces souverainistes de gauche et de droite sont probablement majoritaires."

4- "Rappelons qu'Adolf Hitler présentait le NSDAP comme un parti centriste, ouvert aux Allemands venus de la droite comme de la gauche pour former la « communauté du peuple » (Volksgemeinschaft)."

5- "En réalité « ni droite ni gauche » veut dire totalitaire."

[Imposture et manipulation des masses. Qui est à l'origine de l'immigration de masse, qui en fait l'apologie? A qui profite-elle ?](#)

- La peur de l'immigration nourrit la crise des démocraties occidentales - AFP 22 juin 2018

Quelles sont les sources de l'AFP ?

Walter Russell Mead = CFR (L'oligarchie anglo-saxonne dont Rockefeller)
Center for Strategic and International Studies (CSIS) = Pentagone
Carnegie Endowment for International Peace = CIA

Extrait de l'article de l'AFP.

Selon ce professeur américain de relations internationales (Walter Russell Mead dans le Wall Street Journal - LVOG) , c'est un sujet "trois fois gagnant" pour Matteo Salvini: "Il divise la gauche et unit la droite en Italie; il défie le consensus des élites européennes; et il s'impose sur la scène internationale".

Qui est Walter Russell Mead ?

Seven questions for Walter Russell Mead - The Economist - economist.com Jan 16th 2010

Walter Russell Mead is the Henry Kissinger senior fellow for US foreign policy at the Council on Foreign Relations... economist.com Jan 16th 2010

Qu'est-ce que le Center for Strategic and International Studies (CSIS) ?

Wikipédia : Le Center for Strategic and International Studies (CSIS) basé à Washington DC est un cercle de réflexion et d'influence sur la politique étrangère des États-Unis fondé en 1964...

Il compte dans son conseil d'administration Zbigniew Brzezinski, Henry Kissinger, James Woolsey et l'ex-ambassadeur Joseph Farland (jusqu'à son décès en 2007). Le centre est à l'origine de la déclaration commune pour un renouvellement du partenariat transatlantique faite le 14 mai 2003, au plus fort de la guerre américaine contre l'Irak. Wikipédia

AFP - "Etre anti-migrations est au coeur du business model de certains partis populistes de droite. Ils préfèrent que le sujet reste sous les projecteurs plutôt que chercher des solutions", affirme à l'AFP Stefan Lehne, du think tank Carnegie Endowment for International Peace, soulignant que "l'emballement a augmenté et non diminué" en Europe malgré la forte baisse du nombre de demandeurs d'asile depuis 2015/2016. AFP 22 juin 2018

On ne présente plus le Carnegie Endowment for International Peace qui est une officine ou un sous-traitant de la CIA.

A lire aussi : http://www.alterinfo.net/Le-CSIS-le-think-tank-de-Brzezinski_a27807.html

www.voltairenet.org/article17340.html

Extraits. Bien que cela ne figure pas sur sa biographie officielle, Madame Lagarde militait aux États-Unis au Center for Strategic & International Studies (CSIS). Au sein de ce think tank, elle co-présidait avec Zbigniew Brzezinski la commission Action USA/ UE/Pologne et suivait plus particulièrement le groupe de travail Industries de défense USA-Pologne (1995-2002) et les questions liées à la libéralisation des échanges polonais.

En 2003, Christine Lagarde est également devenue membre, toujours au sein du CSIS, de la Commission pour l'élargissement de la communauté euro-atlantique aux côtés de son ami Brzezinski et de diverses personnalités dont l'ancien directeur de l'OMC Reanto Ruggiero et l'ancien ambassadeur spécial pour la restitution des biens religieux en Europe centrale, Stuart Eizenstat.

Au sein de chacune de ces diverses commissions, un homme jouait un rôle central : Bruce P. Jackson, fondateur du Comité états-unien pour l'expansion de l'OTAN (US Committee for Expand NATO). Il représentait les intérêts de l'avionneur Lockheed Martin, dont il avait été vice-président. C'est au travers des relations nouées dans les commissions présidées par Christine Lagarde que M. Jackson monta le contrat du siècle : la vente, en avril 2003, de 48 chasseurs F-16 Lockheed-Martin à la Pologne pour 3,5 milliards de dollars.

Cependant, ce contrat était indissociable de l'engagement de la Pologne dans la colonisation de l'Irak aux côtés des États-Unis, du Royaume-Uni et de l'Australie. M. Jackson était d'ailleurs le principal bailleur de fonds du Comité pour la libération de l'Irak (Committee for the Liberation of Iraq). voltairenet.org

- Visite à Washington de Bernard Kouchner après une polémique sur l'Iran. - lachalouperassemblee.over-blog.com 20 septembre 2007

Jeudi, le ministre devait rencontrer en début d'après-midi Robert Gates au Pentagone. (...) Il devait ensuite faire un discours au Center for strategic and international studies (CSIS) (...) Avant de retrouver Mme Rice, M. Kouchner devait être reçu à la Maison Blanche par le conseiller présidentiel à la sécurité nationale, Stephen Hadley. lachalouperassemblee.over-blog.com 20 septembre 2007

1- Leur humanisme est la politesse des salauds...

- Les 4 Vérités - Muriel Pénicaud, la ministre du Travail veut combattre "la précarité" - franceinfo 22.06

- Les emplois pourvus en France sont de plus en plus en CDD et de plus en plus courts, démontre une étude de statistiques du ministère du Travail. franceinfo 22.06
- Le mépris de Trump pour les pauvres épinglé par l'ONU - Libération -22.06
- Macron «ne comprend pas les petites gens», juge le milliardaire François Pinault - leparisien.fr 22.06
- Cohn-Bendit : "Collomb reprend une partie du vocabulaire de l'extrême droite" - AFP 22.06

2- Leur humanisme est la politesse des salauds

- Pour les enfants migrants séparés de leurs parents, un traumatisme de plus - AFP
- Derrière la frontière des Etats-Unis, "les enfants pleurent" pour leur mère - AFP
- Migrants : «L'insécurité psychique est redoutable pour les enfants» - Libération
- Joséphine Vuillard : "la souffrance psychique des exilés est un véritable enjeu de santé publique" - franceinfo -
- En 2017, près d'une personne sur 100 était réfugiée - Libération

Ils osent tout. Israël domine le "cloaque" du totalitarisme.

- Les Etats-Unis claquent la porte du Conseil des droits de l'homme de l'ONU - AFP 20.06

Les Etats-Unis se sont retirés mardi du Conseil des droits de l'homme de l'ONU en accusant l'institution basée à Genève d'"hypocrisie" et de parti pris contre Israël, une décision aussitôt dénoncée par des organisations de défense des droits humains.

Les Etats-Unis se sont retirés mardi du Conseil des droits de l'homme de l'ONU en accusant l'institution basée à Genève d'"hypocrisie" et de parti pris contre Israël, une décision aussitôt dénoncée par des organisations de défense des droits humains.

"Nous prenons cette mesure parce que notre engagement ne nous permet pas de continuer à faire partie d'une organisation hypocrite et servant ses propres intérêts, qui fait des droits de l'homme un sujet de moquerie", a lancé devant la presse à Washington l'ambassadrice américaine à l'ONU Nikki Haley, aux côtés du secrétaire d'Etat Mike Pompeo.

"Pendant trop longtemps, le Conseil des droits de l'homme a protégé les auteurs de violations des droits de l'homme et a été un cloaque de partis pris politiques", a-t-elle ajouté.

Mme Haley et M. Pompeo ont insisté sur le fait que les Etats-Unis resteraient un héraut des droits de l'homme dans le monde mais, pour beaucoup, cette décision reflète la défiance du gouvernement américain envers les organismes multilatéraux.

Cette annonce intervient au lendemain de vives critiques du Haut-Commissaire de l'ONU aux droits de l'homme Zeid Ra'ad Al Hussein contre la politique "inadmissible" et "cruelle" des autorités américaines de séparation d'enfants de leurs parents sans-papiers à la frontière mexicaine.

Mais Nikki Haley et Mike Pompeo ont assuré que la décision était liée à l'échec des tentatives de réforme du CDH.

"Malheureusement, il est maintenant clair que notre appel à la réforme n'a pas été entendu", a dit Mme Haley.

Le CDH a été créé en 2006 pour promouvoir et protéger les droits humains à travers le monde mais ses rapports ont souvent contredit les priorités américaines.

En particulier, le fait qu'Israël soit le seul pays au monde ayant un point fixe (appelé point 7) à l'ordre du jour de chaque session, soit trois fois par an, provoque la colère des Etats-Unis.

Washington, dont le mandat au Conseil s'achevait en principe en 2019, avait aussi réclamé que l'exclusion des Etats membres commettant de graves violations des droits de l'homme soit votée à la majorité simple et non aux deux tiers, et que le processus de sélection des Etats membres soit renforcé.

"Les pays (membres) se sont entendus pour saper la méthode actuelle de sélection des membres", a déclaré M. Pompeo. "Et le biais continu et bien documenté du Conseil contre Israël est inadmissible. Depuis sa création, le Conseil a adopté plus de résolutions condamnant Israël que contre le reste du monde", a-t-il ajouté.

Si l'ambassadeur d'Israël à l'ONU Danny Danon s'est réjoui de ce retrait et a remercié les Etats-Unis pour leur refus "de la haine aveugle à l'égard d'Israël dans les institutions internationales", le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres a dit qu'il "aurait préféré que les Etats-Unis restent au Conseil des droits de l'homme", a déclaré son porte-parole.

Depuis l'arrivée début 2017 du républicain Donald Trump à la Maison Blanche, les Etats-Unis se sont retirés de l'Unesco, ont coupé plusieurs financements à des organes de l'ONU et ont annoncé notamment leur retrait de l'accord de Paris sur le climat et de l'accord nucléaire avec l'Iran endossé par les Nations unies.

Le départ des Etats-Unis du Conseil des droits de l'homme n'est pas une première. Il y a douze ans, l'administration du républicain George W. Bush avait déjà boycotté le CDH, avant que le démocrate Barack Obama ne décide d'y faire participer son pays à nouveau. AFP 20.06

Monstruosité. Alors que les médias n'ont jamais été aussi sionistes.

- Elie Chouraqui : "Il y a, dans la presse française, un parti pris anti-israélien" - franceinfo - 22.06

Alors que sa pièce de théâtre "Miroirs" connaît un franc succès auprès du public israélien, le réalisateur, scénariste et animateur télé franco-israélien Elie Chouraqui se réjouit à l'idée de la faire jouer en France après la rentrée théâtrale. "Il est très important de nouer des liens culturels entre Israël et la France", nous dit-il, "car Israël est un pays qu'il faut connaître pour pouvoir aimer".

Interrogé sur sa décision de prendre la nationalité israélienne, le metteur en scène explique que "devenir israélien" était pour lui "un vieux rêve" qui remonte à ses 23 ans, l'âge auquel il a "découvert ce pays". franceinfo - 22.06

Totalitarisme et chasse à l'homme.

- Seine-Maritime: la responsable du service adoption suspendue après ses propos sur les homosexuels - AFP 20.06

La responsable du service adoption de Seine-Maritime a été relevée mercredi de ses fonctions "à titre conservatoire", a annoncé dans un communiqué le conseil départemental, à la suite de propos "discriminatoires" envers les homosexuels tenus par la fonctionnaire.

Dans un entretien accordé à France Bleu Normandie, Pascale Lemare avait estimé qu'un couple homosexuel correspondait moins aux critères requis pour l'adoption d'un bébé en bonne santé qu'un couple hétérosexuel, provoquant de vives réactions et la saisine du Défenseur des droits afin que celui-ci enquête sur les pratiques du service de l'adoption du département.

Mme Buccio, préfète de Normandie, a jugé "d'un autre temps" ces propos qui ont "entraîné des réactions justifiées". AFP 20.06

Cette fonctionnaire a parfaitement raison.

La nature a fait en sorte que la reproduction des espèces animales soit le produit d'un accouplement entre deux membres de la même espèce de sexe opposé, et que seul le membre de sexe féminin soit en mesure de procréer proprement dit ou de donner naissance à un nouveau membre de leur espèce. Et seul le membre de sexe féminin possède les propriétés biologiques pour le nourrir.

Donc l'acte de reproduction pour avoir lieu nécessite obligatoirement la participation d'un membre des deux sexes, dans le cas contraire la reproduction serait impossible et l'espèce serait vouée à s'éteindre.

Tout couple qui ne présenterait pas ses particularités ou qui ne respecterait pas cette loi de la nature serait dans l'impossibilité de procréer. Donc il n'aurait aucune légitimité pour revendiquer un quelconque droit à la reproduction de l'espèce dans le cas d'un couple homosexuel composé de deux femmes, ou sur le produit de la procréation réalisée par l'intermédiaire d'un membre de l'espèce de sexe féminin dans le cas d'un couple homosexuel composé de deux hommes.

L'époque du capitalisme pourrissant qui s'accompagne apparemment d'un regain des instincts les plus basement animaux que ses représentants légitiment, nous ramène des millénaires en arrière, ce qui en soi est somme toute normal. Ce qui l'est moins, c'est que le mouvement ouvrier les soutienne.

Maintenant, si c'est le droit de chaque homme ou femme de s'adonner à toutes sortes de rapports sexuelles, pour autant cela ne

leur donne pas le pouvoir de modifier l'ordre biologique ou morphologique institué par la nature puisqu'un couple composé de deux femmes ou de deux hommes ne sera jamais en mesure de reproduire leur espèce, par conséquent ils ne peuvent revendiquer aucun droit en rapport avec la reproduction.

Que l'on considère les molécules, les atomes, l'électricité, l'électronique, l'électrolyse, l'électromagnétisme, etc. bref, la physique et la chimie, on s'aperçoit qu'elles renferment à l'état naturel la particularité de contenir des éléments polarisés sans lesquels aucune énergie ne pourrait se propager ou aucun mouvement ne pourrait se produire, autrement dit la matière n'existerait pas. Ce mouvement ou le champ où s'exercent ces forces contraires se traduit par une attraction ou une répulsion...

Il y a des centaines de millions d'années, l'espèce animale fera l'objet d'une évolution ou d'une différenciation morphologique, biologique et sexuelle qui se traduira par l'apparition de vertébrés comportant un sexe mâle ou femelle, qui en s'accouplant permettront de reproduire leur espèce ou de perpétuer l'existence de leur espèce. Il paraîtrait que les hommes et les femmes seraient concernés, ce qui semble contrarier les adeptes de la réaction sur toute la ligne qui voudraient nous renvoyer bien au-delà de l'Age de pierre !

Je suis pour la limitation des naissances. J'estime que la population mondiale ne devrait pas excéder 3 milliards, ce qu'elle était aux alentours des années 40, elle doit donc baisser énormément, de toutes manières, dans le cas contraire elle atteindrait rapidement 10, puis 15, 20 milliards et la vie sur terre serait insupportable. Dites-moi si cet argument est farfelu ou cohérent avec le bien-être et la paix...

En complément

- Le Vietnam à la chasse au Web «toxique» - Libération 21.06

ACTUALITÉ DU JOUR

[Ils osent tout. Aux pauvres les restes du festin des riches.](#)

- En Indonésie, les restes de mariages de luxe pour les pauvres - AFP 20.06

La vie d'Efendi dans un bidonville de Jakarta est à mille lieues de celle d'un riche couple s'offrant un mariage à 100.000 euros. Mais à la faveur d'un plan de lutte contre le gaspillage alimentaire, Efendi a pu goûter à la nourriture d'un banquet de noces, comme d'autres pauvres. AFP 20.06

[Stratégie de la déstabilisation, du chaos et de la guerre](#)

L'AFP en est.

- Nicaragua: derrière les barricades, Masaya résiste à l'assaut du gouvernement - AFP 21.06

Barricades, bâtiments brûlés et tirs de mortiers: entre douleur et panique, la ville de Masaya au Nicaragua luttait encore mercredi contre une offensive des forces gouvernementales, nouvel épisode des violences qui ont fait 187 morts depuis avril. AFP 21.06

A télécharger : Nicaragua: Rébellion ou contre-révolution made in USA? (11.06)

ACTUALITE EN TITRES

[Rififi chez les réacs.](#)

- L'ex-garde des Sceaux Jean-Jacques Urvoas mis en examen par la Cour de justice - AFP

- Gérard Collomb assigné en justice pour "atteinte à la présomption d'innocence" - Orange avec AFP

- Les Républicains : Virginie Calmels interdite d'accès au siège du parti après son limogeage - AFP

En famille PS-LREM .

- Accusations de racisme dans une enquête Terra Nova-LREM : la polémique "est assez minable", estime Christophe Castaner
- franceinfo 21.06

- Popularité: Macron et Philippe gagnent à droite (sondage) - AFP 21.06

Rente à vie pour les prédateurs de la finance.

- "La Grèce ne sera pas maîtresse de ses budgets" : malgré l'accord sur la dette grecque, le pays reste sous le contrôle de ses créanciers - franceinfo 22.06

Chut !

- Ces milliards gagnés par l'Allemagne grâce à la crise grecque - Atlantico.fr

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Syrie

- Une 1ère grande unité d'opposition rallie le camp du gouvernement syrien - fr.sputniknews.com 22.06

Une première grande unité de l'Armée syrienne libre dans la zone de désescalade sud rallie le camp du gouvernement syrien et va désormais combattre les terroristes dans les rangs de ce dernier, a annoncé le Centre russe pour la réconciliation des parties en conflit.

Une frappe de la coalition US dans la province d'Homs, un soldat syrien tué Le Centre russe pour la réconciliation des parties en conflit a affirmé vendredi que la première unité importante de l'Armée syrienne libre s'était rangée du côté du gouvernement de Bachar el-Assad.

Ainsi, le 22 juin, après des négociations entre des représentants du Centre russe, les autorités syriennes et des combattants de l'Armée syrienne libre dans la zone de désescalade sud, «le chef de la grande unité Tadjamaou al-Wiat al-Oumari, Wajdi abou Sles a annoncé le transfert du groupe dans le camp du gouvernement», est-il dit dans un communiqué du Centre.

Le chef de l'unité a promis que ses militaires allaient désormais lutter contre les djihadistes du Front al-Nosra* et Daech* dans le sud de la Syrie.

En outre, le document a signalé que dans la soirée de vendredi, les troupes gouvernementales étaient entrées dans les localités de Dama et d'Al-Shiyah, situées également dans la zone de désescalade sud. fr.sputniknews.com 22.06

ECONOMIE

Chine

- Une ligne de chemin de fer va relier la Chine et le Népal - AFP 22 juin 2018

La Chine et le Népal sont convenus de construire une ligne de chemin de fer reliant leurs deux pays à travers l'Himalaya, a annoncé vendredi un média d'Etat lors d'une visite à Pékin du Premier ministre népalais.

Katmandou s'efforce actuellement de resserrer ses liens avec son voisin chinois, duquel il espère notamment des investissements dans les infrastructures et un meilleur approvisionnement en énergie.

Pays himalayen enclavé entre les géants asiatiques que sont l'Inde et la Chine, le Népal est le terrain d'une lutte d'influence entre les deux puissances. L'influence diplomatique et économique grandissante de Pékin depuis quelques années est perçue avec méfiance par l'Inde, allié traditionnel du Népal.

La future voie ferrée devrait relier la capitale népalaise Katmandou à la ville de Shigatsé au Tibet (sud-ouest de la Chine), selon le quotidien anglophone China Daily, qui cite le vice-ministre chinois des Affaires étrangères Kong Xuanyou.

Le journal ne fournit aucun détail sur le calendrier ou le coût des travaux, qui pourrait s'avérer faramineux compte tenu du relief et de l'altitude: la ville de Shigatsé culmine à plus de 4.000 mètres. Elle est elle-même reliée par train à la capitale du Tibet, Lhassa, connectée au reste du réseau ferroviaire chinois depuis 2006.

Selon les médias indiens, Chinois et Népalais avaient signé mercredi huit accords d'une valeur totale de 2,4 milliards de dollars (2,1 milliards d'euros) dans l'hydroélectricité, les ressources en eau, la culture des fruits ou encore l'agriculture.

Le Premier ministre chinois Li Keqiang a fait part jeudi à son homologue népalais de son espoir que les deux pays entament des négociations sur un accord de libre-échange "le plus vite possible", selon l'agence officielle Chine nouvelle. AFP 22 juin 2018

[Haut de page ↗](#)

Le 23 juin 2018

CAUSERIE ET INFOS

Il faut avoir le moral ou être bien accroché pour s'intéresser encore à ce qui se passe dans la société, non, vous ne trouvez pas ? Il y a déjà longtemps de cela, j'avais indiqué qu'en réalité ils faisaient tout pour que le peuple laborieux soit dégoûter de la politique, que c'était un de leurs principaux objectifs, car partant de là ensuite ils pourraient faire tout ce qu'ils veulent et en être fiers.

Je connais plein de travailleurs qui s'en sont totalement détournés, qui se foutent de tout ce qui se passe dans le monde, et j'avoue avoir eu beaucoup de mal à les convaincre du contraire, en vain généralement, normal ils avaient en tête tellement de choses plus agréables à penser, ce qu'on refuse toujours d'admettre, hélas ! Je crois que cette tendance n'a fait que se renforcer au cours des dernières années (L'abstention de plus en plus massive à chaque élection en témoigne.). On boycottera les élections européennes évidemment. Qui en sera, sera complice de l'UE.

La précédente causerie vous a laissé un goût amer dans la tête, j'ai dit sincèrement ce que je pensais. Personne ne veut s'adresser autrement aux travailleurs, et bien tant pis. Vous vous obstinez à leur tenir un discours purement politique, alors que la politique leur donne la nausée, les emmerde au dernier degré, comment il faut vous le dire pour que vous compreniez. Ils sont réfractaires à ce genre de discours, alors essayez un autre registre.

- [Causerie au format pdf \(pages\)](#)

Lutte de classe.

- «Incapacité» de la CGT à fédérer les luttes : la «base» se rebiffe - Libération 21 juin 2018

«A la CGT, il y en a qui me trouvent trop dur, il y en a qui me trouvent trop mou», expliquait Philippe Martinez, le secrétaire général de la CGT, en avril. Visiblement, les seconds ont décidé de se faire entendre. Mercredi, une vingtaine de syndicats cégétistes ont appelé leur confédération à durcir la ligne. Dans une lettre adressée en interne, ils alertent : «Le monde du travail est en péril. Depuis près de vingt ans, non seulement il n'a pu conquérir aucun droit nouveau significatif mais une grande partie des avantages qu'il a arrachés au cours du XXe siècle ont été démantelés.» La faute, selon eux, en partie, à «l'affaiblissement considérable de l'action syndicale». Et, donc, aux actuels dirigeants de la centrale qu'ils accusent de ne pas suffisamment «fédérer» les luttes.

Parmi les signataires, on retrouve la CGT Goodyear, celle des métaux de Valenciennes, de Marks and Spencer, de Bombardier ou encore de PSA Douvrin. Leur objectif : convaincre d'autres antennes de la centrale de les rejoindre pour proposer ensemble un texte d'orientation au prochain congrès de la CGT qui aura lieu en mars 2019, à Dijon.

«Démunis face aux travailleurs résignés, et consternés par l'incapacité de l'organisation», ces militants de «la base» qui ont organisé une conférence de presse, à Lille, mercredi, demandent un «débat» interne. Parmi les sujets à mettre sur la table, selon

eux : la stratégie syndicale face aux réformes du gouvernement et la « convergence des luttes », promise par Martinez, mais qui ne vient pas. Pour Isabelle Bosseman, déléguée au CHU de Lille, « il faut construire du durable, pas des actions ponctuelles ». Référence aux conflits sociaux en cours, dont celui des cheminots et des fonctionnaires.

Non contents de trouver la centrale trop molle, ces cégétistes lui reprochent aussi de leur avoir mis des bâtons dans les roues. « Tous ces syndicats qui se rassemblent et s'engagent ont expérimenté la confrontation avec la confédération, qui ne les soutenait pas, les isolait, n'était pas une force portante », pointe Fiodor Rilov, avocat en droit du travail qui défend plusieurs de ces syndicats.

De quoi inquiéter Philippe Martinez ? En avril, quand on lui demandait comment allait la CGT, il répondait « pas comme je voudrais ». Pour aller mieux, il expliquait alors qu'elle devait encore digérer la mutation du monde du travail. C'est-à-dire le prendre en compte « tel qu'il est et pas comme il a pu être ou comme elle rêverait qu'il soit ». Mais malgré ces débats, tout allait bien à Montreuil, au siège de la centrale, disait-il. C'était peut-être oublier d'autres questions, que les syndicats du Nord ont remis en lumière, avec leur missive. Comme celle-ci : la CGT est-elle, comme ils l'affirment, « une organisation révolutionnaire » ? Eux en sont convaincus, mais disent-ils, « deux grandes orientations » cohabitent à la CGT. L'une – la leur – misant sur la lutte des classes, le combat contre le capitalisme, l'abolition du patronat, le rapport de force. L'autre, plus encline à la négociation et au dialogue social. Et pour les auteurs de la lettre, il est donc temps de trancher. Libération 21 juin 2018

On pourrait suggérer aux syndicalistes révolutionnaires de tous rejoindre la CGT pour dégager les bureaucrates qui en ont fait leur fond de commerce depuis le milieu des années 20, j'ignore si ce serait une bonne idée, peu importe puisqu'ils ne changeront rien à leurs petites habitudes, n'est-ce pas ?

- D'où viendra l'issue ? Éditorial de Daniel Gluckstein de la Tribune des travailleurs publié le 21 juin 2018

Ce 18 juin, le gouvernement a adopté le projet de loi Pacte qui privatise les entreprises publiques et « libère » les patrons de « charges » sociales qui pèsent sur eux... Nouvelle contre-réforme qui s'ajoute à celles des retraites, de la SNCF, du Code du travail, du droit d'asile... chaîne ininterrompue d'attaques anti-ouvrières et antidémocratiques qui semble destinée à s'allonger chaque jour...

Combien de temps encore ?

Entré dans une période de décadence et de décomposition, ce système capitaliste est non seulement incapable de proposer la moindre réforme sociale, mais il s'acharne à reprendre toutes les anciennes réformes.

Et il ne s'agit pas uniquement de la France : toute l'Europe est entrée dans l'ère des contre-réformes économiques et politiques.

Et il ne s'agit pas du caprice de tel ou tel gouvernement en particulier : on privatise et on déréglemente les droits ouvriers aussi bien sous le drapeau du populisme de tous bords en Italie que sous celui de la grande coalition en Allemagne, ou du PS soutenu par toute la « gauche » au Portugal (sans oublier la coalition en cours de formation PSOE-Podemos en Espagne décidée à poursuivre la politique austéraitre de Rajoy).

Ce même 18 juin, un communiqué publié par les travailleurs des Catacombes à Paris informe que leur grève a arraché l'essentiel de leurs revendications. Ce résultat, ils le doivent, expliquent-ils, au respect des décisions prises en assemblée générale par les délégués mandatés et contrôlés par elle, formant un bloc uni avec les syndicats sur les revendications précises, contrôlant à chaque étape le résultat des négociations et décidant souverainement de la suite à donner.

Le front, uni et soudé, des travailleurs et des organisations, avec les délégués élus et mandatés sur les revendications, ouvre la voie à l'action victorieuse. Et pas seulement aux Catacombes. N'est-ce pas le problème posé dans la grève des cheminots ?

Face au gouvernement Macron, gouvernement de classe, anti-ouvrier et réactionnaire sur toute la ligne, les travailleurs ont besoin d'entendre et de tenir un langage clair. C'est-à-dire un langage de classe.

Qu'on ne vienne pas leur parler de « populisme » sans contenu de classe : celui-ci respecte les institutions au point de vouloir laisser Macron en place jusqu'en 2022. Qu'on ne vienne pas leur parler d'une « gauche » unie : à Paris, la grève s'est dressée contre une municipalité d'union de la gauche, aux ordres des banquiers et des privatiseurs.

L'issue viendra du mouvement par lequel les travailleurs mobilisés prennent en main leur propre destin, sans craindre de rompre avec les institutions d'oppression et d'exploitation. Du comité de grève de délégués élus et mandatés avec les organisations sur les revendications aujourd'hui, jusqu'au gouvernement de délégués élus et mandatés, gouvernement des organisations unies de la classe ouvrière, demain, face à la bourgeoisie : il y a une différence d'échelle, mais aussi un fil de continuité. Celui d'une politique ouvrière authentique au service de laquelle se construit le parti ouvrier.

Tout ce que dit ici Gluckstein on le partage, cependant on se demande à qui s'adresse son discours. Aux militants de son parti ? Aux militants du POI ? A ceux du NPA, de LO ? Aux militants révolutionnaires inorganisés ? Compte tenu de la sémantique

employée, il ne s'adresse pas aux travailleurs qui ne participent pas à la lutte de classe, soit plus de 90% d'entre eux, donc en admettant qu'environ 4,5 millions de travailleurs auraient participé à des actions au cours des dernières années.

En admettant que l'orientation politique du POID serait correcte, qui compte-t-il convaincre, les militants du POI, du NPA, de LO, de LFI, du PCF qui tous sont convaincus que l'orientation politique de leur parti est correcte ? N'est-ce pas faire fausse route ? Quelle est la composition sociologique de ces partis ? Celle que l'on trouve dans les syndicats, entendez par là ceux qui y militent activement ou qui ont des responsabilités dans leurs instances. Ils y militent sur quelle orientation politique ? Quelle est leur conception du syndicalisme ? Certainement pas la nôtre et ni celle du POID s'il la partage. Dès lors qu'y a-t-il à attendre de ces travailleurs qui ont une conception du militantisme et de la lutte de classe héritée de la social-démocratie dégénérée ou du stalinisme ?

Il est normal que ces militants défendent l'orientation politique de leur parti ou la conception de la lutte de classe qui y prévaut. Vous pouvez savoir qu'elles sont indéfendables, vous pouvez tenter de leur démontrer loyalement ou honnêtement qu'elles sont erronées en leur soumettant une multitude de faits ou de preuves à l'appui, ils ne vous écouteront pas, ils demeureront obstinément sourds à vos arguments (logiques) ou refuseront de les étudier sérieusement, parce qu'ils ont adopté un mode de pensée qui fonctionne en circuit fermé. Ils l'ont cadenassé, c'est le seul moyen qu'ils ont trouvé pour le protéger, donc il ne peut pas évoluer, en l'état il est voué irrémédiablement à se scléroser ou se fossiliser, d'autant plus qu'il reflète l'interprétation de leur condition, les deux coïncidant, ils s'y identifient et partant de là ils ne peuvent que très difficilement en changer, sauf peut-être si leur condition se dégradait, cela pourrait les inciter à réfléchir à nouveau, mais comme leur condition est généralement privilégiée, stable ou gelée, leur cerveau l'est également.

Vous pouvez mobiliser la totalité de vos facultés intellectuelles, vous n'arriverez à rien avec ce genre de militants obtus. Leur parti, c'est leur chapelle, leurs dirigeants, c'est leurs dieux, leur programme, c'est leur bible, et l'ensemble, c'est leur religion. Ces sacristains ont un sens si aigu de la propriété qu'ils s'y identifient. Nos idées correspondent à une certaine interprétation de la réalité qui se compose d'un certain nombre d'éléments qui ne nous appartiennent pas, par conséquent nos idées ne nous appartiennent pas davantage que les matériaux qui les composent, sauf que ces militants ou la plupart des militants estiment inconsciemment le contraire et s'identifient à leurs idées, du coup ils ne peuvent pas se résoudre à devoir s'en séparer.

Le problème du POID, c'est que tous les militants connaissent son histoire, surtout celle de leurs dirigeants qui ne joue pas vraiment en sa faveur...

En complément.

● [Syndicalisme et communisme. \(L. Trotsky - Oeuvres 1929\) Télécharger au format pdf](#)

Extrait à mettre sous le nez de vos dirigeants qui l'ont toujours ignoré.

- "Les faits démontrent que des syndicats politiquement "indépendants" n'existent nulle part. Il n'y en a jamais eu. L'expérience et la théorie indiquent qu'il n'y en aura jamais. Aux Etats-Unis, les syndicats sont directement liés par leur appareil au patronat industriel et aux partis bourgeois. En Angleterre, les syndicats, qui dans le passé ont principalement soutenu les libéraux, constituent maintenant la base du parti travailliste. En Allemagne, les syndicats marchent sous la bannière de la social-démocratie. En république soviétique, leur conduite appartient aux bolcheviques. En France, une des organisations syndicales suit les socialistes, l'autre les communistes. En Finlande, les syndicats ont été divisés il y a un peu de temps, l'un allant vers la social-démocratie, l'autre vers le communisme. C'est comme ça partout.

Les théoriciens de l' "Indépendance" du mouvement syndical n'ont pas pris la peine jusqu'ici de penser à cela : pourquoi leur slogan non seulement est loin de se réaliser où que ce soit, mais, au contraire, pourquoi la dépendance des syndicats vis-à-vis du leadership d'un parti devient partout la règle, sans exception, et ce ouvertement ? Ceci correspond en fait aux caractéristiques de l'époque impérialiste, qui dévoile toutes les relations de classe et qui, même chez le prolétariat accentue les contradictions entre son aristocratie et ses couches les plus exploitées." L. Trotsky.

Depuis, les syndicats ont tous été inféodés aux sociaux-néolibéraux et aux staliniens, leurs dirigeants ne quittent plus les cabinets ministériels où ils ont tous leurs ronds de serviettes, en attendant d'être recyclés dans une commission ministère, etc.

[Imposture. Faux opposants au régime.](#)

Comment légitimer les médias aux ordres ?

Acrimed regrette que les "interventions" et les "commentaires des responsables de la majorité depuis un an (...) dénotent non seulement un mépris souverain pour le journalisme et son indépendance".

(Source : <http://www.acrimed.org/La-macronie-en-marche-pour-mettre-les-medias-au> - publié par le blog Les-Crises.fr le 18-06-2018)

Parce que voyez-vous, jusqu'à un passé récent le "journalisme" était indépendant, pincez-moi, il s'agissait bien des mêmes journalistes et des mêmes médias lié au régime, non ? Alors pourquoi leur attribuer des vertus qu'ils n'ont jamais eu ?

On préférera le regard impartial ou avisé d'un internaute.

- "Il y a je pense deux types de journalistes :

- les éditorialistes, experts et présentateurs qui se pament devant Macron qui sont une espèce en pleine croissance.
- les journalistes d'investigation qui font leur travail et sont depuis les lois sur les fake news et sur la loi des affaires une espèce nuisible pour les puissants à faire disparaître au plus vite.

On comprendra que la réponse schyzophrénique des médias à cette chasse à cours paraisse si étrange une partie de la profession étouffant l'agonie de l'autre partie."

Dans le même registre.

1- « La corruption de l'information est une tentative de corrompre l'esprit même de nos démocraties » (Emmanuel Macron devant le Congrès des Etats-Unis)

Exemples :

- le faux charnier de Timisoara (1989)
- les couveuses renversées du Koweït (1990)
- Maastricht, c'est la paix (1992)
- le massacre de Markale attribué aux Serbes (1994)
- le faux génocide du Kosovo (1999)
- Saddam menace la planète (2002-2003)
- Poutine agresse la Géorgie (2008)
- Kadhafi massacre à Benghazi (2011)
- Bachar massacre de gentils manifestants (2011)
- la "transition démocratique en Ukraine" (saluée par François Hollande, 2014)
- Poutine bombarde Donetsk (dixit Nicolas Poincaré d'Europe 1)
- Bachar gaze à tire-larigot (2013, 2017, 2018)
- Emmanuel sauve la démocratie (2017)
- Emmanuel contre les menteurs (2018)

Comme disait le regretté Plan B : "Les médias veillent, dormez citoyens".

2- "«Ce qui est particulièrement exaspérant, c'est qu'ils demandent aux citoyens de renoncer à davantage de liberté d'expression et de liberté de la presse au nom de la démocratie»

Tout est dit."

3- "En somme, Zupiter n'est que le petit télégraphiste d'une OTAN de l'intox."

Alerte manipulation.

- [Wikipédia] L'Affaire Philip Cross, par Craig Murray - Les-Crises 21.06

Cet article de Craig Murray met en évidence les liens entre Wikipédia, généralement réputée pour être une encyclopédie libre et participative (et donc une référence dans le domaine de l'information), et la manière dont elle est utilisée à des fins (géo) politiques avec la complicité supposée de son fondateur et de certains rédacteurs. Cet article traite de l'affaire « Philip Cross », un utilisateur de Wikipédia qui a un grand nombre de révisions à son actif, toutes en faveur des médias néo-conservateurs britanniques et en défaveur des médias indépendants et alternatifs. Cet article apporte des éléments de réponse pour juger de la neutralité de Wikipédia, et permet d'avoir un aperçu des difficultés rencontrées par d'autres personnes physiques ou morales (partis politiques, associations), même en France, pour disposer d'une page objective.

[Le centrisme \(macronisme\) est la base du totalitarisme.](#)

- Les centristes sont les plus hostiles à la démocratie, pas les extrémistes - Les Crises 22.06

LVOG - Ou de l'UDF à LREM.

Parole d'internautes.

1- "Les soutiens des centristes sont pour beaucoup ceux qui ne souffrent pas ou peu de la crise, qui sont installés dans leur petite vie semi-bourgeoise, qui ne sont pas riches, mais sécurisés. Ils ont ce qu'il faut pour vivre et ne comprennent pas ceux qui se plaignent tout le temps, alors que la vie est dure pour tout le monde. Ils pensent que le peuple doit être mis au pas, et que la liberté a des limites. Qu'au lieu de râler le peuple ferait mieux de travailler plutôt que profiter.

Ils ont pour eux la bonne conscience, ils voient dans le populisme un ramassis de râleurs ou de profiteurs prêts à installer une dictature d'extrême gauche ou d'extrême droite qui mettrait fin à leur conception de la liberté.

Peu enclins à comprendre la réalité du monde et la politique, leurs opinions sont toutes faites et indiscutables.

La société telle qu'elle est, même si des réformes leur paraissent indispensables, leur convient et qu'on en fait trop pour les insatisfaits qui sont responsables de leur situation et méritent ce qu'ils ont.

Ces gens là ne voteront jamais ni RN ni FI, ni dissidence et préfèrent, à tout prendre, un président qui a une tête de premier de la classe, et qui est bien de sa personne.

Voilà, entre autres raisons, comment et pourquoi sont élus toujours les mêmes et pourquoi ces "centristes", qui se croient modérés, soutiennent, sans le savoir, une nouvelle forme de totalitarisme cachée derrière de "bonnes" raisons."

2- "Les centristes sont cette minorité économiquement et culturellement dominante qui entend bien le rester. Ils se savent minoritaires dites-vous... J'ajouterai : et cela ne les dérange pas de le rester. Ils se conçoivent comme une nouvelle aristocratie, celle de la réussite.

Le nivellement démocratique, le partage avec les inférieurs leur fait horreur."

3- "Quand on leur dit que les aides sociales coutent "un pognon dingue", ils sont, au fond d'eux, d'accord. Macron sait à qui il s'adresse. Même si cet électorat ne représente que 23% et sans doute moins, il est suffisant pour obtenir le pouvoir.

Mais si on leur dit que nous avons vendu Alstom à des étrangers et que nous perdons des emplois, ils éludent rapidement la question en affirmant que la mondialisation est un progrès et qu'on ne peut se développer en se repliant sur soi-même. L'europhisme est pour eux la bonne voie, il est l'avenir dont nous bénéficierons grâce à la mondialisation quand nous aurons fait les efforts nécessaires.

Le "parti" qui se prétend gauche/droite, est pour eux la fin de la "politique politicienne".

Mais en soutenant ce "ni gauche ni droite" ils s'opposent aux souverainistes de droite et de gauche qui sont incapables, pour au moins le temps nécessaire, de s'allier pour mettre fin au ni gauche ni droite des mondialistes, (c'est à dire au centrisme) qui continuent à vendre nos ressources aux puissances économiques étrangères, nous soumettent et nous aliènent, au pouvoir démesuré des financiers.

Et pourtant ces souverainistes de gauche et de droite sont probablement majoritaires."

4- "Rappelons qu'Adolf Hitler présentait le NSDAP comme un parti centriste, ouvert aux Allemands venus de la droite comme de la gauche pour former la « communauté du peuple » (Volksgemeinschaft)."

5- "En réalité « ni droite ni gauche » veut dire totalitaire."

[Imposture et manipulation des masses. Qui est à l'origine de l'immigration de masse, qui en fait l'apologie? A qui profite-elle ?](#)

- La peur de l'immigration nourrit la crise des démocraties occidentales - AFP 22 juin 2018

Quelles sont les sources de l'AFP ?

Walter Russell Mead = CFR (L'oligarchie anglo-saxonne dont Rockefeller)
Center for Strategic and International Studies (CSIS) = Pentagone
Carnegie Endowment for International Peace = CIA

Extrait de l'article de l'AFP.

Selon ce professeur américain de relations internationales (Walter Russell Mead dans le Wall Street Journal - LVOG) , c'est un sujet "trois fois gagnant" pour Matteo Salvini: "Il divise la gauche et unit la droite en Italie; il défie le consensus des élites européennes; et il s'impose sur la scène internationale".

Qui est Walter Russell Mead ?

Seven questions for Walter Russell Mead - The Economist - economist.com Jan 16th 2010

Walter Russell Mead is the Henry Kissinger senior fellow for US foreign policy at the Council on Foreign Relations... economist.com Jan 16th 2010

Qu'est-ce que le Center for Strategic and International Studies (CSIS) ?

Wikipédia : Le Center for Strategic and International Studies (CSIS) basé à Washington DC est un cercle de réflexion et d'influence sur la politique étrangère des États-Unis fondé en 1964...

Il compte dans son conseil d'administration Zbigniew Brzezinski, Henry Kissinger, James Woolsey et l'ex-ambassadeur Joseph Farland (jusqu'à son décès en 2007). Le centre est à l'origine de la déclaration commune pour un renouvellement du partenariat transatlantique faite le 14 mai 2003, au plus fort de la guerre américaine contre l'Irak. Wikipédia

AFP - "Etre anti-migrations est au coeur du business model de certains partis populistes de droite. Ils préfèrent que le sujet reste sous les projecteurs plutôt que chercher des solutions", affirme à l'AFP Stefan Lehne, du think tank Carnegie Endowment for International Peace, soulignant que "l'emballage a augmenté et non diminué" en Europe malgré la forte baisse du nombre de demandeurs d'asile depuis 2015/2016. AFP 22 juin 2018

On ne présente plus le Carnegie Endowment for International Peace qui est une officine ou un sous-traitant de la CIA.

A lire aussi : http://www.alterinfo.net/Le-CSIS-le-think-tank-de-Brzezinski_a27807.html

www.voltairenet.org/article17340.html

Extraits. Bien que cela ne figure pas sur sa biographie officielle, Madame Lagarde militait aux États-Unis au Center for Strategic & International Studies (CSIS). Au sein de ce think tank, elle co-présidait avec Zbigniew Brzezinski la commission Action USA/ UE/Pologne et suivait plus particulièrement le groupe de travail Industries de défense USA-Pologne (1995-2002) et les questions liées à la libéralisation des échanges polonais.

En 2003, Christine Lagarde est également devenue membre, toujours au sein du CSIS, de la Commission pour l'élargissement de la communauté euro-atlantique aux côtés de son ami Brzezinski et de diverses personnalités dont l'ancien directeur de l'OMC Reanto Ruggiero et l'ancien ambassadeur spécial pour la restitution des biens religieux en Europe centrale, Stuart Eizenstat.

Au sein de chacune de ces diverses commissions, un homme jouait un rôle central : Bruce P. Jackson, fondateur du Comité états-unien pour l'expansion de l'OTAN (US Committee for Expand NATO). Il représentait les intérêts de l'avionneur Lockheed Martin, dont il avait été vice-président. C'est au travers des relations nouées dans les commissions présidées par Christine Lagarde que M. Jackson monta le contrat du siècle : la vente, en avril 2003, de 48 chasseurs F-16 Lockheed-Martin à la Pologne pour 3,5 milliards de dollars.

Cependant, ce contrat était indissociable de l'engagement de la Pologne dans la colonisation de l'Irak aux côtés des États-Unis, du Royaume-Uni et de l'Australie. M. Jackson était d'ailleurs le principal bailleur de fonds du Comité pour la libération de l'Irak (Committee for the Liberation of Iraq). voltairenet.org

- Visite à Washington de Bernard Kouchner après une polémique sur l'Iran. - lachalouperassemble.over-blog.com 20 septembre 2007

Jeudi, le ministre devait rencontrer en début d'après-midi Robert Gates au Pentagone. (...) Il devait ensuite faire un discours au Center for strategic and international studies (CSIS) (...) Avant de retrouver Mme Rice, M. Kouchner devait être reçu à la Maison Blanche par le conseiller présidentiel à la sécurité nationale, Stephen Hadley. lachalouperassemble.over-blog.com

20 septembre 2007

1- Leur humanisme est la politesse des salauds...

- Les 4 Vérités - Muriel Pénicaud, la ministre du Travail veut combattre "la précarité" - franceinfo 22.06
- Les emplois pourvus en France sont de plus en CDD et de plus en plus courts, démontre une étude de statistiques du ministère du Travail. franceinfo 22.06
- Le mépris de Trump pour les pauvres épinglé par l'ONU - Libération -22.06
- Macron «ne comprend pas les petites gens», juge le milliardaire François Pinault - leparisien.fr 22.06
- Cohn-Bendit : "Collomb reprend une partie du vocabulaire de l'extrême droite" - AFP 22.06

2- Leur humanisme est la politesse des salauds

- Pour les enfants migrants séparés de leurs parents, un traumatisme de plus - AFP
- Derrière la frontière des Etats-Unis, "les enfants pleurent" pour leur mère - AFP
- Migrants : «L'insécurité psychique est redoutable pour les enfants» - Libération
- Joséphine Vuillard : "la souffrance psychique des exilés est un véritable enjeu de santé publique" - franceinfo -
- En 2017, près d'une personne sur 100 était réfugiée - Libération

Ils osent tout. Israël domine le "cloaque" du totalitarisme.

- Les Etats-Unis claquent la porte du Conseil des droits de l'homme de l'ONU - AFP 20.06

Les Etats-Unis se sont retirés mardi du Conseil des droits de l'homme de l'ONU en accusant l'institution basée à Genève d'"hypocrisie" et de parti pris contre Israël, une décision aussitôt dénoncée par des organisations de défense des droits humains.

Les Etats-Unis se sont retirés mardi du Conseil des droits de l'homme de l'ONU en accusant l'institution basée à Genève d'"hypocrisie" et de parti pris contre Israël, une décision aussitôt dénoncée par des organisations de défense des droits humains.

"Nous prenons cette mesure parce que notre engagement ne nous permet pas de continuer à faire partie d'une organisation hypocrite et servant ses propres intérêts, qui fait des droits de l'homme un sujet de moquerie", a lancé devant la presse à Washington l'ambassadrice américaine à l'ONU Nikki Haley, aux côtés du secrétaire d'Etat Mike Pompeo.

"Pendant trop longtemps, le Conseil des droits de l'homme a protégé les auteurs de violations des droits de l'homme et a été un cloaque de partis pris politiques", a-t-elle ajouté.

Mme Haley et M. Pompeo ont insisté sur le fait que les Etats-Unis resteraient un héraut des droits de l'homme dans le monde mais, pour beaucoup, cette décision reflète la défiance du gouvernement américain envers les organismes multilatéraux.

Cette annonce intervient au lendemain de vives critiques du Haut-Commissaire de l'ONU aux droits de l'homme Zeid Ra'ad Al Hussein contre la politique "inadmissible" et "cruelle" des autorités américaines de séparation d'enfants de leurs parents sans-papiers à la frontière mexicaine.

Mais Nikki Haley et Mike Pompeo ont assuré que la décision était liée à l'échec des tentatives de réforme du CDH.

"Malheureusement, il est maintenant clair que notre appel à la réforme n'a pas été entendu", a dit Mme Haley.

Le CDH a été créé en 2006 pour promouvoir et protéger les droits humains à travers le monde mais ses rapports ont souvent contredit les priorités américaines.

En particulier, le fait qu'Israël soit le seul pays au monde ayant un point fixe (appelé point 7) à l'ordre du jour de chaque session,

soit trois fois par an, provoque la colère des Etats-Unis.

Washington, dont le mandat au Conseil s'achevait en principe en 2019, avait aussi réclamé que l'exclusion des Etats membres commettant de graves violations des droits de l'homme soit votée à la majorité simple et non aux deux tiers, et que le processus de sélection des Etats membres soit renforcé.

"Les pays (membres) se sont entendus pour saper la méthode actuelle de sélection des membres", a déclaré M. Pompeo. "Et le biais continu et bien documenté du Conseil contre Israël est inadmissible. Depuis sa création, le Conseil a adopté plus de résolutions condamnant Israël que contre le reste du monde", a-t-il ajouté.

Si l'ambassadeur d'Israël à l'ONU Danny Danon s'est réjoui de ce retrait et a remercié les Etats-Unis pour leur refus "de la haine aveugle à l'égard d'Israël dans les institutions internationales", le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres a dit qu'il "aurait préféré que les Etats-Unis restent au Conseil des droits de l'homme", a déclaré son porte-parole.

Depuis l'arrivée début 2017 du républicain Donald Trump à la Maison Blanche, les Etats-Unis se sont retirés de l'Unesco, ont coupé plusieurs financements à des organes de l'ONU et ont annoncé notamment leur retrait de l'accord de Paris sur le climat et de l'accord nucléaire avec l'Iran endossé par les Nations unies.

Le départ des Etats-Unis du Conseil des droits de l'homme n'est pas une première. Il y a douze ans, l'administration du républicain George W. Bush avait déjà boycotté le CDH, avant que le démocrate Barack Obama ne décide d'y faire participer son pays à nouveau. AFP 20.06

Monstruosité. Alors que les médias n'ont jamais été aussi sionistes.

- Elie Chouraqui : "Il y a, dans la presse française, un parti pris anti-israélien" - franceinfo - 22.06

Alors que sa pièce de théâtre "Miroirs" connaît un franc succès auprès du public israélien, le réalisateur, scénariste et animateur télé franco-israélien Elie Chouraqui se réjouit à l'idée de la faire jouer en France après la rentrée théâtrale. "Il est très important de nouer des liens culturels entre Israël et la France", nous dit-il, "car Israël est un pays qu'il faut connaître pour pouvoir aimer".

Interrogé sur sa décision de prendre la nationalité israélienne, le metteur en scène explique que "devenir israélien" était pour lui "un vieux rêve" qui remonte à ses 23 ans, l'âge auquel il a "découvert ce pays". franceinfo - 22.06

Totalitarisme et chasse à l'homme.

- Seine-Maritime: la responsable du service adoption suspendue après ses propos sur les homosexuels - AFP 20.06

La responsable du service adoption de Seine-Maritime a été relevée mercredi de ses fonctions "à titre conservatoire", a annoncé dans un communiqué le conseil départemental, à la suite de propos "discriminatoires" envers les homosexuels tenus par la fonctionnaire.

Dans un entretien accordé à France Bleu Normandie, Pascale Lemare avait estimé qu'un couple homosexuel correspondait moins aux critères requis pour l'adoption d'un bébé en bonne santé qu'un couple hétérosexuel, provoquant de vives réactions et la saisine du Défenseur des droits afin que celui-ci enquête sur les pratiques du service de l'adoption du département.

Mme Buccio, préfète de Normandie, a jugé "d'un autre temps" ces propos qui ont "entraîné des réactions justifiées". AFP 20.06

Cette fonctionnaire a parfaitement raison.

La nature a fait en sorte que la reproduction des espèces animales soit le produit d'un accouplement entre deux membres de la même espèce de sexe opposé, et que seul le membre de sexe féminin soit en mesure de procréer proprement dit ou de donner naissance à un nouveau membre de leur espèce. Et seul le membre de sexe féminin possède les propriétés biologiques pour le nourrir.

Donc l'acte de reproduction pour avoir lieu nécessite obligatoirement la participation d'un membre des deux sexes, dans le cas contraire la reproduction serait impossible et l'espèce serait vouée à s'éteindre.

Tout couple qui ne présenterait pas ses particularités ou qui ne respecterait pas cette loi de la nature serait dans l'impossibilité de procréer. Donc il n'aurait aucune légitimité pour revendiquer un quelconque droit à la reproduction de l'espèce dans le cas d'un couple homosexuel composé de deux femmes, ou sur le produit de la procréation réalisée par l'intermédiaire d'un membre de l'espèce de sexe féminin dans le cas d'un couple homosexuel composé de deux hommes.

L'époque du capitalisme pourrissant qui s'accompagne apparemment d'un regain des instincts les plus bassement animaux que ses représentants légitimement, nous ramène des millénaires en arrière, ce qui en soi est somme toute normal. Ce qui l'est moins, c'est que le mouvement ouvrier les soutiennent.

Maintenant, si c'est le droit de chaque homme ou femme de s'adonner à toutes sortes de rapports sexuelles, pour autant cela ne leur donne pas le pouvoir de modifier l'ordre biologique ou morphologique institué par la nature puisqu'un couple composé de deux femmes ou de deux hommes ne sera jamais en mesure de reproduire leur espèce, par conséquent ils ne peuvent revendiquer aucun droit en rapport avec la reproduction.

Que l'on considère les molécules, les atomes, l'électricité, l'électronique, l'électrolyse, l'électro-magnétisme, etc. bref, la physique et la chimie, on s'aperçoit qu'elles renferment à l'état naturel la particularité de contenir des éléments polarisés sans lesquels aucune énergie ne pourrait se propager ou aucun mouvement ne pourrait se produire, autrement dit la matière n'existerait pas. Ce mouvement ou le champ où s'exerce ces forces contraires se traduit par une attraction ou une répulsion...

Il y a des centaines de millions d'années, l'espèce animale fera l'objet d'une évolution ou d'une différenciation morphologique, biologique et sexuelle qui se traduira par l'apparition de vertébrés comportant un sexe mâle ou femelle, qui en s'accouplant permettront de reproduire leur espèce ou de perpétuer l'existence de leur espèce. Il paraîtrait que les hommes et les femmes seraient concernés, ce qui semble contrarier les adeptes de la réaction sur toute la ligne qui voudraient nous renvoyer bien au-delà de l'Age de pierre !

En complément

- Le Vietnam à la chasse au Web «toxique» - Libération 21.06

ACTUALITÉ DU JOUR

[Ils osent tout. Aux pauvres les restes du festin des riches.](#)

- En Indonésie, les restes de mariages de luxe pour les pauvres - AFP 20.06

La vie d'Efendi dans un bidonville de Jakarta est à mille lieues de celle d'un riche couple s'offrant un mariage à 100.000 euros. Mais à la faveur d'un plan de lutte contre le gaspillage alimentaire, Efendi a pu goûter à la nourriture d'un banquet de noces, comme d'autres pauvres. AFP 20.06

[Stratégie de la déstabilisation, du chaos et de la guerre](#)

L'AFP en est.

- Nicaragua: derrière les barricades, Masaya résiste à l'assaut du gouvernement - AFP 21.06

Barricades, bâtiments brûlés et tirs de mortiers: entre douleur et panique, la ville de Masaya au Nicaragua luttait encore mercredi contre une offensive des forces gouvernementales, nouvel épisode des violences qui ont fait 187 morts depuis avril. AFP 21.06

A télécharger : Nicaragua: Rébellion ou contre-révolution made in USA? (11.06)

ACTUALITE EN TITRES

[Rififi chez les réacs.](#)

- L'ex-garde des Sceaux Jean-Jacques Urvoas mis en examen par la Cour de justice - AFP

- Gérard Collomb assigné en justice pour "atteinte à la présomption d'innocence" - Orange avec AFP

- Les Républicains : Virginie Calmels interdite d'accès au siège du parti après son limogeage - AFP

En famille PS-LREM .

- Accusations de racisme dans une enquête Terra Nova-LREM : la polémique "est assez minable", estime Christophe Castaner
- franceinfo 21.06

- Popularité: Macron et Philippe gagnent à droite (sondage) - AFP 21.06

Rente à vie pour les prédateurs de la finance.

- "La Grèce ne sera pas maîtresse de ses budgets" : malgré l'accord sur la dette grecque, le pays reste sous le contrôle de ses créanciers - franceinfo 22.06

Chut !

- Ces milliards gagnés par l'Allemagne grâce à la crise grecque - Atlantico.fr

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Syrie

- Une 1ère grande unité d'opposition rallie le camp du gouvernement syrien - fr.sputniknews.com 22.06

Une première grande unité de l'Armée syrienne libre dans la zone de désescalade sud rallie le camp du gouvernement syrien et va désormais combattre les terroristes dans les rangs de ce dernier, a annoncé le Centre russe pour la réconciliation des parties en conflit.

Une frappe de la coalition US dans la province d'Homs, un soldat syrien tué Le Centre russe pour la réconciliation des parties en conflit a affirmé vendredi que la première unité importante de l'Armée syrienne libre s'était rangée du côté du gouvernement de Bachar el-Assad.

Ainsi, le 22 juin, après des négociations entre des représentants du Centre russe, les autorités syriennes et des combattants de l'Armée syrienne libre dans la zone de désescalade sud, «le chef de la grande unité Tadjamaua al-Wiat al-Oumari, Wajdi abou Sles a annoncé le transfert du groupe dans le camp du gouvernement», est-il dit dans un communiqué du Centre.

Le chef de l'unité a promis que ses militaires allaient désormais lutter contre les djihadistes du Front al-Nosra* et Daech* dans le sud de la Syrie.

En outre, le document a signalé que dans la soirée de vendredi, les troupes gouvernementales étaient entrées dans les localités de Dama et d'Al-Shiyah, situées également dans la zone de désescalade sud. fr.sputniknews.com 22.06

ECONOMIE

Chine

- Une ligne de chemin de fer va relier la Chine et le Népal - AFP 22 juin 2018

La Chine et le Népal sont convenus de construire une ligne de chemin de fer reliant leurs deux pays à travers l'Himalaya, a annoncé vendredi un média d'Etat lors d'une visite à Pékin du Premier ministre népalais.

Katmandou s'efforce actuellement de resserrer ses liens avec son voisin chinois, duquel il espère notamment des

investissements dans les infrastructures et un meilleur approvisionnement en énergie.

Pays himalayen enclavé entre les géants asiatiques que sont l'Inde et la Chine, le Népal est le terrain d'une lutte d'influence entre les deux puissances. L'influence diplomatique et économique grandissante de Pékin depuis quelques années est perçue avec méfiance par l'Inde, allié traditionnel du Népal.

La future voie ferrée devrait relier la capitale népalaise Katmandou à la ville de Shigatsé au Tibet (sud-ouest de la Chine), selon le quotidien anglophone China Daily, qui cite le vice-ministre chinois des Affaires étrangères Kong Xuanyou.

Le journal ne fournit aucun détail sur le calendrier ou le coût des travaux, qui pourrait s'avérer faramineux compte tenu du relief et de l'altitude: la ville de Shigatsé culmine à plus de 4.000 mètres. Elle est elle-même reliée par train à la capitale du Tibet, Lhassa, connectée au reste du réseau ferroviaire chinois depuis 2006.

Selon les médias indiens, Chinois et Népalais avaient signé mercredi huit accords d'une valeur totale de 2,4 milliards de dollars (2,1 milliards d'euros) dans l'hydroélectricité, les ressources en eau, la culture des fruits ou encore l'agriculture.

Le Premier ministre chinois Li Keqiang a fait part jeudi à son homologue népalais de son espoir que les deux pays entament des négociations sur un accord de libre-échange "le plus vite possible", selon l'agence officielle Chine nouvelle. AFP 22 juin 2018

[Haut de page ↗](#)

CAUSERIE ET INFOS

● [Causerie au format pdf \(22 pages\)](#)

Dans cette causerie, plusieurs thèmes :

- La pauvreté et une réflexion sur la situation politique en France,
- La désinformation médiatique,
- La situation au Nicaragua,
- Main basse des va-t-en-guerre sur l'OIAC,
- Une info économique sur l'Algérie.
- Sans oublier le gigolo de service, Macron. D'ailleurs c'est par lui qu'on va commencer, sa majesté oblige !

Aveux.

Pas assez centriste : A l'extrême droite !

- Macron pas "centriste" mais "beaucoup plus à droite" (Morin) - AFP 23.06

Le président des Centristes (ex-Nouveau Centre), Hervé Morin, juge Emmanuel Macron "beaucoup plus à droite" que son "discours en même temps à droite et à gauche", dénonçant notamment la réduction "de la dépense publique" et la "culture de l'ego" du chef de l'Etat, dans un entretien au Figaro publié samedi. AFP - 23.06

Morin reproche en fait à Macron de ne pas couper suffisamment dans "la dépense publique"...

Confession d'un repentí.

- Emmanuel Macron : le président et les religions - franceinfo - 24.06

"Il ne ferme pas la porte à Dieu, il est en recherche", confiait il y a peu un intime d'Emmanuel Macron. franceinfo - 24.06

[Quelques éléments de réflexion pour mieux comprendre la situation politique en France.](#)

- Thibault Muzergues : « Quatre classes sociales ont complètement phagocyté le débat politique » - comptoir.org 18 juin 2018

Thibault Muzergues travaille pour le bureau européen de l'International Republican Institute, une ONG américaine qui promeut

la "démocratie libérale" dans le monde. Fin analyste de la situation politique aux États-Unis et en Europe, il vient de publier « La quadrature des classes », aux éditions du Bord de l'eau. Il revient pour nous sur cet ouvrage, où il analyse la montée de quatre classes qui reconfigurent le champ politique sur le Vieux Continent et outre-Atlantique, au-delà du désuet clivage gauche-droite. comptoir.org 18 juin 2018

Monsieur Thibault Muzergues était interviewé par un dénommé Kévin "L'Impertinent" Boucaud-Victoire

Présentation exhaustive de M. Muzergues. Pour qui travaille-t-il ? Qu'est-ce que l'International Republican Institute ?

Wikipédia - L'International Republican Institute (IRI), est une organisation politique dont le siège se trouve à Washington aux États-Unis. L'IRI est informellement liée au Parti républicain et travaille ensemble avec d'autres think tanks néolibéraux et groupes d'études des affaires étrangères, ainsi que les National Endowment for Democracy. Sa source principale de financement est le gouvernement fédéral des États-Unis. Wikipédia.

Au moins on sait clairement à qui on a affaire, d'ailleurs il a tenu à préciser que son "approche n'est effectivement pas marxiste, mais existentialiste", on s'en serait douté ! Pour autant, il semble avoir étudié en profondeur les différentes classes et leurs couches en France, pour vous recommander cet article qui peut aider les militants à comprendre l'état d'esprit et le comportement des différentes couches de travailleurs, comment ils peuvent évoluer au sein de chaque couche selon quels facteurs, etc. Ensuite, chacun pourra corriger les erreurs ou approximations qui figureraient dans cet article, je n'ai pas eu encore le temps de le lire attentivement.

Sachez tout de même que l'institut pour lequel il travaille est sérieux pour avoir fomenté le coup d'Etat réussi en Haïti en 2004 ou avoir été à l'origine de l'unification et l'organisation d'une diversité de partis politiques du « centre » et de « centre droit » pour qu'ils s'unifient en créant l'Akcja Wyborcza Solidarnosc (AWS), qui a été au gouvernement en Pologne, ensemble avec son partenaire l'Unia Wolności (UW), de 1997 jusqu'en 2001 (Wikipédia).

Ce genre d'étude est indispensable pour comprendre la situation, et on regrettera qu'aucun parti dit ouvrier n'en ait publiée une, à ma connaissance. On se contente habituellement de généralités, de lieux communs, de faits minutieusement sélectionnés, de formules, de citations, de principes, bref, autant de matériaux auxquels on fait dire tout et son contraire, le tout enveloppé dans des sophismes ou des syllogismes qui se mordent la queue et qui finalement ne nous servent strictement à rien, sinon à se faire plaisir, à prendre nos propres illusions ou nos désirs pour la réalité, à parler de ce qu'on ne connaît pas tout en donnant l'impression du contraire, les personnes concernées se reconnaîtront aisément, n'est-ce pas ?

● Télécharger cet article.

[France. Cachez-nous tous ces pauvres...](#)

Les choses simples s'énoncent simplement, mais voyez-vous quand il s'agit d'évaluer avec précision le taux de pauvreté en France, apparemment pour l'Insee (le gouvernement) cela se complique au point qu'il est pratiquement impossible de s'y retrouver, c'est fait exprès évidemment. J'ai passé de longues heures à essayer de m'y retrouver en recoupant différentes données. J'ai dû m'y reprendre à plusieurs fois après avoir été induit en erreur.

Le résultat auquel je suis parvenu vaut ce qu'il vaut, sachant que je ne suis pas porté à surestimer le nombre de pauvres en France, bien au contraire, je l'avais évalué entre 5 et 7% pour finalement arriver après correction à un chiffre de 20% !

Ne vous empressez pas de le trouver ridicule ou surévalué, car mon calcul ne repose pas sur les critères officielles, mais sur un revenu net mensuel de 1.500 euros et non 1.008 euros. Pour l'Insee et le gouvernement avec un revenu total de 1000 euros, vous n'êtes pas pauvre, c'est grotesque, infâme, mais normal. J'ai tenu compte de la composition de chaque foyer fiscal.

Quand on mène un combat politique pour en finir avec le régime en place, on a besoin de savoir comment se compose la société, les différentes classes, etc. sinon on va raconter n'importe quoi ou tenir un discours aux travailleurs qui sera déconnecté de la réalité, avouez que ce serait fâcheux et somme toute improductif, on n'arriverait à rien. Je suis parti du principe qu'on ne pouvait pas avoir une vie décente avec un revenu inférieur à 1.500 euros net mensuel, ce qui ne me semble pas exagéré.

Si j'ai commis une erreur quelque part, veuillez s'il vous plaît m'en avertir pour que je puisse éventuellement la corriger, les lecteurs vous en remercient d'avance. Passons à notre démonstration.

Selon l'Insee, en 2014, 8,760 millions de personnes vivaient avec un niveau de vie inférieur au seuil de pauvreté (Seuil à 60 %, soit 1 008 euros par mois pour une personne seule.), dont 2,8 millions d'enfants ou adolescents (-19 ans), soit 5,96 millions d'adultes sur 50 780 889 (67 186 638 (population totale) - 16 405 749 (- de 19 ans - 24,41%) = 11.70% d'adultes pauvres selon leurs critères.

On peut ajouter en fixant un seuil de pauvreté plus élevé (15.00 euros nets par mois pour une personne seule), les couples composés d'homme inactif ou une femme inactive avec trois enfants ou plus 2, 272 millions (16.730 euros annuels), les couples d'actifs avec trois enfants ou plus 4,949 millions (22.820 euros annuels), ainsi que les familles monoparentales 5, 663 millions (16.110 euros annuels), soit $5,96 + 2,272 + 4,949 + 5,663 = 18,844$ millions de pauvres, auxquels il faut ajouter les retraités qui perçoivent une pension inférieure à 1.500 euros nets et les enfants quand il y en a, soit près de 25 millions au total.

19 millions d'adultes pauvres sur près de 51 millions, cela donne 37,2% environ. Cela signifie que 62,8% ont encore de quoi s'en sortir.

L'énorme décalage qui existe entre le taux de pauvreté officiel et celui que je viens de calculer provient du fait qu'ils ne considèrent pas comme pauvre un couple avec trois enfants dont un des conjoints est inactif ou ne travaille pas auquel il reste pour vivre après impôt 16.730 euros annuels, soit 1.394 euros par mois tous revenus confondus. Même avec 22.820 euros annuels, soit 1.901 euros mensuel pour un couple où les deux travaillent avec trois enfants, à la fin du mois il ne doit rien rester à économiser pour parer aux aléas de la vie. Quant aux familles monoparentales avec 16.110 euros annuels, soit 1.342 euros mensuel, ils estiment qu'elles ne sont pas pauvres, ce qui est aberrant, ignoble.

C'est surprenant à première vue de passer de 11.70% à 37,2% d'adultes pauvres, cela s'explique parce qu'ils ont fixé le taux de pauvreté extrêmement bas, par exemple un couple qui dispose de 1.300 euros net par mois sort de leurs statistiques ou dépasse le seuil de pauvreté qu'ils ont fixé, un retraité qui perçoit 1.200 euros de pension est un nanti ! Maintenant il est vrai que les couples qui disposent de 1.901 euros mensuel peuvent mieux s'en sortir selon l'âge de leurs enfants, s'ils ont un loyer modéré en HLM, pour autant les prix sont les mêmes pour tous.

On peut peut-être modérer ce chiffre de 37,2% ou même couper la poire en deux, on arrivera à un taux de pauvreté approximatif de 20 à 25% (hors enfants). Mais si on effectue cette correction, cela signifie que le nombre de personnes qui auraient les moyens de s'en sortir serait plus élevé, entre 75 et 80%. Partant de là cela pourrait expliquer la situation politique.

Vous constaterez sans étonnement que les médias reprennent en chœur telles quelles les statistiques grossières de l'Insee qui m'avaient induit en erreur, donc ma causerie d'aujourd'hui à valeur de rectificatif.

Il faut dire aussi que je n'ai jamais vécu en France après le passage à l'euro, je suis installé en Inde depuis 1996, et je n'y ai pas mis les pieds depuis 16 ans déjà, donc il y a certaines choses que j'ai du mal à saisir. Si vous veniez en Inde, vous seriez peut-être surpris de voir que tous les Indiens ou presque possèdent une moto, un téléviseur, un portable, etc. et vous pourriez en déduire hâtivement qu'ils ne sont pas si malheureux qu'on le dit, et bien vous devriez vous détromper, ils ne l'ont jamais été autant !

S'il y a en France entre 15 et 20 millions d'adultes, de travailleurs pauvres selon nos critères, cela signifie peut-être qu'un certain nombre d'entre eux seraient susceptibles de vouloir rompre avec le capitalisme et ses institutions, et qu'il serait possible de les gagner au socialisme, non ? Parmi eux, il y en a forcément des millions qui ont atteint un niveau de conscience, de connaissance, intellectuel, qui sont habitués à réfléchir, et qui pourraient refuser le destin qu'on leur a réservé et qui leur pourrit l'existence, les empêche de donner un sens à leur vie digne des valeurs ou des principes auxquels ils tiennent...

Alternatives-economiques.fr - La France compte 8,8 millions de personnes pauvres (dont le revenu est inférieur à 60 % du revenu médian, soit environ 1.000 euros par mois). Les deux plus gros groupes, avec une part d'environ 20 % chacun sont constitués par les couples avec plus de trois enfants et par les personnes seules.

...les 10 % de personnes les plus pauvres disposent d'un niveau de vie moyen de 3.080 euros par an et par unité de consommation (...) Après redistribution (...) les plus pauvres voient leur niveau de vie grimper à 9.860 euros. Et ce sont les prestations sociales qui sont le plus efficaces en la matière, comme le précise l'Insee.

Lorsque les Français touchent leurs revenus, ils sont 22 % à être en situation de pauvreté. Une fois la redistribution sociale mise en œuvre, ils ne sont plus « que » 14,1 % : 5 millions de personnes sortent ainsi de la pauvreté grâce à nos dispositifs sociaux.

Ceux qui touchent le revenu de solidarité active (RSA), 551 euros par mois, ont droit à d'autres aides, en particulier afin d'avoir accès à un toit et reçoivent entre 800 et 900 euros.

Or, non seulement il y a relativement moins de pauvres en France qu'ailleurs, mais ces derniers sont mieux lotis dans l'Hexagone que dans le reste de l'Union européenne. C'est flagrant quand on s'intéresse à l'intensité de la pauvreté. Cet indicateur mesure l'écart entre le niveau de vie moyen des personnes pauvres et le seuil de pauvreté. En France, par exemple, le seuil de pauvreté est officiellement fixé à un peu plus de 1 000 euros. Mais est-ce que la plupart des pauvres ont un niveau de vie situé juste en dessous, vers 950 euros, ou disposent-ils de beaucoup moins, comme 600 euros ? Autrement dit, les pauvres sont-ils pauvres, très pauvres ou très très pauvres ?

A l'aune de cet indicateur, la France est l'un des meilleurs élèves de la classe européenne : l'intensité de la pauvreté y est de 16,6 %, nettement sous la moyenne européenne (25 %). Ce qui veut dire qu'en France, les pauvres ont un niveau de vie

relativement proche du seuil de pauvreté. A l'inverse, en Roumanie, en Grèce, en Espagne et en Bulgarie l'intensité de la pauvreté dépasse les 30 %, signe que ces pays cumulent un fort taux de pauvreté et des inégalités élevées. alternatives-economiques.fr 13 et 19.06

Rectification d'un internaute.

- "Un "forfait logement" est enlevé à tout le monde, même si vous ne touchez aucune aide au logement ! Voici les montants réels du RSA : avec aucun enfant : $550 - 66€ = 484€$ max/mois et $66€$ c'est 12% du montant global, c'est énorme ! avec 1 enfant : $826 - 130€ = 696€$ max/mois, -15,7% avec 2 enfants : $991 - 163€ = 828€$ max/mois, -16,4%."

Unité de consommation - insee.fr

Définition

Système de pondération attribuant un coefficient à chaque membre du ménage et permettant de comparer les niveaux de vie de ménages de tailles ou de compositions différentes. Avec cette pondération, le nombre de personnes est ramené à un nombre d'unités de consommation (UC).

Pour comparer le niveau de vie des ménages, on ne peut s'en tenir à la consommation par personne. En effet, les besoins d'un ménage ne s'accroissent pas en stricte proportion de sa taille. Lorsque plusieurs personnes vivent ensemble, il n'est pas nécessaire de multiplier tous les biens de consommation (en particulier, les biens de consommation durables) par le nombre de personnes pour garder le même niveau de vie.

Aussi, pour comparer les niveaux de vie de ménages de taille ou de composition différente, on utilise une mesure du revenu corrigé par unité de consommation à l'aide d'une échelle d'équivalence. L'échelle actuellement la plus utilisée (dite de l'OCDE) retient la pondération suivante :

- 1 UC pour le premier adulte du ménage ;
- 0,5 UC pour les autres personnes de 14 ans ou plus ;
- 0,3 UC pour les enfants de moins de 14 ans. insee.fr

Etes-vous riches ? Calculez votre niveau de vie - nouvelobs.com 05 avril 2011

Savez vous si vous êtes aisés ? Ou pauvre ? Pour le savoir voici la recette. 1. Calculez vos unités de consommation (A) - 1 UC pour le premier adulte du ménage ; - 0,5 UC pour les autres personnes de 14 ans ou plus ; - 0,3 UC pour les...

1. Calculez vos unités de consommation (A)

- 1 UC pour le premier adulte du ménage ;
- 0,5 UC pour les autres personnes de 14 ans ou plus ;
- 0,3 UC pour les enfants de moins de 14 ans.

Exemple : un couple, un ado, un gamin = 2,3 unités de consommation

2. Calculez votre revenu disponible annuel (B)

Ajoutez les salaires de l'ensemble de votre ménage, ainsi que les autres rentrées d'argent : revenus du patrimoine, transferts en provenance d'autres ménages, prestations sociales.

Pour une évaluation à la louche vous devez donc multiplier vos salaires nets mensuels par 12 (ou 13 si vous avez un 13e mois).

Retranchez les impôts directs (impôt sur le revenu, taxe d'habitation).

3. Divisez B par A et trouvez C.

Vous trouverez ainsi le « niveau de vie » individuel des personnes de votre ménage. Donc le vôtre.

Exemple : $50440/2,3 = 21.930$

4. Situez « votre » C le dans le tableau ci dessous (réalisé par l'Insee sur la base de chiffres 2010).

Si votre C est inférieur à 10.430, vous faites partie des 10% les plus modestes.

Si votre C est situé entre 15.180 et 31.860 euros, vous faites partie des classes moyennes.

Si votre C est de 36.270 euros, vous faites partie des 10% les plus riches. nouvelobs.com 05 avril 2011

Non vous ne rêvez pas, avec un revenu net total annuel de 15.180 euros, soit 1.265 euros, une personne seule fait partie des classes moyennes et elle devrait être satisfaite de son « niveau de vie » !

Et ceux qui se situent entre 10.430 et 15.180 euros, ils passent où, à la trappe ? Ils correspondent semble-t-il à ceux que j'ai réintroduit dans leur calcul pour évaluer plus justement le taux de pauvreté en France, qui rejoint ainsi la moyenne de l'UE (25%).

- Corriger les inégalités sans dépenser un "pognon dingue" ? - xerficanal-economie.com 13.06

Qu'entend-on par aides sociales ? Certains prennent l'ensemble prestations sociale, 32 % du PIB en 2016 selon la DREES. C'est clairement une acception trop large, qui inclut les retraites, la santé etc. D'autres restreignent la notion aux minimas sociaux. Soit 26 milliards d'euros, environs dont 44% sont dédiés au RSA, 33% au Handicap, 10% aux chômeurs en fin de droit, et 9% au minimum vieillesse. Et lorsque l'on ajoute là-dessus le projet prêté au gouvernement par le Canard enchaîné, d'une réduction de 7 milliards des aides sociales, il est bien sûr tentant de rapprocher ce montant de celui dont ont bénéficié les plus riches à travers la réforme de l'ISF et de la fiscalité sur les revenus du patrimoine... soit 4,5 milliards. Les démunis, les handicapés, les chômeurs en fin de droit, les retraités les plus pauvres, seraient la variable d'ajustement de la politique en faveur des plus riches.

En fait, le spectre des aides sociales est beaucoup plus large. Il existe un véritable maquis d'aides, au plan local. Au niveau départemental, notamment. A ce niveau, il faut tenir compte, en plus des minimas déjà cités, des aides à la dépendance des personnes âgées (aide à l'accueil, aide à domicile), des aides à l'enfance. La DREES dénombre près de 40 milliards d'aide au plan départemental en 2016. Il y ensuite, tout ce qui concerne l'aide au logement. Lorsque l'on mettait bout à bout, les aides sociales au logement, à l'enfance, à la vieillesse (hors retraites et réversion), au handicap, plus les aides dédiées à l'exclusion sociale, on atteignait 138 milliards en 2015, selon la classification d'Eurostat... soit 6,2% du PIB... c'est beaucoup incontestablement, et pour un gouvernement qui cherche des pistes d'économie, il est clair qu'il y a là un gisement potentiel. A cela près, que ce pognon dingue, ne singularise en rien la France. Les pays du Nord, l'Allemagne ou le RU dépensent plus que nous en la matière. Le capitalisme brutalise les populations précaires, bien au-delà des frontières hexagonales, et l'État, répare la casse un peu partout. xerficanal-economie.com 13.06

Exproprions les assistés !

- L'assistance aux riches : « un pognon de dingue » à plus de 300 milliards par an ? - alternatives-economiques.fr 16.06

L'ensemble des aides sociales, incluant « l'action sociale » (c'est-à-dire le financement de l'activité des agents publics remplissant ces missions) est chiffrée par la DREES à 69 milliards d'euros, chiffre pour 2013. De son côté, Henri Sterdyniak, expert sur ces questions depuis longtemps, indique un chiffre de 70 milliards. On est à peine au-dessus de 3 % du PIB (2.230 milliards en 2016)

Qu'en est-il de « l'assistance aux riches » ? L'ordre de grandeur est de 300 milliards d'euros par an, 4,3 fois plus que les aides sociales qui nous coûtent paraît-il « un pognon de dingue ». Voici les principaux postes.

Commençons par le plus gros morceau, la fraude et l'évasion fiscale. L'estimation la plus prudente de la seule évasion fiscale se situe entre 60 et 80 milliards par an de pertes pour les recettes publiques. Mais dans un billet de juin 2017 qui s'appuyait sur une expertise de Gérard Gourguechon, je posais la question : « Fraude et évasion fiscale en France : 200 milliards par an ? Voir aussi cet autre billet, qui soulève la question du périmètre de ce qu'on évalue, de ce qu'on retient pour qualifier la fraude et/ou l'évasion : « Évasion fiscale : 11 milliards ou 200 milliards par an de pertes pour les finances publiques en France ? ». Sur cette base, je retiens un ordre de grandeur de 150 milliards de coût annuel de l'évasion et de la fraude fiscales.

Le second poste d'assistance aux riches (et aux grandes entreprises qu'ils détiennent) est constitué des niches fiscales légales et des « niches sociales » (réductions ou exonérations de cotisations sociales). Certaines répondent à d'authentiques objectifs d'intérêt général, comme les réductions d'impôt pour les dons aux associations ou pour des travaux d'isolation. D'autres bénéficient avant tout aux personnes plus riches et ne peuvent pas être considérées comme justes. D'autres vont aux entreprises, comme des crédits d'impôts ou des exonérations de cotisations sociales. A priori, ces dernières ne sont pas destinées « aux riches », elles sont même le plus souvent défendues au nom de l'investissement et/ou de l'emploi, mais quand il est clair qu'elles remplissent très mal cette mission d'intérêt général, alors elles font avant tout grossir les bénéficiaires non réinvestis et les dividendes et, in fine, c'est bien dans la poche des riches qu'on les retrouve.

On ne connaît pas exactement le montant total actualisé des niches fiscales et « sociales », mais il y a eu dans le passé des études sérieuses, et, depuis, le montant total s'est bien alourdi avec le CICE et le pacte dit de responsabilité de 2014. Voici ce que j'écrivais dans un article de l'Observatoire des inégalités de septembre 2016 (<https://www.inegalites.fr/Quelles-priorites-pour-une-fiscalite-juste>): « Un rapport parlementaire de juin 2010, présenté par Gilles Carrez, alors député UMP, estimait que les « niches » accordées depuis 2000 représentaient pour le budget de l'État un manque à gagner annuel supérieur à 100 milliards d'euros à la fin de cette décennie ! On devrait en particulier considérer comme une niche notoirement inefficace les 46 milliards annuels de « cadeau sans contrepartie » que représentent le Crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) et le pacte dit de « responsabilité ». Sur cette base, on doit approcher aujourd'hui les 150 milliards d'euros de niches fiscales. Je rejoins ici le chiffre fourni dans le rapport d'audit citoyen sur la dette publique publié en 2014 (<https://www.audit-citoyen.org/wp-content/uploads/2014/05/note-dette.pdf>).

Il faut y ajouter les exonérations de cotisations sociales et autres « niches sociales », pour lesquelles on peut conseiller cet article du Monde : « Les niches sociales, ces autres niches qui coûtent 52 milliards à la "Sécu" » https://abonnes.lemonde.fr/politique/article/2013/09/19/les-niches-sociales-ces-autres-niches-qui-cooutent-52-milliards-a-la-secu_3480596_823448.html).

Pour mon évaluation des ordres de grandeur, je conviendrai, ce qui me semble le moins, que seulement la moitié des quelques 200 milliards de niches fiscales et sociales relève de l'intérêt général. Dans le cas du CICE et du pacte de responsabilité, c'est nettement moins de la moitié, voir cet article d'Alternatives économiques : « Pacte de responsabilité, les raisons de l'échec ». Le reste, c'est du cadeau sans contrepartie. J'en suis à environ 250 milliards d'euros annuels « d'assistance aux riches ». Il manque le troisième gros poste, la baisse de la fiscalité sur les revenus et sur le patrimoine des plus riches et des entreprises depuis une trentaine d'années. Je cite à nouveau mon article de l'Observatoire des inégalités : « Le taux marginal d'imposition sur le revenu (celui qui s'applique à la tranche la plus élevée des revenus) était encore à 65 % en 1986, et le taux d'imposition sur les sociétés à 45 %. Ces dernières années, ils étaient respectivement de 40 % (devenus 45 % depuis 2013) et 33 %. En théorie, car les plus riches et les plus grandes entreprises savent en réduire la portée. Selon le Conseil des prélèvements obligatoires, les entreprises du CAC 40 ne paient plus qu'à un taux d'imposition réel de 8 % alors que les petites entreprises versent 30 % ». Cette citation ne tient pas compte des « cadeaux Macron » récents d'environ 7 milliards/an concernant la réduction de l'ISF à une peau de chagrin, la suppression de « l'exit tax » et la « flat tax » plafonnée à 30 % sur les revenus du capital. Mais aussi la baisse du taux de l'impôt sur les sociétés passant de 33 % à 25 % d'ici 2022, soit un manque à gagner de 11 milliards d'euros en 2022 selon Le Figaro (<http://www.lefigaro.fr/conjoncture/2017/08/30/20002-20170830ARTFIG00113-impot-sur-les-societes-une-baisse-de-11-milliards-d-euros-d-ici-2022.php>).

Je ne suis pas en mesure d'évaluer correctement l'ensemble des cadeaux aux riches que représentent ces allègements de taux depuis 30 ans, mais selon cette étude de l'Institut des politiques publiques (<https://www.ipp.eu/wp-content/uploads/2014/07/n12-notesIPP-juillet2014.pdf>), il est clair que la forte réduction du poids de l'impôt sur le revenu progressif (mais de moins en moins progressif, voir le graphique suivant) au bénéfice de la CSG non progressive a conduit à un transfert massif de plusieurs dizaines de milliards d'euros vers les plus aisés. Par ailleurs, les cadeaux fiscaux aux plus riches ont aussi concerné l'impôt sur les successions et donations : le manque à gagner en recettes publiques de cet impôt est de l'ordre de 7 milliards rien que du fait de diverses réformes introduites depuis 2000 (<http://piketty.pse.ens.fr/files/Memoire2011Goupille.PPD.pdf>).

Il faudrait réaliser un exercice semblable pour l'impôt sur les sociétés (IS), mais beaucoup de données fiables existent dans le rapport d'audit citoyen sur la dette publique (<https://www.audit-citoyen.org/wp-content/uploads/2014/05/note-dette.pdf>). Faute de mieux, j'évalue à 50 milliards d'euros au moins le cadeau fiscal aux riches non pas par rapport à une « fiscalité juste » idéalisée, mais par rapport aux normes, seuils et tranches qui ont existé dans les années 1970 et jusqu'au milieu des années 1980, pour l'IR et pour l'IS, et par rapport aux normes de 2000 pour l'impôt sur les successions.

J'en suis donc à environ 300 milliards d'euros comme « pognon de dingue » d'aides aux plus riches, en n'ayant pas retenu le haut de la fourchette pour l'évasion et la fraude fiscale ni pour les niches ni pour la remise en cause de la progressivité des impôts.

Emmanuel Macron prétend qu'il n'y a pas d'argent magique, mais c'est tout simplement parce qu'en tant que Président des riches il vise avant tout à accentuer la « redistribution à l'envers » : ponctionner sur les 90 % les moins riches, sur les services publics, sur la protection sociale, pour favoriser encore plus la toute petite minorité qui a ses faveurs et qui lui rend bien. alternatives-economiques.fr 16.06

Un favoritisme fiscal que rien ne justifie - monde-diplomatique.fr février 2018

Le fléau de l'assistanat

Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi, zones franches, exonération de la taxe foncière, facilités comptables, niches et allègements en tous genres : au fil des décennies, les pouvoirs publics ont taillé un environnement fiscal et réglementaire sur mesure pour le patronat, sans aucune contrepartie. L'État-providence fonctionne donc très bien... pour les entreprises.

par Christian de Brie

Il y a plus de cinquante ans, commentant la réduction de moitié de l'impôt sur les bénéfices des sociétés, le patron des patrons

de l'époque lâchait : « Les carottes n'intéressent pas le patronat. » Depuis, les chefs d'entreprise n'ont cessé d'en croquer par pleins paniers, jusqu'au dernier président du Mouvement des entreprises de France (Medef), M. Pierre Gattaz, fanfaronnant en 2015 qu'en échange de quelques bottes supplémentaires (le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi, CICE) on allait créer un million d'emplois. Les carottes ont été livrées. Pas les emplois.

La rhétorique est bien rodée. Un : ne jamais reconnaître avoir bénéficié d'un avantage fiscal, sinon du bout des lèvres et comme une maigre compensation, avant de demander une réduction beaucoup plus importante. Deux : toujours se plaindre des « charges » écrasantes pesant sur les entreprises. Ce discours patronal porte ses fruits : les mesures fiscales favorables s'accumulent... sur le dos de la collectivité.

Seul impôt d'État direct pour les sociétés de capitaux, l'impôt sur les sociétés (IS) est censé taxer annuellement le bénéfice, c'est-à-dire l'enrichissement net d'un exercice sur l'autre, au taux officiel de 33,33 % (1). En réalité, une chimère...

Tout d'abord, les règles ainsi que les pratiques comptables et fiscales permettent aux entreprises de minimiser le bénéfice imposable, qui n'a que de lointains rapports avec les profits réels. Ensuite, les politiques des gouvernements successifs ont accordé aux sociétés des allègements, dispersés dans un grand nombre de niches, censés les inciter à adopter tel ou tel comportement ou à améliorer leur compétitivité. De plus, les entreprises jouent le rôle d'auxiliaires du fisc, en tant que collectrices d'impôts et de cotisations sociales dont elles tirent quelques avantages. Enfin, tandis que les petites et moyennes entreprises (PME) bénéficient d'un taux réduit à 15 %, les pratiques d'optimisation et d'évasion fiscales permettent aux grands groupes de fixer eux-mêmes le montant de l'impôt qu'ils consentent à payer. Le bénéfice fiscal s'établit comme la différence entre les profits réalisés et les charges déductibles. En minimisant plus ou moins légalement le montant des profits déclarés et en gonflant celui des charges, l'entreprise peut ramener l'assiette de l'impôt à la dimension d'une soucoupe. Si on laisse de côté les pratiques frauduleuses de fausses factures et de ventes sans facture, deux postes de charges offrent en particulier de nombreuses possibilités : les provisions et les frais généraux.

Empilement de mesures désordonnées

Les provisions sont l'un des régimes les plus riches de la fiscalité, où l'imagination des pouvoirs publics vient au secours de celle, pourtant fertile, des entreprises. Ouvertes à toutes ou réservées à certaines ou à une poignée de secteurs privilégiés, elles se déclinent sous les formes les plus diverses : provision pour dépréciation, pour hausse des prix, pour fluctuation des cours, pour dépréciation du portefeuille-titres, pour risques afférents à des opérations de crédit, pour litige, pour créance douteuse... Ainsi, lorsque, en 2014, la justice américaine condamne BNP Paribas à une amende de 8,9 milliards de dollars, la banque française provisionne les frais de procès et d'avocats, avant de les « consolider en charges déductibles du bénéfice imposable ». Traduction du jargon comptable : un tiers du montant sera alors payé par la collectivité...

Quant aux frais généraux, il s'agit d'un fourre-tout extensible à volonté. À côté des charges d'exploitation bien réelles, on y trouve des dépenses dont on peut douter qu'elles soient utiles ou nécessaires à la réalisation du bénéfice. C'est le cas, en particulier, des dépenses des dirigeants transformées en charges d'exploitation, puis en éléments du prix de revient, et supportées en fin de parcours par le consommateur : un transfert légal sur les plus faibles des dépenses des plus favorisés.

Car les hauts cadres ont des goûts exigeants : hôtels de luxe, meilleurs restaurants, première classe dans les avions, limousines de fonction, cartes de crédit maison, sièges sociaux opulents, galas et réceptions somptueux, villégiatures de rêve. Séminaires, colloques ou réunions stratégiques ont plus souvent lieu dans des bâtiments historiques rénovés proches de terrains de golf, voire dans les meilleures stations de sport d'hiver, que dans des banlieues industrielles. L'État prête d'ailleurs son concours en louant les joyaux du patrimoine national pour les réceptions éblouissantes des dirigeants de grandes entreprises : Sainte-Chapelle, château de Versailles, Musée du Louvre... Un exemple parmi tant d'autres : en avril 2017, M. Bernard Arnault, première fortune de France, a reçu à dîner une brochette de deux cents invités de marque dans la prestigieuse salle des États du Louvre, entre La Joconde, de Léonard de Vinci, et Les Noces de Cana, de Véronèse, pour le lancement d'un modèle de sac Louis Vuitton. À la charge de l'entreprise, c'est-à-dire en partie à celle des contribuables.

Inventorier l'ensemble des niches fiscales relève de la gageure. On en compte plusieurs centaines, qui ne bénéficient pas uniquement aux entreprises. Leur coût global s'élève à plusieurs dizaines de milliards d'euros par an, pour une efficacité que la Cour des comptes conteste.

À la multiplication annoncée des zones franches, véritables zones de non-droit fiscal, s'ajoute la concurrence acharnée à laquelle se livrent les collectivités locales pour attirer les investisseurs en soldant leurs impôts. Réduction de la contribution sociale de solidarité des sociétés, la C3S : de 1 milliard d'euros en 2015 et de 2 milliards en 2016 ; exonération partielle ou totale de la taxe foncière ; sans parler des aides, subventions et prêts bonifiés, ou de la mise à disposition à prix cassés de zones industrielles et commerciales tout aménagées.

La fiscalité des entreprises consiste en un empilement désordonné de mesures de circonstance, prises sous la pression du patronat, sans cohérence ni évaluation sérieuse du rapport coût/efficacité. Tout se passe comme si les pouvoirs publics s'étaient résignés à brader au profit du privé leurs moyens d'intervention et leurs obligations d'assurer une équitable répartition

des prélèvements fiscaux et parafiscaux. En témoignent les importantes réductions d'impôts consenties aux entreprises qui investissent dans l'humanitaire, le sport ou la culture, et dont les champions du CAC 40 savent si bien profiter pour se donner une image d'acteurs généreux et désintéressés... aux frais des contribuables (2).

De plus en plus coûteux, le crédit d'impôt recherche (CIR), de 5,5 milliards d'euros en 2016, ne donne lieu à aucune vérification sérieuse et régulière. Certains s'en servent pour financer des « recherches » en marketing ou en publicité, ou tout simplement pour alimenter leur stratégie en matière d'évasion fiscale.

Beaucoup plus considérable et dispendieux : le CICE, mesure-phare du « pacte de responsabilité » du précédent quinquennat, entré en vigueur en 2013, dont la facture a explosé. Il est passé de 6,43 milliards d'euros en 2014 à 12,6 milliards en 2016 et à 15,7 milliards en 2017. Un coût exorbitant pour un résultat décevant. Dans son cinquième rapport, en octobre 2017, le comité de suivi estime qu'il aurait permis de sauvegarder ou de créer de trois mille à... cent mille emplois. Autant dire qu'on n'en sait rien, sinon qu'il coûte plusieurs centaines de milliers d'euros par emploi !

Environ 80 % du prélèvement obligatoire global (POG) — en particulier la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et les cotisations sociales — est prélevé chaque année par l'entreprise, sur le consommateur et le salarié, pour le compte de l'État, des collectivités locales et des organismes sociaux. Ainsi, les pouvoirs publics sous-traitent au secteur privé l'essentiel des prélèvements, et bientôt davantage encore quand l'impôt sur le revenu sera retenu à la source. Intermédiaire obligée, l'entreprise joue le rôle des fermiers généraux de l'Ancien Régime. Comme eux, privilège de la charge, elle en tire parti : banquier, mais pas philanthrope.

Suppression de la taxe sur les dividendes

Jusqu'à ce qu'elles soient reversées aux destinataires, les sommes collectées demeurent gratuitement à la disposition de l'entreprise. Durant un temps variable, d'un à plusieurs mois suivant les prélèvements concernés. Portant sur des centaines de milliards d'euros, l'avantage de trésorerie vient gonfler la marge brute (le cash-flow). Pour en optimiser la gestion, on pourra utiliser les cotisations sociales prélevées sur les salaires pour des spéculations boursières.

Sous la Ve République, la politique fiscale a toujours cherché à privilégier la grande entreprise nationale en favorisant les investissements — par des incitations, des déductions, des abattements, des réductions, des régimes spéciaux — et la formation de grands groupes par fusion et absorption, apport partiel d'actifs, constitution de holdings, sociétés mères et filiales. Avant de s'apercevoir que, avec la libre circulation des capitaux, les privilèges fiscaux bénéficiaient aussi aux multinationales susceptibles de prendre le contrôle des groupes français, et exigeant retour sur investissement par compression des coûts, licenciements et délocalisations. Avec l'accord et la complicité du patronat national, qui participe activement à l'optimisation fiscale — la « fraude légale », devenue un des objectifs majeurs de la « bonne gouvernance ». Avec l'aide coûteuse de cabinets d'avocats, de comptables, de fiscalistes, de consultants spécialisés, on construit une structure juridique par un enchevêtrement complexe de holdings, sociétés mères, filiales, sous-filiales et participations croisées permettant de transférer l'essentiel des bénéfices dans les pays à fiscalité réduite et dans les paradis fiscaux. Dans le même temps, des nuées de prédateurs en libre circulation mondiale, fonds vautours et fonds de pension, se ruent sur les entreprises à dépecer, siphonnant la trésorerie, liquidant les actifs, bradant les brevets, avant de prendre la fuite.

En réalité, le rendement net de l'IS, « le plus lourd du monde » selon le patronat, n'atteint pas la moyenne des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Il a fortement baissé au cours des dernières années, alors que les bénéfices des entreprises n'ont cessé de croître. La baisse programmée du taux de l'IS, de 33,33 % à 25 % d'ici à 2022, sans révision de l'assiette, profitera surtout aux grandes entreprises, dont le taux effectif d'imposition est déjà systématiquement inférieur à celui des PME. Il s'agit cependant là de taux assez théoriques : ils peuvent être largement inférieurs, voire nuls pour nombre de multinationales opérant en France. Car les données fournies ne tiennent pas compte des pratiques d'optimisation fiscale et d'ingénierie financière. L'agence France Stratégie a calculé par exemple que le rapport entre impôt et profits (hors États-Unis) dégageait un taux effectif d'imposition de 8,6 % pour Google et de 3,7 % pour Apple.

Dans un environnement prédateur qui ne se soucie guère de l'investissement, mais plutôt de la valeur actionnariale, la réduction de l'IS, la suppression de la taxe sur les dividendes de 3 % instaurée en 2012 (3) et la suppression de la dernière tranche de la taxe sur les salaires permettront de verser davantage de dividendes. En 2016, 45,8 milliards d'euros ont déjà été distribués, soit 57 % des bénéfices. Et ce sans effet notable sur l'emploi et l'investissement, mais avec une hausse des inégalités.

Les allègements fiscaux et parafiscaux annuels n'ont cessé de croître, passant de 11 milliards d'euros en 2014 à 34,5 milliards en 2017. Avec 101 milliards d'euros cumulés en quatre ans, l'assistanat aux entreprises, dont profitent surtout les plus grandes, bat tous les records. Une charge écrasante pour la collectivité. monde-diplomatique.fr février 2018

[Ils osent tout. Flagrant délit de fake news de l'AFP.](#)

Propagande de guerre. Quand l'information version Agence Française de Propagande (AFP) tourne à la fable.

Titre - Syrie: l'aviation russe bombarde des zones rebelles dans le sud - AFP, publié le dimanche 24 juin 2018 à 02h47

Grille de lecture.

En fait de rebelles, il s'agissait des barbares du Front al-Nosra issus d'Al-Qaïda.

Nulle part ils ne seront mentionnés comme tels dans cet article par l'AFP et l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH) qui est une émanation des services de renseignement britannique (MI6) installé à Londres.

Mieux, nulle part non plus il ne sera fait mention que le bombardement de la Russie et de l'armée syrienne sur les positions tenues par le Front al-Nosra était la réponse à l'attaque de 1.000 de ces barbares contre les positions de la 9e division blindée de l'armée syrienne dans les localités de Dama et de Deir-Dama intervenue dans la nuit de vendredi à samedi, soit quelques heures plus tôt.

Pire encore, l'agence de presse russe Sputnik avait fourni ces informations la veille, c'est-à-dire le samedi 23 juin 2018 à 13:23 et mis à jour 14:34 le même jour. Ce qui signifie que l'AFP les a ignorées délibérément pour ensuite broder son récit, qui évidemment correspond à la politique adoptée par Macron et les faucons néolibéraux du Pentagone et de Washington sur la Syrie ou sert leurs intérêts.

Question : Pourquoi l'AFP dénature-elle les faits ?

Pour faire passer la Russie et l'armée syrienne pour l'agresseur, ensuite pour leur imputer d'avoir violé l'engagement pris de ne pas attaquer une zone dite de désescalade. Assad et Poutine n'ont pas de parole, ce sont des voyous, d'horribles dictateurs and so on...

La preuve est ainsi clairement établie que l'AFP prend ouvertement position pour les barbares d'Al-Nosra en déformant, tronquant volontairement les faits.

- AFP 24 juin 2018 - Syrie: l'aviation russe bombarde des zones rebelles dans le sud.

La Russie a bombardé tard samedi des zones contrôlées par les rebelles dans le sud de la Syrie, pour la première fois depuis qu'elle a accepté une trêve dans cette partie du pays il y a près d'un an, a indiqué l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH).

Selon l'OSDH, la Russie a lancé près de 25 frappes sur des villes contrôlées par les rebelles dans l'est de la province de Deraa, dans le sud du pays en guerre.

L'OSDH n'a fourni aucun bilan.

"D'intenses raids aériens russes frappent des villes dans l'est de la province de Deraa pour la première fois depuis que la trêve a été conclue dans le sud de la Syrie l'année dernière", a indiqué Rami Abdel Rahman de l'OSDH.

Les avions utilisés samedi lors de ces raids provenaient de la base Hmeimim, une base permanente de l'armée russe, située dans le nord-ouest de la Syrie, selon l'observatoire.

"Les frappes russes ont débuté vers 22H30 (19H30 GMT) et se sont arrêtées après minuit", a déclaré Ibrahim Mohammad, un chroniqueur indépendant dans les médias de la ville de Basr al-Harir, au nord-est de Deraa.

Il a raconté qu'en entendant les avions, les habitants de la ville et lui-même se sont réfugiés dans les sous-sols et les abris anti-bombardements, avant de décrire le bruit sourd et constant du bombardement durant près de deux heures.

La Russie, les Etats-Unis et la Jordanie avaient accepté en juillet 2017 de respecter une zone de désescalade dans les parties contrôlées par les rebelles dans le sud afin d'y réduire les hostilités.

Depuis lors, les avions russes - qui opèrent en Syrie depuis 2015 - avaient évité de bombarder des positions rebelles dans le sud.

Les raids russes interviennent au moment où, depuis mardi, les troupes de Bachar al-Assad bombardent les zones contrôlées par les rebelles dans l'est de Deraa. Le pilonnage et les combats se concentrent dans une zone à cheval entre cette province et la partie ouest de la province voisine de Soueïda.

Depuis mardi, au moins 19 civils ont été tués dans les zones rebelles, selon l'OSDH.

Le régime a perdu huit de ses soldats dans les affrontements samedi avec les rebelles, portant à 13 ses pertes depuis mardi, toujours selon l'OSDH. Plus de 12.000 Syriens ont fui la province de Deraa ces derniers jours.

Selon les Nations unies, ces opérations du régime mettent en danger plus de 750.000 civils dans la région.

Après avoir sécurisé la capitale Damas, l'armée syrienne se concentre sur le sud du pays, où les rebelles contrôlent toujours la majorité des provinces de Deraa et de Soueida.

Cette région stratégique est située non loin du plateau du Golan syrien, dont une large partie est occupée par Israël depuis 1967. AFP 24 juin 2018

- fr.sputniknews.com 23.06 - Plus de 1.000 terroristes d'al-Nosra attaquent l'armée syrienne, 5 morts et 19 blessés

Des terroristes du Front al-Nosra* ont attaqué l'armée gouvernementale syrienne dans la nuit de vendredi à samedi, dans la zone de désescalade sud, a annoncé le Centre russe pour la réconciliation des parties en conflit. Les combats ont fait au moins 5 morts et 19 blessés, des civils ont été également touchés.

Dans la nuit du 22 au 23 juin, le Front al-Nosra* est passé à l'attaque contre des positions des troupes gouvernementales dans la zone de désescalade sud, faisant des morts et des blessés, a signalé le Centre russe pour la réconciliation des parties en conflit en Syrie.

«Dans le nord-est de la zone de désescalade sud, plus de 1.000 djihadistes du Front al-Nosra* ont attaqué les positions de la 9e division blindée de l'armée syrienne dans les localités de Dama et de Deir-Dama», a indiqué samedi le centre dans un communiqué.

«On compte dans les rangs des troupes gouvernementales cinq morts et 19 blessés. En outre, les frappes des terroristes ont touché des civils habitant ces localités», est-il précisé.

Des commandants d'unités locales de l'Armée syrienne libre, dont un premier grand groupe venait de rallier les forces syriennes, ont demandé à ces dernières, par l'intermédiaire du Centre russe, de les aider à repousser l'assaut du Front al-Nosra*.

Dans certaines directions, l'armée gouvernementale syrienne et les combattants de l'ASL ont réussi à arrêter la progression de l'ennemi et mènent actuellement des combats à Dama et Deir-Dama. Des mesures de protection de la population civile ont été prises.

Précédemment, le Centre russe pour la réconciliation des parties en conflit a affirmé que la première unité importante de l'Armée syrienne libre, Tadjamaa al-Wiat al-Oumari, s'était rangée du côté du gouvernement de Bachar el-Assad. Le chef de l'unité a promis que ses militaires allaient désormais lutter contre les djihadistes du Front al-Nosra* et Daech* dans le sud de la Syrie. fr.sputniknews.com 23.06.2018 à 13:23

*Organisations terroristes interdites en Russie.

Rappel d'une fake news monumentale.

Le 27 août 1992, Michel Rocard (PS) (Ouest-France) : «La monnaie unique, ce sera moins de chômeurs et plus de prospérité.»

En 1996, Jacques Attali (PS) : «Lorsque [le Traité de Maastricht] sera appliqué, il est évident qu'il y aura une très forte croissance qui en découlera car nous aurons un grand espace économique avec une monnaie unique.» (Source : 12 pays européens s'opposent à un futur budget de la zone euro - francais.rt 23 juin 2018)

L'art de la désinformation préventive. Quand les médias avaient adopté la propagande de l'Otan contre Erdogan.

- Turquie: Erdogan célèbre sa réélection à la présidence AFP, publié le lundi 25 juin 2018 à 04h11

D'après l'agence de presse étatique Anadolu, M. Erdogan est arrivé en tête de la présidentielle avec un score de 52,5% après dépouillement de plus de 99% des urnes, et l'alliance dominée par l'AKP menait avec 53,61% dans le volet législatif du scrutin.

Son principal concurrent, le social-démocrate Muharrem Ince, arrive en deuxième position de la présidentielle avec 30,7%, et

l'alliance anti-Erdogan formée par plusieurs partis d'opposition pour le volet législatif du scrutin récolte 34%, d'après les résultats partiels publiés par Anadolu. AFP 25 juin 2018

LVOG - "D'après l'agence de presse étatique", donc de l'affreux dictateur Erdogan, pour l'occasion seulement car le reste du temps l'AFP a couvert tous ses crimes ou coups tordus, l'AFP ne peut s'empêcher d'exprimer son désarroi ou sa déception de voir Erdogan réélu dès le premier tour...

Vous pouvez observer que même dans les plus petits détails de la rhétorique il faut que l'AFP glisse sa propagande malsaine. Quelle saloperie !

Voilà comment les médias ont couvert la campagne électorale turque à charge contre Erdogan ou en dénaturant la situation. Révélateur.

- Turquie : un scrutin indécié - franceinfo - Il y a 5h
- Turquie : l'heure de vérité - franceinfo - Il y a 5h
- Élections en Turquie : l'heure de vérité pour Erdogan - franceinfo - Hier à 00h33
- Turquie: le pays vote, Erdogan en danger - La Tribune - Hier à 10h16
- Élections en Turquie : une chance pour l'opposition ? - franceinfo - Hier à 11h29
- Élections en Turquie : "Le profil des candidats de l'opposition a changé la donne" - franceinfo - Hier à 14h23
- Élections en Turquie : "C'est le scrutin de tous les dangers pour Erdogan" - franceinfo - Hier à 15h23
- Turquie : l'opposition dénonce des tentatives de fraude électorale - Orange avec AFP - Hier à 16h46
- Suspense et nervosité en Turquie pour un scrutin très ouvert - Libération - Hier à 16h49
- Élections turques : un premier tour indécié - franceinfo - Hier à 17h29
- Elections en Turquie : le vote kurde menace Erdogan - leparisien.fr - Hier à 21h31
- Turquie : Recep Tayyip Erdogan va-t-il être renversé ? - LEPOINT - 23 juin 2018 à 18h16
- Turquie : l'opposition qui défie Erdogan - franceinfo - 23 juin 2018 à 23h43

[Que se passe-t-il au Nicaragua ? Coup d'Etat fomenté par le patronat et le FMI, soutenu par Amnesty International et les puissances occidentales.](#)

- Lettre ouverte à Amnesty International de la part d'un ancien prisonnier de conscience - investigation.net 18 Juin 2018

Extrait.

A l'origine, les réformes de la sécurité sociale n'avaient pas été proposées par le gouvernement sandiniste, mais par le Fonds Monétaire International (FMI), et étaient soutenues par un groupe d'affaires influent, appelé COSEP. Elles visaient à relever l'âge de la retraite de 60 à 65 ans et à doubler le nombre de points nécessaires pour bénéficier d'une sécurité sociale à taux plein de 750 à 1500. Parmi les retraités impactés (à peu près 53000) figuraient les familles des combattants qui avaient péri dans le conflit armé des années 1980, à la fois de l'armée sandiniste et des « Contras », l'armée mercenaire financée par les Etats-Unis, à l'époque où la NED fut créée, entre autres, pour arrêter la propagation du Sandinisme en Amérique Latine.

Le gouvernement nicaraguayen s'opposa aux réformes du FMI en rejetant l'exclusion de retraités, proposant à la place de réduire de 5% l'ensemble des pensions, une augmentation de toutes les cotisations au système de sécurité sociale, ainsi qu'une réforme fiscale qui supprimerait le plafonnement qui protégeait les plus gros salaires du Nicaragua d'une plus forte imposition. Les milieux d'affaires furent furieux et, avec des ONG, organisèrent les premières manifestations, prétextant les réformes de la même façon manipulatrice que le rapport d'Amnesty International : « ...la réforme augmenta les cotisations à la sécurité sociale à la fois des employeurs et des employés, et imposa une cotisation supplémentaire de 5% aux retraités. » investigation.net 18 Juin 2018

[L'Otan se dote d'un nouveau tribunal de guerre.](#)

- Armes chimiques: discussions au sommet pour renforcer les pouvoirs de l'OIAC - AFP 24 juin 2018

Grille de lecture.

Quand les faucons du Pentagone (Otan) ou les va-t-en-guerre néolibéraux désignent les auteurs d'une attaque chimique réelle ou imaginée avant même toute enquête, l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques a le devoir de ne pas les contredire, un point c'est tout.

AFP - Les puissances mondiales ont l'occasion lors de discussions à La Haye à partir de mardi de faire un pas historique en donnant aux experts de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) le pouvoir de déterminer les responsables de telles attaques.

Malgré l'horreur généralisée que suscitent les images d'enfants contaminés par des armes chimiques, la communauté internationale n'a pas réussi jusqu'à présent à prendre des mesures punitives contre les responsables présumés dans un contexte de confrontation amère entre la Russie et les pays occidentaux. (Vous avez bien lu, l'AFP demande que des "mesures punitives (soient prises) contre les responsables présumés", donc sans preuves, la présomption de culpabilité établie par Washington fera l'affaire. Cela a le mérite d'être clair. - LVOG)

Après l'empoisonnement en mars par un agent innervant de l'ex-espion russe Sergueï Skripal et de sa fille à Salisbury (sud-ouest de l'Angleterre) - la première attaque chimique depuis des décennies sur le sol européen - le Royaume-Uni, qui a attribué cette action à la Russie, a appelé au renforcement du pouvoir de l'OIAC.

Soutenue par 11 alliés, Londres a convoqué une rare session spéciale à l'OIAC au cours de laquelle elle cherchera à donner aux experts de l'organe le pouvoir de nommer les responsables de toute utilisation future d'armes chimiques. (Sauf que voilà, comme toutes les armées impérialistes produisent les mêmes armes chimiques, biologiques, nucléaires, etc. n'importe laquelle peut les utiliser sans qu'on le sache forcément ou sans qu'on sache qui les a utilisées en cas de confrontation inter-impérialiste, sauf en cas de flagrant délit, et encore, elles le démentiront et les médias couvriront leur mensonge... Il en va de même des armes conventionnelles. - LVOG)

Lors de la réunion, le Royaume-Uni soumettra aux délégations des Etats membres une proposition pour que l'OIAC "commence à attribuer la responsabilité des attaques d'armes chimiques en Syrie", a déclaré sur son compte Twitter le ministre britannique des Affaires étrangères, Boris Johnson.

"Avec son expertise technique avérée en matière d'armes chimiques, l'OIAC est le bon organe pour étudier qui est derrière une attaque", a-t-il ajouté.

Quelque 96% des stocks d'armes toxiques déclarés dans le monde ont été éliminés sous la surveillance de l'organisation lauréate du prix Nobel de la paix. Le reste est toujours détenu par les États-Unis et doit être détruit d'ici 2023.

"Ce n'est pas le même problème des armes chimiques que nous avons affronté pendant la Guerre froide par exemple", a déclaré le diplomate français Nicolas Roche à un think tank de Washington, le Centre d'études stratégiques et internationales (CSIS).

"Il s'agit vraiment d'une utilisation presque quotidienne de ces armes dans un théâtre d'opérations à des fins tactiques et militaires", a-t-il affirmé. (Affirmation gratuite et sans preuve de l'ordre de la désinformation et de la propagande. - LVOG)

Au milieu de fortes divergences politiques entre la Russie et l'Occident sur la guerre en Syrie, les pourparlers à La Haye pourraient prendre les traits d'une confrontation tendue.

Le premier jour de la session spéciale est ouvert aux médias avant que les représentants des 193 pays membres de l'OIAC ne se réunissent à huis clos mercredi pour voter sur le projet britannique, qui devra pour être approuvé obtenir une majorité des deux tiers des votants.

Initialement prévue sur deux jours, la réunion pourrait s'étendre jusqu'à jeudi.

"Nous sommes à la croisée des chemins", a déclaré le directeur de l'OIAC, Ahmet Uzumcu, lors d'un séminaire du CSIS cette semaine.

Les récentes attaques chimiques présumées sont un "réveil brutal", a-t-il poursuivi, ajoutant que la situation actuelle n'était pas "tenable" en l'absence d'un mécanisme d'identification des responsabilités, une "lacune majeure".

Mais la Russie, principal allié du régime syrien et accusée par Londres d'être responsable de l'empoisonnement de Sergueï Skripal et de sa fille, a déjà critiqué la teneur des pourparlers.

"Les initiateurs font peu pour dissimuler le fait qu'ils prévoient de s'en servir pour attiser l'hystérie anti-syrienne et anti-russe", a déclaré sur son compte Twitter l'ambassade de Russie à La Haye, où se situe le siège de l'OIAC.

Avant l'expiration de son mandat en décembre, la mission d'enquête commune ONU-OIAC, le Joint Investigative Mechanism (JIM), avait déterminé que le régime syrien avait utilisé du chlore ou du gaz sarin au moins quatre fois contre sa propre population et que le groupe État islamique avait utilisé du gaz moutarde en 2015. Moscou a exercé son pouvoir de veto au Conseil de sécurité de l'ONU pour mettre fin au mandat du JIM. (Contrevérité, le chlore ne fait pas partie des armes chimiques, et pure invention car aucun rapport n'a attribué à la Syrie l'usage du gaz sarin. - LVOG)

L'OIAC devrait également dévoiler prochainement les résultats de son enquête sur l'attaque présumée au sarin et au chlore du 7 avril à Douma, près de Damas. (Alors qu'il s'agit de gaz qui se dissolvent dans l'air, un mois plus tard l'OIAC était encore en train d'en chercher les traces à Douma ! Cela se passe de commentaire. - LVOG)

Techniquement, l'OIAC est capable d'identifier les responsables d'une attaque à l'arme chimique, a indiqué M. Uzumcu, mettant la communauté internationale en garde contre l'inaction: "Une culture de l'impunité ne peut pas se développer autour de l'utilisation d'armes chimiques". AFP 24 juin 2018 (Affabulation, l'OIAC a les moyens d'identifier la nature des matériaux entrant dans la composition d'une arme utilisée, mais pas son origine puisqu'ils peuvent être produits par de nombreux pays. - LVOG)

- Armes chimiques: la Russie s'attend à de nouvelles accusations de l'OIAC contre Damas - AFP 22 juin 2018

La Russie a accusé vendredi l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC), qui cherche à renforcer ses pouvoirs, de préparer un rapport "rempli de fausses preuves" accusant Damas de recours aux armes chimiques dans la Ghouta orientale en Syrie.

L'OIAC a annoncé en mai avoir fini de prélever des échantillons dans la ville syrienne de Douma, théâtre le 7 avril d'une attaque chimique présumée, et les conclusions de ses experts pourraient être rendues publiques prochainement, selon le directeur général de l'Organisation, Ahmet Üzümcü.

Cette attaque présumée, qui a fait au moins 40 morts, selon des secouristes, a été imputée par les Occidentaux au régime de Bachar al-Assad et a déclenché des frappes de Washington, Paris et Londres contre des installations du pouvoir syrien. Pour leur part, Moscou et Damas ont dénoncé une "mise en scène".

"Il est évident qu'un nouveau rapport accusateur, rempli de fausses preuves, est en train d'être préparé", a affirmé vendredi un haut responsable de l'armée russe, le général Igor Kirillov, lors d'une conférence de presse.

"La mission spéciale de l'OIAC mène son enquête comme elle l'entend", a assuré le général Kirillov, en estimant que cette enquête n'avait "rien à voir ni avec l'objectivité, ni avec l'impartialité".

Cette déclaration intervient alors qu'une réunion spéciale de l'OIAC est prévue les 26 et 27 juin à La Haye, suite à la demande de Londres visant à renforcer les pouvoirs de l'institution.

La décision de donner aux experts de l'OIAC le pouvoir de nommer les responsables de toute utilisation future d'armes chimiques devrait notamment figurer à l'ordre du jour de la réunion.

A la mi-juin, l'OIAC a annoncé que du sarin et du chlore avaient été "très probablement" utilisés dans deux attaques dans le sud de la Syrie en mars 2017.

Aux yeux du général Kirillov, ces annonces "douteuses" visent à "renforcer l'argumentation tirée par les cheveux" des experts de l'OIAC avant la présentation du rapport sur l'attaque présumée à Douma.

Pour sa part, la porte-parole de la diplomatie russe, Maria Zakharova, a affirmé que des équipements servant à la fabrication des armes chimiques découvertes à Douma, dans l'ex-enclave rebelle de Ghouta orientale reprise par le régime syrien, avaient été fabriqués en Europe de l'Ouest.

"Cet équipement est venu aux mains de terroristes et combattants en provenance de l'Europe de l'Ouest", a-t-elle assuré, lors du briefing.

Fin avril, la Russie avait déjà affirmé avoir trouvé des cylindres contenant du chlore en provenance d'Allemagne et des "fumigènes" britanniques dans la Ghouta orientale.

Jeudi, le chef de la diplomatie russe Sergueï Lavrov a par ailleurs critiqué l'enquête de l'ONU accusant le régime syrien, dont Moscou est le principal allié, de "crimes contre l'humanité" pendant le siège de la Ghouta orientale.

La commission d'enquête de l'ONU "n'est pas allée sur place", a dénoncé M. Lavrov.

"Nous sommes en principe très sceptiques quant aux méthodes de ce type de travail, qu'il porte sur des crimes de guerre ou sur l'utilisation des armes chimiques", a déclaré M. Lavrov. AFP 22 juin 2018

A lire.

« Armes chimiques » en Syrie et OIAC : à propos d'une récente déclaration conjointe , par Nicolas Boeglin -

<http://www.voltairenet.org/article200973.html>

Manipulation des masses et fabrication du consentement. C'était semble-t-il un peu trop gros !

Grille de lecture.

L'AFP est aux ordres, partant de là cette agence de presse d'Etat ne peut pas produire d'informations contraires à la politique de l'Elysée. Il faut donc en déduire que cette opération médiatique a fait l'objet d'une fuite ou révélation au plus haut niveau pour qu'elle soit dévoilée au grand jour, notamment du ministère des Affaires étrangères du Honduras allié des Etats-Unis.

Mais pourquoi cet article ? Mais parce que le mal est fait si on peut dire, donc cela ne coûte rien à l'AFP de le dénoncer après coup. Un coup de pub ou de com pour son image. L'essentiel c'est que le Times ait maintenu sa couverture, et que les photos détournées continuent de circuler ainsi que les fausses infos.

- Les fausses images d'enfants séparés de leurs parents à la frontière USA-Mexique - AFP 23 juin 2018

De nombreuses photos et vidéos circulent sur internet depuis que Donald Trump a mis en place sa politique de tolérance zéro face à l'immigration illégale, ce qui a mené plus de 2.300 enfants à être séparés de leurs parents à la frontière entre Etats-Unis et Mexique.

Mais beaucoup d'entre elles ne correspondent pas à la réalité.

Que vérifie-t-on et que sait-on?

Au moins trois images, largement partagées sur les réseaux sociaux ces derniers jours, illustrent des situations qui ne sont pas celles vécues par les 2.342 enfants détenus en raison de leur statut migratoire irrégulier.

La première montre une fillette hondurienne, Yanela Varela, en larmes. Elle est vite devenue sur Twitter ou Facebook un symbole de la douleur provoquée par la séparation des familles.

Cette image a même contribué à déclencher des donations d'un total de plus de 18 millions de dollars à une association texane d'aide aux migrants appelée RAICES.

La photo a été prise le 12 juin dans la ville de McAllen, au Texas, par John Moore, un photographe qui a obtenu le prix Pulitzer et travaille pour l'agence Getty Images.

Time Magazine en a fait sa Une, mettant face à face, dans un photomontage sur fond rouge, la petite fille apeurée et un Donald Trump faisant presque trois fois sa taille et la toisant avec cette simple légende: "Bienvenue en Amérique".

Un article en ligne publié par Time et portant sur cette photo affirmait initialement que la petite fille avait été séparée de sa mère. Mais l'article a ensuite été corrigé, la nouvelle version déclarant: "La petite fille n'a pas été emmenée en larmes par des agents de la police frontalière des Etats-Unis, sa mère est venue la chercher et elles ont été emmenées ensemble".

Time a néanmoins utilisé la photo de la fillette pour sa spectaculaire couverture.

Mais au Honduras, la responsable de la Direction de protection des migrants au ministère des Affaires étrangères, Lisa Medrano, a donné à l'AFP une toute autre version: "La fillette, qui va avoir deux ans, n'a pas été séparée" de ses parents.

Le père de l'enfant, Denis Varela, a confirmé au Washington Post que sa femme Sandra Sanchez, 32 ans, n'avait pas été séparée de Yanela et que les deux étaient actuellement retenues dans un centre pour migrants de McAllen (Texas).

Attaqué pour sa couverture, qui a été largement jugée trompeuse, y compris par la Maison Blanche, Time a déclaré qu'il maintenait sa décision de la publier.

"La photographie du 12 juin de la petite Hondurienne de 2 ans est devenue le symbole le plus visible du débat sur l'immigration actuellement en cours aux Etats-Unis et il y a une raison pour cela", a affirmé dans un communiqué aux médias américains le rédacteur en chef de Time, Edward Felsenthal.

"Dans le cadre de la politique appliquée par l'administration, avant son revirement de cette semaine, ceux qui traversaient la frontière illégalement étaient l'objet de poursuites criminelles, qui entraînaient à leur tour la séparation des enfants et des parents. Notre couverture et notre reportage saisissent les enjeux de ce moment", argumente M. Felsenthal dans son communiqué.

Un autre cliché montre une vingtaine d'enfants derrière une grille, certains d'entre eux tentant d'y grimper. Il circule depuis des jours comme une supposée photo de centres de détention pour mineurs à la frontière mexicaine.

Mais son auteur, Abed Al Ashlamoun, photographe de l'agence EPA, a pris cette image en août 2010 et elle représente des enfants palestiniens attendant la distribution de nourriture pendant le ramadan à Hébron, en Cisjordanie.

Enfin, une troisième image est celle d'un enfant en train de pleurer dans ce qui semble être une cage, et qui remporte un grand succès sur Twitter, où elle a été partagée au moins 25.000 fois sur le compte @joseiswriting.

Encore une fois, il s'agit d'un trompe-l'oeil: il s'agit d'un extrait d'une photo qui mettait en scène des arrestations d'enfants lors d'une manifestation contre la politique migratoire américaine et publiée le 11 juin dernier sur le compte Facebook Brown Berets de Cemanahuac.

Que peut-on conclure?

Les trois photographies mentionnées et amplement partagées sur internet ont été sorties de leur contexte et détournées, et ne peuvent servir de preuves des conditions de vie dans les centres de détention de mineurs clandestins. AFP 23 juin 2018

Cette opération a pour origine le clan de l'oligarchie financière associée aux faucons du Pentagone à laquelle participe l'Otan depuis le début puisque partie de Turquie et d'Allemagne, les deux liés intimement à la confrérie des Frères musulmans.

Sachant que l'immigration était un thème de prédilection de ce qu'ils appelaient la gauche et l'extrême gauche, il était à prévoir qu'elles allaient marcher à fond dans cette provocation, tout en se divisant, car certains refuseraient de cautionner cette opération infâme montée de toutes pièces, je parle ici pour moi notamment, puisque à ma connaissance l'ensemble du mouvement ouvrier a décidé de participer à cette instrumentalisation et d'en ignorer les auteurs ainsi que leurs objectifs politiques.

C'était un peu comme si les portes d'une prison s'étaient ouvertes soudainement sans que personne ne sache qui détenait les clés, qui les avait ouvertes et sans que personne ne cherche non plus à savoir pourquoi, étonnant, non ? Comme quoi c'est relativement un jeu d'enfant de manipuler ou instrumentaliser des gens (militants) qui prétendent avoir atteint un certain niveau de conscience, et qui en réalité confondent connaissance et dogmatisme.

Les auteurs de cette opération savaient qu'elle déchirerait également la droite traditionnellement opposée à toute immigration, et qu'elle n'aurait pas d'autres choix que d'adopter la rhétorique de l'extrême droite, tout en sachant que parmi la droite certains s'y opposeraient tout du moins en parole.

On est donc en présence d'une machination consistant à semer le chaos à droite et à gauche, de sorte que le représentant centriste du clan de l'oligarchie le plus réactionnaire, Macron, puisse gouverner ou appliquer tranquillement sa politique, une fois débarrassé de tout concurrent ou de toute opposition qui pourrait menacer son pouvoir dès lors absolu.

Tous les thèmes (le racisme et plus particulièrement l'antisémitisme, l'homophobie, la misogynie, la légalisation de la drogue, etc.) qu'ils ont mis en avant depuis maintenant 40 ans basés sur les préjugés profondément ancrés dans la société et destinés à les choquer, frénétiquement depuis le passage de Hollande à l'Elysée, n'ont été entre leurs mains qu'une tactique ou des instruments destinés à servir la stratégie politique de l'oligarchie qui vise à instaurer un ordre mondial totalitaire.

Il est extraordinaire de constater que la soi-disant gauche et extrême gauche ont participé à des opérations politiques initiées par l'oligarchie elle-même avec le soutien en premier lieu de monarchies européennes. S'il fallait des faits ou des preuves matérielles pour démontrer à quel point elles étaient décomposées, on n'a plus que l'embaras du choix.

Effectivement on peut dire que cela a fonctionné à merveille, peut-être même au-delà de leurs attentes, mais c'est une autre histoire, puisqu'ils sont parvenus à disloquer la gauche et la droite et à s'emparer de tous les pouvoirs, y compris l'Etat.

Ils ont davantage brisé l'illusion qu'il existait un clivage entre la gauche et la droite, que ce clivage lui-même basé sur les rapports établis entre les classes qui n'ont pas été entamés, ce qui leur offre un certain répit pendant lequel Macron s'emploie hystériquement à faire passer son programme ultra réactionnaire.

Cela a également permis de mettre en lumière que la caractérisation de gauche était surfaite ou usurpée, pour ainsi dire sans fondement, ou plutôt qu'elle partageait les mêmes fondements que la droite, ce qui pourrait conduire ceux qui s'en réclament

d'en chercher la réelle signification, de classe cette fois. C'est tout le bien qu'on peut se souhaiter en attendant des jours meilleurs.

En complément

- Sanctionner les pays anti-migrants : la proposition de Macron - leparisien.fr - 23.06

[Leur vieux monde en perte.](#)

- Contrôle de l'information en Russie : la Coupe du monde est "un décor Potemkine" pour "éviter de voir la réalité" - franceinfo 23.06

"Il y a une mainmise presque totale du Kremlin sur l'information", a dénoncé Christophe Deloire, secrétaire général de Reporters sans frontières... franceinfo 23.06

Aux Etats-Unis le "presque" est de trop.

- Nicaragua: nouvelles attaques des forces de l'ordre, 8 morts dont un enfant - AFP 24.06

Au moins huit personnes, dont un enfant de 15 mois, ont été tuées dans des opérations samedi des forces de l'ordre et des groupes paramilitaires...AFP 24.06

Pas un mot sur les milices patronales et d'extrêmes droites à la solde de Washington à l'oeuvre pour renverser le régime en place...

- L'ONG allemande Lifeline à Salvini: "Ce sont des humains que nous sauvons" - AFP - 24.06

Tandis que le sort des millions de travailleurs allemands pauvres les laisse indifférent... Leur humanisme est bien la politesse ou la bonne conscience des salauds...

- Dans le sud syrien, la misère des déplacés fuyant la menace d'une offensive - AFP 24.06

Vaut mieux qu'ils restent sous la coupe des barbares d'Al-Nosra...

- Espagne : la colère monte après la remise en liberté de "La Meute" - franceinfo 23.06

Voilà une prise de conscience très sélective qui participe au chaos général relayée par les médias...

INFOS EN BREF

ECONOMIE

Algérie

- La Banque d'Algérie a déclaré avoir fait fonctionner jusqu'en mars dernier la planche à billets pour créer 3.585 milliards de dinars de monnaie, soit environ 26 milliards d'euros - sputniknews.com 23.06

La Banque d'Algérie a déclaré avoir fait fonctionner jusqu'en mars dernier la planche à billets pour créer 3.585 milliards de dinars de monnaie, soit environ 26 milliards d'euros. Dans un rapport cité par le Journal officiel, elle a précisé que cette émission s'inscrivait dans le cadre d'un plan quinquennal approuvé par les parlementaires.

Jusqu'au 31 mars dernier, la Banque d'Algérie a procédé à l'émission de billets. Elle a confirmé dans son rapport mensuel, cité par le Journal officiel, qu'elle avait émis avant la fin du mois de mars 2018 un total de 3.585 milliards de dinars, soit près de 26 milliards d'euros. Cette émission s'inscrit dans le cadre d'un plan quinquennal de recours à la planche à billets qui a été approuvé par les parlementaires en septembre dernier afin de financer la dette publique, d'éviter une cessation du versement des salaires et pensions aux fonctionnaires et retraités et de relancer les projets à court de financement.

En effet, les besoins du Trésor public algérien en financement sont très lourds cette année. Selon le ministre algérien des Finances, Abderrahmane Raouya, si l'année dernière ils s'étaient chiffrés à 570 milliards de dinars (environ 4,1 milliards d'euros), ces besoins ont triplé cette année pour atteindre un équivalent de 13,2 milliards d'euros et doivent constituer l'année prochaine

580 milliards de dinars, soit quelque 4,2 milliards d'euros.

Ce plan était conforme aux orientations souhaitées par le Président Abdelaziz Bouteflika qui n'envisageait pas pour son pays l'option de recourir à l'endettement extérieur pour financer la commande publique et permettre une relance de la croissance économique. Toutefois, il s'est retrouvé sous le feu des critiques du Fonds monétaire international (FMI) et de l'opposition.

Ainsi, le FMI, qui avait affirmé dans un rapport que l'Algérie devait saisir les opportunités qui se présentaient à elle pour «atteindre le double objectif de stabilisation macroéconomique et de promotion d'une croissance durable», estime que ces mesures risquent d'aggraver les déséquilibres, d'accentuer les tensions inflationnistes et d'accélérer la perte de réserves de changes, ce qui créera un environnement économique qui ne sera propice ni aux réformes, ni au développement du secteur privé.

Pour l'opposition, un tel financement non conventionnel conduira à une flambée de l'inflation, à la baisse du pouvoir d'achat et à la chute du cours du dinar algérien. sputniknews.com 23.06

Vite il faut renverser Bouteflika, dixit le FMI...

[Haut de page ↗](#)